

FLQ • un projet révolutionnaire

Lettres et écrits
séparés (1963-1982)

Textes rassemblés par
R. Compton, D. Cooper
et P. Vallières



ÉTUDES
QUÉBÉCOISES



vlb éditeur

FLQ: UN PROJET RÉVOLUTIONNAIRE
LETTRES ET ÉCRITS FELQUISTES 1963-1982
de R. Comeau, D. Cooper et P. Vallières
est le trois cent soixante-quinzième ouvrage
publié chez
VLB ÉDITEUR
et le dix-septième de la collection
«Études québécoises».

Autres titres déjà parus dans la collection «Études québécoises»

CENT ANS DE SOLIDARITÉ/HISTOIRE DU CONSEIL DU TRAVAIL
DE MONTRÉAL 1886-1986 (FTQ)

LA COMMUNAUTÉ PERDUE/PETITE HISTOIRE DES MILITANTISMES,
de Jean-Marc Piotte

INTRODUCTION À L'HISTOIRE DES SPORTS AU QUÉBEC,
de Donald Guay

MAURICE SÉGUIN, HISTOIRE DU PAYS QUÉBÉCOIS,
VU PAR SES CONTEMPORAINS, suivi de LES NORMES,
édition préparée par Robert Comeau

POUR UNE POLITIQUE, de Georges-Émile Lapalme

ASSEMBLÉES PUBLIQUES, RÉOLUTIONS ET DÉCLARATIONS DE 1837-1838,
présentées par Jean-Paul Bernard et l'Union des écrivains québécois

HISTOIRE DE LA CLINIQUE DES CITOYENS DE SAINT-JACQUES,
de Robert Boivin

LE RÊVE D'UNE GÉNÉRATION/LES COMMUNISTES CANADIENS,
LES PROCÈS D'ESPIONNAGE ET LA GUERRE FROIDE,
de Merrily Weisbord

ENTRE LES RÊVES ET L'HISTOIRE, de Guy Rocher

UN NOUVEL ORDRE DES CHOSSES/LA PAUVRETÉ, LE CRIME,
L'ÉTAT AU QUÉBEC DE LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE À 1840,
de Jean-Marie Fecteau

LE DROIT DE SE TAIRE, de Robert Comeau et Bernard Dionne

LA CONDITION D'ARTISTE: UNE INJUSTICE, de Jean-Guy Lacroix
JOURNAL, d'André Laurendeau

LA CRISE D'OCTOBRE ET LES MÉDIAS, de Bernard Dagenais

AUTOPSIE DU LAC MEECH/L'INDÉPENDANCE EST-ELLE INÉVITABLE?
de Pierre Fournier

QUÉBEC: DIX ANS DE CRISE CONSTITUTIONNELLE, de Roch Denis

À paraître dans cette même collection

LA VIE DE LOUIS RIEL, de Pierre Alfred Charlebois

HISTOIRE DU QUÉBEC, DE LA CONQUÊTE À LA CONFÉDÉRATION,
de Maurice Séguin

La collection «Études québécoises» est dirigée par Robert Comeau.


FLQ: un projet
révolutionnaire

Lettres et écrits
felquistes (1963-1982)

Textes rassemblés par
E. Tremblay, D. Gagnier
et P. Vallières

FLQ: UN PROJET RÉVOLUTIONNAIRE
LETTRES ET ÉCRITS FELQUISTES 1963-1982

viii éditeur



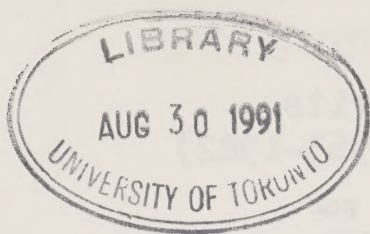
Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

FLQ: un projet révolutionnaire

Lettres et écrits
felquistes (1963-1982)

Textes rassemblés par
R. Comeau, D. Cooper
et P. Vallières

vlb éditeur



VLB ÉDITEUR
1339, avenue Lajoie
Outremont (Québec)
H2V 1P6
Tél.: (514) 270.6800

Maquette de la couverture:
Mario Leclerc

Illustration de la couverture:
Claude Bouchard

Conversion et montage:
Atelier LHR

Distribution:
DIFFUSION DIMÉDIA
539, boul. Lebeau
Ville Saint-Laurent (Québec)
H4N 1S2
Tél.: (514) 336.3941

©VLB ÉDITEUR & R. Comeau, D. Cooper et P. Vallières, 1990
Dépôt légal — 4^e trimestre 1990
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-89005-426-8

Avant-propos

À l'occasion du 20^e anniversaire de la crise d'Octobre et de la commémoration de la Loi des mesures de guerre (16 octobre 1970), nous avons cru important de rappeler, en particulier à la nouvelle génération qui n'a pas connu ces années d'agitation nationaliste radicale, les objectifs poursuivis par les divers réseaux de militants du Front de libération du Québec (FLQ).

Cet ouvrage regroupe une quarantaine de textes — manifestes, analyses, lettres, récits autobiographiques — la plupart inconnus du grand public, écrits et diffusés par des militants du FLQ depuis 1963, date du premier manifeste felquistes. Le recueil se termine avec le témoignage du prisonnier politique qui a passé le plus de temps en prison (14 ans), François Schirm.

Le choix des textes est le résultat d'un travail collectif. Avec Pierre Vallières, rédacteur en chef de *V.O., le magazine de vie ouvrière* et Daniel Cooper, étudiant en droit à l'Université Laval, nous assumons tous les trois la responsabilité du choix des textes. Je tiens à remercier l'auteur des *Nègres blancs d'Amérique* d'avoir accepté de rédiger une présentation de ces textes. Nous avons également pu compter sur la collaboration de Charles Gagnon qui nous a permis de consulter son fonds d'archives déposé au Service des Archives de l'UQAM où nous avons pu compter sur la compétence et la disponibilité de l'archiviste Gilles Janson. Mes remerciements vont également à Daniel Cooper qui a effectué le travail de transcription des textes sur support informatique.

Pour des raisons évidentes d'espace, il a malheureusement fallu élaguer des écrits importants. Mais dans sa forme

actuelle, l'ensemble des textes publiés ici représente fidèlement les diverses tendances qui se sont exprimées au FLQ au long de ses dix années de lutte, de 1963 à 1972. Des textes écrits par des felquistes après la crise d'Octobre 1970 ont aussi été retenus.

Certains textes ou certains extraits choisis n'ont pas obtenu l'accord de leur auteur pour être publiés; tirés de publications clandestines, ils étaient souvent ou anonymes ou signés d'un pseudonyme. Dans le cas des textes signés, nous ne voulons pas laisser croire que ces ex-militants du FLQ défendraient ces mêmes idées ou préconiseraient ces mêmes stratégies aujourd'hui. Le fait que ces textes se retrouvent regroupés ici n'implique pas non plus que les auteurs appartenant aux divers réseaux felquistes ont partagé ou partagent une analyse commune de ce courant politique. Les lecteurs et lectrices voudront bien prendre note que ce sont des témoignages datés qui s'inscrivent dans un contexte historique et dans une conjoncture politique que nous n'avons pas analysés dans ce recueil. Notre objectif est simple: mieux faire connaître ce que fut le projet révolutionnaire du FLQ. La connaissance de ces écrits peu connus devrait permettre de mieux mesurer le chemin parcouru par le mouvement nationaliste québécois contemporain. On trouvera dans cet ouvrage-ci un excellent complément à l'ouvrage de Louis Fournier: *FLQ: histoire d'un mouvement clandestin*, et à celui de Bernard Dagenais: *La crise d'octobre et les média*.

ROBERT COMEAU
responsable de la collection «Études québécoises»

Préface

«On n'est pas ici pour s'entendre dire qu'on fait pitié et recevoir une tape sur l'épaule. On s'est retrouvé en prison parce qu'un jour nous sommes passés à l'action, parce qu'on s'est engagé totalement dans les processus révolutionnaires, parce que nous sommes passés de la défensive à l'offensive, parce que nous avons mis en pratique ce en quoi nous croyons, parce que nous avons voulu donner l'exemple à l'avant-garde révolutionnaire pour qu'elle donne l'exemple à toute la population dans les moyens à prendre pour sa libération. Nous sommes en fait l'amorce d'une plus grosse amorce qui, elle, fera sauter la dynamite.»

PIERRE-PAUL GEOFFROY
Lettre de prison, 1970

Ce livre, qui n'est d'aucune manière un ouvrage à sensation, a le mérite de souligner que le FLQ n'était pas qu'un mouvement de résistance armée, né de la colère spontanée de jeunes gens indignés par l'exploitation et la soumission des leurs. C'était aussi et d'abord un projet de société, alternatif et de gauche. Un projet révolutionnaire, articulé et cohérent.

Jusqu'à ce jour, l'histoire a surtout retenu les coups d'éclat du FLQ: bombes, enlèvements, vols à main armée, etc. Pourtant, l'action violente, directe, immédiate, n'était qu'un aspect de la lutte avant tout idéologique menée par le FLQ.

La publication des textes felquistes prouve que les militantes et militants du FLQ, loin d'être de simples agitateurs armés, avaient une vision claire des objectifs politiques et sociaux pour lesquels ils

avaient consenti à risquer la prison et même leur vie. Ce qu'ils voulaient, plus que l'indépendance politique formelle, c'était clairement une révolution sociale, radicale et globale. Cette révolution, ils ne la souhaitaient pas seulement pour le Québec, mais aussi pour les États-Unis, le Canada anglais, les Caraïbes, l'Amérique latine, et finalement le monde entier. Voilà pourquoi ils étaient partisans d'un front multinational et pluriethnique de libération, et au Québec, c'étaient toutes les formes d'oppression nationale.

Les textes du FLQ ont coïncidé avec une période de grande effervescence politique, alors qu'au Québec toutes les grandes questions concernant l'avenir collectif étaient posées sans censure ni restrictions mentales. Il faut remarquer cependant qu'à l'époque du FLQ, le féminisme n'occupe pas encore la place centrale qu'il aura au cours des années 70. Même chose, d'ailleurs, pour le mouvement homosexuel, l'écologie, la contre-culture, etc. C'était tout de même une époque où les porteurs d'eau, qu'ils soient chômeurs, grévistes, cultivateurs, autochtones, jeunes, femmes, gaspésiens ou abitibiens, prenaient en même temps la parole et la rue pour dire leur soif de libération et de justice. En ce temps-là, tout paraissait possible, même aux plus démunis. Le Québec se portait mieux et les mouvements sociaux avaient plus de vigueur qu'aujourd'hui, grâce justement à l'affirmation ouverte des dissidences et des différences, ainsi qu'au fort vent de changement et d'espoir qui soufflait à l'époque. Un réel débat d'idées, innovateur et pluraliste, permettait aux forces progressistes de croire en un avenir meilleur. Quant aux porteurs d'eau, lassés de subir l'histoire, ils croyaient enfin pouvoir la faire.

Le FLQ a participé pleinement à cette espérance, convaincu qu'il était que les idées et l'action des masses mènent le monde.

Le changement global hélas ne se réalisa pas. L'enrichissement des classes moyennes, ainsi que l'augmentation rapide du niveau de vie des travailleurs syndiqués, favorisés par la croissance économique des années 50 à 70, eurent tôt fait de ramener sur le devant de la scène la défense d'intérêts corporatifs, le retour à l'orthodoxie libérale, l'égoïsme social, le repli sur le privé, le chacun pour soi...

Une fois retombée la fièvre contestataire des années 60, le FLQ disparut, comme la majorité des groupes révolutionnaires plus ou moins «spontanéistes» de ces années-là. Il disparut aussi parce que sa pratique se situait aux antipodes de celle des «gagneurs». C'était une pratique de «pauvres».

Nous devons cependant au FLQ d'avoir, durant les dix années de son existence, posé clairement le problème de la révolution. Il faudra bien un jour, répétait le FLQ, abolir le système inégalitaire imposé par la dictature du capital. «Le mépris n'aura qu'un temps», disait-il. Concrètement, pour les felquistes cela signifiait assumer dans l'action et par l'écrit l'ensemble des contre-pouvoirs qui, de comités de citoyens en opérations Dignité, cherchaient à s'organiser durablement à l'extérieur des partis et des institutions. Le FLQ n'entendait pas faire la révolution à la place des gens mais, au contraire, comme le souligne le manifeste de 1970, il insistait sans cesse pour dire: «Faites vous-mêmes VOTRE révolution dans vos quartiers, dans vos milieux de travail. (...) Vous seuls êtes capables de bâtir une société libre.»

Même si le projet felquiste n'a pas réussi, il nous parle encore aujourd'hui. Surtout dans le contexte actuel d'impatience politicienne, où les dirigeants nationalistes les plus en vue en appellent au «consensus national», voire même à l'atrophie cérébrale et à l'amnésie historique, dans l'espoir que de cette façon la population du Québec accédera plus rapidement à l'indépendance. Une fois de plus, ces politiciens apparemment pressés sont en retard sur les attentes démocratiques et sociales de la majorité. Loin d'être à l'avant-garde du progrès, ils se réfugient dans un immobilisme frileux et sans audace. Par peur de faire peur... au capital, ils s'empressent d'évacuer de la question nationale le moindre contenu social et culturel de nature à effaroucher les gens d'affaires. Comme si pour un peuple la meilleur façon de se libérer était de mettre son âme, ses aspirations profondes, ses idées d'avenir, son sens critique et son autonomie politique au placard!

Le consensus actuellement recherché équivaut dans les faits à demander aux citoyens de s'autocensurer et de signer un chèque en blanc aux politiciens en place. Il ne favorise que les partis et les groupes d'intérêts les plus susceptibles de profiter immédiatement du momentum nationaliste créé par l'échec retentissant des palabres du lac Meech. Il n'est pas sûr, loin de là, que ce consensus, vide de projet social, profite à la majorité.

Aujourd'hui encore, les écrits felquistes nous disent qu'il n'y aura jamais libération du Québec sans libération de sa majorité. L'affairisme consensuel ne sert pas la démocratie. Pour bâtir une société, un pays vraiment libre, nous devons passer d'une démocratie «représentative», de spectacle et surmédiatisée, faite de sou-

mission et d'apathie, à une démocratie de participation, pluraliste et créatrice, faite de débats, d'enjeux, de dissidences, voire même de transgressions, et où surtout personne ne sera laissé pour compte.

Dans cette perspective, même à vingt ans de distance, les écrits du FLQ, outre leur intérêt historique indéniable, peuvent encore alimenter les débats nécessaires et urgents quant au projet de société qui doit être l'objectif de la souveraineté collective et populaire.

PIERRE VALLIÈRES

Message du FLQ à la nation*

Patriotes,

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les divers peuples dominés du monde brisent leurs chaînes afin d'acquérir la liberté à laquelle ils ont droit. L'immense majorité de ces peuples a vaincu l'opresseur et aujourd'hui vit librement.

Après tant d'autres, le peuple québécois en a assez de subir la domination arrogante du capitalisme anglo-saxon.

Au Québec, comme dans tous les pays colonisés, l'opresseur nie féroce­ment son impérialisme et est appuyé en cela par notre soi-disant élite nationale, plus intéressée à préserver ses intérêts économiques personnels qu'à servir les intérêts vitaux de la nation québécoise. Elle persiste à nier l'évidence et s'emploie à créer de multiples faux problèmes, voulant détourner le peuple assujetti du seul qui soit essentiel: L'INDÉPENDANCE.

Malgré cela, les yeux des travailleurs s'ouvrent chaque jour un peu plus à la réalité: le Québec est une colonie.

Colonisés, nous le sommes politiquement, socialement, économiquement. Politiquement, parce que nous ne possé-

* Le premier manifeste du Front de libération du Québec fut diffusé le 16 avril 1963. Le premier de trois manifestes, cet appel à la nation expliquait brièvement la raison d'être du FLQ dans le style caractéristique des mouvements de lutte de libération nationale d'après-guerre. Il se terminait par un appel aux armes destiné à tous les patriotes québécois.

Ce texte, d'abord destiné aux journaux, fut plus tard reproduit dans le numéro 45 de *La Cognée*, organe du Front de libération du Québec, le 15 octobre 1965.

dons pas les leviers politiques vitaux à notre survie. Le gouvernement colonialiste d'Ottawa possède en effet toute juridiction dans les domaines suivants: économie, commerce extérieur, défense, crédit bancaire, immigration, droit criminel, etc. De plus, toute loi provinciale peut être refusée si Ottawa le juge bon.

Le gouvernement fédéral, étant complètement acquis aux intérêts des impérialistes anglo-saxons, qui y détiennent une majorité constitutionnelle et pratique écrasante, sert constamment à maintenir et à accentuer l'infériorité des Québécois. Chaque fois que les intérêts anglo-saxons et québécois entrent en conflit, les intérêts du Québec sont infailliblement défavorisés. Que ce fut militairement avec la conscription, démographiquement avec le favoritisme d'assimilation aux Anglo-Saxons, internationalement par la suprématie totale des anglophones dans les divers domaines diplomatiques, toujours, sans exception, le gouvernement outaouais a imposé les intérêts anglo-saxons au détriment des québécois. La force même ne fut pas dédaignée en certaines occasions. Le sang de notre peuple coula alors au bénéfice de la finance coloniale. Colonisé, le peuple québécois l'est donc politiquement.

Il l'est aussi économiquement. Une seule phrase suffit à le prouver: plus de 80 % de notre économie est contrôlée par des intérêts étrangers. Nous fournissons la main-d'œuvre, ils encaissent les profits.

Même socialement, le Québec est un pays colonisé. Nous sommes 80 % de la population et pourtant la langue anglaise domine les domaines les plus divers. Peu à peu le français est relégué au rang du folklorisme alors que l'anglais devient la langue de travail. Le mépris des Anglo-Saxons envers notre peuple demeure constant. Les «Speak White, Stupid French Canadians», et d'autres épithètes du genre sont très fréquentes. Dans le Québec même, des milliers de cas d'unilinguisme anglais sont arrogamment affichés. Les colonialistes nous considèrent comme des êtres inférieurs et nous le font savoir sans aucune gêne.

Historique du problème: quand le 8 septembre 1760, Monsieur de Vaudreuil, gouverneur de la Nouvelle-France, signe l'acte de capitulation de Montréal, le sort en est jeté. Quelque temps plus tard, l'Angleterre prendra officiellement

possession de la colonie française ainsi que des 60 000 Canadiens français qui s'y trouvent. Et alors l'histoire de la domination anglo-saxonne au Québec commence. Notre pays était riche et les financiers londoniens lorgnaient déjà sur les profits futurs. Pour que la suprématie anglo-saxonne sur le Québec soit incontestée, il fallait à tout prix assimiler ces quelque 60 000 colons, d'une façon ou d'une autre. Cela leur sembla alors des plus facile. En effet, qu'est-ce que cette poignée d'hommes devant l'écrasante puissance que représentait alors l'Angleterre? Soudain, la révolution américaine se produisit. Il fallut donc pour un certain temps se ménager les Canadiens français. L'on n'abandonnait pas pour autant le processus assimilatoire. Un jour les Anglo-Canadiens dépassèrent les bornes; ce fut la révolte de 1837. Ils la réprimèrent dans le sang. Puis vint le rapport Durham. Comme il s'avère impossible, disait celui-ci, d'assimiler les Québécois par la force, prenons-nous y autrement: l'élimination progressive demande plus de temps mais demeure tout aussi efficace. L'Acte d'Union ayant été un échec, l'on créa la Confédération, moyen parfait d'assimilation, dont même le nom était mensonger. Depuis l'avènement de celle-ci, tous les efforts du peuple québécois pour obtenir ses droits fondamentaux ont été arrêtés par le colonialisme.

En 1963, nous avons beau être plus de cinq millions, l'assimilation n'en pousse pas moins sa progression insidieuse. Alors que nous étions en 1940 près de 40 % de la population canadienne, nous n'en sommes plus que 28 %. Seul cela les intéresse. Le temps joue en leur faveur et ils le savent.

Les colonialistes ont cependant oublié une chose, essentielle pourtant. Elle se produit actuellement. Des patriotes se sont rendu compte qu'ils étaient colonisés, dominés, exploités. Ils se sont aussi aperçus que seule une action immédiate et totale pouvait briser leurs chaînes. Une action où les profits personnels mesquins, la mentalité véreuse du compromis utopique à tout prix, les complexes d'infériorité nationaux étaient jetés par-dessus bord.

Les patriotes québécois en ont assez de lutter depuis près d'un siècle pour des futilités, de dépenser leurs énergies vitales dans l'obtention de profits illusoires toujours remis en question.

Il suffit de penser aux centaines de milliers de chômeurs, à la misère noire des pêcheurs de la Gaspésie, aux milliers de cultivateurs à travers le Québec dont le revenu dépasse à peine 1 000 \$ par an, aux milliers de jeunes qui ne peuvent poursuivre leurs études par manque d'argent, aux milliers de personnes qui ne peuvent avoir recours aux soins médicaux les plus élémentaires, à la misère de nos mineurs, à l'insécurité générale de tous ceux qui occupent un emploi: Voilà ce que nous a donné le colonialisme.

Au Québec prévaut également cette situation injuste et paradoxale qui trouve un bon exemple dans la comparaison entre le quartier de Saint-Henri et celui de Westmount. D'un côté nous trouvons une masse typiquement québécoise, pauvre et misérable, tandis que de l'autre une minorité anglaise étale le luxe le plus honteux. Notre écrasement économique progressif, la domination étrangère de plus en plus totale, ne demandent pas des solutions provisoires et à courte vue. Les Patriotes disent NON au COLONIALISME, NON à L'EXPLOITATION.

Mais il ne suffit pas de refuser une situation, il faut encore y remédier. Notre situation en est une d'urgence nationale. C'est maintenant qu'il faut y remédier.

Acquérons les leviers politiques vitaux, prenons le contrôle de notre économie, assainissons radicalement nos cadres sociaux; arrachons le carcan colonialiste, mettons à la porte les impérialistes qui vivent par l'exploitation des travailleurs du Québec. Les immenses richesses naturelles du Québec doivent appartenir aux Québécois!

Pour ce faire, une solution, une seule: la Révolution nationale au sein de l'INDÉPENDANCE. Autrement, le peuple du Québec ne peut espérer vivre libre.

Mais il ne suffit plus de vouloir l'indépendance, de militer au sein des partis politiques indépendantistes existants. Les colonialistes ne lâcheront pas si facilement un tel morceau de choix. Les partis politiques indépendantistes ne pourront jamais avoir la puissance nécessaire pour vaincre la puissance politique et économique coloniale. De plus, l'indépendance seule ne résoudrait rien. Elle doit à tout prix être complétée par la révolution sociale. Les Patriotes québécois ne se battent pas pour un titre mais pour des faits. La Révolution ne s'ac-

complit pas dans les salons. Seule une révolution totale peut avoir la puissance nécessaire pour opérer les changements vitaux qui s'imposeront dans un Québec indépendant. La révolution nationale, dans son essence, ne souffre aucun compromis. Il existe une seule façon de vaincre le colonialisme, c'est d'être plus fort que lui! Seul l'angélisme le plus aberrant peut faire croire le contraire. Le temps de l'esclavage est terminé.

PATRIOTES DU QUÉBEC, AUX ARMES! L'HEURE DE LA RÉVOLUTION NATIONALE EST ARRIVÉE!

L'INDÉPENDANCE OU LA MORT!

Déclaration de principes

septembre 1963

L'indépendance politique est l'outil, le levier indispensable à une authentique révolution nationale. Pour accéder à cette indépendance politique, le seul moyen propre à réussir pleinement l'entreprise de libération totale est la guerre révolutionnaire; nous devons nous y engager.

Nous estimons que cette attitude radicale est juste, parce que:

Premièrement, les chefs de file québécois ne proposent que ce qui est permis par la constitution canadienne. Ces propositions ne sont que des pis-aller, des replâtrages ou pis encore, des doctrines fallacieuses, allant à l'encontre de la dignité nationale, de la santé politique et des objectifs fondamentaux du peuple québécois;

deuxièmement, les partis indépendantistes se leurrent, en adoptant la voie électorale. Il s'agit là d'une lutte que l'adversaire connaît mille fois mieux qu'eux et pour laquelle il disposera de capitaux énormes, pour en sceller l'issue à son profit;

troisièmement, le peuple québécois, sursaturé d'électoralisme, colonisé depuis deux siècles, quasi-assimilé et fortement intoxiqué, secoue sa méfiance, sa résignation, son apathie et son inconscience. Notre peuple a renoncé aux palabres;

quatrièmement, nous devons agir vite, face à l'envahisseur. Nous souffrons d'incurie sociale, de faiblesse économique et d'insuffisance culturelle, tant au niveau de l'enseignement qu'à celui de la langue;

cinquièmement, nous disposons d'une force réelle, contre la puissante combinaison du colonialisme d'Ottawa et de la vilette du Québec;

sixièmement, nous déterminerons les événements au lieu de les attendre. Nous acceptons l'échéance fatale qu'exige notre libération immédiate, plutôt que de se complaire bourgeoisement pour encore des décades de silence, de compromission et d'abandon;

septièmement, le mouvement révolutionnaire est irréversible; ses moyens sont rôdés et inéluctables. Dirigé scientifiquement par des partisans sérieux, disciplinés et formés, le succès en est assuré;

huitièmement, en libérant la patrie, au péril de leurs vies et carrières, les partisans fourniront ainsi une preuve éclatante de désintéressement, de détermination et de foi véritable. Ils barreront la route aux trop nombreux opportunistes, démagogues et dilettantes;

neuvièmement, les nécessités de cette action obligeront les partisans à se dépasser, et à idéaliser la réalisation de la révolution.

La lutte pour la libération nationale est commencée

«C'est à la hache que je travaille... Le temps n'est pas aux nuances, au pays du Québec.»

«Déblayer n'est pas œuvrer; il faut pourtant commencer par déblayer; et avant même de déblayer, il faut démon-
lir.»

FRÈRE UNTEL

Il est temps que ça cesse. Jamais les Québécois n'ont tant désiré des réformes. Partout dans le Québec, la population manifeste sa volonté de changements. Un cri unanime s'élève dans les villes et les villages, même les plus reculés, de notre pays. Nous ne devons plus demeurer esclaves des étrangers, nous ne voulons plus de chômeurs au Québec, nous voulons que le français redevienne notre langue nationale. Nous voulons être libres, et nous lutterons jusqu'au bout pour obtenir justice.

Cette lutte, il faut la rendre réelle, éclatante de vérité. *La Cognée* se veut un *outil de travail*. Comme nos ancêtres, nous devons construire notre patrie avec acharnement pour permettre à la population toute entière de vivre avec dignité. Nous n'avons pas le droit d'oublier la sueur versée et les peines endurées.

Debout, pour abattre les traîtres qui bloquent le chemin du progrès!

La Cognée est plus qu'un outil. Elle est une *arme de combat*. Il faut nous défendre contre nos ennemis qui violent la nation québécoise, avec la complicité des faibles et des lâches, traîtres à leur peuple.

L'heure de la vérité est arrivée. *La Cognée* est un symbole, le symbole du travail et du combat de nos ancêtres, mais ce symbole cache la force et la puissance.

La Cognée enseignera aux patriotes à ne plus craindre, à crier fort leur soif de justice et de liberté. *La Cognée* frappera l'ennemi qui se cache derrière les paravents et les fantômes du biculturalisme, du fédéralisme et de la coopération centralisatrice. Car il sent la soupe chaude et imagine d'autres subterfuges pour mieux cacher l'exploitation des Québécois.

Citoyens du Québec, nous devons poursuivre la lutte de nos pères. Car le jour de l'Indépendance, le peuple entier acclamera les patriotes qui ont su libérer leur Patrie.

Ce jour-là, notre peuple cessera de survivre et commencera à vivre, simplement, comme toute nation libre, où règnent la justice et le progrès.

Renforçons l'unité de la lutte de libération nationale

Nous demeurons prisonniers du carcan de la Confédération, et jamais nous ne pourrons y exercer nos droits; car politiquement et économiquement nous sommes minoritaires et nous resterons minoritaires au sein d'un État canadien; quelles que soient ses structures. Cela, beaucoup de séparatistes ne l'ont pas encore compris. C'est le devoir de chacun d'entre nous de leur expliquer et de leur montrer.

Des réformes constitutionnelles et administratives n'ont jamais pu supprimer le rapport colonisateur-colonisé.

Quelle que soit la volonté de coopération et de compréhension des Anglais, ils ne seront jamais assez bêtes ou assez stupides pour abolir les avantages et les privilèges qu'ils ont acquis les armes à la main. Toute nouvelle formule sera destinée à camoufler plus habilement leur volonté impérialiste d'assimilation.

C'est pourquoi, nous prenons les armes à notre tour. Seule l'action révolutionnaire permettra d'effectuer les transformations globales nécessaires au plein épanouissement de la nation québécoise. Par la lutte organisée, le peuple du Québec imposera ses exigences au gouvernement colonial et s'opposera à la trahison sans cesse renouvelée des gouvernements du Québec.

La période historique que nous traversons actuellement, faut-il le répéter, est le point tournant de l'évolution de notre société. Elle déterminera si notre nation se condamne à dépe-

rir et à disparaître, ou si au contraire elle manifeste le dynamisme du renouveau. Nous avons choisi de lutter pour la seconde solution. Notre action doit s'inscrire dans le processus révolutionnaire qui permettra à tous les citoyens du Québec de vivre dans la liberté et la dignité.

Les forces combattantes doivent se préparer avec clairvoyance

Encore faut-il adapter notre engagement à la conjoncture actuelle. Lorsque le combat sera engagé contre les forces oppressives du pouvoir, il sera trop tard pour acquérir la formation nécessitée par les responsabilités qui incomberont aux dirigeants révolutionnaires. À ce moment, toutes les forces vives de la population seront orientées pour abattre le monstre colonialiste. Les dernier soubresauts demanderont la concentration de tous les efforts.

C'est dès maintenant qu'il faut se préparer efficacement aux tâches qui nous attendent. Dans l'action révolutionnaire, la lutte armée n'est qu'une partie d'un tout. La discipline dans nos rangs, l'encadrement des masses, la mise en place de l'infrastructure révolutionnaire sont des impératifs tout aussi importants. Sans compter les difficultés qui surgiront le jour de l'Indépendance: le contrôle des institutions d'un État souverain, la lutte contre les forces de la contre-révolution...

La conscience de ces difficultés ne doit pas nous faire reculer. Au contraire, elle permettra d'envisager avec lucidité tous les aspects de la lutte. Celle-ci sera globale, pour s'assurer la victoire, à condition de se préparer efficacement et d'avoir en main tous les atouts, avant de s'engager dans une action prématurée.

Attendre d'être prêt n'est pas faire preuve de lâcheté, c'est faire preuve de sagesse. Si quelques éléments bien intentionnés ne saisissent pas cette vérité, nous nous chargerons de leur en faire comprendre l'aspect inexorable. Passer à l'action «ouverte» maintenant, risquerait de détruire le travail de quelques mois. La préparation des cadres et l'organisation des structures constitueront la phase pré-insurrectionnelle, dans tous les pays qui se sont libérés du joug colonialiste et de

l'exploitation étrangère. Cette loi universelle, nous ne pouvons pas l'ignorer.]

La formation est aussi personnelle

Dans ce but, tous les éléments révolutionnaires utiliseront leurs moments libres pour approfondir les connaissances qu'ils ont et pour en acquérir de nouvelles. Un révolutionnaire est un homme complet, le citoyen-modèle. Politique et militaire, sa formation de base doit être la plus large possible. Évidemment, il n'y a pas de génie universel. Chacun doit s'orienter selon ses capacités et ses aptitudes; mais un révolutionnaire ne peut se contenter du strict minimum qu'on lui transmet.

Outre cette auto-formation, il faut ajouter l'auto-discipline. La lutte sera dure, elle sera exigeante; chacun doit s'y préparer en conséquence. Encore là, le minimum n'est pas suffisant. Chacun doit être prêt physiquement au travail souvent harassant qu'on exigera de lui.

Travaillons dans cette perspective. Le Mouvement en sera d'autant plus cohérent, d'autant plus solidaire. Il ne faut pas sous-estimer l'adversaire; ses moyens sont puissants. À la force matérielle, nous opposerons la vigueur morale et physique. Car un révolutionnaire sait pourquoi il combat. Un militaire mercenaire ne sait pourquoi il défend les intérêts de ses dirigeants. Là réside la différence fondamentale entre la lutte de tout un peuple et les tentatives de l'oppression pour maintenir son pouvoir.]

PARCE QUE NOTRE CAUSE EST JUSTE, NOUS VAINCRONS. VIVE LA RÉVOLUTION. VIVE LA RÉPUBLIQUE.

PAUL LEMOYNE
Anonyme

Pourquoi un parti révolutionnaire clandestin?

Parce que la seule voie démocratique qui permettra notre libération nationale consiste à unifier au sein d'un vaste front toutes les forces vives du peuple québécois. Parce que dans un système décadent, renverser un régime ou un autre n'est pas la solution; l'unique option est de détruire le système qui permet à une nation d'exploiter l'autre, qui garantit la domination du colonisateur sur le colonisé.

Le colonisateur prône toujours le statu quo, condition nécessaire à l'asservissement de la nation colonisée. Dans cette perspective, sa technique se réduit à maintenir les structures qui soutiennent son pouvoir, et à chercher à orienter le mécontentement populaire vers un cul-de-sac. Et, suprême habilité, aussi vicieuse qu'adroite, il utilisera des porte-parole issus de la nation indigène pour atteindre son but.

Les patriotes qui ont atteint la conscience révolutionnaire ne se laissent pas prendre à ce jeu. Quand Gérard Pelletier, André Laurendeau, Jean-Charles Harvey et tous les autres collaborateurs disent: «les libertés constitutionnelles et les garanties démocratiques permettent aux partis séparatistes de militer légalement et de prendre le pouvoir par la voie électorale», nous répondons: «nous refusons même d'envisager cette fausse formule». Il est facile de saisir qu'elle conduirait à un échec certain, et que les prétendues garanties constitutionnelles ne servent qu'à maintenir au pouvoir la puissance impérialiste et sa valetaille.

Inexistence d'un parlement national

Un parti politique adopte l'action électorale démagogique, dans le but de détenir la majorité des sièges du parlement, de façon à pouvoir tenir les rênes et à gouverner avec l'appui du législatif.

Nous, révolutionnaires, luttons au nom de toute la nation et gouvernerons plus tard au nom de toute la nation. La révolution donnera naissance au gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. Notre action ne saurait être électorale, pour la simple raison qu'il n'y a pas de parlement national qui nous permettrait de gouverner au nom de toute la nation.

Devrions-nous présenter des candidats aux élections de la House of Commons, à Ottawa? Aucun parti national n'y songe. Le gouvernement d'Ottawa est un gouvernement étranger, et il est responsable devant un parlement à majorité étrangère; les représentants de langue française ne forment qu'une faible minorité. Pouvons-nous espérer obtenir gain de cause? Jamais! Le passé l'a maintes fois prouvé. Non à Ottawa, parce que Ottawa est un gouvernement étranger, et non un gouvernement national.

Alors, disent les naïfs, il faut présenter des candidats à l'Assemblée législative de Québec.

On ne doit pas oublier une chose: le pseudo-parlement de Québec n'a pas juridiction sur tout le territoire national. L'Assemblée législative est le parlement de la «province» de Québec: par conséquent, son pouvoir ne s'étend que sur le territoire provincial, c'est-à-dire environ la moitié du territoire national.

Qui gouverne l'autre moitié? Les terres de l'Ungava, les îles de la Baie d'Hudson et les îles arctiques de notre secteur polaire sont actuellement administrées par le gouvernement d'Ottawa. Le Labrador est actuellement administré par la province de Newfoundland. Les régions francophones des zones limitrophes de la «province» de Québec, sont actuellement sous la juridiction des provinces d'Ontario et de New-Brunswick.

C'est ce qui explique qu'on ne peut considérer le gouvernement du Québec comme national, car il ne contrôle que la moitié du territoire national; ni considérer l'Assemblée

législative comme nationale, car il n'y est représenté que la population vivant à l'intérieur des frontières arbitraires de la «province».

Nous refusons d'utiliser l'Assemblée coloniale

Alors, les étapistes diront: prenons le pouvoir à Québec, et servons-nous en comme instrument de libération nationale. Avant d'obtenir la majorité en chambre, servons-nous en comme tribune d'agitation et de propagande; et avant d'avoir quelques députés en chambre, formons un parti politique «légal» qui préparera le terrain, d'ici les prochaines élections.

Nous refusons de nous engager dans cette voie. La lutte électorale ne conduit qu'à des rivalités sourdes entre diverses factions politiques, factions qui, dans nos structures coloniales, ne recherchent qu'un but: le pouvoir pour le pouvoir. Pour y parvenir, elles veulent s'assurer l'appui de la majorité des électeurs en vendant leurs doctrines, exactement de la même façon qu'une compagnie de savon cherche à augmenter sa clientèle, pour vendre ses produits. Il n'y a plus de démocratie, parce que ce n'est pas la volonté du peuple qui s'exprime, c'est la publicité des partis.

Le mouvement révolutionnaire refuse de trahir la volonté nationale; le mouvement révolutionnaire assumera la volonté nationale. Nous n'avons plus à vendre nos idées pour gagner l'appui des masses, nous n'avons qu'un seul objectif: prendre le pouvoir au nom du peuple, et gouverner notre patrie au nom du peuple. C'est aussi simple que ça. Là réside la différence entre d'une part, divers groupes d'intérêts engagés dans une lutte sans merci pour le pouvoir et, d'autre part, un mouvement populaire de libération nationale.

Pourrait-on utiliser l'Assemblée coloniale?

Pour les opportunistes qui refusent de comprendre qu'il ne faut pas jouer avec la dignité d'un peuple, nous ajoutons: notre système électoral vise à conserver le statu quo, à maintenir au pouvoir les partis traditionnels, et à empêcher la formation d'un tiers parti populaire. Le système est tel, qu'il est

strictement impossible à la volonté nationale de s'exprimer véritablement.

La Démocratie exige une liberté politique complète; cette nécessité n'est plus à démontrer. Dans de nombreux États, la liberté politique permet à la population toute entière d'élire un véritable gouvernement.

Est-ce le cas ici? Non!

Nous ne connaissons pas la liberté politique. Les partis politiques agissent comme des entreprises de publicité; une campagne électorale coûte des millions de dollars. Un parti populaire ne peut posséder de tels moyens financiers; seuls les partis corrompus comme la Fédération Libérale et l'Union Nationale peuvent se permettre de telles dépenses, car leurs caisses électorales sont alimentées par les trusts et la haute finance, par ceux-là mêmes qui exploitent notre peuple.

De plus, la lutte électorale nécessite une machine politique importante, montée lentement à coup de faveurs, de patronage et de corruption. La machine électorale des partis traditionnels dévoile son rôle le jour des élections: télégraphes, faux certificats, vols de boîtes de scrutin, racket de la protection, tout l'arsenal de la pègre.

L'unique solution: la Révolution

Dans un tel système, qui nie les droits fondamentaux de la Démocratie, que faire? Il faut porter au pouvoir un gouvernement révolutionnaire, par une insurrection populaire organisée. Seul un gouvernement révolutionnaire pourra créer cette liberté politique, apanage d'un peuple souverain et libre.

Notre lutte se situe dans cette perspective: organiser un mouvement insurrectionnel pour établir un gouvernement révolutionnaire. La prise de conscience populaire se manifeste clairement dans ce sens. Nous assumerons alors la volonté nationale d'un peuple qui veut briser les liens d'asservissement à une nation étrangère, par la décolonisation intégrale.

PAUL LEMOYNE
Anonyme

Message d'Alger*

C'est avec beaucoup de joie que je m'empresse de répondre à l'invitation qui m'a été faite, par le comité provisoire de direction, de communiquer avec nos militants, par *La Cognée*.

Il y aura bientôt un an, je devais quitter précipitamment le sol de la patrie, et me mettre en rapport avec nos amis d'Europe et d'Afrique. Cette année fut pour moi remplie d'expériences qui auront été, en fin de compte, très bénéfiques. Ce ne fut pas sans quelque surprise que je découvris, partout où je passais, un immense sentiment d'approbation pour la lutte de libération qu'a entreprise le Québec, notre patrie. Il va sans dire que dans bien des milieux, notre lutte ne fut connue que par les événements du printemps 1963. L'opinion publique française et la grande presse ont fait un large écho à notre entreprise, dont le succès ne fait aucun doute dans leur esprit. Certes, plusieurs étapes très difficiles restent à franchir, mais l'Histoire est avec nous.

Pour ma part, j'espère sans cesse que le jour n'est plus loin, où je pourrai rentrer au pays, pour me joindre aux frères, pour prendre part active à la lutte. Depuis mon départ, je me suis consacré à l'étude et à l'observation. Notamment, il m'a été donné de suivre de près la conjoncture algérienne, marquée principalement par le Congrès du FLN tenu en avril, et par la malheureuse division de ses chefs.

* Profitant d'une liberté provisoire sous caution, Gilles Pruneau, un militant du FLQ-63, dénoncé par un délateur, se réfugia d'abord en France et ensuite en Algérie, d'où il envoya à ses camarades d'armes du Québec cette lettre d'exil.

Les collègues se souviendront sans doute de mon attitude, lors des colloques tenus avant mon départ. J'y soutenais que notre politique devait, pour réussir, être d'un pragmatisme circonstanciel. Depuis, ma position n'a guère changé, à cet égard. Les expériences que j'ai pu suivre, m'y ont maintenu...

Je fais le maximum pour me tenir bien au fait des événements qui se passent chez nous. J'espère que le jeune entreprise par nos compagnons aura connu le succès attendu. J'espère également qu'il me sera possible de collaborer à vos activités, quoique ma situation politique exclut beaucoup de choses. Néanmoins, chaque fois qu'il sera possible, je vous écrirai.

GILLES PRUNEAU

Lettre de Saint-Vincent-de-Paul*

La Cognée recevait récemment, en primeur, une lettre de Pierre Schneider, en provenance de Saint-Vincent-de-Paul. Selon les vœux de l'auteur, copies seront envoyées à d'autres médias d'information.

Nous avons tenu à diffuser ce document, par solidarité avec les patriotes privés de leur liberté; c'est le seul moyen d'expression et d'action qui leur reste.

Il est bien entendu que cette lettre n'exprime que la pensée de son auteur; le FLQ est par définition un «front» et regroupe des militants de toutes les tendances idéologiques. (N.D.L.R.)

M. Pierre Schneider,
Institution Leclerc,
400, rue Saint-François,
Saint-Vincent-de-Paul, Qué.

Monsieur le rédacteur,

Je m'étais juré de ne jamais tomber dans ce vice maladif que se partagent en commun tous les colonisés du monde et qui consiste en la «destruction fraternelle».

* Un autre militant felquiste de la première vague, également dénoncé par un délateur et condamné à trois ans d'incarcération en 1963, écrivit une lettre à *La Cognée* afin de réagir à quelques propos incendiaires dirigés contre les militants felquistes.

Mais c'en est trop! Que Maurice Lamontagne nous ait traités de NAZIS, nous du FLQ-ALQ, c'était normal, en ce sens qu'un fédéraliste coopératif et traître conscient ne peut être que malhonnête.

Qu'un René Lévesque fasse dans la même veine, nous en sommes surpris, choqués, puis satisfaits de connaître enfin le vrai visage de ce gauchiste salarié qui n'est en réalité qu'un libéral à la solde des financiers du parti qu'il représente. Parti qui est d'ailleurs le plus dangereux. Car, sous des apparences de progrès, il consolide la stagnation, le conservatisme, l'exploitation de l'homme.

Mais qu'un soi-disant indépendantiste, le docteur René Jutras, se serve à son tour de toute la malhonnêteté des politiciens véreux pour discréditer les révolutionnaires, eh bien là je dis non, et j'estime de mon devoir de relever les accusations, quelles qu'en soient les conséquences dans notre situation actuelle.

Le docteur Jutras nous tient, dans *Le Devoir* du 10 juin 1964, un langage qui s'apparente drôlement à celui des colonialistes-qui-ont-raison s'adressant aux révolutionnaires-qui-ont-tort.

Celui-ci disserte sur le «jugement obnubilé» des membres du FLQ, leur fanatisme causé par une «déification où l'exaltation de la Patrie qui fait qu'on la croit supérieure...», leurs moyens immoraux, leur banditisme et il ose même parler de «notre jeunesse désabusée».

Permettez que pour une fois, l'on puisse entendre la voix de ceux qui sont les principaux concernés dans cette affaire.

Pour ce qui est du jugement obnubilé, je crois pouvoir à mon tour renvoyer la balle; à l'idée de «supériorité de notre nation» nous opposons celle de l'égalité du Québec vis-à-vis des autres pays du monde.

Nous concevons l'émancipation indépendantiste dans un contexte strictement RÉVOLUTIONNAIRE. C'est une lutte de classes. Celle de la classe prolétarienne québécoise contre l'EXPLOITATION d'où qu'elle vienne et quelle qu'elle soit. Combien de fois devons-nous réaffirmer notre allégeance aux principes révolutionnaires internationaux? Devrons-nous répéter à nos aveugles volontaires que notre fanion de combat n'arbore pas la Svastika?

Nous sommes les descendants des Patriotes de 1837-38. Nous continuerons leur lutte, leur guerre révolutionnaire jusqu'à la victoire finale.

M. le docteur Jutras fait aussi dans le «légalisme bourgeois». Il nous accuse d'avoir pris des «moyens immoraux», d'avoir agi en bandits; il prétend que nous ne faisons pas une juste guerre.

Le «légalisme bourgeois», c'est le mythe, savamment entretenu par les forces exploitantes, de la «démocratie» colonialiste. Je prévois d'ailleurs pour bientôt le jour où les partis indépendantistes légaux seront aidés par les financiers qui verront en ceux-ci une soupape de sûreté, véritable protectrice de leurs intérêts.

Le «légalisme bourgeois» est donc un instrument, peut-être le plus puissant, entre les mains des colonialistes.

Négliger les forces exploitant le prolétariat québécois pour s'attaquer aux révolutionnaires pas tranquilles, c'est faire le jeu des ennemis de l'indépendance, le jeu de la bourgeoisie québécoise VENDUE aux intérêts anglo-saxons.

Une révolution ne se fait pas dans le «légalisme bourgeois». Tomber dans cette aberration, c'est faire le jeu du colonialisme et c'est entraîner le peuple dans le marasme. Quand on combat une «plutocratie parlementaire colonialiste de type anglo-saxon», l'on a pas le choix des armes. Il ne s'agit plus de faire de la morale de couventines. Pour un véritable révolutionnaire, est moral tout ce qui accélère le processus d'émancipation des masses colonisées.

De fait, nous sommes contre la violence mais bien plus contre le régime (au pouvoir) qui nous y pousse. M. Jutras nous oppose la «guerre juste». Mais qu'est-ce qu'une guerre juste? Faudrait-il qu'il se trouve 100 000 morts pour qu'alors l'on nous autorise à qualifier notre lutte de «juste»? Il existe une chose qui se nomme GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE. C'est celle qui au lieu d'être fomentée par les financiers, l'est par le peuple qui veut mettre fin aux injustices sociales. C'est la seule guerre légitime et juste parce que faite pour les intérêts du peuple.

Au Canada, la démocratie n'a jamais existé. Le seul homme d'État québécois vraiment honnête et patriote fut L.-J.

Papineau, qui dut user de la violence face aux forces anti-démocratiques anglaises.

Pour notre part, nous nous considérons comme des soldats de la libération et en tant que tels sommes prêts à mourir pour notre Patrie.

Aimer sa Patrie, c'est aimer ceux qui la composent. Pour un Québécois, c'est fraterniser avec les pêcheurs de la Gaspésie, les exploités du Lac-Saint-Jean et les ouvriers qui vivent dans l'insécurité dans les usines de Montréal.

Aimer sa Patrie, c'est combattre pour la LIBERTÉ, L'ÉGALITÉ, LA FRATERNITÉ.

PIERRE SCHNEIDER

Le Parti communiste canadien et l'indépendance du Québec

Dans un manifeste de trente pages publié cet automne, le Parti communiste canadien attaque violemment le «gouvernement bourgeois» de Jean Lesage et préconise un regroupement de la gauche québécoise, pour travailler à l'émancipation nationale et sociale de notre peuple.

Depuis quelques mois, le PCC semble «découvrir» l'existence d'une nation québécoise. Dans son organe mensuel, *Combat*, il publiait récemment un article sur la situation politique de notre pays, et on sait qu'il a présenté le printemps dernier un mémoire au Comité parlementaire sur les problèmes constitutionnels du Québec.

Que signifie cet intérêt subit pour le Québec, lorsqu'on se souvient que le PCC a toujours évité de se pencher sur notre situation, a toujours ignoré nos problèmes, n'a jamais mis en lumière le rapport colonisateur-colonisé? Il est significatif que le PCC refuse toujours de créer une section québécoise autonome, établissant en son sein le même rapport de dominants à dominés.

Nous estimons qu'il s'agit là d'opportunisme politique et de tactique démagogique visant à tirer profit du réveil des Québécois. Si certaines de leurs critiques des structures fédéralistes et certaines de leurs attaques contre le pouvoir s'avèrent justes, il ne faut pas oublier que le PCC s'oppose avec vigueur à l'indépendance du Québec et demeure un parti électoral acceptant de jouer le jeu anglo-saxon. De là à conclure

que, malgré ses phrases ronflantes, le PCC ne reflète pas les véritables intérêts des Québécois, il n'y a qu'un pas.

Pendant la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, le Parti communiste français et le Parti communiste algérien se sont opposés au FLN, dénonçant le «nationalisme étroit» de ses dirigeants. Ce n'est qu'à la fin des combats, que les communistes se sont ralliés à cette cause, quant il devint évident que l'indépendance aurait lieu.

Verrons-nous le même phénomène ici? C'est possible.

Mais rappelons-nous que les patriotes authentiques sont ceux qui luttent depuis plusieurs années déjà pour notre indépendance, se faisant les porte-parole de la population. Dès qu'ils ont compris que les intérêts du peuple résidaient dans la révolution et la libération nationale, ils n'ont pas hésité à prendre les armes pour renverser des structures d'oppression et d'exploitation.

Ce sont eux les représentants du peuple et non pas les ouvriers de la dernière heure qui tenteront de tirer les marrons du feu.

CONRAD PAGÉ

Anonyme

Pour une action révolutionnaire chez les étudiants

La jeunesse d'aujourd'hui, c'est le Québec de demain.

Phrase banale, évidente, qu'on ne songe même pas à mettre en question. Phrase simple, remplie de signification toutefois, si on creuse un peu et que derrière les mots on analyse les idées.

Le Québec de demain, c'est-à-dire un Québec souverain, libéré des entraves du colonialisme, maître de ses destinées. Un Québec où la justice et l'égalité formeront les bases de la société, où le progrès présidera à l'orientation de l'économie. Un Québec où n'existera plus l'exploitation de la majorité nationale par une minorité étrangère, où les décisions politiques et économiques seront prises en fonction des intérêts réels de toute la population. Un Québec où la sécurité sociale sous toutes ses formes protégera tout le monde.

Jeunesse d'aujourd'hui, c'est-à-dire ceux qui ont entre 15 et 25 ans, beaucoup encore étudiants. Jeunesse lucide qui refuse de s'intégrer à des structures archaïques, qui condamne le cercle vicieux de la politique traditionnelle, qui saisit avec clairvoyance les injustices d'une économie capitaliste, qui regarde avec mépris les dirigeants actuels qui collaborent avec l'ennemi.

Et c'est parce que la jeunesse du Québec se prononce régulièrement pour la libération nationale, que nous pouvons écrire l'équation: *jeunesse d'aujourd'hui = Québec de demain*.

La lecture des journaux étudiants des écoles secondaires et des collèges nous apprend qu'il ne se passe pas de semaines

sans rencontrer des prises de positions nettes et décisives, sur les problèmes de notre peuple. Et il suffit d'écouter les déclarations de certains responsables, pour apprendre que la révolution se fera par la jeunesse, ou ne se fera pas.

D'ailleurs, l'histoire des révolutions étrangères nous montre qu'elles ont toujours été l'œuvre de la jeunesse; il en sera de même au Québec. Si le FLQ ne pouvait compter sur elle, comme moteur de notre lutte révolutionnaire, nous n'aurions plus qu'à plier bagages et à s'exiler à l'étranger.

Mais l'attitude révolutionnaire de la jeunesse demeure encore axée sur la pensée; s'il est normal que la classe étudiante pense, elle doit aussi agir. Il faut que la pensée révolutionnaire devienne action révolutionnaire.

Pour une action révolutionnaire

La jeunesse s'engagera dans l'action révolutionnaire si et seulement si, ses membres les plus dynamiques et les plus éclairés s'y trouvent. Parce que le FLQ comprend beaucoup d'étudiants, nous croyons que cet encadrement n'est qu'une affaire d'organisation.

Étudiants du FLQ, c'est maintenant le moment de préparer une offensive puissante pour la rentrée de septembre. Vous devez analyser le terrain de la lutte, et selon le rapport des forces, adopter une tactique appropriée.

Si dans une institution donnée, les associations étudiantes ne sont pas contrôlées par les autorités, mais par les étudiants eux-mêmes, alors n'hésitez pas, prenez possession des postes responsables, formez une équipe dirigeante forte, et préparez une action réellement révolutionnaire pour l'an prochain.

Par contre, si vous n'êtes qu'une minorité, dans des institutions où règne l'autoritarisme, alors seule l'action clandestine est possible. Formez des cellules d'agitation pour distribuer des tracts, politisez vos camarades, dénoncez les traîtres et les faibles, opposez-vous aux directives contre-révolutionnaires des autorités et des collabos étudiants.

Pour une formation révolutionnaire

L'été constitue pour tous (non seulement pour les étudiants), une période où les activités tournent au ralenti. Pour la révolution, l'été est une époque de mûrissement et de dépassement d'elle-même.

Chacun doit en profiter pour approfondir sa pensée, accroître son expérience, acquérir de nouvelles connaissances, théoriques et pratiques, pour se développer comme révolutionnaire authentique. Comme patriote, et comme Québécois, on doit utiliser au maximum ces mois où on dispose davantage de temps libre. Qu'un étudiant travaille pour gagner ses cours ou qu'il étudie pendant l'été, il ne vise qu'une chose: orienter ses énergies là où cela profitera le plus. Dans le milieu où chacun évoluera, il est possible de prendre une expérience énorme par le simple contact avec le milieu. Encore doit-on rechercher ce contact et non pas se renfermer dans une satisfaction béate de son sort.

Comme militant du FLQ, l'étudiant doit s'attendre à ce qu'on lui demande un effort important pour favoriser l'expansion du mouvement et compléter ses connaissances. Dans la mesure du possible, un entraînement théorique et pratique de formation révolutionnaire sera dispensé à ceux qui manifesteront les aptitudes et la volonté pour une action plus poussée.

Une révolution sans la jeunesse ne serait qu'une série de réformes. Les réformes, nous les laissons au parti libéral, à l'Union Nationale et au RIN. Pour le FLQ, un objectif: la révolution; et un moteur: la jeunesse.

PAUL LEMOYNE

Le FLQ existe-t-il?*

N.D.L.R. *Sans être membre du FLQ, Mathieu Hébert est un révolutionnaire convaincu; il hésite à s'engager à collaborer avec nous, à cause des faiblesses qu'il souligne dans son article. Nous avons tenu à publier son texte pour deux raisons: d'abord, nous partageons plusieurs de ses critiques, et c'est à cause de ces faiblesses que nos portes sont ouvertes à tous les véritables militants; ensuite, parce que nous avons dit plusieurs fois que nous favorisons une autocritique entre les mouvements, et que cet article correspond à ce vœu.*

On a beaucoup parlé cet été des grèves retentissantes qu'a connues le Québec et du dynamisme retrouvé des syndicats. Le *Quartier latin*, dans son premier numéro, consacre toute une page au thème suivant: ÉTÉ 1965, une étape dans la révolution. Il ne fait aucun doute que le réveil des travailleurs rend possible beaucoup d'espérances. Mais un fait qui me préoccupe est, au niveau de ceux qui travaillent (ou qui disent travailler) à la libération du peuple québécois, l'absence de discipline dans l'action et le manque de rigueur intellectuelle (pour ne pas dire le manque de connaissances élémentaires) dans l'élaboration d'une pensée politique cohérente et réaliste.

* Ce texte est la première contribution de Pierre Vallières à *La Cognée*. Fortement critique de l'orientation du FLQ, il suggéra quelques modifications et détermina, en quelque sorte, la direction future du mouvement révolutionnaire. Pour ce texte — et pour la plupart des textes suivants — M. Vallières se servit du pseudonyme «Mathieu Hébert» pour assurer son anonymat dans l'action clandestine.

Au niveau de l'action, on semble plus souvent préoccupé d'agir au jour le jour, au hasard des prétextes à bombes et à cocktails Molotov, au hasard des manifestations ou de certains événements politiques, qu'en fonction d'une stratégie élaborée à partir d'une analyse approfondie des rapports de force au Québec, en Amérique du Nord et dans le monde et avec l'objectif bien précis, non pas de faire du bruit (pour le «kik»), mais de renverser l'ordre établi et d'instaurer un gouvernement québécois pour le peuple du Québec.

Au lieu de commencer par un examen sérieux du terrain de la lutte et de nos possibilités concrètes de combat et de victoire sur l'ennemi, on commence à quelques-uns par se voler un minimum de matériel (dynamite, détonateurs, machine à photocopier, argent) que le plus souvent on ne sait où cacher. On ne fait même pas la distinction entre l'organisation de la propagande et celle du sabotage, par exemple. On met tout dans le même sac. Tout le monde connaît l'activité de tout le monde. Et finalement, tout le monde se fait prendre... ou bien se décourage.

La maladie infantile des révolutionnaires québécois pourrait se résumer ainsi: chaque type qui a fait tant soit peu ses preuves au cours d'une manifestation, d'un coup de main ou d'un léger acte de sabotage se croit investi de la mission de fonder son propre mouvement qui, bien entendu, se réclamera du FLQ ou de l'ALQ, à moins que ce ne soit du FLN ou de l'ARQ. Non seulement chacun fonde son petit réseau, mais à l'intérieur du réseau, il arrive souvent que chacun se croit bien inspiré d'entreprendre ses propres contacts et d'avoir lui aussi sa propre cour d'éminences grises, de porte-paquets et d'admirateurs naïfs.

C'est ainsi que tout finit par s'entre-mêler et que les indicateurs de police n'ont pas beaucoup de peine à dénicher les chefs de réseaux ni même à prévoir les coups de main qui seront tentés. C'est ainsi que, périodiquement, les arrestations viennent démanteler les organisations qui avaient fait peu de cas de la sécurité, de l'analyse concrète du terrain et des possibilités de l'heure. Il ne suffit pas de dénoncer les indicateurs de police. Il faut d'abord faire son propre examen de conscience et se demander qu'est-ce qu'un patriote, qu'est-ce qu'un partisan, qu'est-ce qu'une organisation de partisans,

qu'est-ce qu'une lutte de libération nationale? Ces questions peuvent paraître élémentaires. Elles le sont. Mais combien d'entre nous se les sont vraiment posées? Même *La Cognée* n'a pas fait encore le dixième de ce qu'elle devait faire en ce sens.

La lutte que nous avons entreprise n'est pas une aventure, c'est une véritable guerre, soumise aux lois scientifiques de la guerre. L'amateurisme ne peut que nous conduire à la faillite. Nous devons combattre partout l'infantilisme et l'activisme. Certains prétendent qu'ils ne se croient pas indispensables à la révolution et que, par conséquent, ils peuvent se permettre de tout risquer dans une action dangereuse qui, certes, a théoriquement son importance mais qui concrètement ne peut être avantageuse, au début de la lutte, que si elle se solde par une victoire complète. Un mouvement révolutionnaire à ses débuts ne peut se permettre de défaites importantes sous peine de disparaître. Il ne peut, non plus, se permettre de grouper des hommes qui ne se croiraient pas indispensables à la révolution. Car justement chaque partisan est un soldat irremplaçable.

Le manque de maturité des cadres révolutionnaires a de quoi nous inquiéter. Justement au moment où les travailleurs et les cultivateurs du Québec auraient besoin de l'aide d'une organisation révolutionnaire capable de leur offrir concrètement un espoir de libération, le Front de libération du Québec n'est, à toute fin pratique, qu'un vague rassemblement de groupuscules plus ou moins agissants dont tous les membres (ou à peu près) sont connus de la police et des indépendantistes militants. Seule, *La Cognée* surnage, mais on ne peut pas dire qu'actuellement elle contribue réellement à la formation théorique et pratique des cadres révolutionnaires. *La Cognée* n'est à la fois ni un journal d'information pour le grand public (parce qu'elle n'est distribuée qu'à un petit nombre de personnes), ni un bulletin de formation révolutionnaire pour les quelques habitués qu'elle touche périodiquement.

C'est donc dire qu'il y a déficience, actuellement, non seulement au niveau de la base «activiste», mais également au niveau des «penseurs» de la révolution. Il y a, d'un côté, des gars qui se battent et qui veulent se battre encore plus, mais qui ne sont pas réellement formés; il y a, de l'autre, une poignée d'intellectuels qui pensent à vide la révolution, parce

que justement ils n'ont pas su encore canaliser et organiser l'énergie de la base pour la transformer en un véritable mouvement de libération nationale, un FLQ efficace, concret, au service des exploités du Québec.

Il ne fait aucun doute dans mon esprit que le peuple du Québec souhaite l'avènement d'un FLQ fort. Il ne fait aucun doute non plus qu'un nombre considérable de jeunes Québécois, de travailleurs et de chômeurs souhaiteraient s'enrôler dans ce FLQ pour libérer la patrie et eux-mêmes. Quand se rendra-t-on compte, enfin, que ce FLQ ne naîtra pas de l'anarchie ni de quelques actes isolés, et encore moins de quelques réflexions puisées dans un certain manuel de la révolution? Quand se mettra-t-on vraiment à travailler sérieusement à l'organisation du FLQ?

MATHIEU HÉBERT
(Pierre Vallières)

Une lutte que nous n'avons pas choisie*

On a beaucoup reproché au FLQ d'être anarchiste, de cultiver le mythe du terroriste auréolé d'une gloire qui fait l'admiration et la crainte du citoyen tranquille. On lui a reproché, et encore dernièrement dans un numéro de *La Cognée* (édition nationale), son manque de discipline, de ne pas agir «en fonction d'une stratégie élaborée à partir d'une analyse approfondie des rapports de force au Québec, en Amérique du Nord et dans le monde, et avec l'objectif bien précis, non pas de faire du bruit (pour le «kik») mais de renverser l'ordre établi et d'instaurer un gouvernement québécois pour le peuple du Québec**». Si telle est la réputation du mouvement, nous encaissons le reproche d'autant plus que, ayant révisé nous-mêmes nos positions, il nous a semblé qu'il était justifié. Non pas que nous renonçons aux bombes et aux fusils, mais nous avons décidé d'en faire un usage tactique et non pas une religion.

Pourquoi *La Cognée* à l'université?

C'est une lutte que nous n'avons pas choisie, qui nous a

* Octobre 1965 vit l'apparition d'une édition universitaire de *La Cognée*. Destinée principalement aux étudiants de l'Université de Montréal, cette édition se disait publiée «par un comité de professeurs et d'étudiants». Nous présentons le premier texte paru dans cette édition.

** Hébert, Mathieu, *Le FLQ existe-t-il?*, dans *La Cognée*, vol. 2, n° 44, page 4.

été imposée par un régime politique pourri et hoquetant, dont le dernier assaut consiste à instaurer la loi de la matraque, et par un système socio-économique chancelant qui a choisi un peuple comme béquille lui permettant de prendre des grands airs florissants. Mais il est des béquilles qui se retournent contre le boiteux pour mieux l'achever. C'est le cas de l'ouvrier québécois qui a appris de se servir de la grève répétée pour protester, c'est le cas aussi du cultivateur du Lac-Saint-Jean qui a braqué non pas le fusil mais le tracteur contre un gouvernement endormi. Mais c'est surtout le cas d'une jeunesse étudiante ou travailleuse qui a engagé une lutte à finir avec l'ordre établi.

Nous de la «montagne», allons-nous demeurer passifs face au mouvement général; de peur de manquer d'«objectivité scientifique», allons-nous manquer le train de la révolution? Il est grand temps de choisir si nous ne voulons pas devenir l'exploiteur à abattre. *La Cognée*, à l'université, est là pour nous engager à prendre le pas. L'université n'est pas à l'abri du système; de nos jours, les tours d'ivoire n'existent plus. N'étant pas ce qu'elle devrait être, c'est-à-dire une institution à l'avant-garde de la nation qui explore les terrains de l'avenir, l'université est devenue la plus grande prostituée du régime et, en même temps, sa plus triste victime. Nos universités du Québec sont devenues des instruments au service du pouvoir réel qu'est le monde de la finance. De qui, en effet, dépend l'administration de nos universités? Qui en sont les gouverneurs, qui sont les gouvernants qui les subventionnent? Quels sont les intérêts de tous ces gens? Répondez à ces questions et vous verrez que notre sort est entre bonnes mains, que l'avant-garde de la nation est sous bonne garde!

La Cognée entend dénoncer cette crapule. D'abord, un ministre de l'Éducation qui remet notre sort entre les mains des banquiers et la gratuité scolaire aux calendes grecques; un recteur et ses gouverneurs qui en connaissent beaucoup plus long sur les cours de la Bourse que sur les cours que devraient recevoir un universitaire; des professeurs (sauf quelques rares exceptions) qui prostituent leur savoir au service de l'ordre établi au nom de l'objectivité; des leaders étudiants qui, sous prétexte de réalisme, tiennent bien au chaud le «job» qui les attend au ministère de l'Éducation et, enfin,

nous les étudiants de la masse, qui ne bougeons pas devant cette comédie bien montée.

Pourquoi un journal clandestin?

Si *La Cognée* n'avait d'autres objectifs que de dénoncer tous ces gens, elle risquerait de faire double emploi avec *Le Quartier latin* qui fait déjà bonne figure dans le combat révolutionnaire. Mais *La Cognée* veut surtout nous engager à l'action concrète: grèves, manifestations violentes et bombes s'il le faut. Et c'est pourquoi *La Cognée* est un journal clandestin. Devant les forces d'oppression du pouvoir, nous ne pouvons nous permettre de crier au grand jour, mais que ceci ne nous empêche pas d'agir. Pour que notre action devienne efficace, il est nécessaire de s'organiser et de définir notre stratégie face à un pouvoir qui détient encore le monopole de la force. *La Cognée* nous aidera donc à repérer le pouvoir réel et nous engagera à le renverser.

JACQUES LEMELIN

Pour la gratuité scolaire

TAXER NOTRE AVENIR POUR FRÉQUENTER L'UNIVERSITÉ, *c'est vraiment trop exiger de nous*, monsieur le ministre!

Nous refusons votre politique scolaire, car elle nous coûte trop cher depuis trop longtemps. Monsieur le ministre, au risque de détruire pour toujours ce «climat harmonieux et constructif qui a existé jusqu'ici (selon vous) entre le ministère et le milieu étudiant» (cf. les journaux du 8 octobre), au risque d'être en guerre directe contre vous, monsieur le ministre, nous EXIGEONS la *gratuité scolaire*, nous EXIGEONS *justice*, car

L'ÉDUCATION N'EST PAS UN PRIVILÈGE, MAIS UN DROIT, UN DROIT SACRÉ.

Nous attendons de l'AGÉUM (ainsi que de l'UGEQ) *des mesures radicales*, énergiques, pour forcer le gouvernement à abolir les frais de scolarité.

DES ACTES, PAS DES PHRASES, DES ACTES!

L'ARGENT est disponible. Que l'État du Québec aille le prendre là où il se trouve, chez les compagnies qui exploitent notre patrimoine national, et évidemment à OTTAWA.

Que l'État du Québec cesse de taxer les étudiants et les travailleurs, que l'État du Québec taxe les PROFITS des compagnies!

IL EST TEMPS DE FONDRE NOS STYLOS POUR EN FAIRE DES BOMBES AU PLASTIC!

LE FLQ
section universitaire

Deuxième anniversaire

La Cognée a deux ans. Le 15 octobre sera une date historique dans l'histoire de la libération nationale du peuple québécois.

Le 15 octobre 1963, à la demande du comité central, des militants du Front de libération du Québec fondaient *La Cognée*. Depuis, malgré les nombreux interrogatoires et perquisitions de la police coloniale, *La Cognée* n'a jamais cessé de paraître. Les recherches de police ont été entourées de beaucoup de publicité, comme en septembre 1964; ou encore de toute la discrétion possible, comme c'est actuellement le cas. Car c'est un scandale inadmissible pour les colonialistes canadien et leurs valets: *La Cognée* existe toujours.

Pourtant, publier un journal clandestin n'est pas une entreprise facile. Cela suppose un vaste réseau de distribution clandestin; cela suppose aussi une imprimerie clandestine; cette imprimerie doit se déplacer sans cesse pour ne pas être repérée, etc. Toutes ces difficultés, le Front de libération du Québec a su les vaincre. Ainsi, depuis maintenant deux ans, *La Cognée* paraît régulièrement. Organe de liaison au sein du FLQ, journal d'organisation et de formation, feuille de combat, *La Cognée* touche maintenant des milliers de partisans.

Nous devons adresser nos remerciements au peuple du Québec, à tous ceux qui savent quelque chose et qui refusent de le dévoiler, à tous ceux qui préfèrent la liberté à la trahison, même quand la trahison est bien payée. C'est grâce à eux, mais c'est aussi pour eux que *La Cognée* existe.

LOUIS NADEAU

Le MLP et la lutte de libération nationale

Dans le numéro d'août-septembre 1965 de la revue *Parti Pris*, M. Jean-Marc Piotte, secrétaire général du Mouvement de libération populaire, se pose la question suivante concernant les étapes de la «révolution québécoise»: «Est-ce que les étapes ne devraient pas être: 1) organisation d'un mouvement légal par agitation, propagande et éducation politique (parallèlement ou non à l'organisation d'un mouvement clandestin); 2) lutte parlementaire; 3) lutte armée?» (p. 73).

Dans le même article, M. Piotte affirme que «vouloir actuellement, par une action armée, accélérer le processus historique, c'est marcher sur la tête» (p. 81). De plus, il soutient que même l'action clandestine — au niveau de l'agitation et de la propagande — est inutile (sinon nuisible), parce que «la lutte légale, aujourd'hui offre une foule (*sic*) de possibilités d'actions efficaces, possibilités que nous sommes encore incapables — faute de militants et d'organisation — d'utiliser complètement» (p. 80). En somme M. Piotte souhaiterait que le MLP devienne Le parti, le seul parti révolutionnaire qui rassemble tous ceux qui veulent renverser l'ordre établi et faire l'indépendance. Tous les militants devraient se joindre à lui, lâcher qui le RIN, qui le FLQ. Car, selon M. Piotte, il est essentiel que le MLP devienne un parti fort, capable d'attirer «ouvertement la répression et donner au moment voulu le signal de l'engagement clandestin», et que le MLP devienne un parti national de type socialiste, capable d'opérer la struc-

turation politique des masses québécoises avant d'engager en leur nom le combat définitif pour la libération du Québec.

D'ailleurs, toute l'action du MLP, même si elle ne se résume pas à l'électoratisme du RIN, tend clairement à IMITER l'organisation des partis socialistes et communistes européens par l'organisation, selon les lois du «centralisme démocratique», d'une avant-garde capable d'encadrer et d'entraîner les masses, de s'articuler sur elles pour leur faire faire «un bond en avant» économique, social, politique et culturel.

Ne pas mettre la charrue devant les bœufs

Sans nier l'importance de créer un parti de ce type, dans l'étape de construction du socialisme, de l'organisation rationnelle, économique et politique de la justice sociale et de l'abolition des privilèges, je crois qu'il est essentiel au révolutionnaire québécois de bien voir, qu'ici, comme en Algérie ou à Cuba, (même si le Québec est plus urbanisé que ces pays), *le développement de la révolution vers le socialisme ne sera pas la conséquence chez le peuple et les combattants (militants et partisans) d'un choix doctrinal prémédité mais la résultante de la marche même du peuple québécois vers l'indépendance, de la logique propre aux forces sociales — populaires — qui vont l'animer, et qui l'animent déjà.*

L'ouverture socialiste, autrement dit, précédera au Québec, comme dans tous les pays colonisés, l'existence d'un parti national de type socialiste et la structuration des masses salariées sous sa direction. Vouloir créer le parti d'avant-garde avant que la guerre de libération soit achevée, c'est mettre la charrue devant les bœufs, c'est se condamner à ne jouer au sein de la RÉSISTANCE anti-coloniale qu'un rôle de critique impuissant, heurté sans cesse à l'impossibilité d'insérer la réalité dans les cadres préétablis par l'orthodoxie, et partant à l'incapacité d'agir. C'est une erreur aussi grave que l'électoratisme.

C'est pourquoi nous pensons que le MLP, comme le RIN, est condamné à l'impasse. C'est pourquoi nous croyons — malgré les revers subis — que le FLQ est la seule organisation capable de traduire par des actions conséquentes l'élan révolutionnaire que l'on peut constater dans les couches urbaines

et rurales défavorisées et condamnées à l'indigence, chez les étudiants et le nombre grandissant d'intellectuels en chômage et profondément frustrés. S'il fallait attendre que tout ce monde se mette d'accord sur l'orientation doctrinale que doit prendre la lutte de libération, avant de commencer cette lutte, jamais l'indépendance ne se ferait, jamais non plus il n'y aurait d'espoir d'établir au Québec une société juste.

L'objectif national de l'indépendance est le seul susceptible de rassembler toutes les forces populaires et progressistes de la collectivité, depuis la petite bourgeoisie jusqu'aux prolétaires les plus indigents. Aucune catégorie sociale — fût-ce la classe ouvrière dans un pays urbanisé comme le Québec — ne peut être à elle seule un mouvement politique. Même chose pour la masse rurale, ou la classe étudiante, les intellectuels ou le nombre croissant de cols blancs. Chaque catégorie sociale a besoin pour s'exprimer, pour traduire ses propres aspirations, d'une organisation politique possédant une vision globale de la société et donnant aux revendications des différentes classes et couches sociales une formation commune, un objectif commun.

Pour les masses, le contraire de l'exploitation, c'est l'indépendance

Les thèses économiques socialistes sont étrangères au peuple, surtout à un peuple colonisé à tous les niveaux. *Dans un pays colonisé, le contraire de l'exploitation pour les masses, ce n'est pas la révolution économique et sociale vue sous l'angle de la lutte de classes, mais l'INDÉPENDANCE.* Car l'indépendance, pour les masses, ça veut tout dire. L'essence de la question nationale, c'est d'abord au Québec la question agricole, la question des richesses naturelles et de la forêt, la question culturelle et linguistique, la question du crédit, de l'indigence (plus de 25 % des familles urbaines), du chômage chronique, du sous-emploi et de la pauvreté.

La situation coloniale est une situation totalitaire. La lutte pour l'indépendance est un combat total. La révolte d'une nation opprimée, et non pas d'une catégorie sociale déterminée, ne peut que fondre la diversité des revendications et des objectifs dans un même idéal, dans une même exigence qui

est à la fois politique, culturelle, économique et sociale: l'IN-DÉPENDANCE. C'est parce que chacun attend de l'indépendance une amélioration de son sort que celle-ci est l'aboutissement d'une immense revendication sociale et qu'elle est irréversible. Les conditions objectives de l'indépendance et de la lutte armée sont données par la situation coloniale elle-même, par l'asservissement politique et le sous-développement économique. La politisation de quelques centaines ou même quelques milliers de travailleurs urbains n'y ajoutera rien. Car le pas à faire ne se situe pas au niveau de *l'éducation* des travailleurs, mais de la responsabilité pour l'avant-garde révolutionnaire d'assumer le déclenchement de la lutte armée, de la violence organisée pour affronter puis détruire la violence du système colonial, et mettre ainsi un terme à l'impasse où sont enfoncés les partis indépendantistes officiels, à cause de leur faible caisse électorale et de leur incapacité d'utiliser avec la même liberté que les partis au pouvoir les moyens de propagande offerts à coût d'argent par les journaux, la radio et la télévision du régime.

Et ceux qui soutiennent que le radicalisme du peuple québécois n'est pas assez grand pour que des masses puissent se ranger derrière une avant-garde décidée à vaincre à tout prix — par la force — l'oppresseur et l'oppression, n'ont rien compris à ce qui se passe actuellement au Québec. Robert Cliche affirmait, lors de la dernière campagne électorale, qu'il connaissait des pères de famille qui sont déjà prêts à prendre les armes. La colère du peuple québécois est beaucoup plus profonde qu'on ne le croit dans les mouvements officiels.

MATHIEU HÉBERT
(Pierre Vallières)

L'Avant-garde*

Cahier n° 1

janvier 1966

PRÉSENTATION

La présente publication est l'organe officiel du Comité central du Front de libération du Québec. Elle s'adresse d'abord aux cadres révolutionnaires et se donne pour but de les informer du progrès du mouvement révolutionnaire québécois et surtout d'assurer l'unité de pensée et d'action de tous les groupes et de toutes les unités.

Il ne s'agit donc pas d'une «revuette» qu'on se passe sous la table en se vantant d'avoir des amis dans la révolution. L'organisation de la révolution au Québec sera une affaire sérieuse ou elle ne sera pas.

L'Avant-garde est essentiellement un organe d'information et de formation et enfin, éventuellement, de diffusion, mais seulement à l'intention de personnes déjà dans l'action et dont on est aussi sûr que de soi. Il existe d'autre part quatre éditions de *La Cognée* directement orientées à la diffusion de nos idées dans un public plus large.

Nous n'avons donc aucun intérêt à ce que cette publication soit connue du pouvoir, de la police. Ce bulletin ne vise pas à la publicité, mais à l'efficacité et à la coordination de l'action révolutionnaire clandestine au Québec.

* L'année 1966 vit l'apparition d'un nouvel organe du FLQ, destiné principalement aux hauts échelons du mouvement. Son premier numéro comportait une présentation ainsi que deux textes importants, concernant l'orientation que devait prendre le mouvement révolutionnaire québécois.

Il est clair que tous les partisans engagés dans la propagande pourront utiliser les textes de *l'Avant-garde* de la façon qu'ils jugeront opportune: résumés, extraits, etc.

Un nombre limité de personnes reçoivent ce bulletin. Il leur est envoyé parce qu'elles sont engagées dans l'action révolutionnaire à un niveau assez avancé et parce que le Comité central est suffisamment informé à leur sujet pour pouvoir compter sur elles, pour pousser encore plus loin leur engagement et opter définitivement, si ce n'est déjà fait, pour l'action clandestine.

Il va de soi que le Comité central ne connaît pas toutes les personnes qui réunissent ces qualités. C'est à elles seulement, après avoir *lu, compris* et en avoir *retenu* le contenu, que vous passerez *l'Avant-garde*.

Il n'est donc pas nécessaire de la faire connaître à tous ceux avec qui vous travaillez. Quand vous en aurez compris et assimilé le contenu, votre attitude et votre comportement dans l'action seront par eux-mêmes une façon d'en faire profiter les autres.

Si vous êtes dans l'impossibilité de cacher ce bulletin d'une façon tout à fait sûre, détruisez-le.

LE COMITÉ CENTRAL

Le partisan québécois

Le combat entrepris par le Front de libération du Québec est essentiellement une lutte de libération à la fois nationale et populaire. Ce qui signifie que la tâche des «partisans» (les militants du FLQ) consiste à réaliser la libération de la presque totalité des Québécois qui sont actuellement victimes d'un système d'exploitation.

Cette lutte de libération est *nationale* parce que l'immense majorité de ces Québécois sont de même origine, partagent la même langue, la même culture, autrement dit, ont les mêmes habitudes, la même façon de penser, etc. Cette majorité est faite de ceux qu'on appelle ordinairement les Canadiens français.

Cette lutte de libération est également dite *populaire* parce qu'elle est entreprise non par les petits ou grands bourgeois, mais par des éléments dynamiques du peuple et qu'elle est faite pour le peuple. Il ne s'agit donc pas de créer au Québec une nouvelle classe de privilégiés, mais d'instaurer un régime où l'égalité des chances existe vraiment pour tous.

Le combat du FLQ est donc une véritable révolution sociale et nationale, révolution qui doit libérer totalement les Québécois et leur permettre de vivre dans un contexte de dignité humaine.

Caractéristiques de la lutte

Cette lutte comporte plusieurs phases, plusieurs étapes, dont la première est déjà en partie du passé. Il s'agit du sen-

timent d'appartenance à un groupe bien particulier, à une collectivité nationale. On a dit, et c'est juste, que la conscience nationale a toujours existé au Québec. Ce qui est nouveau, c'est le désir, qui s'exprime de diverses façons depuis quelques années, d'obtenir un cadre politique, une organisation particulière, qui corresponde exactement au groupe auquel nous avons conscience d'appartenir. Ce désir, cette aspiration à l'indépendance est un fait.

La deuxième phase, on l'aura compris, consiste à organiser la lutte pour l'indépendance. C'est là que nous en sommes. Il s'agit à l'heure qu'il est, de mettre sur pied l'organisation qui permette aux Québécois de se libérer vraiment (un autre article explique le choix du FLQ).

Il faut tout de suite ajouter que la libération d'un peuple n'est pas une entreprise simple. Il faut d'abord renverser le pouvoir, l'ordre établi, dont la raison d'être et le but sont de maintenir la situation actuelle — même s'il se fait des changements mineurs périodiquement.

Par la suite, une fois le peuple au pouvoir, il faudra organiser un Québec vraiment démocratique, un Québec où les fruits de la production nationale seront équitablement répartis, où les décisions politiques et économiques seront entre les mains du peuple.

Mais nous n'en sommes pas là encore. Il s'agit pour le moment de nous placer dans le contexte de la lutte populaire qui s'amorce pour l'accession au pouvoir. Cette lutte prendra la forme d'une guerre de guérillas, d'une guerre de partisans. Ce qui fait que la lutte se fait déjà et devra continuer de se faire dans le secret absolu, dans la clandestinité.

La guerre de partisans est clandestine, ce qui signifie que les partisans sont complètement inconnus du public et même qu'ils ne se connaissent pas entre eux la plupart du temps; ces conditions sont particulièrement importantes au début de la lutte. «Guerre de partisans» signifie également que les gestes des partisans ne sont connus du public qu'après leur exécution.

On comprendra facilement qu'une telle guerre requiert, pour réussir, une direction ferme, une orientation bien déterminée; en d'autres termes, il y a une stratégie à établir et ensuite à suivre avec constance.

Ces caractéristiques de la guerre de partisans — qu'il faudra développer et compléter — imposent à tous ceux qui y participent des comportements bien particuliers dont il faut prendre conscience dès le départ sous peine d'échec.

Le courage de s'engager

Disons d'abord que l'engagement du partisan dans la guerre de guérillas exige de lui une bonne dose de courage.

Nous vivons depuis notre naissance dans un contexte de domination absolue. Même si intérieurement nous refusons cette situation, dans les faits nous avons appris à la subir. Nous acceptons un niveau de vie inférieur à celui des collectivités qui nous entourent; nous acceptons d'avoir les postes les moins intéressants et les moins bien rémunérés dans les usines; nous acceptons que nos richesses soient exploitées par notre force de travail au profit des autres; nous acceptons souvent de travailler dans une langue autre que la nôtre; nous acceptons de voir des films, des émissions de télévision faites par d'autres et pour d'autres; nous acceptons de vivre dans les régions et les quartiers les plus pauvres; nous acceptons dans les faits toutes ces choses et bien d'autres encore.

Or, entreprendre de faire la révolution, c'est opposer *un non catégorique et irrévocable* à toutes ces choses. En d'autres termes, c'est décider de mettre fin à cette situation de colonisés qui est la nôtre, c'est décider de se vouer entièrement à cette cause, au prix même de sa vie.

Le partisan opère donc une rupture totale avec «la philosophie du né-pour-un-petit-pain». Le partisan est un patriote authentique qui, conscient de vivre dans un pays colonisé et exploité, entreprend de donner le meilleur de lui-même pour mettre fin à cet état de choses. Entreprendre la révolution, c'est donner un contenu positif à la révolte qui gronde au fond de soi.

Mais le courage à lui seul ne suffit pas. La guerre des partisans exige, comme nous l'avons dit plus haut, un plan, une stratégie. À cause du caractère clandestin de la lutte, ce plan ne peut être révélé dans ses détails, même aux partisans.

Il s'ensuit qu'une discipline rigoureuse doit régner en tout temps chez les partisans.

Savoir se taire

Une des premières qualités du partisan sera *la discrétion*. Par discrétion, il ne faut pas seulement comprendre qu'on ne dira pas à la police ce qu'on fait. Il s'agit de *ne rien dire à personne en aucun temps* — sauf à son représentant immédiat et à son (ses) collaborateur(s) immédiat(s) dans les moments prévus pour le faire.

Le partisan véritable ne parle jamais de ce qu'il fait, sauf à qui de droit et seulement quand c'est nécessaire. Autrement, la lutte n'est plus clandestine et elle n'a plus aucune chance de succès, étant donné que le pouvoir en place dispose de forces beaucoup plus grandes que les nôtres.

La discrétion ne signifie pas uniquement garder le silence. Elle suppose aussi que dans l'action — qu'il s'agisse de poser une bombe ou de rencontrer un autre partisan pour lui communiquer des directives — on procède en observant toutes les règles de la sécurité: se rencontrer dans des endroits publics de préférence, éviter de téléphoner à des personnes dont la ligne peut être «tapée» (raccordée à la centrale de police), éviter les vêtements trop voyants, ne pas passer des heures à chuchoter dans un coin d'un restaurant, ni non plus crier à qui veut l'entendre ce qui ne s'adresse qu'à une personne tout près de soi, etc. (Nous reviendrons sur cette question.)

On peut dire que la discrétion doit être pour le partisan *un état d'esprit*, de telle sorte qu'en tout temps il sache se comporter pour dissimuler ses activités révolutionnaires.

Petit à petit, il est amené à développer *une double personnalité*, tout comme dans la plupart des cas, il a une double vie: celle de son travail, de sa vie de famille, etc.; et celle de sa participation à la révolution.

La persévérance dans l'action

On voit donc que si l'engagement dans la révolution, le fait de se mettre à y travailler demande du courage, le fait de continuer à agir jusqu'à la victoire n'en demande pas moins.

S'engager demande du courage parce que cette décision suppose un renversement complet de ses façons de penser

antérieures, qui étaient plus orientées vers la résignation que vers la lutte.

Lutter demande également du courage. D'une part, la guerre de partisans ne se fait pas pour des fins personnelles, mais pour le bien du peuple entier; d'autre part, cette lutte pour la libération du peuple, parce qu'elle est clandestine, se fait par des individus qui, surtout au début, peuvent être appelés à travailler dans un certain *isolement*.

Le partisan, tout en étant dans la société québécoise actuelle un exploité comme la majorité de ses compatriotes, ne lutte pas pour «tirer son épingle du jeu», pour améliorer sa situation à lui; il lutte pour la libération de son peuple. Il ne cherche pas son confort ou des avantages personnels; il travaille au mieux-être de son peuple. Au courage du partisan doit s'ajouter son *désintéressement*.

Mais alors même que le combat du partisan s'inscrit dans la lutte du peuple entier, en constitue un élément essentiel, il doit la plupart du temps faire seul son travail révolutionnaire. Le partisan, à l'heure qu'il est, travaille avec d'autres, mais ces autres Québécois déjà engagés dans la lutte, il ne les a pas vus. Cette situation est particulièrement ressentie par les partisans au début de la lutte, alors que le mouvement révolutionnaire n'a pas encore montré sa force, ne s'est pas manifesté. Quand le combat sera définitivement engagé, le partisan saura à quoi sert son action, il saura qu'il n'est pas seul, il saura qu'il participe à la libération de tout un peuple.

Une discipline contraignante

Le partisan doit manifester en tout temps un sens aigu de la discipline. Savoir obéir, savoir transmettre fidèlement un message, savoir accepter une directive exigeante, savoir — surtout au début — exécuter une foule de tâches pour lesquelles il ne se sent pas particulièrement doué.

La discipline que doit s'imposer le partisan est dure, contraignante. Cela est dû au caractère clandestin de la lutte. Au début, comme au cours de celle-ci, l'efficacité exige une direction générale unique. Dans ce cadre, les effectifs disponibles doivent être utilisés au maximum. Comme il n'y a que les dirigeants qui connaissent tous les besoins à tel moment,

on comprend qu'eux seuls peuvent assigner les tâches aux divers groupes et, en certains cas, aux individus.

Il y a là un paradoxe qu'il faut comprendre et accepter: la lutte de libération nationale que mènent les partisans recherche l'instauration de la démocratie véritable, de la participation des individus aux décisions; cette même lutte, parce qu'elle est clandestine, parce que le rapport des forces joue en faveur de l'ennemi, cette lutte doit se faire dans la discipline la plus rigoureuse.

Le sens des responsabilités

Le partisan n'est pas pour autant un robot, une machine. Respecter les consignes, exécuter les ordres, être d'une discrétion absolue, cela est nécessaire, mais ne suffit pas. Le partisan doit être une personne autonome, un individu qui a le sens des responsabilités.

En effet, une fois la lutte vraiment entreprise, une fois les effectifs répartis dans plusieurs régions, une certaine marge d'autonomie devra être laissée à chaque groupe, à chaque unité. En tout temps d'ailleurs, le partisan est susceptible d'avoir des décisions à prendre, des solutions à trouver, des formes de lutte bien précises à imaginer.

Une direction générale ferme et constante ne peut, dans une guerre de partisans, prévoir dans tous les cas tous les hasards, toutes les possibilités. Telle difficulté de terrain, telle dénonciation, telle réaction populaire, telle manœuvre de l'ennemi, qui n'avaient pas été prévues, exigeront que le partisan dans l'action manifeste du jugement, un sens de l'initiative développé et beaucoup de facilité à s'adapter rapidement à la situation. Il va sans dire qu'il est du devoir de l'organisation de faire en sorte que ces contre-temps ne se produisent pas.

Ces qualités sont fondamentales dans une guerre de partisans, justement à cause du fait que l'armée rebelle travaille la plupart du temps par petits groupes sur des objectifs particuliers. Aussi, chaque groupe, en plus d'appliquer la stratégie globale et de se conformer aux directives tactiques, devra-t-il dans sa région trouver les points les plus vulnérables de l'ennemi et concevoir des moyens de les attaquer avec succès.

Le respect de la direction

Cela ne signifie pas cependant que toutes les initiatives soient permises. Chaque partisan doit demeurer dans la sphère d'activités qui appartient à sa fonction. Le technicien n'a pas à rédiger de tracts, le propagandiste n'a pas à poser de bombes. Chaque unité de combat, sous la direction d'un responsable, devra comprendre un nombre suffisant de personnes pour que chacun puisse se consacrer entièrement à son travail et obtenir les résultats qu'on attend de lui. Il n'est pas demandé à chaque partisan de faire la révolution à lui seul!

On peut dire qu'à chacun il revient d'exécuter fidèlement les ordres en améliorant constamment ses méthodes de travail et en étant continuellement attentif à détecter et à vaincre les tactiques de l'ennemi.

Le partisan connaît le sens de son combat

Le partisan ne doit jamais oublier le sens de la lutte qu'il mène. Il doit être conscient que sa tâche s'inscrit dans un mouvement populaire qui doit déboucher sur la libération de son peuple et sur la réorganisation de la société dans laquelle il vit.

Démontrer la pourriture du régime, dénoncer les exploiters du peuple québécois, saboter telle entreprise ou tel service public, cela fait partie de la révolution, mais cela n'est pas toute la révolution.

Si le partisan lutte, c'est parce qu'il est un membre opprimé d'une société opprimée. Le jour où il s'engage dans la lutte, il refuse de continuer à vivre dans l'oppression, il commence alors à *travailler à l'édification d'une société nouvelle*. C'est là un aspect fondamental de la lutte de libération nationale.

En effet, si cette lutte doit atteindre son but qui est l'instauration d'une *démocratie véritable*, c'est-à-dire la juste répartition des richesses nationales et la participation progressive de tous aux décisions politiques, elle doit dès son départ se faire dans cet esprit de libération collective pour un mieux-être collectif.

La nécessité de se donner une formation de «réformateur social»

Ce caractère de la guerre de partisans ne se réalise que si ceux qui luttent comprennent bien cet objectif. Cette compréhension commence avec la connaissance de son milieu, des conditions de vie du peuple entier, de son histoire, des mécanismes de domination mis en place par les colonisateurs et les moyens d'instaurer un ordre social nouveau.

Si l'on ajoute à cela la nécessité pour le partisan de se renseigner constamment sur *les méthodes de combat*, sur *les caractéristiques de la guerre de partisans* et sur les conditions géographiques et sociales du milieu où il milite, on comprendra que le travail est énorme et doit devenir une préoccupation constante. C'est à ces conditions seulement que les partisans ne risquent pas de mettre sur pied une nouvelle forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

Le partisan est avant tout un patriote

On peut donc dire que la qualité fondamentale du partisan, c'est son patriotisme, son dévouement complet à la cause de son peuple.

Il est bien certain que chacun des chômeurs, des cultivateurs, des ouvriers, des étudiants, chacun des Québécois de 1966 ressent l'exploitation et la colonisation d'une manière qui lui est propre et plus ou moins intense. Mais pour celui qui choisit de lutter et de lutter jusqu'au bout, l'aliénation, l'oppression doit être ressentie au niveau de la patrie. C'est le Québec humilié, le Québec exploité, le Québec écrasé, qu'il travaille à libérer pour en faire un pays heureux, parce que libre et conscient des tâches qui restent pour toujours à parfaire: la démocratie, la liberté et la dignité.

Notre lutte en est une de libération nationale

Pour résumer, on peut dire que les qualités du partisan se groupent autour de deux caractéristiques fondamentales de la lutte de libération nationale, savoir: la clandestinité de la

lutte et le caractère politique et social de l'objectif de cette lutte.

Parce que la lutte est clandestine et qu'elle se fait quotidiennement par des individus seuls ou en petits groupes, les partisans doivent faire preuve de courage, de persévérance (même et surtout dans l'isolement) et de sens des responsabilités. Cette lutte n'en poursuit pas moins un objectif global; elle a besoin d'une direction unique que le partisan doit accepter. Elle se fait aussi contre un ennemi beaucoup plus puissant en hommes, en armes et en moyens de propagande: elle demande donc une grande responsabilité et un dévouement entier de la part du partisan.

C'est également une lutte à objectif politique et social. Elle exige du partisan qu'il se renseigne sur ces questions, qu'il sache à qui et à quoi il s'attaque, qu'il sache pour qui et pour quoi il doit vaincre ou mourir.

La guerre de partisans n'est pas une aventure passagère. C'est une entreprise tout à fait sérieuse qui va requérir, pour réussir, la participation entière d'un grand nombre de Québécois et la collaboration constante de la presque totalité de ceux-ci.

Le Front de libération du Québec a entrepris une véritable guerre de partisans. Vous êtes ceux qui formez l'avant-garde du mouvement de libération nationale du Québec. Vous devez vous entraîner à être des partisans authentiques pour le succès même de la lutte et, raison de plus, parce que vous aurez à entraîner d'autres partisans.

Notre cause est celle du peuple québécois. L'avenir de notre patrie dépend de notre succès. Dans ces conditions, il n'y a pas d'autre alternative pour nous que

LA VICTOIRE OU LA MORT

ANDRÉ JACQUES
(Charles Gagnon)

Le combat du FLQ, son but, ses moyens

Toute lutte révolutionnaire naît d'une volonté politique bien affirmée: le renversement du pouvoir. Ses fondements idéologiques se trouvent dans les aspirations authentiques du peuple et s'appuient sur un ensemble de revendications concrètes en rapport avec la condition des travailleurs, des cultivateurs, des cols blancs, des étudiants, des intellectuels et même des petits bourgeois (indépendance politique complète, contrôle du marché et de la monnaie, nationalisation du crédit, réforme fiscale, rationalisation du travail, unilinguisme, sécurité sociale, réforme agricole, rapatriement des richesses naturelles et création d'industries secondaires québécoises, gratuité scolaire et présalaire, etc, etc.).

L'ennemi du révolutionnaire est un régime politique injuste favorisant une minorité de privilégiés étrangers et autochtones aux dépens de la majorité d'une population donnée. Toute la stratégie révolutionnaire est fonction d'un objectif bien précis: le renversement par la prise du pouvoir de l'«injustice-établie-en-système-politique» et l'instauration d'une véritable démocratie, d'un pouvoir populaire.

Aussi, *le sérieux* apporté à l'organisation et à la préparation militaire d'une révolution ne peut être que d'essence politique: il doit être déterminé par une stratégie d'ensemble, basée sur une analyse exacte des conditions historiques, et par *la conscience des intérêts en jeu qui sont ceux des EXPLOITÉS*. Il ne s'agit pas de seulement préparer une guerre à finir contre

tel ennemi, mais, par cette guerre, de fournir au peuple l'occasion, les motifs, et les moyens matériels a) de *se soulever* contre l'autorité établie, b) de *conquérir le pouvoir de l'État* et, finalement c) de *substituer un «ordre nouveau» aux anciennes structures*, la conquête du pouvoir ou de l'indépendance ne devant être qu'une étape sur la voie de la transformation politique, économique, sociale et culturelle du pays, de la patrie.

C'est pourquoi toute guerre de libération ou d'indépendance n'a rien de commun avec une quelconque «aventure» militaire ou terroriste. Étant un mouvement *politique*, armé et discipliné, elle ne vise pas à une victoire éclair de quelques hommes sur un gouvernement donné, mais elle veut essentiellement mettre les masses en état de renverser elles-mêmes le pouvoir établi. Le groupe qui la dirige ne prétend pas non plus rallier les masses *après* la conquête du pouvoir, mais *avant* — ce ralliement populaire étant la condition *sine qua non* d'un soulèvement général et de la conquête finale du pouvoir.

En somme, une guerre d'indépendance est un mouvement collectif qui n'a rien de commun avec les petits complots isolées d'individus en mal de défoulement. Elle concerne chaque membre de la nation qui n'est pas un traître. Elle réclame le concours de tous.

Certes, en régime colonial et policier, seule une organisation minoritaire et clandestine de partisans «professionnels» (c'est-à-dire qui se consacrent tout entier à la libération de leur pays) peut faire aboutir la lutte révolutionnaire des masses. Mais il faut qu'ensuite et derrière cette organisation, préparée politiquement et techniquement, les masses entrent elles-mêmes en action, non pas avec la crainte d'être fusillées par l'armée dans les rues, mais avec la conscience d'être protégées et guidées par cette avant-garde qui les a précédées sur le chemin de l'indépendance. Cet appui des masses, essentiel à la victoire, ne peut s'obtenir par l'improvisation, il doit être le résultat d'une politique cohérente, capable de transformer en force active les intuitions populaires, capable d'encadrer militairement et idéologiquement l'humiliation des colonisés québécois, leur vieux mécontentement anti-capitaliste, leur expérience syndicale et leur ressentiment à l'endroit du régime fédéral et de la domination anglo-saxonne.

C'est dans cet esprit que vont être traitées les questions suivantes, en commençant par celle de l'État, primordiale au Québec.

L'État québécois

Comme dans tout pays colonisé, l'État au Québec est une question primordiale. En effet, dans un pays dominé politiquement et économiquement par des étrangers, la seule arme de poids est le gouvernement... et cela aussi bien pour la bourgeoisie locale que pour la masse des salariés. Or, en réalité, ce gouvernement si utile et si nécessaire est contrôlé exclusivement par la bourgeoisie. Seule une révolution peut le remettre entre les mains de la majorité.

Au Québec, ce n'est pas d'hier que le peuple a été exclu du pouvoir politique. Dès le départ de la colonie, les classes dirigeantes se gardèrent bien de lui accorder l'ombre d'un contrôle sur «les affaires de l'État». Depuis Champlain, l'habitant est demeuré essentiellement un payeur de taxes, un esclave au service d'abord des seigneurs et des commerçants, puis enfin des grosses compagnies internationales.

Payeur de taxes, serviteur des trusts... tel est le rôle réservé au Québécois depuis plus de trois siècles.

Rappel historique

Au milieu du XVII^e siècle, alors que la Nouvelle-France commençait à prendre figure d'une véritable colonie, commerçants et clergé se disputèrent longtemps le contrôle de l'État. Le Conseil formé par le Roi de France comprenait, en 1657, un gouverneur, un procureur général, un directeur du commerce des fourrures, et quatre conseillers élus par les citoyens de Québec, Trois-Rivières et Montréal. Ce semblant de représentation populaire fut bientôt soumis plus étroitement à l'absolutisme monarchique et, conséquemment, de l'Église: le Conseil se composa alors du gouverneur, de l'évêque, du procureur général et de douze conseillers nommés par le roi et choisis exclusivement parmi les notables.

La conquête de 1760 accorda d'abord le pouvoir aux chefs militaires vainqueurs, puis, en 1764, à un gouvernement

civil anglais où les Canadiens français n'avaient pas de place. En 1774, l'Angleterre confia le gouvernement du Québec à un gouverneur anglais assisté d'un Conseil de dix-sept et vingt-trois membres nommés par la Couronne en raison de leurs fortunes et de leur loyauté à l'Angleterre.

Après la tentative manquée des Américains d'envahir le Canada, l'Angleterre, par crainte que l'animosité croissante entre les Québécois et les Anglais ne conduise éventuellement à la perte de sa colonie, divisa le Québec en deux provinces, le Haut et le Bas-Canada, réservant le Bas-Canada à la «majorité» canadienne-française et lui accordant un semblant d'Assemblée où se retrouvèrent nos premières élites locales, ceux qui avaient pu amasser de l'argent et organiser des élections, à partir de la pratique du droit ou de la médecine. Cette Assemblée, neutralisée par un Conseil législatif anglo-saxon hostile aux habitants, fut la première tribune politique de notre première bourgeoisie, formée exclusivement de professionnels (avocats, notaires, médecins) issus des séminaires des Jésuites et des Sulpiciens. C'est cette bourgeoisie qui en vint la première à réclamer l'autodétermination pour le Québec, dans le but d'avoir part aux bienfaits du libéralisme économique et non pas vraiment d'assurer l'égalité sociale de tous les citoyens par l'abolition des privilèges dont commençait à jouir cette minorité de «parvenus». La lutte pour l'indépendance reçut rapidement l'appui du peuple qui, lui, voulait une libération effective et qui prit les armes pour faire de ce besoin une réalité. Malheureusement, trahi par le bourgeois Papi-neau, chef de file des rebelles québécois, le peuple fut rapidement vaincu en 1837 et 1838. Des gens du peuple furent pendus par les Anglais, alors que Papineau se cachait aux États-Unis. Quelques années plus tard, il devait revenir au pays... où le gouvernement bourgeois lui offrit de reprendre sa place au Parlement! Comme quoi les bourgeois ne se font jamais beaucoup de mal entre eux!

La révolte de 1837-38 écrasée dans le sang, les Québécois furent soumis jusqu'à la Confédération de 1867 à un gouvernement «responsable» commun au Bas et au Haut-Canada et plaçant les Québécois en minorité au sein d'un régime politique unitaire visant leur assimilation et leur disparition comme peuple. Cette nouvelle conquête du Québec ne fut possible

que par la trahison (après celle de Papineau) d'une large faction de la bourgeoisie canadienne-française et du clergé.

La Confédération de 1867 ne fut qu'une version modernisée, améliorée, de l'Acte d'Union de 1840: malgré les concessions faites alors aux provinces sous la pression du Québec, elle ne corrigea aucune des injustices fondamentales de l'Union et maintint la nation québécoise dans un état de minorité impuissante, au point de faire du Québec, État national des Canadiens français, une «province comme les autres». La Confédération n'a eu lieu que par la trahison perpétuée de notre bourgeoisie, trahison qui dure encore. Aujourd'hui, ce n'est plus Cartier ou Lafontaine qui est le porte-parole de cette bourgeoisie de vendus, mais les Favreau, les Sauvé, les Marchand, les Trudeau et les Pelletier.

Mais depuis l'échec de la rébellion de 1837-1838 et la reconquête de 1840, prolongée par la Confédération, le sentiment national ne s'est pas éteint au Québec.

En 1960, l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement réformiste a été l'occasion pour le peuple québécois d'une nouvelle prise de conscience globale des intérêts véritables de la nation et des choix politiques, économiques et sociaux qui s'imposent en cette deuxième moitié du XX^e siècle. Cette prise de conscience s'est traduite peu de temps après par le phénomène «Crédit social», qui, depuis la rébellion de 1837, a été la première révolte du peuple québécois, la première manifestation de facteurs révolutionnaires au niveau des masses québécoises, alliant au ressentiment anti-Ottawa, l'humiliation du sous-développement chronique et un mécontentement croissant envers le capitalisme et les «requins de la finance». Ce phénomène trouve aujourd'hui son prolongement dans la vague de grèves que connaît le monde ouvrier québécois, la colère croissante des cultivateurs, la montée du syndicalisme étudiant, et se résume dans un nationalisme trop longtemps réprimé, qui ose de plus en plus s'afficher comme une volonté expresse d'aller jusqu'au bout de ses possibilités.

C'est dans ce contexte que se pose de façon aiguë le problème de l'État québécois. Cet État national peut-il demeurer éternellement «provincial» ou, en d'autres termes, la nation québécoise peut-elle accepter indéfiniment d'être vouée à la

médiocrité par les vertus de la Confédération et la complicité de la bourgeoisie parasitaire qui contrôle nos affaires?

Pour la nation québécoise, la seule arme de poids, nous l'avons dit, est le gouvernement du Québec. Mais ce gouvernement, si essentiel à notre libération, nous appartient-il?

Un État mendiant

En fait, pas plus que le Québec lui-même, le gouvernement ne nous appartient. Comme notre pays, il est dominé par des intérêts étrangers et sa liberté d'action ne peut s'exercer que dans la marge que veut bien lui laisser le capitalisme anglo-saxon, c'est-à-dire, la plupart du temps, dans les secteurs les moins rentables. Et quand le gouvernement réclame des piastres d'Ottawa, on a l'impression de voir un «quêteux» tendre la main.

Dominé depuis deux siècles, privé d'indépendance, le Québec est encore aujourd'hui un pays colonisé et sous-développé, quoiqu'en dise Jean Lesage. Son industrialisation rapide ne lui profite qu'à demi; elle a été conçue par d'autres et pour eux d'abord. Et si le Québec a vu grandir, depuis la guerre, quelques capitalistes autochtones, leur apparition est un phénomène marginal, se résumant à l'enrichissement de quelques individus et n'ayant rien à voir avec le développement d'une infrastructure économique solide, seule capable de garantir non seulement la «survie» d'un peuple mais son progrès constant, son insertion active dans l'histoire.

Même si, au Québec, il existe maintenant un début de haute bourgeoisie d'affaires capable de brasser des millions (les Jean-Louis Lévesque, Simard, Brillant, DesMarais, Roland...) et une bourgeoisie «nouvelle vague» de «riches mendiants» à qui on permet de «tenter leur chance», avec l'aide des fonds publics, (Filion et la Sidbec, Prieur et la Caisse de dépôts, Deschamps et la SGF), la marge de manœuvre de cette bourgeoisie est assez étroite et ne contrôle aucun secteur vital de l'économie, au point qu'on peut affirmer carrément que les Québécois ne sont pas du tout impliqués dans la *propriété* et la *direction* du capitalisme. Celui-ci, importé ici par l'Anglo-Saxon, demeure sous son contrôle exclusif, que ce soit dans le domaine de l'exploitation des ressources naturelles

(forêts, mines), celui des industries de transformation ou celui du commerce ou du transport. En fait, le Québec est contrôlé économiquement par les *trusts* anglo-canadiens ou américains qui se sont partagé le territoire, ses inépuisables ressources et son «cheap labour» selon leurs besoins et leurs intérêts financiers respectifs. Jusqu'à maintenant, le Québec est demeuré un paradis pour les capitalistes étrangers, un réservoir de matières premières et de main-d'œuvre à bon marché.

Sur le plan politique, nous le savons tous, le Québec n'est pas un État souverain. Le gouvernement fédéral, à la solde des capitalistes anglo-saxons, contrôle la monnaie, les douanes, la majeure partie de la taxation, les postes, la défense, la politique étrangère, et tous les grands organismes militaires, administratifs et techniques, ne laissant au Québec que ce qui concerne l'organisation sociale, civile, *familiale*, scolaire, municipale, avec un faible pouvoir de taxation.

La «province» de Québec, privée des moyens d'action d'un État moderne et indépendant, est à la merci de groupes et de personnes hétérogènes (compagnies étrangères, corps intermédiaires, Barreau, Collège des médecins, Église catholique, etc.) qui le plus souvent se neutralisent, car ils ne se rencontrent que pour forcer le gouvernement à «conserver» leurs privilèges, sans aucune considération pour le progrès collectif. D'ailleurs, l'attentisme gouvernemental et les demi-mesures des différents ministères de la «province» ne semblent pas déplaire à nos classes dirigeantes pour qui la collaboration avec les capitalistes anglo-saxons et le gouvernement fédéral est une vieille tradition à laquelle elles doivent, d'ailleurs, essentiellement leur «survivance» comme «partenaires» — plus prospères que la moyenne, bien entendu — des Anglo-Saxons conquérants et entrepreneurs.

Ainsi, en plus d'être à la merci du pouvoir fédéral anglo-saxon, le gouvernement du Québec s'appuie sur une bourgeoisie locale assez arriérée et démunie, et son rôle consiste davantage à perfectionner le patronage dont s'alimentent les industries, commerces et institutions de cette «élite» canadienne-française, qu'à promouvoir des réformes économiques et sociales qu'attendent depuis des décennies les couches défavorisées du pays, les cultivateurs, les ouvriers, les cols blancs, les étudiants, les intellectuels, etc.

Les moyens du peuple

Or, si comme nous l'avons affirmé plus haut, le but d'une guerre de libération est le renversement du pouvoir et les intérêts qu'elle met en jeu sont ceux des exploités, des salariés, de l'immense majorité de la population, comment cette révolution s'effectuera-t-elle, puisque, dans un pays comme le nôtre, les couches défavorisées, les cultivateurs et les ouvriers, sont les plus démunis de moyens de conquérir le pouvoir de l'État? N'ayant déjà aucun moyen d'infléchir et de contrôler la politique du gouvernement de leur «province», comment les travailleurs des villes et des campagnes, appuyés par les étudiants et les intellectuels, réussiront-ils non seulement à renverser le régime établi, mais également à affranchir l'État de sa double dépendance actuelle: a) vis-à-vis du pouvoir fédéral anglo-saxon, et b) vis-à-vis de la puissance économique étrangère qui exploite sans scrupules notre pays avec la complicité (bien rémunérée) d'une poignée de traîtres nationaux qui ont avec eux la Loi, la Police et les Forces armées?

Par des élections, un coup d'État, une insurrection générale?

La farce électorale

Allons-nous tenter l'aventure électorale? Chacun sait ce que coûte l'organisation d'une campagne électorale: où les payeurs de taxes prendraient-ils les millions qu'il faut pour faire une élection? De plus, une élection, pour réussir, doit avoir été précédée de nombreuses années de lutte ouverte, de nombreuses campagnes, d'énormes dépenses d'argent. Les travailleurs peuvent-ils se payer le luxe de mettre sur pied une «machine» électorale comparable à celle des vieux partis contrôlés par les grosses compagnies, eux qui doivent avoir recours si souvent au crédit pour faire face aux besoins quotidiens de leurs familles?

De plus, pour supplanter les vieux partis de façon décisive, il leur faudrait mettre à la raison les grosses compagnies elles-mêmes dont les vieux partis sont les instruments politiques et en faveur desquels l'armée se ferait un devoir d'intervenir si un parti populaire devenait une menace pour eux.

Comme un parti traditionnel ressemble à une compagnie à capital par actions (ceux qui y contribuent le plus financièrement y dirigeant les opérations et prenant toutes les décisions importantes), il serait illusoire de prétendre que des petits cultivateurs, des petits salariés, des chômeurs et des étudiants pourraient rassembler assez de capitaux pour rivaliser, disons, avec le parti libéral. On ne voit pas non plus comment des «sans fortunes» pourraient noyauter un vieux parti contrôlé par les requins de la finance.

L'aventure électorale, en système capitaliste, dépasse les moyens financiers des masses et ne peut tout au plus qu'épuiser inutilement des énergies qui pourraient être mieux utilisées ailleurs. Le RIN s'apprête à faire l'expérience malheureuse d'une élection où les forces en présence sont inégales et où le jeu «démocratique» ne favorise toujours que celui qui peut miser le plus et même acheter les joueurs.

Le mythe du coup d'État miraculeux

Alors faut-il tenter un coup d'État? Un coup d'État est un renversement ou un transfert du pouvoir établi sans participation des masses: il est toujours accompli par une minorité de militaires et de civils qui se croient investis de la mission de «rétablir l'ordre». En Amérique latine et en Afrique, le coup d'État est la manière habituelle de résoudre les crises «nationales».

Une véritable libération nationale, populaire, concernant la majorité de la population, ne peut jamais s'accomplir par le moyen d'un coup d'État. Un coup d'État, en effet, tourne invariablement à droite. Et cela, même si les auteurs du coup d'État sont des gens imbus de justice sociale. Car ceux qui font le coup d'État, une fois au pouvoir, doivent s'appuyer non sur un peuple en armes — à qui l'expérience révolutionnaire a donné une conscience politique — mais sur les intérêts et la bureaucratie en place (armée, compagnies, Église, professionnels, hauts fonctionnaires, qui auront tôt fait de maîtriser l'élan révolutionnaire des nouveaux venus).

D'ailleurs, les auteurs d'un coup d'État, même s'ils sont des «populistes», ne peuvent jouir longtemps de l'appui populaire, car ils sont prisonniers d'un système inchangé et

ne peuvent appliquer vraiment aucune réforme majeure réclamée par le peuple. Aussi, toute mesure sociale dictée par un tel gouvernement finit toujours par apparaître «démagogique», parce qu'elle ne peut s'appuyer sur aucune infrastructure économique solide contrôlée par l'État, parce que toute mesure sociale est à la merci de la libre concurrence et est vite étouffée par les privilèges des classes dirigeantes. Seul un pouvoir populaire peut espérer faire des réformes positives, parce que seul un pouvoir populaire peut se débarrasser des requins qui s'engraissent de l'inégalité sociale et qui toujours empêcheront non seulement une véritable politique sociale mais une réelle politique d'indépendance nationale, fondement de toute transformation sociale, économique et culturelle en profondeur.

L'intégration consciente des masses dans la lutte

De toute évidence, il n'y a pas d'autre voie démocratique et révolutionnaire que celle qui passe par l'intégration consciente des travailleurs, des cultivateurs, des étudiants, etc. dans la lutte, et qui mène au soulèvement général contre le pouvoir établi.

Cette voie s'impose, premièrement, parce que l'obstacle majeur à la démocratie et au progrès social est la *passivité* habituelle des masses, entretenue d'ailleurs avec soin par les exploiters du peuple et les rois nègres. C'est cette passivité qu'il faut d'abord vaincre, c'est cette impuissance qu'il faut armer politiquement et militairement.

Étant donné l'absence de conscience politique des masses québécoises — malgré leur expérience des luttes syndicales; étant donné également leur absence d'organisation, comment un mouvement révolutionnaire pourrait-il prendre appui sur elles avant d'avoir conduit à bien une longue et difficile expérience de lutte contre l'oppression, impliquant chaque citoyen? Comment une organisation révolutionnaire pourrait-elle demander au peuple les sacrifices que nécessite toute politique cohérente d'indépendance nationale, si les masses laborieuses, fondement même de la révolution, ne sont pas convaincues de la nécessité de tels sacrifices? Il faut que les masses aient participé activement à la lutte de libération pour

être capables ensuite de mener à bien la tâche ardue de la reconstruction nationale, de la substitution d'un ordre nouveau aux anciennes structures coloniales, de l'organisation, à tous les niveaux, de la justice sociale, de l'édification d'un État moderne et indépendant au service de la nation toute entière.

Comment engager les masses dans la lutte?

Mais comment engager les masses dans la lutte pour l'indépendance du Québec?

S'agit-il d'*attendre* que les masses soient devenues «conscientes» au moyen de cours d'éducation populaire, pour donner le signal du soulèvement? S'agit-il, plutôt, d'*attendre* que les syndicats se décident de déclencher des grèves générales, pour diriger ces grèves jusqu'à l'insurrection? Mais au moment du fameux soulèvement, comment le pouvoir sera-t-il conquis par le peuple? Tout soulèvement populaire, toute grève insurrectionnelle, quelle que soit sa forme particulière et sa coloration propre (plus nationaliste que socialiste ou plus socialiste que nationaliste), qu'elle se situe dans les centres urbains ou les régions rurales, qu'elle soit composée en majorité de cultivateurs ou en majorité de travailleurs d'usines, suppose des armes, une organisation de milices ou groupes de partisans, une direction politique et militaire, une propagande efficace, des hommes entraînés politiquement et techniquement, suffisamment expérimentés pour faire aboutir réellement le soulèvement du peuple contre l'oppression; en somme, une organisation politico-militaire capable d'encadrer et de diriger les masses à l'heure voulue.

Croit-on que tout cela pourrait sortir un jour de «l'action de masse» (l'action syndicale, par exemple) par un miracle de spontanéité?

La spontanéité révolutionnaire n'existe pas. Des masses en colère, abandonnées à elles-mêmes, sans direction politique et militaire, demeurent, en fait, sous la direction de la bourgeoisie contre laquelle elles s'époumonnent en vain dans les rues. Finalement déçues que le «miracle» (la chute du régime) ne se soit pas produit tout seul, ces masses finissent par accepter le réformisme de la bourgeoisie comme une fatalité. L'histoire politique des peuples en offre de nombreux exemples.

De plus, l'ordre établi a déjà organisé sa propre violence (armée, police, tribunaux, prisons). La violence spontanée des masses en colère peut facilement être démantelée par la violence organisée du régime. Seule une autre violence organisée (mais populaire, celle-là) peut prétendre affronter la première sans illusions. Par conséquent, les revendications populaires n'ont aucune chance de déboucher sur un renversement du pouvoir politique sans une organisation, nécessairement minoritaire, de partisans armés techniquement et capables de vaincre la violence organisée de l'ordre établi.

Nécessité de la guérilla ou guerre de partisans

Comme toute aventure collective, le FLQ a débuté par une réunion de quelques individus ayant une opinion commune sur la situation coloniale du Québec et sur les moyens à prendre pour renverser cette situation. Ils ont compris, dès le départ, que la façon d'organiser un soulèvement populaire était d'appliquer au Québec, compte tenu de sa situation géographique et de son industrialisation, les techniques de la guerre de guérillas ou guerre de partisans.

En effet, la situation coloniale du Québec ne nous laisse pas la liberté d'opter pour ou contre la guérilla; elle ne nous laisse que le choix d'un certain type de guérilla adapté à notre pays.

Quand on parle de lutte armée, il ne s'agit évidemment pas pour nous de constituer une armée régulière pour la lancer à l'assaut de l'armée coloniale. Il ne s'agit pas de rassembler des tanks, des avions, des hélicoptères et de constituer des bases militaires d'envergure face à celles de l'ennemi. Cela sera sans doute nécessaire, un jour, mais, dans les débuts, les capacités financières réduites d'un groupe de partisans ne lui permettent pas de s'organiser comme une armée classique. De plus, la nécessité d'agir clandestinement ne permet pas dans un pays industrialisé comme le nôtre la concentration en un même endroit d'une grande quantité d'hommes et d'équipements.

La guerre de partisans se caractérise, au contraire, par la dispersion des hommes en petits groupes extrêmement mobiles sur une grande portion du territoire et par la concentration des

décisions politiques de façon à planifier efficacement l'action et à lui faire atteindre ses objectifs réels. Seule la guerre de guérillas, la lutte de harcèlements, d'offensives-éclair, faites de surprises et de ruses, par des petits groupes disciplinés et clandestins, permettent de faire de la faiblesse initiale des patriotes une arme redoutable, capable d'épuiser et de désorganiser une armée et une force policière composées en grande partie de gens irrésolus, et qui souvent ne se sont retrouvés sous les drapeaux du colonialisme que pour fuir le chômage et la pauvreté. Le patriotisme et le mépris absolu de la mort peuvent venir à bout de n'importe quelle armée puissante, parce que toute armée coloniale n'a pas d'idéal, pas de conviction profonde, aucune véritable cohésion morale; c'est très souvent une machine aveugle et stupide.

Mais la guerre de partisans n'a rien à voir non plus avec le terrorisme individuel et moins encore avec l'anarchie. C'est une science militaire au sens strict du mot, qu'il est important de bien connaître et d'appliquer correctement. Rien ne pourrait être plus néfaste à un mouvement patriotique révolutionnaire que l'improvisation dans les techniques de sabotage, par exemple. À plus forte raison, est inéluctablement voué à l'échec un «front de libération» qui n'a pas d'objectifs stratégiques bien définis et qui n'a pas pris le temps de voir clairement les buts tactiques d'un tel combat.

Les buts tactiques d'une guerre de partisans peuvent se résumer à: 1) affaiblir l'infrastructure coloniale, son système de communications, son économie, son gouvernement, ses institutions; 2) désorienter les forces de répression, les diviser, les disperser, les démoraliser et les désorganiser complètement; 3) enfin, gagner le soutien de la population, obtenir sa confiance en lui prouvant qu'on est une force sur laquelle elle peut compter pour remplacer l'ordre établi et se libérer effectivement.

Les phases de la lutte

Quelles seront les phases de cette lutte de libération?

On peut affirmer que, généralement, dans n'importe quel pays, une telle lutte se réalise en trois phases: 1) conquête d'un soutien populaire suffisamment étendu à l'idée d'indé-

pendance; 2) ouverture d'une période d'actions directes dans le but de provoquer une première brèche dans l'ordre (ou le désordre) établi, d'exalter les passions populaires, d'obliger le régime à se révéler publiquement tel qu'il est et de saper le moral des adversaires; 3) enfin, l'offensive générale, qui ne peut être déclenchée sans danger avant d'avoir obtenu un pourcentage de sympathies assez profondes pour se transformer sur tout le territoire en complicités actives.

Première phase: commencée en 1960, avec l'arrivée au pouvoir des réformistes libéraux, cette phase est terminée. Vouloir à tout prix la prolonger, par des activités légales et conformistes, c'est se vouer à l'impasse et se refuser à traduire dans une action efficace l'élan révolutionnaire que l'on peut constater parmi les couches les plus défavorisées de la population. Le refus, chez nombre d'indépendantistes, d'assumer pleinement la responsabilité du déclenchement de la lutte armée a pour résultat a) d'entraîner la désaffection de nombreux militants qui ont l'impression que le mouvement nationaliste québécois s'est un peu essoufflé et b) de pousser les masses elles-mêmes à penser que les mots d'ordre indépendantistes, répétés depuis cinq ans, sont voués à l'impuissance.

En effet, l'action conjuguée du réformisme libéral, du séparatisme, du créditisme, du renouveau syndical et de l'agitation provoquée à la fois par les premières bombes du FLQ et par les multiples manifestations organisées par les groupements indépendantistes, du RIN au MLP, a eu pour résultat de gagner un très large secteur de la population à l'idée de LIBÉRATION. Cette idée est devenue un *besoin* chez un grand nombre et sa contagion ne fait que commencer.

De plus, les classes populaires, déçues par les libéraux et les vieux partis, recherchent confusément mais de plus en plus intensément une nouvelle forme d'action politique et il n'est plus rare, au Québec, d'entendre un cultivateur ou un ouvrier se demander si l'heure de prendre les fusils n'a pas sonné pour les Québécois.

Face à l'exaspération croissante des travailleurs, un mouvement révolutionnaire serait mal venu de prêcher l'attentisme ou la fatalité, ce que les travailleurs eux-mêmes rejettent de plus en plus!

Deuxième phase: elle doit être ouverte le plus tôt possible,

car, aujourd'hui, on peut affirmer qu'il y a des risques sérieux que les révolutionnaires québécois — par crainte ou par ignorance — retardent sur les événements et «manquent le bateau!»

Certains ont peut-être déjà vu dans les premiers actes anarchiques du FLQ le début de cette phase importante qui, trouvant son point d'insertion dans *les contradictions en développement* et s'incrutant aux endroits les plus vulnérables de l'ordre colonial, doit naturellement tendre à devenir le point culminant d'une crise politique et sociale touchant l'ensemble de la nation et permettant une offensive générale victorieuse. Rien n'est plus faux. Ces actes ont plutôt contribué à la popularité du RIN et du groupe *Parti Pris* et, en frappant les esprits plutôt que l'infrastructure coloniale elle-même, ils ont joué surtout un rôle de propagande.

L'action révolutionnaire ne doit pas être suscitée uniquement par les sentiments. Elle doit être guidée par le bon sens et la logique politique. Les sentiments, certes, engendrent l'héroïsme, mais la logique inspire la stratégie et une bonne stratégie assure la victoire.

C'est dans cet esprit que la deuxième phase doit être mise en route. Cette phase peut se résumer en:

1) *l'ouverture* calculée d'une période d'actions directes durables à base, essentiellement,

a) d'attentats, de sabotages et d'actes de terrorisme dans les régions urbaines: ces actions doivent toujours être déterminées politiquement et ne peuvent être accomplies au hasard; en plus d'être dirigées contre l'infrastructure ennemie, elles peuvent et doivent également servir d'auto-défense, au cours des grèves, des manifestations et des assemblées populaires et indépendantistes;

b) de raids (par bandes) dans les régions rurales, visant soit la destruction d'objectifs militaires ou économiques, soit le ravitaillement des partisans;

2) l'établissement, en divers points du territoire, de bases de repli, de bases d'entraînement ou d'opération, de bases techniques ou politiques, etc., piliers d'une infrastructure solide sans laquelle aucun mouvement révolutionnaire ne peut espérer remporter la victoire; ces foyers doivent se for-

tifier en silence pendant que l'action des partisans urbains fixe les corps de répression dans les villes;

3) la mise sur pied de groupes clandestins ou semi-clandestins, spécialisés dans l'agitation-propagande dans les grandes villes, les syndicats, les universités, et capables d'exploiter au maximum manifestations, grèves, assemblées politiques, etc., et de les encadrer.

Cette phase d'organisation de la lutte sur l'ensemble du territoire demande une somme de travail considérable et les partisans auraient tort de croire que le développement même de la crise sociale qui se manifeste au Québec fera surgir spontanément l'armée de libération du Québec. Il ne faut pas attendre non plus qu'existe déjà préalablement un parti d'avant-garde pour déclencher l'action révolutionnaire. Ce parti, nécessaire au stade de la prise du pouvoir, se formera dans la lutte et sélectionnera ses cadres par la promotion naturelle de cette lutte.

La deuxième phase de la lutte, celle de l'ouverture d'actions directes dirigées contre l'opresseur, vise deux buts inséparables: *a)* la formation politique des masses et leur intégration à la lutte; *b)* le soutien par les armes des revendications populaires, afin d'empêcher que la répression ne pulvérise l'action des masses.

Ce n'est qu'après une assez longue période d'agitation-propagande, d'attentats, de terrorisme, d'organisation, que l'offensive générale (troisième phase) peut être déclenchée. Et encore celle-ci ne peut éclater à n'importe quel moment, mais seulement quand le pouvoir a suffisamment fait la preuve par les faits qu'il est «traître» à la nation et un obstacle à son évolution.

Le programme politique

Tout ce travail doit être fait au nom de la libération des masses laborieuses et doit s'accompagner d'un programme politique rassemblant les principales réformes exigées par la population et dont l'énumération a été faite au premier paragraphe de ce texte.

Mais ce programme n'est rien en soi. Sa réalisation ne dépendra pas de notre bonne volonté ni de celle du peuple.

Ce programme vaut dans la mesure où la lutte révolutionnaire est capable de résoudre le problème de l'État en éliminant du pouvoir les exploiteurs et en le remettant aux mains du peuple.

L'abolition des privilèges et l'organisation d'une société meilleure supposent accomplie la destruction du régime actuel.

C'est pourquoi nous devons conclure ce texte en rappelant la première phrase: toute lutte révolutionnaire naît d'une volonté politique bien affirmée: le renversement du pouvoir. L'ennemi du révolutionnaire, du partisan québécois, nous l'avons dit, est un régime politique injuste favorisant une minorité de privilégiés étrangers et autochtones aux dépens de la majorité.

C'est pourquoi une très grande attention doit être apportée à la préparation politique des partisans, particulièrement à ceux qui forment déjà le premier noyau de combattants, que ce soit au niveau de la propagande ou à celui de l'action directe.

Car notre combat n'est pas une simple aventure. De notre victoire dépend l'avenir de la nation québécoise. Nous n'avons plus d'autre choix que de

VAINCRE OU MOURIR

MATHIEU HÉBERT
(Pierre Vallières)

Exposé sur les structures du mouvement

Constitué, au début, d'une poignée d'«idéalistes», le FLQ a dû rapidement se structurer en vue de réaliser son triple objectif: 1) détruire l'infrastructure coloniale (donc se rendre efficace au niveau de l'action directe); 2) désorganiser la force répressive de l'ordre établi (en se rendant avant tout *insaisissable* et indestructible, ne laissant pas prise à la contre-attaque ennemie); 3) obtenir l'appui populaire (se rendre *sympathique et indispensable* aux masses à la fois en défendant leurs intérêts et en les intégrant à la lutte de libération nationale).

Les structures du FLQ ne sont pas des créations gratuites, elles sont *commandées* par les exigences concrètes de l'efficacité, de la sécurité et de l'intégration du peuple à la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme anglo-américains. Sans ces structures, le FLQ ne serait qu'un mouvement anarchiste, incapable de réaliser quoi que ce soit de durable, à la merci des moindres contrecoups ou malchances. Ce serait un corps sans squelette.

Par contre, ces structures ne forment pas une camisole de force et ne constituent pas un cadre préfabriqué pour l'action. Elles ne tombent pas du ciel. Elles se font, se transforment, se développent et se perfectionnent à mesure que l'action progresse, que le recrutement augmente, que les opérations s'étendent. D'abord fortement centralisées, elles sont appelées à se décentraliser progressivement, car elles n'ont pas pour fonction fondamentale d'enrégimenter des hommes

et d'en faire des robots mais, au contraire, de permettre une toujours plus grande mesure de responsabilité et d'auto-détermination personnelles.

Dans le cadre d'une lutte clandestine, particulièrement, il est primordial que les combattants soient des individus responsables, conscients, capables non seulement d'obéissance mais surtout d'initiative créatrice. Car la vraie discipline est celle qui accompagne l'effort créateur.

Les structures du FLQ visent donc à rendre les partisans aptes à préparer, organiser et exécuter avec le maximum de succès les actions révolutionnaires qui leur sont confiées. Elles n'existent pas pour reproduire des plans tout faits qu'on a qu'à suivre aveuglément.

Il est bien évident, par ailleurs, que l'initiative de chaque partisan ou de chaque groupe est toujours subordonnée aux objectifs recherchés et ne peut échapper aux règles de sécurité. C'est pourquoi les structures ont également pour but d'assurer l'efficacité de l'action engagée par le FLQ. Ainsi, les actions exigées des militants — surtout au début de l'organisation — ne correspondent pas toujours à leurs «compétences» naturelles ou acquises. Elles sont commandées par les besoins prioritaires, par une efficacité immédiate. Ce sont les nécessités de la lutte qui déterminent les fonctions (permanentes ou temporaires) de chaque membre et non ses goûts personnels. L'initiative personnelle ne peut se soustraire aux exigences concrètes du travail à accomplir, si l'on ne veut pas que l'initiative tombe dans le vide. De même, en ce qui concerne la sécurité du groupe, aucun militant ne doit prendre l'initiative de raconter à un camarade des choses qui ne sont pas strictement indispensables. Autrement, la sécurité est vite sacrifiée au bavardage, ce qui au sein d'une organisation dont l'efficacité repose en grande partie sur le cloisonnement est une «initiative» trop souvent malheureuse et nuisible.

Dialectique de la pyramide

La forme générale des structures est la pyramide. L'ensemble du mouvement, ainsi que chaque réseau ou chaque groupe, est formé de façon pyramidale. Cette pyramide n'est jamais *donnée*, elle se construit dans l'action, par les deux

bouts: au sommet, le noyau des premiers dirigeants et initiateurs du mouvement auxquels viennent peu à peu s'ajouter les principaux responsables par la *promotion naturelle* de la lutte et de la «pratique» révolutionnaire; à la base, les militants recrutés selon les possibilités et les circonstances, répartis selon les besoins les plus pressants, mis à l'épreuve; militants qui deviennent à leur tour des responsables et assument une partie croissante du travail d'organisation, ou bien sont tout simplement éliminés en cours de route par leur propre incapacité.

Une lutte de libération nationale ne pouvant se faire sans qu'il existe des échecs, des reculs, des pas en arrière et des pas en avant, la structure pyramidale du FLQ est, depuis le début, et demeurera jusqu'à la fin de la lutte le processus «dialectique» de sa destruction et de sa reconstruction sur une base toujours plus solide. Car une guerre ne se mène pas à coups de mouchoirs, sans morts ni blessés. Avant d'aboutir à une victoire définitive sur le colonisateur, toute guerre de libération est une épreuve longue, difficile et âpre. Ce serait de l'utopie, pour ne pas dire de la folie pure, de penser que les structures du mouvement peuvent mettre chaque militant et l'ensemble du FLQ à l'abri de toute répression, de tout revers, de toute malchance ou de toute erreur.

Il est très important que chaque membre de l'organisation comprenne bien qu'une action révolutionnaire ne comporte jamais de garanties aussi nombreuses qu'une entreprise touristique. Mais c'est justement pour que les garanties de sécurité et d'efficacité soient les plus grandes possibles que chaque partisan doit respecter scrupuleusement «les règles du jeu»: la discrétion, la discipline, le sens des responsabilités et... la patience.

Il faut toujours avoir en tête également que les risques inévitables de l'action peuvent être en quelque sorte «maîtrisés» si l'on applique correctement les règles de sécurité. L'improvisation forcée peut être contrôlée par la réflexion et la prévoyance. C'est même un devoir pour chacun de réduire au minimum les possibilités d'erreurs ou d'échecs, en tenant compte particulièrement des expériences passées.

Pour diminuer la marge de risque, il suffit d'augmenter la marge de sécurité, par l'application intégrale de ces lois

fondamentales que sont la discrétion, la discipline et la conscience claire de ses responsabilités.

Les divers réseaux

Si on réduit le schéma de l'organisation à sa plus simple expression, on se rend compte que le FLQ est formé de trois grands réseaux, dirigés chacun par un Bureau, lequel est nommé par le Comité central (ou national). Ce Comité est élu par un Congrès national réunissant périodiquement les principaux responsables nationaux et régionaux de chaque réseau.

Chaque réseau a une fonction politique bien déterminée: le réseau agitation-propagande a pour but l'encadrement politique des masses québécoises, le réseau des groupes armés a pour but leur encadrement militaire et leur auto-défense, et le réseau de comités populaires de libération (voir article plus loin) a pour but de réaliser leur intégration consciente à la lutte. De plus, le réseau de propagande doit aussi travailler à détruire l'idéologie que les classes dirigeantes diffusent parmi les masses pour mieux les aliéner et exploiter; les groupes armés doivent assurer la destruction matérielle de l'infrastructure économique et politique des monopoles étrangers, principaux agents du colonialisme; les comités populaires doivent démystifier le paternalisme trompeur et profiteur des politiciens au pouvoir, et lui substituer une démocratie réelle. Chaque réseau travaille fondamentalement à la construction d'une société nouvelle à même la destruction de l'ordre établi.

Le Comité central a la responsabilité directe des principaux services, comme la trésorerie, l'intendance (pour les choses les plus importantes seulement), les relations extérieurs, les travaux politiques, de recherche, etc.

Cette activité multiple, aux ramifications nombreuses, n'a pourtant rien de disparate ni de désordonné. Elle progresse selon un plan à long terme, élaboré par le Congrès et mis en application par le Comité central où existe une direction politique unique. La structure pyramidale permet justement à la stratégie d'ensemble d'être appliquée concrètement au niveau de chaque groupe et de chaque cellule, unité de base. En même temps, elle permet à la stratégie d'être périodiquement «ajustée» à la réalité changeante de toute situation révolution-

naire, grâce à la participation des principaux responsables aux différents congrès où les bilans sont dressés et les grandes décisions prises.

De l'unité de base (la cellule) au Comité central

Chaque militant recruté est intégré d'abord dans une cellule, au sein d'un réseau. C'est là qu'il fera son premier apprentissage, sous la surveillance de son chef immédiat. S'il s'avère bon soldat, son nom sera communiqué au chef de groupe avec des détails sur son tempérament, son comportement général, ses connaissances, son habilité manuelle, son degré d'initiative, etc. Le chef de groupe pourra lui confier certaines responsabilités pour mieux le «tester», puis à son tour, il en référera à son supérieur immédiat. C'est ainsi que s'effectuent les promotions à même le développement de l'action.

Bien entendu, dans les premiers temps, la distance entre la base et le sommet n'est pas tellement grande, les initiateurs eux-mêmes ne formant, à l'origine, que deux ou trois cellules. C'est pourquoi les premiers militants, recrutés parmi les amis, ont tendance à former un cercle de famille. Mais l'accroissement des effectifs fait rapidement éclater le cercle et les contacts humains, fréquents au début, deviennent moins spontanés entre amis. L'action a des exigences qui ne peuvent pas être éludées. Certains ont tendance à résister à l'évolution normale d'une organisation comme la nôtre; la multiplication des tâches (surtout si les responsabilités augmentent) les déroutent un peu: ils se sentent plus seuls, et comme les premiers balbutiements d'une organisation révolutionnaire sont habituellement assez longs et douloureux, ils sont parfois tentés par le découragement, le cafard et même le défaitisme. D'autres, au contraire, sont impatients et veulent réussir un grand coup le plus rapidement possible. D'autres encore ont de la difficulté à remplir les tâches ingrates du «défrichage» initial ou sont dépaysés par le cumul nécessaire des tâches et des responsabilités. La prolétarianisation morale des partisans ne s'accomplit pas en un jour.

Ces manifestations sont normales dans une organisation qui n'a pas encore atteint sa maturité et qui, de plus, doit

fonctionner clandestinement dans un contexte principalement urbain. Cependant, il ne faut pas accepter chez soi toutes les sautes d'humeur qui se présentent. Il faut apprendre à rationaliser sa vie quotidienne de militant du FLQ et c'est par là qu'on acquiert la force de caractère nécessaire pour lutter jusqu'au bout.

Dans une organisation qui est appelée à grandir constamment, tout en dispersant ses effectifs aux quatre coins du pays, il ne peut y avoir de place pour les gens qui viennent à l'action moins pour transformer la société que pour faire assumer leurs difficultés personnelles par une organisation plus large. Certes, des militants, ça demeure des hommes, des hommes qui souffrent, qui pensent, qui aiment et qui ont des problèmes, comme tout le monde. Mais ce sont aussi des hommes qui, sans être des héros de légende, ont pour ambition non pas d'être «cuvés» par une direction paternaliste, mais de devenir indépendants de toute forme de tutelle. C'est pourquoi ils sont capables d'assumer les exigences de l'action qu'ils ont choisie par conviction, et c'est pourquoi également ils ouvrent ainsi la voie à la désaliénation totale de leurs semblables.

Est-ce à dire que chaque partisan doit être un ascète? Il y a, certes, l'ascétisme «laïc» à la base de toute œuvre de transformation radicale. Mais la discipline personnelle d'un homme équilibré, ce n'est pas la sécheresse du cœur ou de l'esprit ni la froideur des statues. Aucun homme ne peut se passer de fraternité, et encore moins un partisan tendu par la lutte quotidienne, clandestine et dangereuse. Les cellules sont composées de trois hommes non seulement pour assurer la sécurité du groupe et sa mobilité, mais aussi pour permettre l'échange de vues, l'émulation et l'amitié. Pour les guérillas de l'Amazonie, il est possible de rassembler des «bandes» plus nombreuses où la camaraderie peut devenir réalité quotidienne, mais dans les conditions actuelles, surtout dans les villes, il est impossible au FLQ d'encourager la formation de grands groupes. Pour les groupes agissant en dehors des villes, la situation est différente, bien que le principe du groupement par cellules de trois doit toujours être appliqué. La différence, c'est que dans les bois il est plus facile qu'à la ville de rassembler au grand jour un groupe de cellules, de façon

permanente ou intermittente. Mais, dans les villes, cela est impossible; et c'est pourquoi les chefs de groupe doivent travailler spécialement à constituer et à maintenir l'homogénéité de leurs militants par des rencontres et des échanges fréquents avec les cellules.

C'est la façon d'aborder et d'assumer cette condition difficile du guérillero urbain, ainsi que les capacités physiques, intellectuelles et morales de mener à bien les tâches demandées, qui déterminent essentiellement «l'appel» (si je puis dire) à des responsabilités plus grandes, de chef de groupe à membre du Comité central.

Quelques tâches actuelles

Présentement, l'une des principales tâches que s'est fixée la direction est de grouper bientôt assez de militants responsables, au sein du Comité central, pour assurer la sagesse des décisions, leur diffusion rapide et efficace, la solidarité du Front et la démocratie dans le travail révolutionnaire.

Pour cela, le CC travaille surtout présentement à la formation politique des membres de l'organisation, afin d'assurer l'unité du groupe; tente d'accélérer le recrutement et de former des cadres responsables; discute avec les responsables actuels de tous les grands projets, effectue le rodage des idées et des opinions; prend le pouls de chacun; fait progressivement le bilan de ceux qu'il convoquera cet été pour le Congrès chargé de se prononcer sur une plate-forme politique, l'élection d'un Comité central et d'un exécutif. Ce Congrès durera plusieurs jours et peut-être quelques semaines. Il devra, entre autres, passer en revue les divers aspects de la situation globale du Québec et les conditions objectives de la lutte, faire le point et décider de nouvelles mesures.

En attendant, le CC travaille au développement des réseaux existants, au perfectionnement de la lutte contre les idéologies triomphantes (statu quo, droite et gauche officielle «légaliste»), et à la rédaction d'un livre sur les thèses politiques du FLQ. Ce livre est une nécessité pressante. En effet, la lutte armée ne pouvant absolument pas être brandie au Québec comme une consigne gratuite ou un remède en soi, il est nécessaire de la justifier par une analyse des conditions his-

toriques et subjectives des masses québécoises, par une analyse également du pouvoir formel et du pouvoir réel à l'intérieur de l'État colonial québécois, par une analyse, enfin, des contradictions de classes principales et secondaires au sein de la société québécoise, sous-développée et industrialisée. Il n'y a, en effet, pas de victoire possible sans une analyse exacte des conditions historiques de la lutte.

JEAN-CLAUDE TÉTRAULT
(Pierre Vallières)

De l'organisation minoritaire et clandestine aux comités populaires de libération

La liberté «reçue» n'a jamais la saveur ni l'efficacité de la liberté «conquise».

Il faut que le peuple soit associé à la construction de son avenir et non seulement aux controverses partisans.

«... le sérieux apporté à l'organisation et à la préparation militaire d'une révolution ne peut être que d'essence politique: il doit être déterminé par une stratégie d'ensemble, basée sur une analyse exacte des conditions historiques, et par *la conscience des intérêts en jeu qui sont ceux des EXPLOITÉS*. Il ne s'agit pas de seulement préparer une guerre à finir contre tel ennemi, mais, par cette guerre, de fournir au peuple l'occasion, les motifs et les moyens matériels a) de se soulever contre l'autorité établie, b) de *conquérir le pouvoir de l'État* et, finalement, c) de *substituer un «ordre nouveau» aux anciennes structures*, la conquête du pouvoir ou de l'indépendance ne devant être qu'une étape sur la voie de la transformation politique, économique, sociale et culturelle du pays, de la patrie.» (L'Avant-garde, n° 1, janvier 66, p. 8.)

Le FLQ doit bâtir un Québec nouveau, un Québec libre, un Québec populaire et progressiste, un Québec indépendant et démocratique. Cette affirmation, maintes fois répétée, doit

devenir plus qu'un pieux souhait. Pour être révolutionnaire, elle doit devenir réalité. Nous serions des imposteurs et des aventuriers si notre propagande ne visait qu'à rallier la population sans la faire participer à la construction de cette société nouvelle, si notre lutte politico-militaire n'aboutissait, en fin de compte, qu'à provoquer un coup d'État par-dessus la tête des masses. Dans le numéro précédent de *L'Avant-garde*, nous avons suffisamment démontré que la seule voie démocratique et révolutionnaire est celle qui passe par *l'intégration consciente des masses* dans la lutte. Il n'y a pas de lutte de libération sans cela.

[...]

«Le droit du peuple à l'action politique et au self-government en général», comme disent les spécialistes, doit-il attendre la prise du pouvoir par le FLQ ou un autre mouvement révolutionnaire pour s'exercer concrètement? En d'autres termes, faut-il croire qu'au lendemain d'une prise de pouvoir par les démocrates révolutionnaires, le peuple peut subitement convertir sa passivité habituelle en une action politique consciente et constructive?

Les miracles ne sont pas de ce monde. Et il ne faut pas compter sur eux pour transformer une société.

Si vraiment nous ne croyons ni en «la spontanéité des masses» ni au «coup d'État miraculeux» et encore moins aux «farces électorales»; si, de plus, nous refusons à la fois l'attentisme et l'aventurisme, il ne nous reste d'autre voie que celle de l'intégration des agriculteurs, des travailleurs, des étudiants québécois à notre combat pour la libération du Québec.

Dans le numéro précédent, nous avons montré que cette intégration était impossible sans l'organisation d'une force armée capable de faire face à la violence organisée de l'ordre établi. Mais cette organisation ne saurait se suffire à elle-même, pas plus que la propagande révolutionnaire. Tout le monde ne peut entrer dans la clandestinité et s'y spécialiser. Comment faire alors pour que la majorité participe activement à la lutte de libération? Comment *impliquer* chaque citoyen dans cette longue et difficile expérience de lutte contre l'oppression qu'est toute guerre de libération nationale? Comment les masses apprendront-elles à gérer leurs affaires si elles sont

incapables de participer à leur propre libération autrement que par des cris, des applaudissement et des plébiscites?

On a souvent tendance à remettre la solution de ce problème aux calendes grecques. On a parfois l'impression qu'après avoir résolu les problèmes «techniques» (matériels) de la lutte armée tout ira de soi, que le peuple suivra, comprendra, changera, appuiera, etc. Rien de plus dangereux que cette attitude étroite, familière aux militaires de métier et aux aventuriers.

Si nous voulons la libération du peuple, le peuple ne doit pas suivre, il doit participer positivement, il doit finir par pouvoir se passer totalement de «guides» et de «tuteurs», il doit donc se libérer des messies. C'est pourquoi le FLQ doit immédiatement organiser l'intégration des masses à son combat, s'il veut éviter un jour de se trouver en face d'un peuple d'«assistés politiques». Quelle forme peut prendre cette intégration?

Les comités populaires de libération

Le meilleur moyen d'intégrer dès maintenant les masses à la lutte de libération nationale consiste, pour le FLQ, à créer progressivement sur le territoire québécois des «comités populaires de libération», sorte de gouvernements locaux dont la fonction sera à la fois de construire la démocratie et d'établir la justice sociale à même la destruction des anciennes structures et l'abolition des privilèges, de soutenir et de revivifier les partisans et, de concert avec les réseaux de combattants armés et de propagandistes du FLQ, d'organiser la population pour la guerre nationale, pour l'offensive générale contre l'ordre établi.

Le FLQ ne peut pas, en effet, se contenter d'être le *promoteur* des réformes que réclame le peuple. Il doit se faire lui-même *l'exécutant* de ces réformes nécessaires. La création des comités populaires de libération, en plus d'être le résultat, l'aboutissement de revendications justes, immédiates, concrètes et urgentes, doit amener les agriculteurs, les travailleurs des villes et des campagnes, les cols blancs, les étudiants et l'ensemble des exploités du Québec à prendre eux-mêmes leurs affaires en mains, à cesser de réclamer sans arrêt pour

rien, à cesser d'attendre le salut des autres, pour *s'emparer* eux-mêmes de ce qui leur appartient, pour *imposer* de force leur volonté de liberté et d'indépendance, pour construire eux-mêmes, ensemble, la société qu'ils souhaitent.

Il ne suffit pas d'exploiter au maximum les manifestations de mécontentement, les grèves, les marches sur le Parlement et les assemblées politiques. Il ne suffit pas de faire croître la colère des masses. Il faut dès maintenant offrir à la population un idéal constructif, un idéal de libération qui prenne la forme, par exemple, d'un gouvernement populaire, d'abord clandestin, capable d'imposer la justice, de tenir tête aux grosses compagnies, aux spéculateurs, aux trusts, aux administrations corrompues, aux élites locales, à la police de l'État, et éventuellement à l'armée; capable d'entreprendre sur-le-champ certains changements, de «voler» ou plutôt de «reprandre» aux étrangers et aux capitalistes ce qui appartient de droit au peuple québécois; capable de mettre un terme au règne des seigneurs américains à qui nos traîtres gouvernements ont concédé la majeure partie de nos forêts et de nos autres richesses naturelles, etc. Un gouvernement clandestin qui appuie les partisans armés et qui est soutenu militairement par eux en cas de besoin. Un gouvernement populaire d'agriculteurs et d'ouvriers qui soit le lien entre l'ensemble des Québécois et les troupes du FLQ.

En se faisant l'exécutant des réformes nécessaires, réclamées depuis si longtemps (en vain) par les Québécois, le FLQ évitera de se développer et d'agir *en dehors* de la vie quotidienne de la population, en dehors de sa mentalité et de ses préoccupations, de ses besoins et de ses habitudes, de son univers concret et de ses aspirations profondes. Le FLQ se confondra, au contraire, avec le peuple travailleur. Dans chaque région il épousera les revendications locales, et, en même temps, au niveau national, en se faisant le promoteur acharné de l'indépendance totale pour le Québec, le FLQ fondera la diversité des revendications et des objectifs dans un même idéal, dans une même exigence de libération globale, à la fois politique, économique, culturelle et sociale.

Deux choses sont à retenir, deux choses qui constituent l'endroit et l'envers d'une même réalité, deux choses aussi inséparables l'une de l'autre que le sont l'eau et le lit d'une

rivière. *Premièrement*: l'objectif national de l'indépendance est le seul susceptible de rassembler toutes les forces populaires et progressistes de la collectivité, depuis les petits commerçants jusqu'aux prolétaires les plus indigents. En effet, aucune classe sociale — fût-ce la classe ouvrière dans un pays industrialisé comme le nôtre — ne peut être à elle seule un mouvement politique. Aucune région non plus ne peut constituer une force politique nationale. Chaque région, chaque catégorie sociale a besoin pour s'exprimer, pour traduire *ses propres revendications*, d'un organisme politique qui possède une vision globale de la société et qui donne aux aspirations des différentes classes et couches sociales une formation commune, un objectif commun. *Deuxièmement*: par contre, aucun mouvement national ne peut se développer par-dessus les régions et les diverses catégories sociales d'une collectivité, car l'essence de la question nationale c'est, pour telle région, la récupération de nos forêts, pour telle autre le développement d'un secteur minier au profit de la population, pour telle autre l'abolition du chômage et du sous-emploi. Pour les agriculteurs, c'est avant tout une affaire de contrôle du marché et du crédit; pour les ouvriers, c'est une affaire de participation aux bénéfices de l'entreprise, une meilleure sécurité, une amélioration des conditions de travail; pour les intellectuels, c'est une affaire de promotion culturelle, etc. Dans telle région, on insistera pour nationaliser une entreprise déjà existante mais qui fonctionne au profit d'étrangers, sans tenir compte des besoins et des droits locaux. Dans telle ville, on concentrera les efforts sur la création d'industrie de transformation. Ailleurs, on s'attaquera d'abord aux logements ou aux écoles, etc.

Parce que la situation coloniale est totalitaire et qu'elle affecte, d'une façon ou d'une autre, chaque région, chaque catégorie sociale, la lutte du FLQ sera elle aussi totale et concernera progressivement chaque région et chaque catégorie sociale.

En poussant les travailleurs québécois à l'action politique directe au sein des comités populaires de libération, le FLQ brisera, de plus, l'apathie d'une population que ses élites n'ont jamais préparée à la gestion de ses propres affaires, de ses propres biens. En créant des comités ruraux et urbains, le FLQ

mettra sur pieds les unités de base — à la fois politiques, industrielles, sociales, culturelles et militaires — de cette société nouvelle, libérée de l'exploitation et de l'inégalité sociale, pour laquelle il a décidé de livrer une lutte à mort contre le régime actuel.

Mais comment va fonctionner tout cela?

La formation des comités

Il est évident que ces comités ne peuvent surgir spontanément d'un beau plan dessiné sur du papier neuf. Leur formation sera empirique, semblable à celle des groupes d'action et des réseaux de propagande. Elle se fera parallèlement au développement de l'ensemble de l'organisation. Elle en sera même la pièce la plus importante, la plus délicate aussi, en cette période-ci de la lutte.

Ici, comme ailleurs, il faudra procéder lentement, au début, construire puis reconstruire sur des bases toujours plus solides; laisser mûrir certaines situations; accélérer la destruction de certaines structures; faire l'épreuve des hommes appelés à mettre sur pied un organisme politique qui soit une création originale et enracinée dans la réalité québécoise, et non l'application aveugle d'un modèle tout fait; roder les diverses formules de coordination entre les comités populaires et les autres réseaux du FLQ; enregistrer les réactions populaires à telle propagande ou telle forme d'action, etc. Il y aura certes des erreurs et des échecs. Toute organisation révolutionnaire et clandestine est forcée d'improviser souvent, de recommencer, de détruire un jour ce qu'elle adorait la veille. Car il est dans l'ordre, en période révolutionnaire où la situation change rapidement, que les révolutionnaires sachent changer aussi rapidement qu'elle s'ils veulent être capables de remporter la victoire. Une lutte de libération ne se fait pas dans l'abstrait. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faille pas minimiser au maximum les risques de l'action. Au contraire. Le démantèlement des premiers réseaux du FLQ a démontré que la marge de récupération en hommes et en matériel n'était pas bien grande...

Donc, compte tenu des possibilités locales et de l'évolution de situations, il s'agit pour le FLQ de former un conseil

clandestin partout où cela peut se faire avec chances de succès. La tâche de chacun des conseils (de village, de localité et de quartier) sera de procéder d'abord à l'inventaire des ressources humaines et matérielles de l'endroit, des besoins et des aspirations de base, puis de déterminer aussi rapidement que possible les possibilités révolutionnaires locales. Ensuite, il s'agira, de concert avec les autres réseaux du FLQ, d'établir des plans d'action.

Par exemple: le comité populaire le libération du canton Y se rend compte que les moulins à scie de la région ont fermé parce que leurs propriétaires ont trouvé plus payant de faire fortune ailleurs, dans une grande ville. Or, ces industries locales ont le terrain, les bâtisses, l'électricité, etc. Ces investissements sont prêts à servir. À côté, il y a la main-d'œuvre (qui chôme) et aussi le marché. Le comité décide alors de s'emparer des moulins et de les faire fonctionner au profit de la population, avec ou sans l'assentiment de leurs propriétaires. En cas (probable) de conflit, les groupes armés du FLQ aident les ouvriers à défendre leur gagne-pain.

Un autre exemple: le comité populaire de Saint-Henri constate que les écoles du quartier ne possèdent pratiquement pas d'équipement adéquat et que, de plus, les terrains de jeu sont dépourvus du strict nécessaire pour assurer aux jeunes des loisirs convenables. Les réseaux de propagandes du FLQ entreprennent aussitôt une campagne d'information sur le sujet et aide le comité local dans sa tâche de distribution de tracts, etc. Bientôt, la population est avertie du problème (qu'elle connaissait, d'ailleurs, mais pas «collectivement»). Le comité travaille alors à regrouper les pères et les mères de famille les plus dégourdis, les jeunes, etc., et proposent, au moment choisi, d'aller saisir les équipements scolaires et sportifs de Westmount. Le déménagement s'opère sous la protection des réseaux armés du FLQ, qui attirent la police ailleurs ou l'empêchent, par d'autres moyens, d'intervenir.

Autre exemple: dans la petite localité de Z, le comité constate que les ouvriers, en grève depuis plusieurs semaines, n'ont pas la nourriture nécessaire pour eux et leurs familles. Le FLQ vole un camion de Steinberg et assure la distribution des vivres aux grévistes.

Autre exemple: les gens d'un quartier doivent être expro-

priés. Le FLQ persuade les gens d'aller louer, dans un autre quartier et de façon à être groupés, des logements spacieux et neufs, répondant aux besoins de leurs grosses familles. Le comité les aide à déménager et leur demande de ne payer en loyer que 10 % des revenus mensuels ou du salaire. Face aux éventuelles menaces de la part des propriétaires et des autorités, le FLQ organise la résistance en bloc.

Encore un exemple: le comité populaire du quartier P de Montréal décide de rénover les habitations et de les «nationaliser». Vols de peinture, bois, outils, etc. Travail «protégé» par le FLQ. Puis perception des loyers (10 % du salaire) par le comité local.

Les exemples cités ont trait à la vie sociale d'un village, d'une localité ou d'un quartier. On voit tout de suite l'importance qu'est appelée à avoir pour les comités populaires ce qu'on appelle «la police municipale». Il ne faudrait pas croire, cependant, que l'action des comités consistera seulement à s'occuper d'action municipale. Ces comités devront agir également à l'intérieur des corps intermédiaires, et plus particulièrement des syndicats. Ils devront chercher à faire l'unité entre le travail quotidien et la vie sociale environnante. Progressivement, ils devront promouvoir la propriété sociale des moyens de production, seul moyen de rattacher la productivité des travailleurs à leur vie sociale et politique. Il s'agit, en somme, d'organiser la vie économique de la localité, du village, du quartier et de la région de façon à ce qu'elle profite réellement aux producteurs et à leurs familles. L'objectif final des comités populaires de libération est de réconcilier le citoyen, le travailleur et le consommateur, au moyen de l'indépendance nationale, de la propriété collective des moyens de production et de planification.

Cette action collective de récupération nationale prendra naissance dans quelques coins du Québec avant de s'étendre à l'ensemble du territoire. De cette façon, on évitera de créer des comités artificiels là où la population n'est pas encore prête pour ce genre d'organisation et où la situation générale n'est pas suffisamment «mûre». Peu à peu, l'action des comités fera boule de neige.

Ainsi, le FLQ, par ses divers réseaux (action directe, propagande, comités populaires de libération), ne tend pas à

devenir seulement «une machine de destruction», mais avant tout un instrument efficace pour la construction d'un socialisme québécois.

Comme il a été dit plus haut, dans l'exposé général sur les structures du mouvement, aucun des réseaux ne peut se suffire à lui-même. Groupes de propagandistes et d'agitateurs, détachements de partisans armés et comités populaires de libération forment un tout homogène par la fusion de la direction politique et militaire au niveau du Comité central et des comités régionaux du FLQ. Aucun des réseaux ne peut évoluer séparément, car une stratégie unique commande la formation et le développement de chacun au sein du FLQ. Et cette stratégie se fonde sur le fait que les seuls intérêts en jeu sont ceux de la nation québécoise, des exploités du Québec, et de personne d'autre.

MATHIEU HÉBERT
(Pierre Vallières)

La révolution, c'est une entreprise de construction

Le FLQ, les bombes, le pétard, c'était le bon temps; ça bougeait au Québec; ça nous donnait le goût de nous embarquer. On croyait que quelque chose allait enfin arriver. Aujourd'hui, le FLQ, ce n'est plus qu'une «feuille de chou» qui paraît tous les quinze jours!

Ces réflexions défaitistes, on les entend parfois; plusieurs les ont «sur le bout de la langue». Plus de bombes, plus de FLQ, est-on porté à penser. Ces «impressions» sont tout à fait injustifiées. Elles sont le fait du silence dont les journaux ont entouré nos actions depuis plusieurs mois et surtout peut-être de l'ignorance des progrès réels et considérables de l'organisation de notre mouvement révolutionnaire.

Du «pétard» et du papier

La révolution au Québec, pas plus qu'ailleurs, ne se fera sans bombe ni sans propagande. Il s'agit de renverser l'ordre établi; nous ne devons reculer devant aucun moyen pour y arriver. Ces moyens sont ceux que la puissance de l'ennemi nous forcera à employer.

L'exemple de ce qui se passe dans beaucoup de grèves nous montre bien jusqu'où il faudra aller. Comme, pour ce qui est d'une grève, le patron a tout un arsenal de moyens pour venir à bout des travailleurs — police, avocats, juges, gouvernement, puissance financière, etc. — il est évident

qu'au moment où le peuple québécois se mettra en marche pour prendre la direction de ses affaires, l'ordre établi, le gouvernement aura recours à tous les moyens pour le mâter. Nous devons être prêts à faire face à tout. Ce sera la tâche de l'armée populaire de libération.

Il est également important que chacun comprenne pour quoi il agit. Comme dans une grève encore il faut des assemblées de tous les travailleurs, il faut de la documentation, il faut de l'information, de même pour la révolution, il est essentiel que tous les Québécois sachent que l'ordre établi est pourri et que la seule solution qui ne soit pas une démission honteuse est de renverser cet ordre, ce gouvernement, ce système d'exploitation que nous avons actuellement. C'est le pourquoi de la propagande.

La révolution par le peuple et pour le peuple

Le combat du FLQ est le combat de tout le peuple québécois. Le combat du FLQ est un combat pour une société meilleure, organisée en fonction des besoins et des aspirations de tous. Il s'ensuit qu'il ne s'agit pas uniquement de détruire, mais *avant tout de construire*. Si nous détruisons, c'est d'ailleurs pour pouvoir construire vraiment.

Ces deux «opérations» doivent être parallèles, se faire en même temps. C'est pourquoi il faut que *le peuple s'organise*, non seulement avec des armes, mais aussi qu'il se donne des moyens de satisfaire ses besoins, des moyens d'exercer le pouvoir. Le peuple du Québec a toujours été tenu à l'écart des centres de décision, on lui a toujours refusé de participer à la vie de ses usines, de ces services, de sa politique.

Ce temps est révolu, terminé. Le moment est venu pour le peuple révolutionnaire du Québec de se grouper et de prendre ses affaires en mains. Cela se fera par le moyen des «*comités populaires de libération*». Tous les travailleurs québécois décidés d'en finir avec le régime d'exploitation actuel se retrouveront dans ces comités populaires, qui agiront au niveau du quartier, de la ville ou de la municipalité. C'est là que peu à peu nous apprendrons à régler nos affaires en groupe. C'est là que nous déterminerons nos besoins, que nous élaborerons

des solutions, que nous choisirons nos moyens. C'est là que nous construirons un Québec à notre mesure.

Comme tous les autres secteurs du FLQ, les comités populaires agiront dans la plus stricte clandestinité. Leur rôle sera de s'attaquer résolument et efficacement à la solution des problèmes de leur milieu: l'habitation, la nourriture, les loisirs, l'éducation, etc. sont dans bien des coins du Québec des problèmes dont personne ne se préoccupe. Les comités populaires chercheront des solutions et les appliqueront avec l'appui de la propagande et de l'armée de libération.

Les trusts de l'alimentation nous volent; ils volent tout autant les cultivateurs que les ouvriers: nous reprendrons ce qu'on nous vole. Les propriétaires, surtout en ville, nous exploitent, et les pouvoirs publics nous font déménager à tout propos: nous ferons sauter les maisons de ceux qui nous volent et nous envahirons les maisons inoccupées. Les intermédiaires «mangent» tout le profit des produits agricoles: nous éliminerons les intermédiaires; les comités populaires urbains feront directement affaire avec les comités populaires ruraux; etc.

La formation de ces comités populaires est une des pré-occupations primordiales du FLQ. *Le but: régler nos problèmes nous-mêmes; régler nos problèmes tout de suite.* Fini le temps où on demandait aux autres de s'occuper de nous. À partir de maintenant, les autres, c'est nous. Ceux qui ne seront pas contents, on saura bien quoi en faire. De «pétard», il y en aura chaque fois que ce sera nécessaire pour la défense du droit et du devoir des Québécois de régler leurs propres affaires.

ANDRÉ JACQUES
(Charles Gagnon)

Violence, clandestinité et révolution

La guerre de libération nationale du peuple québécois telle que la voit le FLQ, sera une lutte violente et organisée, une lutte armée. Cette «hypothèse», tous les partisans l'ont acceptée. Il s'ensuit que le travail du FLQ consiste à organiser la violence. Formulé de cette manière, le contenu de notre lutte révolutionnaire peut sembler contradictoire avec l'objectif réel et avoué du FLQ, savoir: parvenir à l'instauration d'une société socialiste au Québec, plus précisément d'une société dans laquelle le peuple est maître.

Disons en bref que c'est ce choix conscient d'une révolution socialiste (dans le déroulement de laquelle *la lutte armée* et la *prise du pouvoir* ne sont que des *étapes*, même si ce sont des étapes absolument nécessaires) qui nous *force* à utiliser la *violence* et à agir dans la *clandestinité*. Voyons ensemble comment tout cela se vérifie.

Un Québec socialiste

Le socialisme est une théorie de l'organisation économique, sociale et politique qui remonte au début du XIX^e siècle (dans la société occidentale moderne) et qui a souffert depuis un siècle des définitions aussi variées que nombreuses.

Plutôt que définir, décrivons ce que pourrait devenir un Québec en train de se transformer en «société nouvelle». Les premières manifestations de cette transformation, on les trouverait dans la vie de tous les jours. Les ouvriers dirigeraient «leur» usine: heures de travail, répartition des tâches, salaires,

vacances, organisation interne... Avec l'assistance de conseillers, ils se mettraient au courant des marchés intérieurs, locaux et nationaux, des techniques nouvelles, de l'orientation régionale et nationale de l'économie, des débouchés extérieurs; ils veilleraient aussi à l'élaboration et à l'application des règles du sécurité et de santé jugées nécessaires et devraient assurer la productivité (rendement en produits transformés ou manufacturés compte tenu du coût de production) maximum, tout en s'assurant que leurs conditions de vie à l'usine soient le plus humaines possible. Au point où en sont les choses, on peut dire que la vie des fermiers deviendrait assez rapidement comparable, sinon tout à fait identique, à celle des travailleurs des usines et des chantiers (mines, construction, etc.); une agriculture moderne et prospère ne peut être qu'industrialisée au maximum comme le reste de l'économie.

Les travailleurs continueraient, il va de soi, à avoir des préoccupations autres que celles qui sont directement rattachées à leur travail, avec la différence par rapport à la situation actuelle qu'ils pourraient les satisfaire selon leurs désirs. Ils devraient donc se regrouper pour étudier leurs problèmes de santé, d'éducation, de loisirs, de transports en commun, etc., et légiférer, prendre des décisions, à leur sujet, et évidemment veiller à l'application de ces décisions. Pour ces questions qui touchent directement un grand nombre de personnes qui ne vont pas à l'usine, sur la ferme ou dans les bureaux, soit les enfants, les étudiants, les vieillards, un bon nombre de femmes, les travailleurs ne se regrouperaient plus selon le lieu de leur travail, mais selon celui de leur résidence. Dans les grandes et moyennes villes, on verrait donc les habitants se grouper en conseils de quartier pour régler toutes les questions mentionnées plus haut et aussi celles de l'éclairage et de la construction des rues, de l'urbanisme, etc. Dans le milieu rural, on se grouperait en municipalités assez nombreuses et assez homogènes pour un travail semblable efficace.

On aura tout de suite compris que des unités sociales aussi réduites que l'usine, l'exploitation agricole, le quartier ou la municipalité ne pourraient fonctionner indépendamment les unes des autres. Il ne suffit pas qu'une usine de chapeaux, par exemple, fonctionne à la satisfaction des ouvriers

qui y travaillent, encore faut-il que la production soit réglée en tenant compte à la fois du bien des travailleurs, de la demande (du marché), des richesses naturelles et des priorités que la collectivité entière peut se donner. Il faudrait donc que les travailleurs se groupent en régions ou provinces, qu'ils s'élisent des représentants et leur confient des pouvoirs tels que l'équilibre social et économique de tous les habitants du territoire concerné soit assuré: pas de quartiers plus pauvres, pas d'usines qui laissent leurs travailleurs en chômage 6 mois par année, pas de salaires exagérément inégaux, etc.

Enfin, les régions (ou provinces) devraient également être maintenues en équilibre les unes par rapport aux autres par un gouvernement central. Plus la démocratie ferait des progrès, plus les travailleurs seraient informés de la situation locale, régionale et nationale aux points de vue économique, social, politique, culturel, etc., moins ce gouvernement central devrait avoir de pouvoir. Il est à prévoir que la construction de la «société nouvelle» se fera par étapes. Les travailleurs eux-mêmes auront à décider ce qui sera de la compétence des ouvriers de l'usine, ou bien des habitants du quartier, ou bien des délégués au conseil régional ou bien enfin du gouvernement central. La démocratie, en effet, c'est tout le pouvoir entre les mains des travailleurs, de tous les travailleurs: on peut donc choisir en démocratie à quel «niveau de décisions» tel ou tel ordre de questions seront réglées.

Cette organisation politique (c'est-à-dire de la direction des affaires de tous, de la collectivité) supposerait accomplies des transformations économiques radicales, si l'on pense à ce qui existe actuellement. La plus importante consisterait dans l'abolition de la propriété privée des moyens de production. C'est la *collectivité entière*, les Québécois tous ensemble, qui prendraient possession du sol, du sous-sol et des usines comme des machines nécessaires à l'utilisation productive de ces richesses, c'est-à-dire les usines et ce qui s'y trouve, de la même façon que la collectivité devrait posséder et diriger les grands services, tels le téléphone, l'électricité, les transports en commun, les hôpitaux, les écoles, etc.

En pratique cependant, ce seraient les usagers immédiats qui régleraient les modalités d'utilisation de ces richesses et de ces services. Si, par exemple, les ouvriers de l'usine X pré-

fèrent travailler de 7 h 45 à 4 h plutôt que de 8 h 30 à 4 h 45, cela les concerne. Si les habitants de tel quartier désirent que leurs enfants aillent à l'école de 10 h à 5 h, cela les regarde aussi. De même les ouvriers pourraient régler le degré et le rythme de la mécanisation de l'agriculture et des usines selon la situation de l'embauche et l'état général de l'économie. Dans d'autres cas, il serait préférable que des groupes plus considérables adoptent une même ligne de conduite; ainsi, dans une même ville, les règlements de la circulation devraient être strictement identiques d'un quartier à un autre.

Dans la société socialiste, les travailleurs, compte tenu des richesses, des marchés et du capital disponible, créent et font fonctionner des fermes ou des usines de telle sorte que *chacun puisse vivre dans des condition humaines* (chacun ayant accès à la plus grande quantité de biens — matériels et intellectuels — que le développement de l'économie et des sciences permet) et *progressistes* (la collectivité décidant d'un niveau de vie tel qu'il permette une croissance constante de l'économie). En bref, avec le socialisme tel qu'il pourrait se vivre au Québec, les travailleurs deviendraient les véritables maîtres de leur existence, tant au travail qu'à l'école, dans les sports, dans les loisirs, dans le choix et l'organisation des services jugés nécessaires et accessibles, etc. Le socialisme, c'est donc l'organisation de la société en fonction du bien de tous avec la collaboration de tous, tant dans la conception que dans la réalisation des divers types d'activités nécessaires à la vie d'une collectivité dans le monde moderne.

Le socialisme, c'est la *fin de l'exploitation* du peuple par les possesseurs du capital qui ne sont motivés, comme classe, que par l'appât du profit, du plus grand profit, et le *début de la démocratisation complète de la vie collective*. Cela, faut-il le dire, ne nie en rien la «propriété privée» des choses produites. Le socialisme laisse libre à chacun d'acheter ou pas une télévision, une auto, une maison ou un yacht. Ce qu'il ne permet pas, c'est la propriété privée des moyens de production, des fondements du progrès économique et social, car cela appartient de droit à l'ensemble de la collectivité et non à des privilégiés comme cela se passe maintenant.

En résumé, la «société nouvelle» québécoise, en autant qu'on puisse en prévoir le développement, serait véritable-

ment une société organisée en fonction du bien de l'ensemble, de la totalité de la population. Les moyens d'y arriver sont *d'abord* la prise de possession par la collectivité entière de «ses» richesses, c'est-à-dire de son sol, de son sous-sol, de ses forêts, de ses cours d'eau, de son air, et des moyens déjà existants de transformer des richesses naturelles en instruments de transformation et en produits de consommation, *ensuite* la planification de l'usage qui sera fait, dans le temps et dans l'espace, de toutes ces richesses pour le plus grand épanouissement possible de la collectivité entière, et *enfin* la remise progressive à des groupes humains limités, de ces richesses et des moyens mécaniques, techniques, économiques, financiers et intellectuels de les utiliser de la meilleure façon*.

Disons enfin qu'il est à prévoir que la construction de la «société nouvelle» sera une entreprise de longue haleine et que son rythme sera déterminé en grande partie par l'enthousiasme que le peuple québécois mettra à la tâche et par le degré de participation populaire sur lequel les divers paliers de gouvernement pourront compter dans la réalisation de notre idéal à tous, celui d'une société plus humaine, plus épanouissante, d'une société où le bonheur soit un «bien» accessible à tous.

Pas de socialisme sans révolution

Une lutte de libération nationale ne se compare en rien à une lutte électorale. Dans ce dernier cas, il s'agit de 2 ou 3 groupes de personnes (ou encore de 7 ou 8, comme dans les prochaines élections de Québec, le 5 juin 66) qui aspirent à exercer le pouvoir, à en profiter dans le respect des structures socio-économiques actuelles, c'est-à-dire sans rompre avec le système capitaliste, sans mettre fin à l'exploitation des masses,

* Cette troisième étape est celle de la décentralisation; plus la révolution progressera, plus les conseils régionaux, puis ceux des villes, des quartiers et enfin des usines, auront des pouvoirs étendus. Tel est le sens de l'expression «groupes limités». Les comités populaires de libération (CPL) doivent être considérés comme l'embryon, le noyau de ces comités de gestion d'après la prise du pouvoir: plus les CPL seront développés, plus le passage du pouvoir entre les mains du peuple sera rapide et efficace.

donc à l'aliénation et à la dépossession des travailleurs. Dans les élections, les groupes d'hommes, les partis qui s'affrontent, sont composés de personnes déjà liées à ceux qui dirigent l'économie ou locale, ou régionale ou nationale, ou même continentale dans notre cas. Les élections sont des luttes de «clans» à l'intérieur de la classe dirigeante (la classe «montante», les petits bourgeois, étant considérée ici comme un de ces clans), rien de plus. Le clan qui a la meilleure «machine» l'emporte sur les autres. Seule une crise économique assez prolongée peut mettre des entraves sérieuses à ce «jeu». Ainsi, les périodes de notre histoire qui ont connu plusieurs «clans» fortement opposés, sont toutes des périodes pendant lesquelles ont eu lieu des changements assez profonds au sein de la classe dirigeante: par exemple, au milieu du XIX^e siècle, puis au début du XX^e, et encore avant la Deuxième Guerre mondiale; enfin, nous vivons très certainement un de ces «moments» à l'heure qu'il est.

Si les élections sont une activité propre à la classe dirigeante et à la classe dirigeante seulement, on voit mal comment le peuple arriverait à en faire un moyen d'éliminer la classe dirigeante. Car, comme nous l'avons vu antérieurement, la lutte de libération nationale tend essentiellement à mettre un terme à l'exploitation et à l'aliénation du peuple; par conséquent, elle exige la disparition de la classe des possesseurs des moyens de production pour qui l'exploitation des masses populaires est l'unique moyen de se maintenir au pouvoir. La disparition de la classe dirigeante signifie évidemment la disparition simultanée des partis politiques électoraux qui représentent les intérêts de cette classe.

Il faut être bien naïf ou encore démagogue pour prétendre tirer le peuple de l'aliénation et de la dépossession par le moyen des élections. Participer aux partis traditionnels pour un travailleur, c'est beaucoup plus une tentative purement individuelle d'améliorer sa propre situation que de changer quoi que ce soit au système. Prétendre, comme le fait le PSQ**, former un parti essentiellement des travailleurs et arriver au pouvoir par des élections, c'est tenter l'impossible, car ce parti

** Parti socialiste du Québec.

s'il veut vraiment prendre le pouvoir politique devra être accepté par le pouvoir économique pour être capable de se donner une «machine» comparable et supérieure à celles des autres partis. Nous savons tous qu'une «machine électorale», ce sont des piastres, beaucoup de piastres. Ce ne sont pas les travailleurs qui ont les piastres!

Bien plus, un tel parti des travailleurs réussirait-il à parvenir au pouvoir sans se compromettre avec l'ordre établi, la révolution socialiste ne serait pas pour autant accomplie; elle ne serait même pas commencée; en fait, rien ne serait fait sur la voie de la révolution. Il faut même dire qu'un tel «événement» retarderait et de beaucoup la révolution. En effet, cette pseudo-victoire entraînerait tout au plus quelques «nationalisations» du genre de celle de l'Hydro-Québec. Or, nous l'avons vu tout à l'heure, le socialisme n'est pas le «capitalisme d'État», la démocratie n'est pas une immense bureaucratie qui règle les problèmes *au nom* des travailleurs.

Le socialisme, la démocratie du peuple, c'est tout le pouvoir partagé entre tous les travailleurs selon un mode choisi par les travailleurs. Or, et c'est là le point fondamental, on n'apprend pas à exercer vraiment tout le pouvoir en faisant des élections. On apprend à exercer le pouvoir le jour où on décide de prendre ses affaires en main et qu'ensuite on demeure fidèle à cet engagement. C'est là le premier pas dans la voie de la désaliénation: se sentir responsable de ses affaires, des affaires de la collectivité à laquelle on appartient.

Cela est impossible sans la lutte armée. Aussi longtemps que dure le capitalisme, la propriété privée des moyens de production, il se trouve des gens pour tendre à en exercer la direction, le contrôle. Cela est inévitable. *Aussi longtemps qu'un peuple ne voit pas d'intérêt réel et immédiat à s'unir et à partager, l'unité et le partage sont impossibles.* C'est là que réside la force du présent système; il permet à quelques individus, dont certains sont issus de la classe populaire, de «réussir»; il fait donc croire à l'ensemble de la population qu'il est possible pour tous de «réussir». Évidemment, une étude objective du capitalisme révèle rapidement que ce système entraîne nécessairement la division de la société en deux grands groupes d'intérêts: ceux qui possèdent, qui dirigent, qui jouissent pleinement de leur activité économique (une petite minorité) et

ceux qui ne possèdent rien, qui ne dirigent rien, qui ne jouissent de rien (la grande majorité). Comme les structures économiques et sociales du capitalisme n'autorisent que les succès individuels, les efforts pour sortir de sa condition d'exploité seront naturellement des efforts individuels. C'est là un des aspects les plus négatifs de ce qu'on appelle l'aliénation, du point de vue d'une lutte de libération nationale. Le seul espoir des exploités réside vraiment dans l'apparition d'une conscience de classe dynamique.

Pas de révolution sans conscience de classe

Depuis que le Québec existe — qu'il se soit appelé la Nouvelle-France, le Bas-Canada ou la province de Québec — les travailleurs québécois ont subi l'exploitation, d'abord par les aristocraties française et anglaise, ensuite par les grandes bourgeoisies commerciales, puis industrielles anglaise et américaine. Depuis que l'exploitation dure, les travailleurs en ont une perception immédiate et ils s'en ouvrent volontiers. Les hommes d'affaires, les industriels et les professionnels sont clairement perçus pour ce qu'ils sont: des profiteurs et des exploiters (on pourrait dire que la classe dirigeante est celle des exploiters et ce qu'on appelle la «classe moyenne», celle des profiteurs). Un tel régime d'inégalité et d'injustice provoque fatalement la soif du pouvoir et de la richesse et pendant un temps plus ou moins long, des individus plus ou moins nombreux de la classe des travailleurs s'efforcent de s'élever dans l'échelle sociale en s'assurant des revenus plus grands et un statut social plus reluisant. Les fils de cultivateurs deviennent ouvriers spécialisés ou même professionnels; les fils d'ouvriers se lancent dans le commerce, etc. En fait, très peu entreprennent vraiment la réalisation de tels rêves et beaucoup «échouent» en cours de route. Ce qui fait que, prise globalement, la société capitaliste renferme toujours une très petite minorité de riches et une très grande majorité de pauvres, relativement à un niveau de vie général donné.

Les cultivateurs qui restent à la ferme, les ouvriers qui restent à l'usine n'en nourrissent pas moins des rêves de vie meilleure. Objectivement, leur vie devient pire, moins enrichissante, toujours plus aliénante. Le système est là, qui

semble immuable. Rien ne paraît pouvoir changer au plan global. D'ailleurs, le «plan global» n'existe très souvent que pour ceux qui ont lu et étudié, pour les exploiters et les profiteurs donc. C'est là une composante de l'aliénation dont nous avons parlé plus haut: le système capitaliste est tel qu'il rend difficile l'apparition d'une conscience de classe claire et dynamique; les ambitions qu'il donne son foncièrement individualistes.

Ce n'est que progressivement que les travailleurs d'une même usine, que les cultivateurs d'une même localité ou d'une même région se rendent compte qu'il y a une source commune à leurs maux, à leurs misères, soit le patron, soit l'intermédiaire entre les cultivateurs et les marchés; ce n'est que progressivement que les habitants d'un même quartier se rendent compte que la malpropreté, le manque de services, les taudis sont dus à des causes communes, soit à l'administration municipale contrôlée par les riches et à leur service, et aux propriétaires qui sont les mêmes riches. En résumé, les classes sociales sont un fait observable, une réalité objective, mais la conscience de classe est un phénomène subjectif, social, qui ne se développe que progressivement et longtemps après la formation des classes elles-mêmes.

Il ne faudrait d'ailleurs pas confondre la conscience de classe et la conscience qu'ont les travailleurs de telle usine ou de tel métier d'être exploités. On devrait peut-être se réjouir que le syndicalisme ait donné des conditions de travail très intéressantes à certains groupes de travailleurs qui se sont sentis solidaires et se sont groupés. On devrait peut-être se réjouir que le coopératisme ait permis à des cultivateurs et à des consommateurs de se procurer des marchandises à un prix parfois moins élevé que dans l'entreprise privée. On devrait peut-être se réjouir que les «offices» de producteurs aient rendu possible la coopération de certains groupes de petits producteurs (laitiers, forestiers, etc.) dans la mise en marché de leurs produits. Mais toutes ces tentatives de «promotion» des travailleurs n'ont servi en rien aux travailleurs considérés comme classe.

Encore là, face à ces organismes isolés, qui s'attaquent *séparément* et bien faiblement à l'exploitation, le capitalisme dispose de son arme favorite: la division des forces popu-

lares. En effet, donner à tel groupe d'ouvriers syndiqués \$5.00 l'heure alors que d'autres ne gagnent que 0.75¢ ou encore chôment, cela est très habile; l'apparition d'une conscience de classe populaire en est considérablement retardée; des revenus aussi différents font croire que les travailleurs se divisent en une multitude de «classes» qui n'ont rien ou presque rien de commun entre elles. De la même manière, les coopératives de consommateurs ou de producteurs ne représentent aucun danger réel pour les capitalistes. Souvent, ceux-ci sont les fournisseurs des produits bruts ou transformés que les coopératives ne font que revendre aux consommateurs. Non moins souvent, ils sont les seuls acheteurs des produits que les coopératives de producteurs mettent en vente. Dans les deux cas, ils peuvent exercer un contrôle absolu sur les prix, d'autant plus facilement qu'ils sont en mesure, le jour où ils le veulent, de faire disparaître, ou du moins d'en compromettre sérieusement l'existence, n'importe quelle coopérative. Il suffit parfois d'un «super market» ou d'un «discount house»; il suffit dans d'autres cas d'amener les coopérateurs à «passer à côté» de leur «office» en faisant miroiter de beaux billets à leurs yeux — les offices ne paient jamais comptant.

Rien d'étonnant si l'entreprise privée, la grande entreprise, va même jusqu'à inviter les syndicats chez elle; rien d'étonnant si elle n'entreprend aucune lutte ouverte au coopératisme. Le capitalisme a su, on l'ignore trop souvent, faire servir ces «institutions» à ses fins à lui. Comment les travailleurs pourraient-ils croire encore aux coopératives, si ce n'est comme à un moyen de «promotion», non pour une classe entière, mais pour des petits groupes?

Ainsi apparaît la fonction aliénante et des syndicats et des coopératives quand l'ordre établi a su les «domestiquer», les apprivoiser: ou bien ces institutions apparaissent comme parfaitement inutiles, ou bien elles deviennent la chose d'un petit groupe, d'une «clique» qui s'en sert pour son avancement en oubliant complètement les autres travailleurs. Il est donc difficile de croire que le syndicalisme et le coopératisme soient des manifestations d'une conscience de classe véritable. Pourtant, ils sont le signe qu'un besoin d'unité se fait sentir chez des groupes de travailleurs. Leur échec est, par ailleurs, la preuve que ces institutions ne sont pas aptes à entreprendre

la révolution. Elles sont pourtant les seules à être d'origine vraiment populaire. Leur faiblesse, leur échec, provient de ce qu'elles ont négligé de développer une véritable conscience de classe, vers laquelle il n'y a qu'une voie: la violence.

En résumé, la conscience de classe n'existe que le jour où les travailleurs dans leur ensemble savent que leurs intérêts sont les mêmes, qu'ils sont opposés aux intérêts de la classe dirigeante. Ce qui exige que cette dernière se montre sous son vrai jour et à tous en même temps.

Le peuple exploité est naturellement violent

Nous avons vu comment le fonctionnement même de l'économie capitaliste tend «naturellement» à empêcher la formation d'une conscience de classe claire et ambitieuse chez ceux que le système exploite, d'une part en accordant certains «privilèges» aux groupes de travailleurs les plus revendicateurs et, d'autre part, sur un plan général, en faisant croire que le succès arrive toujours et uniquement par suite d'efforts individuels ou de très petits groupes.

Or, l'expérience des réussites comme des échecs des révolutions socialistes du dernier demi-siècle montre clairement que semblable bouleversement social et économique n'est possible que par la participation directe, ou indirecte, de l'ensemble de la classe des travailleurs. Cela va de soi si l'on s'arrête au fait que la révolution socialiste ne signifie pas un simple changement de propriétaires des moyens de production, le nouveau propriétaire fût-il l'État, mais l'instauration d'un régime pleinement démocratique en raison de la participation de tous les intéressés dans chacune des sphères de l'activité économique, politique, culturelle, etc. d'une collectivité.

S'il n'y avait pas la violence, il serait impossible de sortir vraiment du système capitaliste. La preuve en est le sort réservé à tous les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique qui se sont donné des «gouvernements réformistes»: ou bien ceux-ci ont fini par accepter de jouer le jeu avec les détenteurs de capitaux, américains le plus souvent, ou bien ils ont été renversés par toutes sortes de moyens, coups d'État, élections truquées encore plus que d'habitude, etc. Encore là, la chose va de soi, parce que la seule réforme au système capitaliste

socialement valable pour la classe des travailleurs est son abolition; peut-on songer que les capitalistes acceptent seulement d'envisager une telle éventualité? Je ne crois pas au suicide de la classe dirigeante, quelle qu'elle soit. Il faudra donc procéder à sa destruction.

C'est ici qu'un des fruits du système capitaliste devient menaçant pour lui; la violence populaire, produit de l'exploitation capitaliste invincible par d'autres moyens, est la voie de la libération des travailleurs, à la condition cependant que cette violence soit *organisée*.

Que la violence soit «naturelle» pour les travailleurs, l'observation de la société québécoise comme de bien d'autres sociétés capitalistes, le prouve largement. Elle prend des formes très variées qui vont de «l'action» purement destructrice à d'autres plus «raisonnées» par rapport à la recherche d'un bien; comparons par exemple le vandalisme aux gestes du «voleur de métier». Elle est ou bien individuelle, ou bien collective. Elle a un caractère de vengeance ou bien un caractère agressif. Elle a une portée individuelle ou de «gang», ou bien une portée sociale... Dans une société où tout repose sur la concurrence et où les «réussites» sont extrêmement limitées, ces actes sont inévitables. Pris globalement, ils sont le signe évident d'un malaise social profond. Et c'est dans leur développement même qu'on peut voir un des signes d'une révolution possible et prochaine.

La violence «ouverte» est la manifestation sociale des contradictions des valeurs que propose le système du capitaliste, tout comme les crises économiques sont la manifestation des contradictions économiques du capitalisme. Ces deux ordres de phénomènes, les crises sociales et les crises économiques, ne sont évidemment pas étrangers l'un à l'autre. Bien plus, le développement, le déroulement d'une révolution ne vont pas sans que les deux jouent alternativement l'un sur l'autre.

Pas de révolution sans violence ni sans crise économique

L'histoire de notre pays est, au point du vue des rapports entre les crises économiques et les crises sociales, très révéla-

trice. Les troubles de 1837-1838 [...] sont un exemple de ce phénomène. Il n'y a pas que la crise économique qui provoque la crise sociale; la violence, qui est une manifestation de la crise sociale, accélère souvent la crise économique. Une fois le mouvement engagé, on peut dire que la révolution est *possible* dans un avenir rapproché.

La stratégie révolutionnaire du FLQ a son origine dans les constatations suivantes: d'une part, les contradictions économiques du capitalisme peuvent être accentuées et rendues plus visibles par l'action des masses; d'autre part, l'action «naturelle» des masses se caractérise par la violence, parce qu'en système capitaliste, c'est la seule issue possible pour elles, compte tenu du fait que le système empêche l'apparition d'une conscience de classe en dehors de l'action violente et assez prolongée. On comprend mieux maintenant sans doute l'affirmation du début, savoir: «le travail du FLQ consiste à organiser la violence», et on peut ajouter: «tout en désorganisant l'économie capitaliste d'exploitation».

La violence sociale n'est donc pas un comportement décidé arbitrairement par un petit groupe de personnes. Elle est plutôt le signe que l'organisation de la société capitaliste est inhumaine et incohérente; elle est également la seule réaction efficace et possible de la masse exploitée par un petit nombre de possesseurs. Le rôle d'une organisation révolutionnaire comme le FLQ, dans pareille situation, ne peut être que de se placer à l'avant-garde de ce mouvement populaire, de le canaliser, de l'organiser de telle façon qu'il produise le seul résultat valable qu'on doive en attendre: la révolution économique et sociale.

La première préoccupation du FLQ doit donc être de se lancer dans l'action en employant les moyens que les travailleurs comme classe prendraient spontanément. Toutes les tentatives réformistes ou pseudo-révolutionnaires qui veulent emprunter des moyens sans rapport aucun avec les attitudes spontanées de la classe des travailleurs sont vouées à l'échec. Un exemple récent et québécois de ce phénomène est la tentative du Bureau d'aménagement de l'est du Québec (BAEQ), société privée d'aménagement entièrement et largement financée à même les fonds publics, qui a déployé (!) ses efforts dans le Bas Saint-Laurent et la Gaspésie. Cet organisme a misé

sur une conscience de classe qui se développerait à partir de la discussion, de la réflexion..., à partir de «moyens intellectuels» uniquement. Le seul résultat prévisible d'une telle tentative est l'apparition de *nouveaux leaders* (des travailleurs brillants!) *qui ne pourront faire autrement que de retomber rapidement dans les travers anciens*, car leur leadership nouveau ne sera pas apparu à la faveur d'un mouvement social global et engageant tout le monde, et surtout parce qu'il n'aura pas été accompagné des transformations économiques et sociales qui lui auraient permis de durer sans renier son caractère démocratique.

Le FLQ ne formera donc pas des «cercles d'études révolutionnaires»; cela est contradictoire dans la perspective d'un mouvement qui entraîne l'ensemble des travailleurs et non seulement une «petite élite populaire» qui ne tarderait pas à utiliser le système, quel qu'il fût, à son avantage, le jour où elle en aurait la chance.

Le FLQ entreprend plutôt de provoquer des manifestations de mécontentement collectif de plus en plus nombreuses et de plus en plus violentes. C'est le seul chemin qui peut amener des groupes considérables de travailleurs et finalement la classe populaire entière à prendre conscience du caractère collectif, social et politique de la lutte de libération qu'il faut mener pour mettre un terme à l'exploitation, parce que c'est seulement devant une montée considérable de la violence que la classe possédante, les exploiters, vont être amenés à se manifester comme groupe solidaire, par des *mesures de répression très visibles et qui s'appliquent à tous les travailleurs à la fois*.

La révolution a des ennemis

Les révolutionnaires ont parfois la tentation, une fois qu'ils comprennent bien le fonctionnement du capitalisme, de miser sur la formation d'une conscience de classe des travailleurs par le moyen de *la propagande d'abord*. Il est bien certain que les premiers partisans doivent avoir une conscience politique développée, sous peine de faire plus de tort que de bien à la cause des travailleurs. Dans la pratique, il faut donc distinguer assez nettement les partisans engagés «à la vie à la

mort» dans l'action révolutionnaire et la masse des travailleurs dont la grande préoccupation, et le trait commun, est d'en sortir, d'en finir avec la misère, l'humiliation, la pauvreté, l'insatisfaction et qui identifient ces misères dont ils souffrent non pas à un système, mais à des hommes qu'ils connaissent, contremaîtres, chefs d'entreprises, maires, députés, etc., ou encore tout au plus à des institutions proches d'eux, comme les «œuvres de bienfaisance», l'Église, une usine locale, etc.

Le premier pas dans la révolution, qui est aussi le premier pas dans le développement de la conscience de classe, est donc de s'attaquer à ces hommes, chefs d'entreprise, maires, députés et même chefs syndicaux, qui sont *les seuls représentants de l'exploitation* pour les travailleurs qui ont à souffrir de leurs activités et qui ne voient pas encore clairement que ces hommes, tout en collaborant au système, n'en sont pas toujours les éléments-clés. Des attaques répétées et aussi violentes que la conscience des travailleurs impliqués peut les porter, entraîneront vite une réaction de la part de ceux qui vivent du système et qui sont ainsi menacés, c'est-à-dire les politiciens vendus au système, les grandes entreprises, les grands fournisseurs de capitaux.

C'est cette réaction, qui peut prendre bien des formes: retraits de capitaux, fermetures d'usines, répression policière, lois anti-syndicales, etc., et qu'on appelle généralement le «durcissement du pouvoir» qui va entraîner la prise de conscience si nécessaire chez les travailleurs, la conscience qu'ils sont tous les victimes d'un système anti-ouvrier et anti-cultivateur. Cela peut être assez long, mais cela est certain. Devant des mesures qui les touchent tous et qui les briment dans leurs aspirations légitimes, les travailleurs savent toujours se montrer solidaires; c'est qu'alors l'exploitation ne peut plus se cacher comme d'habitude.

Entre-temps, le FLQ aura su donner à son organisation des cadres formés et des structures efficaces. Il sera donc en mesure de prendre la direction de la «résistance populaire» à l'oppression ouverte, tangible, des exploiters. C'est alors et alors seulement qu'on peut compter voir se développer rapidement le réseau des comités populaires de libération.

Les comités populaires et la révolution

Le FLQ accorde une très grande importance aux comités populaires de libération parce qu'ils doivent constituer le départ de la structure politique du Québec libéré. Il est donc important que les partisans en comprennent bien le rôle. Dans l'immédiat, compte tenu de tout ce qui a été dit jusqu'ici, il ne peut être question de former de nombreux comités populaires directement rattachés au FLQ. D'une part, l'état de crise économique et sociale ne le justifie pas si on se place du point de vue de la grande majorité des travailleurs; d'autre part le réseau militaire du FLQ n'est pas encore en mesure d'assurer une «défense» satisfaisante d'un grand nombre de comités. On pourrait avoir la tentation de former des comités populaires agissant comme n'importe quel autre mouvement populaire. Cela serait une erreur énorme quand on sait combien facilement le système parvient à «posséder» ces divers groupements et combien vite les leaders populaires, même les plus radicaux, perdent leur radicalisme quand ils sont condamnés à agir dans la légalité, dans «l'orthodoxie». Par ailleurs, la sécurité de l'organisation, comme nous le verrons plus loin, nous oblige à procéder avec prudence, particulièrement dans le cas des comités populaires.

Cependant, il est urgent que les travailleurs soient groupés et découvrent le fonctionnement d'un organisme démocratique, qu'ils fassent l'apprentissage de la «vie politique», d'une vie politique à leur mesure et essentiellement orientée vers la satisfaction de leurs besoins. Il est non moins urgent que des «occasions» de plus en plus nombreuses soient offertes aux travailleurs d'exprimer violemment leur impatience de mettre fin à l'exploitation.

Si, à plus ou moins long terme, l'objectif du FLQ est de former des comités populaires partout dans le Québec, l'objectif immédiat ne peut être que de permettre que s'exprime, dans une suite cohérente d'événements, la violence populaire. Je dis «dans une suite cohérente», parce qu'il est nécessaire, essentiel au départ, que les actions violentes aient une cause connue de tous, une justification que personne ne puisse nier. Autrement, le pouvoir, la presse vendue au pouvoir, auraient tôt fait de tourner ces gestes au ridicule et de les attribuer à

des «délinquants en mal de sensations fortes». Dans ce cas, même si les actes de violence réjouissaient un groupe donné de travailleurs, ils ne les impliqueraient pas directement, ils ne feraient pas des travailleurs des victimes encore plus grandes du système. Même si ce n'est pas toujours le cas, il faut donc au départ que tout se passe comme si tous les actes de violence étaient le fait des travailleurs.

Aussi, il ne faut pas se le cacher, les travailleurs sont en général dégoûtés de la politique, parce que la politique du système actuel s'est servie d'eux, plutôt que de les servir. C'est une autre raison pour laquelle la violence les attire avant tout, quand ils ne sont pas complètement désabusés.

Le FLQ misera donc sur ces caractéristiques de la population ouvrière et agricole. Plutôt que de parler uniquement politique et mouvement révolutionnaire, il suscitera d'abord la création de groupements populaires en vue de revendications bien précises, assez limitées d'un point de vue politique, et s'arrangera pour que ces revendications, si elles ne sont pas totalement satisfaites, entraînent des gestes violents contre ceux qui auraient dû les satisfaire. C'est ainsi que les travailleurs découvriront leur force, d'une part, et qu'ils seront amenés à se sentir solidaires des autres groupes qui ont agi de la même façon.

C'est dans ces groupes, chez ceux qui manifesteront le plus de lucidité, ceux dont l'engagement social paraîtra le plus profond que les partisans du réseau des comités populaires entreprendront de recruter de nouveaux partisans vraiment représentatifs de leur milieu et capables, en groupes de 3 ou 4, de prendre un quartier ou une petite ville en charge, de coordonner par l'infiltration les revendications populaires et d'assurer la liaison avec les autres réseaux du FLQ.

Pas de révolution sans clandestinité

Pas plus que la violence, la clandestinité n'est un choix arbitraire. Le seul rappel de la nature de certaines de nos actions suffit à justifier ce caractère du FLQ. Il est quand même nécessaire de rappeler quelques-uns des traits particuliers de la clandestinité telle qu'elle se présente dans notre mouvement.

Il ressort clairement de ce qui précède que notre lutte de libération est un combat à finir contre les exploiters de la classe dirigeante. Cette lutte a bien des chances de durer longtemps, puisqu'elle doit être l'œuvre du peuple québécois tout entier et qu'en même temps elle s'attaque, en définitive, au plus puissant empire des temps modernes, les USA. Le FLQ, entend évidemment associer sa lutte à celles de tous les peuples opprimés par les USA, particulièrement ceux de l'Amérique latine, et même à celle de groupes d'Américains, les Noirs plus spécialement, qui en ont assez de l'exploitation. Même dans le cas d'une telle coopération par la coordination des efforts de plusieurs mouvements révolutionnaires, il n'en reste pas moins que la répression sera dure; il ne faut pas oublier que les exploiters américains ont bien des collaborateurs et des serviteurs dans notre pays, ni que nous sommes leur voisin.

Une organisation révolutionnaire clandestine est une organisation dont la stratégie «appliquée» et les membres sont totalement inconnus du pouvoir. Plus précisément, tous les gestes que posent les partisans dans le cadre de leur activité révolutionnaire doivent l'être à l'insu de la population en général et encore plus de la police; tous les projets particuliers de l'organisation ne doivent être connus que des partisans qui sont concernés par leur conception et leur réalisation et seulement en temps opportun; les partisans ne doivent connaître que les membres de leur cellule et sous un pseudonyme toutes les fois que cela est possible. Toutes ces précautions sont nécessaires pour la sécurité des partisans et l'efficacité de l'organisation.

L'idéal serait donc qu'aucun partisan n'ait d'activité politique qui soit connue du public, ce public fût-il très limité. Cela n'est cependant pas possible. Il y a un bon nombre de tâches nécessaires à la révolution qui exigent que des partisans entrent en rapport avec un nombre plus ou moins grand de personnes qui ne sont pas du FLQ. Dans ce cas, la clandestinité sera respectée si les partisans ne se révèlent pas, si leurs activités ne sont pas connues pour ce qu'elles sont. Dans la formation des comités populaires, dans l'agitation, de telles situations sont fréquentes et les partisans doivent être particulièrement attentifs à éviter d'être repérés; autrement, ils ne

pourront pas militer longtemps dans les villes. Or, la révolution au Québec ne se fera pas dans les forêts ni dans la toundra du Nouveau-Québec. La clandestinité est une composante de l'action révolutionnaire organisée, par opposition à l'anarchie.

En résumé, la révolution au Québec sera l'affaire du peuple québécois ou bien elle ne sera pas une révolution. En contexte colonialiste et capitaliste, cette révolution doit passer par la violence parce que la violence est l'unique moyen de faire se développer une conscience de classe des travailleurs en forçant la classe dirigeante à se révéler clairement pour ce qu'elle est. En somme, sans la violence, il n'y aurait pas de conscience de classe; le capitalisme laissé à lui-même peut cacher longtemps son vrai visage à l'ensemble des travailleurs; aussi, sans conscience de classe, la révolution est impossible parce que le système actuel est en mesure de canaliser tous les mouvements populaires de revendication et de promotion dans un sens qui les vident entièrement de leur contenu révolutionnaire.

La violence est en outre la seule voie de libération qui se présente spontanément aux masses exploitées auxquelles toutes les formes d'analyse économique ou sociologique sont impossibles. J'ai bien écrit «aux masses exploitées», car une prise de conscience est possible chez des travailleurs isolés ou réunis en petits groupes, mais alors, comme nous l'avons vu plus haut, le système capitaliste sait désamorcer toutes les entreprises qui peuvent en découler; soit en les satisfaisant soit en les orientant dans un sens donné. Et la violence est le seul chemin pour une conscience de classe populaire claire et dynamique.

Mais la violence laissée à elle-même produit l'anarchie, l'échec, et finalement le défaitisme sinon le désespoir. Il faut donc que la violence soit organisée. Les éléments les plus conscients de la classe des travailleurs doivent se donner la peine de lui impliquer une orientation vraiment révolutionnaire, c'est-à-dire un objectif politique immédiat. De la pure expression d'un profond sentiment d'exploitation, la violence doit devenir le moyen pour les travailleurs de prendre le pouvoir, tout le pouvoir et de l'exercer démocratiquement. Un tel résultat ne peut être le fait de la spontanéité, de l'anarchie.

En même temps, ce résultat suivra une lutte ardue contre les exploiters actuels. Comme ceux-ci ont toutes les raisons de s'y opposer et qu'ils disposent de moyens très puissants de le faire, la clandestinité s'impose à nous de manière absolu. Notre lutte sera donc la violence populaire organisée dans la clandestinité.

ANDRÉ JACQUES
(Charles Gagnon)

Gagner l'appui des masses

La plus dangereuse erreur que nous pourrions commettre, à ce stade-ci de notre combat, où le recrutement a tellement d'importance, serait de nous adresser à nos camarades de travail, à nos voisins ouvriers ou cultivateurs, à nos amis, à nos parents, avec un langage emprunté des grands livres qui ont été écrits en fonction des éléments instruits, donc bourgeois, de la société capitaliste. Cela ne ferait, en somme, qu'éloigner ceux pour qui nous prétendons combattre et nous amènerait, par dépit, à nous adresser seulement à ceux qui pourraient nous comprendre, c'est-à-dire les bourgeois aux idées progressistes. Nous nous transformerions ainsi rapidement en un deuxième «cercle *Parti Pris*», séparé des masses par un écran de grands mots.

Cela ne veut pas dire qu'il faille mettre de côté toute explication correcte, scientifique et profonde des faits politiques, économiques et sociaux. Bien au contraire. Il existe des mots simples pour expliquer toutes choses. Ce qui ne peut se traduire en mots de tous les jours, comme, par exemple, le phénomène de prolétarianisation, peut, du moins, *s'expliquer* au moyen de mots simples: on n'a qu'à ajouter après le mot «prolétarianisation» la brève explication suivante: «c'est-à-dire l'obligation de vendre à bas prix sa capacité de travail au jour le jour», ou encore «l'obligation de subsister au moyen seulement d'un salaire (ou d'une assistance sociale) en étant exclu par l'ordre établi de la propriété et du contrôle des moyens de production, des industries, des bases économiques du progrès et de la prospérité».

La conversation est une action très importante, dont tous les propagandistes du FLQ devraient s'appliquer à faire un instrument de combat efficace, en multipliant les rencontres avec leurs voisins, leurs amis, leurs camarades de travail et d'études, à la taverne, à la salle de loisirs, au parc, au restaurant du coin, etc. Au cours d'une conversation détendue et amicale, il est souvent facile de *formuler en commun*, à partir de ses expériences propres et avec les mots de tous les jours, les besoins fondamentaux des ouvriers et des cultivateurs québécois, leur situation, notre situation réelle, nos droits vitaux à faire la révolution et les moyens par lesquels nous pouvons, tous ensemble, unis au sein d'un mouvement fort, atteindre nos objectifs sociaux, économiques, politiques et culturels. La conversation peut devenir ainsi un instrument de connaissance des besoins des autres et, également, un instrument de recrutement efficace, empirique, «naturel». La meilleure façon d'expliquer les buts du FLQ en un langage clair, c'est de promouvoir l'idéal d'une société sans exploiters, idéal *réalisable* à condition que tous les travailleurs s'unissent contre les exploiters et s'organisent de façon à détruire tous leurs privilèges par la violence révolutionnaire. Autour de ce simple raisonnement, il est possible de susciter des tas de questions et des tas de conversations stimulantes, propres à faire connaître nos objectifs et à gagner un nombre plus important de travailleurs à notre cause.

On aurait tort de croire que seuls les militants des comités populaires de libération et les recruteurs attitrés du FLQ sont tenus de se faire diffuseurs professionnels, à plein temps, d'idées et de projets. Chaque militant — à moins que cela comporte le risque d'être reconnu comme un membre du FLQ et possiblement dénoncé — doit s'efforcer de gagner le plus de travailleurs possible à la cause de *leur* propre libération; d'abord, en y croyant lui-même profondément, en en faisant le centre de sa vie, en y conformant ses gestes et ses paroles, en rayonnant partout l'optimisme, la certitude que les travailleurs renverseront l'ordre établi dans un avenir pas très lointain. En règle générale, on discutera des grèves et autres manifestations semblables de mécontentement populaire, on appuiera ouvertement l'action des travailleurs, on se fera le promoteur d'actions encore plus radicales, sans, pour autant,

révéler son appartenance au FLQ. C'est ainsi qu'imperceptiblement, mais sûrement, l'idée et le projet d'une révolution des ouvriers et des cultivateurs feront leur chemin dans les esprits. Et à mesure que l'action du FLQ se développera, s'appuyant sur les aspirations populaires les plus profondes, elle trouvera partout un accueil favorable et sympathique. Ces mille et mille conversations, à propos de tout et de rien, où sont sans cesse rappelés les *droits* des travailleurs du Québec, constituent l'une des armes les plus efficaces et les plus économiques du FLQ. Chaque partisan ou sympathisant doit faire tout son possible pour profiter au maximum de chaque occasion qui s'offre, tout en veillant à ne jamais mettre le mouvement ou lui-même en danger par des affirmations intempestives. Il va sans dire que la vantardise et l'imprudence verbale ne peuvent être tolérées d'aucun partisan du FLQ.

Écrire pour convaincre

Parler un langage clair, avons-nous dit, un langage concret, qui pose des questions, qui brise l'indifférence ou la passivité, qui enthousiasme et qui persuade. Notre propagande aussi doit parler ce langage, en partant de faits connus, vécus, faciles à comprendre et à expliquer.

Je n'ai pas besoin d'insister ici sur l'importance, pour le FLQ, d'étendre sa propagande à tous les secteurs de la société québécoise, à toutes les régions, jusque dans les villages ou les postes les plus éloignés. La propagande joue au plan collectif le même rôle que la conversation au plan individuel. Sauf que les textes de propagande ne sont pas «interrompus» par les interrogations du lecteur éventuel. La propagande impose en quelque sorte son point de vue. Elle force, pour ainsi dire, une prise de conscience chez ceux à qui elle s'adresse. Et c'est bien là sa fonction: provoquer une prise de conscience.

Celui ou celle qui reçoit un exemplaire de *La Cognée* ou un tract peut le déchirer. Il peut aussi le lire. Son attention sera fixée souvent par le sujet de l'article qui l'intéresse le plus. Si le niveau littéraire de l'article en question est simple, vivant, incisif, dynamique, le lecteur le lira au complet. Au contraire, si l'écriture est lourde, compliquée ou savante, le lecteur se découragera dès les premières lignes et ne portera

plus d'attention aux prochains tracts ou aux prochains exemplaires de *La Cognée* qu'on lui remettra. Il pensera que cela ne le concerne pas. Mieux vaut un article ou tract maladroitement écrit, mais concret et dynamique, qu'un autre d'une écriture impeccable mais hermétique ou ennuyeux.

Puisque notre propagande existe pour convaincre, il faut qu'elle soit vivante, «chaude», enthousiasmante. Mais cela ne suffit pas. Car pour convaincre, il faut aussi raisonner correctement. C'est pourquoi on évitera les affirmations fracassantes et gratuites qui, en somme, ne veulent rien dire. On se rappellera sans cesse que tout homme est sensible à une argumentation intelligente. Ce qu'il faut éviter, c'est de confondre intelligence avec ennui. L'intelligence aussi est une faculté vivante et l'idéal, pour le FLQ, est d'offrir aux ouvriers, aux cultivateurs et aux étudiants, une propagande intelligente et dynamique.

La propagande ayant un rôle important à jouer dans l'intégration des masses à la lutte du FLQ, ses responsables et ses rédacteurs n'hésiteront pas, à côté des commentaires réguliers sur les événements de l'actualité, en particulier les grèves, les attentats, les sabotages, etc., à démystifier les mensonges ou sophismes des discours et des écrits politiques, même ceux de la soi-disant gauche québécoise, afin d'apprendre aux travailleurs à discerner le vrai du faux et à démasquer tous les pièges de la démagogie.

On sait que la lutte du FLQ est une lutte de classes, lutte qui ne se terminera que par la victoire des exploités sur les exploités, que ces derniers soient anglo-saxons ou canadiens-français. Il importe donc que notre propagande apprenne aux travailleurs du Québec que l'exploitation n'est pas un phénomène racial mais économique, et que l'anti-impérialisme ne consiste pas à haïr globalement les Anglo-Saxons parce qu'ils sont Anglo-Saxons mais à haïr les capitalistes anglo-américains qui ont assujéti les travailleurs du Québec à leurs intérêts économiques particuliers (qui ne sont d'ailleurs pas ceux des masses ouvrières américaines dont 50 % vivent dans la pauvreté, selon les statistiques du State Department). Si nous voulons vraiment intégrer à notre lutte des hommes conscients, et non une masse ignorante et abusée démagogiquement, nous devons leur éviter les pièges de la

simplification qui caractérise, depuis Louis-Joseph Papineau et ses pseudo-patriotes, l'image du dominateur «étranger» que la bourgeoisie canadienne-française dénonce à grands cris quand, à la faveur d'une crise, elle veut profiter de la colère du peuple pour s'accaparer, à la place des Anglo-Saxons, du privilège d'exploiter en famille les salariés du Québec.

Notre anti-colonialisme doit être *vrai* et s'appuyer sur les réalités économiques et non sur les mythes à bon marché que les démagogues mettent périodiquement aux enchères, afin de se faire du capital politique sur le dos des travailleurs.

La propagande du FLQ joue et continuera de jouer jusqu'au bout pleinement son rôle, si elle réussit à démontrer aux ouvriers, aux cultivateurs et aux jeunes radicaux du Québec qu'ils peuvent pleinement compter sur le FLQ pour détruire le système, renverser définitivement la bourgeoisie, opérer une véritable révolution politique, économique et sociale.

Mais la propagande seule ne suffit pas à persuader. Il y faut aussi la preuve immédiate par des ACTES immédiats.

Faire prendre conscience par des actes et inspirer la sympathie et la confiance

C'est le rôle des bombes et autres actes de sabotage d'aider le FLQ, les travailleurs organisés, premièrement à sortir les masses de l'apathie ou de la peur; deuxièmement, à révéler aux autres travailleurs qu'ils ne sont pas seuls et désarmés face à l'oppression colonialiste et capitaliste; troisièmement, à semer la panique au sein des classes dirigeantes et à les forcer à se révéler publiquement sous leur vrai jour, sans masques, telles qu'elles sont; enfin, en s'incrutant aux endroits les plus vulnérables de l'ordre colonial et capitaliste (l'infrastructure économique et l'organisation politique) et en s'incrutant, en même temps, au cœur des contradictions sociales en développement (contradictions qui se manifestent conjointement par le mouvement de grèves et de protestations sociales et par la «vague» séparatiste), d'aider *systématiquement* le FLQ à devenir le point culminant, l'organisation-clé d'une crise politique et sociale touchant l'ensemble de la nation et permettant, par suite de l'intégration progressive des masses à la lutte du FLQ,

une offensive générale victorieuse contre l'ordre (ou le désordre) établi.

Pour atteindre ces quatre objectifs *inséparables*, tout ce travail «bruyant» doit être fait au nom de la libération des masses laborieuses et avec leur participation effective. Ce travail, qui peut durer très longtemps, doit toujours être déterminé politiquement, avoir un sens pour les ouvriers, les cultivateurs et les jeunes du Québec. L'improvisation est ici notre pire ennemie. Et une «erreur de calcul» peut avoir des conséquences graves sur les résultats concrets et positifs de notre action, concernant l'intégration des travailleurs, intégration indispensable à la réussite de la révolution et de l'indépendance.

Si nos actes doivent «ouvrir les yeux» de la population, ils doivent également susciter leur sympathie, leur admiration et, finalement, leur collaboration active. Terroriser, au sens négatif de ce mot, c'est-à-dire se contenter de semer au hasard la terreur, la mort et l'angoisse, ne conduit nulle part. Ni le FLQ ni le peuple ne gagneraient à une vague de terrorisme fondée davantage sur le défoulement d'un groupe de «délinquants politiques» que sur une stratégie politique élaborée à partir du fondement solide des aspirations authentiques du peuple et s'appuyant essentiellement sur des revendications concrètes *en rapport* avec la condition des travailleurs, avec leurs besoins et leurs droits.

Nos bombes doivent donc avoir un contenu politique tout autant qu'explosif. Ce qui ne veut pas dire que nous devrions nous contenter de les faire sauter en suivant aveuglément la spontanéité du développement actuel de la crise sociale qui secoue le Québec. Au contraire. Notre objectif à la fois politique et social nous fait une obligation de donner une direction, un sens et une efficacité à cette spontanéité. Nous ne pouvons pas, sous prétexte de fausse «démocratie», regarder les travailleurs se faire matraquer par la police du régime; nous devons plutôt nous organiser pour être en mesure de réaliser ce qu'attendent du FLQ les travailleurs: que nous répondions à la répression de la police par une lutte ouverte et armée contre elle. C'est en offrant aux travailleurs, d'abord l'exemple, puis les moyens matériels de cette riposte armée que nous pourrions les convaincre sans les leurrer, que nous

pourrons en faire des soldats et des hommes libres capables d'imposer eux-mêmes leur volonté, les armes à la main.

Cela suppose que, parallèlement aux actions directes à base de sabotages, d'attentats, de raids, de ripostes armées à la répression, etc., nous établissions, dès maintenant, dans le plus grand nombre d'endroits possible, des bases d'opération, des bases d'entraînement (technique et idéologique), des imprimeries, des caches d'armes et d'explosifs, etc. Cela suppose également que nous perfectionnions sans cesse les divers réseaux de liaisons et de ravitaillement, que nous accélérions la formation des responsables, que nous décentralisions l'exécution des différentes tâches de propagande et d'action, que nous multiplions les comités populaires de libération et, avec eux, les revendications «organisées». Cela suppose, en même temps, que nous veillions à coordonner sans cesse, au niveau national et régional, notre action politique et militaire, puisqu'une stratégie unique commande cette action, même si les tactiques peuvent varier d'une situation ou d'une région à l'autre. Cela suppose, en somme, que nous sachions toujours faire précéder notre action ouverte d'une organisation correspondante (sécurité, financement, replis, etc.), car aucun révolutionnaire ne peut espérer remporter la victoire s'il ne possède une infrastructure, une organisation de base, à toute épreuve.

Cette somme de travail considérable assurera un fondement solide à l'intégration d'un nombre toujours croissant de travailleurs, jeunes et moins jeunes, à la lutte révolutionnaire. Nous ne pouvons ni l'éviter ni la «bâcler», car sans une organisation solide il est impossible de maintenir un moral élevé, un optimisme et un courage constants, parmi les rangs des partisans.

Si l'argent est le nerf de la guerre impérialiste, le moral des soldats est celui de la guerre révolutionnaire. Nous ne pouvons nous permettre «d'embarquer» les travailleurs sans leur assurer les services d'une organisation forte. Bien entendu, les exigences de la lutte et la pauvreté de nos moyens ne nous permettront pas d'offrir à personne le «confort» matériel ou intellectuel. Mais il y a une différence énorme entre le confort d'un «mess» d'officiers capitalistes et une absence totale de protection. Le FLQ est capable et doit faire en sorte d'as-

surer à tous les partisans la protection nécessaire à une lutte efficace et victorieuse.

Ce travail d'action et d'organisation est le plus important de tous, car c'est lui qui, dans l'avenir, déterminera la capacité ou l'incapacité du FLQ à diriger la lutte révolutionnaire des masses québécoises jusqu'au renversement définitif de l'ordre établi, en donnant aux ouvriers, aux cultivateurs, aux cols blancs et aux jeunes Québécois l'occasion et les moyens *a)* de se soulever contre l'oppression établie en système, *b)* de conquérir le pouvoir de l'État et de le conserver, *c)* de substituer un «ordre nouveau» aux anciennes structures, en transformant leur patrie sur les plans économique, politique, social et culturel, *d)* et, finalement, *d'opérer eux-mêmes* ces transformations radicales et fondamentales.

Faire de «l'éducation populaire» sans nous salir les mains dans l'action et l'organisation serait choisir l'inefficacité permanente. Mais nous confiner à l'organisation sans, en même temps et pour les mêmes motifs, travailler à la formation politique de *tous* les partisans serait, à plus ou moins long terme, choisir le suicide de nos ambitions révolutionnaires et l'avortement des aspirations populaires.

Politiser et pousser à l'action

Notre propagande, nos bombes et nos comités populaires de libération visent conjointement deux objectifs immédiats dont la réalisation doit servir de base aux réalisations futures, avant et après la prise du pouvoir. Ces deux objectifs sont la politisation des travailleurs et de leurs familles, ainsi que leur *implication* directe dans les luttes qui les concernent. En somme, nous devons sortir les masses du Québec à la fois de l'ignorance politique et de la passivité où le régime a toujours eu intérêt à les maintenir pour mieux les exploiter. Nous devons briser ce faux pacte qui se qualifie de paix sociale. Nous devons prendre les démagogues au piège de leurs propres déclarations de principes et leur faire affronter *la réalité* de leurs belles déclarations, une réalité vivante et mouvante, une réalité révolutionnaire, formée d'hommes libres, décidés à gérer eux-mêmes leurs affaires et à créer la démocratie sur des bases d'égalité sociale et de progrès collectif, et non sur

des bases d'inégalité sociale et d'exploitation généralisée. Nous devons faire surgir la vérité, révéler clairement que le colonialisme, le capitalisme, l'exploitation ne sont pas des concepts, des «pensées», ne sont pas des corps doués de raison, mais qu'ils sont la violence à l'état naturel et qu'ils ne peuvent s'effacer que devant une plus grande violence.

Soulever les masses contre l'ordre établi, cela ne veut pas dire les marteler de discours incendiaires et de violence «verbale». Soulever les masses, c'est avant tout les organiser de façon à ce qu'à l'intérieur même du FLQ, et non en dehors, elles comprennent et décident de plus en plus. L'expérience accumulée par toutes les révolutions montre que les masses comprennent parfaitement les problèmes les plus compliqués, même ceux qui concernent les structures d'un mouvement révolutionnaire (comme la clandestinité et la sécurité) ou, après le renversement du pouvoir, l'autogestion socialiste, c'est-à-dire le contrôle ouvrier sur la production des biens et leur distribution au sein de la collectivité. L'important n'est pas ce qu'une ou deux centaines de partisans peuvent comprendre et décider, mais ce que l'ensemble de la population comprend et décide... même si cela doit se faire au prix d'un temps double.

Or, politiser, c'est justement faire comprendre et faire décider, c'est débarrasser l'effort populaire de la confusion soigneusement entretenue par le système et de la peur d'agir collectivement, c'est illuminer les aspirations populaires d'un idéal concret et enthousiasmant et faire déboucher ces aspirations sur des actions libres, autonomes, réfléchies et résolues. Politiser, c'est, en outre, rendre les problèmes globaux, nationaux et de classe, les problèmes de tous, présents à chacun, de façon à ce que personne ne puisse demeurer spectateur de la révolution sans se sentir lâche ou traître. Politiser, c'est faire passer les masses de l'égoïsme, de la passivité ou de la spontanéité confuse à la responsabilité politique et sociale, avec tout ce que cela implique de jugement, de prudence, etc. Politiser, c'est, enfin, fournir aux ouvriers, aux cultivateurs, aux jeunes, des perspectives immédiates et à long terme, c'est fournir un programme d'action immédiate *en même temps* qu'une doctrine sur la répartition des richesses et sur les relations sociales, sur l'administration publique et sur la justice sociale, sur

l'homme et sur l'avenir de l'humanité; c'est faire comprendre et *vouloir* le socialisme en même temps que la révolution.

Comprendre et vouloir, tels sont les fondements de la politisation. Car un homme qui refuse le combat n'a pas vraiment compris. Comprendre sans agir, c'est avoir peur ou être lâche. C'est le rôle fondamental des comités populaires de libération de pousser les citoyens à l'action directe contre le régime d'exploitation capitaliste. Mais c'est aussi le rôle de la propagande et de l'action militaire de fournir aux actions de masse un «encadrement», c'est-à-dire à la fois une direction et une protection, un sens nettement politique, social et économique et des moyens d'auto-défense efficaces.

Si la politisation est une nécessité pour les masses, combien plus est-elle nécessaire aux ouvriers, aux cultivateurs, aux jeunes qui, partisans intégrés déjà au FLQ, constituent l'avant-garde politique et militaire de ces masses, eux qui doivent, aujourd'hui, leur indiquer la voie de la révolution populaire, et qui devront, demain, leur indiquer celles de la démocratie économique, du contrôle ouvrier sur la production, de la planification et de la justice sociale.

L'intégration consciente au FLQ

C'est par le développement de tout ce qui précède que se réalisera l'intégration *consciente* des masses au FLQ, seule voie démocratique et révolutionnaire menant au soulèvement général contre le pouvoir établi.

Si des mouvements avortent souvent parce qu'ils ont fait l'économie de la politisation interne de leurs membres et de la politisation externe de l'ensemble de la population, d'autres mouvements se transforment en partis contre-révolutionnaires et se durcissent parce qu'ils ont fait l'économie des masses, c'est-à-dire parce qu'ils ont crû bon de se passer du peuple pour accomplir un coup d'État au lieu d'une révolution populaire.

Un groupement qui prendrait le pouvoir au Québec sans l'appui actif des ouvriers, des cultivateurs et des jeunes, se transformerait rapidement en une «clique» de dictateurs incapable d'éviter l'anarchie et la contre-révolution au pays. Car sans l'appui des masses, il est impossible de briser les intérêts

et la bureaucratie en place depuis des siècles, intérêts solidement établis qui, malgré le coup d'État, auraient tôt fait de «maîtriser», au plan économique et au plan politique, l'élan «verbeusement» révolutionnaire des nouveaux venus.

La seule base d'un mouvement authentiquement révolutionnaire ne peut être constituée que par des ouvriers, des cultivateurs et des jeunes en armes, à qui l'expérience de la lutte a donné une conscience politique à toute épreuve. C'est pourquoi le FLQ doit rechercher une intégration *consciente* des masses à sa lutte, et non pas une intégration «en masse», une intégration pêle-mêle, une intégration des muscles qui laisserait l'esprit dans la confusion.

Car la démocratie ne peut s'édifier sur l'ignorance, pas plus qu'elle ne peut être conquise par des «idées» seulement. C'est parce que l'ignorance fait l'affaire du système qu'elle est si savamment entretenue par la publicité et l'éducation bourgeoises. C'est parce que l'intérêt vital des ouvriers, des cultivateurs et des jeunes est d'assumer lucidement le pouvoir, au profit de la collectivité tout entière, que l'ignorance doit être détruite, que les mythes doivent être dégonflés et que l'œuvre à accomplir doit être clairement comprise par tous les intéressés, par le peuple tout entier.

Notre combat, notre politique doit être une politique de *responsables*, capables d'assumer à la fois avec leurs muscles et leurs cerveaux toutes les tâches, militaires et politiques, de la lutte de libération. Il vaudrait mieux détruire le FLQ plutôt qu'en faire un mouvement de robots ou d'exaltés.

L'intégration consciente des travailleurs au FLQ est le seul moyen de rendre tout le mouvement adulte et de faire avancer la conscience populaire en même temps que le développement de la lutte. C'est le seul moyen, pour le FLQ, d'éviter de se détacher, un jour, des masses et de prendre son propre élan sans se soucier d'entraîner l'ensemble des travailleurs du Québec vers une victoire *commune*, collective, populaire.

Des intérêts particuliers aux intérêts nationaux

Le FLQ, en prenant racines dans le peuple, en s'enfonçant dans toute la réalité ouvrière, dans les syndicats, les

coopératives, les associations populaires, les quartiers, les régions, partout où on exploite le cheap labor, le FLQ, donc, doit opérer *l'unité des intérêts* qui, à première vue, apparaissent souvent opposés parce qu'ils sont vus isolément de l'ensemble.

C'est pourquoi on aura soin de toujours démontrer qu'aucun problème particulier, qu'aucun problème régional ne peut être solutionné définitivement sans que soit réglé une fois pour toutes le problème général, le problème national, social, économique et politique du peuple canadien-français. C'est pourquoi il est essentiel de rassembler progressivement tous les travailleurs et toute la jeunesse radicale du Québec sous la bannière unique de la Révolution et de l'Indépendance. C'est pourquoi il est urgent de faire comprendre à chaque groupe d'ouvriers, de cultivateurs ou de jeunes qu'il ne peut être à lui seul un mouvement politique national, capable d'apporter des solutions aux problèmes fondamentaux de la collectivité. C'est pourquoi, enfin, il est vital pour le succès de la révolution que chaque travailleur comprenne que tous les problèmes particuliers ou régionaux trouveront leur solution dans une transformation radicale du système économique et politique, dans le passage du pouvoir économique et politique des mains des exploiters aux mains des ouvriers, des cultivateurs, des jeunes.

Si cela est bien compris partout, dans les syndicats, les écoles, les coopératives, les diverses régions du Québec, il sera facile de cimenter une solidarité dans la lutte, une solidarité qui durera après le renversement du régime et qui constituera une solide garantie de coopération, de démocratie véritable, d'égalité sociale et de progrès.

Puisque notre objectif fondamental est d'ordre *social*, il importe par-dessus tout que les revendications particulières des travailleurs trouvent *toutes* leurs solutions au moyen d'un changement radical et définitif dans le *rapport des forces* et, en même temps, que ce changement radical soit compris et opéré par *tous*, au profit de *tous*, sans la moindre complaisance pour l'égoïsme de tel ou tel groupe. Car, en somme, la démocratie, c'est-à-dire la justice sociale, peut-elle vraiment coexister avec l'individualisme? Pour prendre un exemple brûlant d'actualité: les scabs, qui ont vendu leur capacité de travail à H.B.

La Grenade pour un plat de lentilles, avaient-ils le droit de tirer leur épingle du jeu en contribuant à la misère de grévistes qui ont eu le courage d'entrer en lutte ouverte contre leurs exploiters pour obtenir la reconnaissance de quelques *droits élémentaires*? Et, plus fondamentalement encore, existe-t-il un moyen d'empêcher cette «concurrence» odieuse sur le marché du travail, sans enlever la propriété des moyens de production, des industries, aux exploiters capitalistes? La réponse n'est pas très difficile à trouver. L'important, c'est que le FLQ, par sa propagande et son action, repose constamment la question et fasse toujours voir la même réponse, de façon à ce que l'ensemble des ouvriers, des cultivateurs et des jeunes, comprennent vraiment qu'il est de leur intérêt propre, de leur intérêt à chacun d'être tous *unis*.

Nécessité de la guerre de guérillas (ou «petite guerre»)

La guerre de guérillas est souvent assimilée au romantisme révolutionnaire. On croit, à tort, que cette guerre est une «théorie» ou une «importation» étrangère. Au contraire, cette guerre est vieille comme le monde. C'est la guerre des faibles contre les forts, c'est la fronde de David qui frappe en plein front le colosse philistin.

Guérillas veut dire harcèlements, sabotages, petites guerres d'escarmouche, attentats. «Guerre de guérillas» signifie toute une stratégie militaire fondée sur les guérillas, sur la dispersion des hommes en petits groupes clandestins de francs-tireurs, de propagandistes, d'agitateurs, dont l'action *coordonnée*, bien que dispersée, tend progressivement à se transformer en un soulèvement général de la population contre l'ordre établi. La guerre de guérillas est donc une stratégie militaire, au service des aspirations, des ambitions politiques, économiques et sociales des faibles, des exploités, des «non-instruits» (Lesage): les ouvriers, les cultivateurs, les cols blancs, les jeunes. Seule la guerre de guérillas, la lutte de harcèlements, faite d'offensives-éclair, faite de surprises et de ruses, faite aussi de longues marches pénibles, de raids espacés, d'attentats, etc., permet de faire de la faiblesse et de la pauvreté initiales des exploités une arme redoutable, capable

d'épuiser les politiciens et les capitalistes, de désorganiser leur ordre économique, politique et « policier », leurs armées, même les Marines yankees, le plus fort bastion militaire de l'impérialisme.

Au Québec, le FLQ n'est pas le premier à choisir la guerre de guérillas comme stratégie. À l'époque de l'impérialisme français, au XVII^e siècle, les Iroquois et d'autres « nations » indiennes (Les Cinq Nations) ont, pendant des années, pratiquer la guerre de guérillas. Les guérillas iroquoises firent même jeter les Français à la mer, au milieu du XVII^e siècle. Il a fallu que la métropole envoie à la colonie les moyens militaires d'*exterminer les Cinq Nations pour que cessent ces guérillas... en même temps que les guérilleros et les nations indiennes elles-mêmes.*

Aujourd'hui, il faudrait aussi que les Américains, par exemple, *exterminent* tout un peuple pour l'empêcher de poursuivre sa guerre de guérillas jusqu'à la victoire. Car aucune puissance militaire ne peut vaincre une guerre de guérillas; elle doit l'anéantir et anéantir, du même coup, la population, cette guerre étant essentiellement une guerre du peuple, une guerre des exploités. Les Américains peuvent-ils, au XX^e siècle, exterminer la nation vietnamienne ou la nation dominicaine, comme les Français, au XVII^e siècle, purent anéantir de sang froid les nations indiennes du Canada? Et demain, les Américains pourraient-ils anéantir la nation québécoise? Non. Au Québec, comme au Vietnam, les Américains devront céder. Et à mesure que les peuples dominés par l'impérialisme américain se libéreront du capitalisme et du colonialisme économique, les classes dirigeantes américaines seront incapables de maintenir une situation de privilégiés pour une grande partie des travailleurs, situation encore maintenue (malgré les 50 millions d'assistés économiques et sociaux des USA) grâce à l'exploitation des autres peuples, comme le peuple québécois, comme les peuples d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. À mesure que ces peuples se libéreront, les privilèges de la société américaine diminueront et l'exploitation deviendra évidente pour la majorité des travailleurs, noirs et blancs, qui s'organiseront à leur tour pour faire la révolution.

Les exploités du monde entier, même ceux du Québec et des États-Unis, auront raison de l'impérialisme en prati-

quant la guerre de guérillas, comme les Espagnols eurent raison de Napoléon, au XIX^e siècle, comme les Cubains eurent raison de la dictature de Batista, au XX^e siècle.

La situation coloniale du Québec et la situation d'exploités des travailleurs du Québec ne nous laissent pas la liberté (si vraiment nous voulons conduire les masses à la victoire) d'opter pour ou contre la guerre de guérillas; elles ne nous laissent que le choix d'un certain type de guérillas adaptées à notre pays, au caractère particulier qu'a revêtu ici le développement du capitalisme, du colonialisme et de l'impérialisme.

La guerre de guérillas: lutte urbaine et lutte rurale

Au Québec, la guerre de guérillas ne peut être *qu'à la fois* urbaine et rurale. En fait, elle sera principalement urbaine, se déroulant dans les quelque 260 municipalités urbaines (de plus de 2 500 habitants) groupant 75 % de la population. Mais elle ne pourra négliger les quelque 1 400 autres municipalités, dites rurales, où vivent 25 % de la population, dont toute la classe agricole.

Souvent, quand on songe aux guérillas urbaines, on songe à la lutte à faire dans Montréal uniquement. On oublie facilement les autres villes, même Québec, Trois-Rivières et Sherbrooke. C'est que Montréal est, en réalité, la seule grande ville du Québec et groupe le tiers des Canadiens français. Les autres municipalités urbaines sont, en fait, de gros villages bâtis autour d'une industrie (l'aluminium, le cuivre, le fer, l'amiante, le bois, le tourisme), d'une cathédrale ou d'un ensemble de petites industries familiales, de commerces, de «magasins généraux». Ces «gros villages» sont peuplés en majorité d'ex-ruraux chassés de leurs terres par la famine, la pauvreté du sol ou l'étranglement du marché agricole par les trusts. Même le «cheap labor» montréalais est, en grande partie, formé d'ex-ruraux. On estime à 60 % le nombre des urbains qui sont nés en milieu rural. Quant aux 25 % qui vivent en milieu rural, les 3/5 de ces ruraux ne vivent pas de l'agriculture mais du travail en forêt ou de l'assistance sociale. Parmi le 10 % qui vivent encore de l'agriculture, un bon nombre travaillent en réalité pour les trusts de l'alimentation avec les-

quels ils ont des contrats qui les obligent à produire telle quantité de produits agricoles en échange d'une somme fixe d'argent. Les ruraux, par la force même des choses, ont avec le capitalisme et l'impérialisme les mêmes relations fondamentales d'exploités à exploités. Ce fait important nous permet d'affirmer que notre guerre aura, en dépit de quelques «variances» secondaires, les mêmes caractères, que les guérillas se développant en milieu urbain ou en milieu rural.

Selon le développement de la situation globale, selon les possibilités concrètes d'action, selon le niveau de conscience politique et de conscience de classes, selon les mesures de répression qui seront prises contre nous, selon nos moyens matériels et nos possibilités humaines, selon les «réponses» qui seront données à nos actions et à notre propagande, selon, enfin, la localisation des groupes les plus susceptibles de se joindre au FLQ comme agents dynamiques et conscients de la nécessité de transformations sociales, notre lutte pourra s'étendre en certains endroits plutôt qu'à d'autres, commencer par telles régions plutôt que par telles autres, mais, progressivement et nécessairement, cette lutte finira par s'étendre à tout le territoire, industrialisé ou non, et par toucher tous les travailleurs, qu'ils habitent Montréal, Sherbrooke, Alma, Rouyn, Matane ou Sacré-Cœur-des-Landes.

Ruraux et urbains du Québec ont fondamentalement les *mêmes intérêts* et les *mêmes besoins*. Ils forment une société homogène dont la caractéristique fondamentale se traduit par l'expression anglaise «cheap labor». L'immense majorité d'entre eux sont des prolétaires, c'est-à-dire des travailleurs obligés pour vivre de vendre à bas prix leur capacité de travail. Un grand nombre sont des chômeurs ou, comme on les appelle maintenant, des «assistés sociaux». Manœuvres en ville ou en campagne, travailleurs saisonniers, agriculteurs et ouvriers de métiers, bûcherons, vendeurs ou commis de bureau, peu importe l'occupation: ruraux et urbains constituent un seul et même réservoir de main-d'œuvre à bon marché à la merci de l'impérialisme américain. Aucune région n'est isolée de l'ensemble. Aucun groupe de travailleurs ne peut se replier sur lui-même sans compromettre ses intérêts. Aucun problème régional ne peut trouver sa solution sans une révolution réalisée à l'échelle nationale. Chaque réforme partielle

appelle cette révolution, qu'elle se situe en milieu urbain ou en milieu rural.

Les expressions consacrées «guérillas urbaines» et «guérillas rurales» n'ont pas le même contenu au Québec qu'au Chili. Au Québec, cette distinction demeure superficielle et accidentelle. Vouloir à tout prix donner à ces expressions un contenu totalement différent ou encore *opposé* serait dénaturer la réalité. Par contre, nous ne pouvons pas non plus niveler toutes les différences, même si elles sont moins fondamentales et moins nettes qu'en d'autres pays. Il y aura donc des «guérillas urbaines» et des «guérillas rurales», c'est-à-dire des groupes armés d'ouvriers, de travailleurs urbains, et des groupes armés de cultivateurs, de travailleurs ruraux. Leur terrain de lutte, comme leur milieu de travail et de vie, sera différent. Mais la forme de la lutte, elle, sera la même; les techniques de combat seront les mêmes: l'encadrement politique se réalisera à peu près partout de la même façon. C'est-à-dire que partout devront être créés des comités populaires de libération en liaison étroite avec les groupes de propagande et les groupes armés.

Au Québec, il n'existe ni «Sierra Maestra» ni «population andine» à partir de laquelle on pourrait établir une «zone libre», une administration démocratique avec le concours de la population «libérée». Toutes les régions du Québec sont étroitement reliées entre elles et il est impensable de proclamer l'indépendance à Alma sans la proclamer dans tout le Québec.

Les guérillas québécoises doivent donc s'organiser comme celles des résistants yougoslaves durant la dernière guerre mondiale et s'étendre à tout le territoire, avant de pouvoir se transformer en une armée nationale, capable de diriger une offensive générale contre le capitalisme, le colonialisme et l'impérialisme.

Guérillas: milices et armée populaire

Certains réduisent les guérillas à des commandos armés militairement, à des groupes de francs-tireurs. Si de tels commandos peuvent s'organiser en guérillas, les guérillas, elles, sont plus que cela. Les guérillas sont une forme d'organisation

dont le contenu et l'objectif peuvent varier à l'infini. Les propagandistes organisés pour distribuer des tracts ou des journaux forment aussi des guérillas. Les militants des comités populaires de libération forment aussi des guérillas. Il y a des guérillas militaires, des guérillas politiques et des guérillas d'agitation-propagande. Il y a des guérillas qui se spécialisent dans une tâche et des guérillas qui doivent, par souci d'efficacité, combattre alternativement ou simultanément sur deux plans. Toutes les guérillas sont organisées de la même façon, par groupes de deux à trois cellules (de trois membres chacune idéalement), puis par détachements ou réseaux (reliant entre eux plusieurs groupes et les reliant à la direction centrale). Quel que soit le réseau auquel elles appartiennent, les différentes guérillas agissent selon un plan d'ensemble et en poursuivant toutes le même objectif *à la fois* militaire, politique et social. D'abord formées et groupées dans le cadre limité d'une zone ou d'une région, les guérillas doivent finalement étendre leur action à l'ensemble du territoire.

Par leur nature même, les guérillas travaillent dans la clandestinité, bien que leur action apparaisse au grand jour. Mais la clandestinité n'est pas un fétiche, elle n'est qu'un moyen d'amorcer la lutte avec le maximum de sécurité et d'efficacité. À mesure que les travailleurs, les ouvriers, les cultivateurs, les cols blancs, les étudiants et les jeunes viendront grossir les rangs du FLQ et à mesure, surtout, que les masses populaires passeront ouvertement à l'action contre l'ordre établi, le FLQ sortira progressivement de l'ombre pour se confondre avec la lutte ouverte du peuple. C'est à ce moment que le FLQ procédera à l'armement du peuple, qu'il invitera à s'organiser en milices afin de défendre ses droits et ses intérêts, puis de passer à l'offensive générale. Ce sera, dès lors, le véritable début de la démocratie au Québec.

Les milices ne sont pas des groupes armés à plein temps. Elles sont formées de citoyens qui, à tour de rôle, se relaient les uns les autres pour la défense de leur quartier, de leurs terres ou de leurs usines. Leur action ne sera vraiment efficace que si elle est soutenue par des guérillas à plein temps, c'est-à-dire par un nombre de groupes armés suffisants non seulement pour affronter l'armée et la police mais aussi pour les vaincre, un nombre de groupes suffisants pour détruire l'in-

fracture, le fondement économique et politique de l'exploitation capitaliste. Ces *groupes* à plein temps constituent une espèce d'«armée populaire», une armée qui n'a rien de commun avec l'armée classique des pays capitalistes.

En premier lieu, dans l'armée populaire, l'objectif militaire est toujours *social*, il vise constamment à rendre possibles et durables les transformations sociales essentielles au bien-être général de la population; il ne vise jamais la conquête ou l'oppression d'autres peuples; si son objectif l'oblige à faire des victimes, c'est parmi les exploités opposés aux transformations sociales que l'armée populaire fera des victimes, «par légitime défense» et non par soif de sang.

L'armée populaire n'a rien d'une armée sanguinaire et cuirassée. Composée de travailleurs, d'étudiants, de jeunes, c'est une armée «idéaliste» qui ne souhaite que la libération du peuple de l'exploitation. On peut imaginer facilement la différence énorme qui existe entre un soldat réformateur-social du FLQ et un soldat de l'armée canadienne; un soldat qui a choisi la guerre en même temps que la justice sociale, et un soldat que le chômage a poussé dans les rangs de l'armée et que l'armée, aujourd'hui, utilise au Moyen-Orient ou à Chypre pour défendre des intérêts monopoles américains et britanniques contre les aspirations des populations à la liberté, à la justice et à l'indépendance.

L'armée populaire, plus forte moralement que l'armée classique du monde capitaliste, ayant un objectif révolutionnaire correspondant aux aspirations profondes des ouvriers, des cultivateurs et des jeunes, jouissant de l'appui des masses, n'a pas besoin de napalm ni des bombes atomiques pour écraser ses ennemis. Car elle ne s'attaque pas d'abord à des tanks et à des bombardiers, mais à un *régime* politique, économique et social.

Son rôle n'est pas de devenir une *institution*, comme l'armée américaine, une espèce de grosse entreprise indépendante du reste de la nation et pouvant même imposer ses intérêts de caste au reste du pays. Son rôle est de constituer la «pointe mobile» de toute une masse de travailleurs en mouvement vers leur libération. Si elle abandonne ce rôle pour devenir une «clique», elle cessera de jouir de l'appui populaire et s'exposera, à son tour, à être balayée par le peuple.

Bref, l'armée populaire et les milices populaires constituent les deux formes d'organisation, inséparables l'une de l'autre, du peuple en armes. Sans elles, les travailleurs du Québec ne peuvent espérer faire la révolution.

Armée et milices utilisent les techniques de la guerre de guérillas (petits groupes dispersés, harcèlements, ruses, mobilité extrême, etc.) et forment, avec les groupes d'agitation-propagande et les comités populaires de libération, non seulement l'armature de la guerre révolutionnaire du peuple mais celle également de la construction par ce peuple d'une société nouvelle, démocratique, égalitaire, à même la destruction de la société ancienne, fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Aussi, faut-il toujours conserver à l'esprit l'aspect «transformation sociale» de notre lutte. Le partisan du FLQ, par un choix libre, est inséparablement un combattant et un réformateur social.

Le partisan du FLQ, réformateur social et soldat

Réformateur social et soldat, le partisan du FLQ doit étudier l'économie et la science politique aussi bien que les règles de la guerre. Il doit être capable de faire la guerre aux monopoles américains aussi bien qu'aux Marines. Il doit être capable d'exercer l'autogestion ouvrière et de l'enseigner comme de savoir tirer au fusil et de l'apprendre aux masses.

Un partisan du FLQ qui n'est pas un réformateur social est un corps sans tête. Un partisan qui se dit réformateur social tout en refusant de se battre est un corps sans bras ni jambes. Dans un cas comme dans l'autre, il est bien difficile de diriger une révolution.

Bien connaître le terrain de la lutte, pour nous, signifie bien connaître *en même temps* la géographie physique, l'économie, les classes sociales, le rapport des forces et le niveau de conscience politique des masses du Québec. Naturellement, tout cela ne s'acquiert pas d'un coup, mais, chaque jour, il faut s'appliquer à en connaître un peu plus, afin qu'aux jours de la Révolution nous sachions vraiment pourquoi et pour qui nous l'avons faite et que nous connaissions parfai-

tement nos alliés et nos ennemis, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

(Dans des articles ultérieurs, nous reviendrons sur cette importante question.)

Les souffrances de la guerre de libération et les tâches de reconstruction sociale

Toute guerre comporte son lot de souffrances physiques et morales. Une guerre de libération ne peut échapper à cette loi. Notre liberté se construira à ce prix. On ne peut y échapper, à moins de renoncer à la liberté et à la démocratie, et de se résigner tranquillement au colonialisme et à l'exploitation.

Notre libération, la libération des travailleurs du Québec, nous coûtera très cher, et coûtera très cher à chaque citoyen. Mais cette souffrance ne sera pas vaine, car c'est elle qui rendra possible la tâche ardue de reconstruction sociale, économique, politique et culturelle du Québec. Le FLQ ne prendra vraiment appui sur les masses que le jour où il aura conduit à bien une *longue et difficile* expérience de lutte contre l'oppression, lutte qui devra impliquer chaque citoyen. C'est dans cette lutte que chaque ouvrier, chaque cultivateur, chaque étudiant comprendra la nécessité de tel ou tel changement, de tel ou tel sacrifice, de tel ou tel effort.

Il ne faut pas hésiter à entraîner les travailleurs dans les tâches ardues de la Révolution, car elles constituent l'apprentissage même de la démocratie et de la liberté, non pas d'une démocratie en papier, mais d'une démocratie en actes, d'une démocratie populaire.

De l'exploitation au pouvoir

Nous venons de faire un large tour d'horizon de nos tâches fondamentales d'intégration consciente des masses à la lutte et des moyens militaires et politiques par lesquels elles pourront remporter une victoire décisive contre l'ordre établi.

Ce tour d'horizon pourrait s'intituler «De l'exploitation au pouvoir», car, de la propagande à la lutte ouverte et armée, le chemin à suivre est bien celui-là. Il s'agit de faire des ex-

exploités du Québec les propriétaires et les administrateurs de leurs propres richesses économiques et de leurs propres affaires politiques. Il s'agit de passer de l'esclavage à l'exercice *collectif* de la liberté et de la démocratie.

C'est pourquoi la principale chose à retenir de tout ceci est la suivante: que Révolution socialiste (populaire) et indépendance nationale ne sont pour nous qu'une seule et même révolution. Nous n'avons pas, par conséquent, à nous préoccuper des ambitions mesquines et capitalistes des petits bourgeois, genre Chaput, Jutras ou Bourgault. Ce qui nous importe, ce sont les aspirations des travailleurs et non celles (opposées) de la petite bourgeoisie. Notre objectif n'est pas — comme nous l'avons exposé dans le n° 3 de *l'Avant-garde* — d'aider la petite bourgeoisie à nous exploiter «en famille», mais de mettre un terme définitif à l'exploitation capitaliste, qu'elle nous vienne des Canadiens anglais, des Américains ou des bourgeois canadiens-français...

MATHIEU HÉBERT
(Pierre Vallières)

Il faut nous identifier aux masses populaires

Notre lutte est celle de la libération des Québécois exploités. C'est à travers la lutte révolutionnaire que la population découvrira et se donnera les moyens de vaincre, savoir: se regrouper en une force populaire armée pour briser le joug colonial de la classe dirigeante. Ce n'est que par la participation des masses, par une action collective, que la libération du Québec est possible. Et, en même temps, c'est dans la participation à la lutte que les partisans et les forces progressistes de la population peuvent eux-mêmes se libérer des frustrations continues que le présent système d'exploitation leur impose.

Dans une optique révolutionnaire, la libération véritable est celle qui s'obtient par une lutte sans relâche contre les facteurs aliénants, ces facteurs qui visent à détourner l'agressivité des forces populaires dans des voies d'évitement réactionnaires. Ce sont les lois votées par la classe dirigeante pour paralyser les revendications populaires, la violence patronale, la propagande anglo-américaine et capitaliste, l'information contrôlée et diffusée par quelques agences de presse internationales (américaines), le mythe de «l'American way of life», de la société d'opulence, introduit chez nous par le cinéma, la télévision et la radio. On pourrait continuer ainsi longtemps...

C'est à travers la perception de l'ensemble de ces facteurs aliénants, qui visent à la «domestication», au conditionnement

de plus en plus perfectionné des forces de la nation québécoise, donc de nous tous, que les partisans conscients et décidés à vaincre coûte que coûte découvrent la nécessité d'une action commune et concertée entre les partisans et les masses populaires. Je voudrais insister ici sur l'importance et les conséquences sur les partisans et la population de ce travail révolutionnaire.

Échanges entre les partisans dans la clandestinité

Chacun de nous a développé une conscience collective en s'intégrant à l'intérieur des cadres du FLQ, seul capable de libérer le Québec; conscience collective parce que cet engagement supposait connue la nécessité d'une révolution, qu'il supposait aussi un accord sur la ligne à suivre, c'est-à-dire la lutte armée, et enfin un désir de travailler avec d'autres à cette tâche gigantesque et lourde de responsabilités.

Déjà en souhaitant le travail d'équipe et, plus tard, en réalisant ce souhait dans le FLQ, nous avons développé davantage cette conscience collective nécessaire à la libération de tous. Cette conscience collective nécessaire à une révolution véritable. Cette conscience collective est plus vivante chez nous, car nous la découvrons à chaque instant dans nos rapports avec les autres partisans, et dans notre travail révolutionnaire.

La structure même du FLQ (cellules, groupes d'action, d'agitation-propagande, comités populaires, comités de zones, etc.) favorise par tous les moyens, et en respectant les règles élémentaires de la sécurité, les échanges entre individus et aussi le travail collectif, qui sont des facteurs de désaliénation. L'efficacité du FLQ réside pour une bonne part dans cette façon de travailler et de progresser.

Il peut arriver toutefois, à cause du caractère clandestin du FLQ, que ce travail d'équipe ne soit pas toujours possible ou qu'il ne réponde pas parfaitement aux exigences de la lutte. Parfois notre tâche nous oblige à sacrifier des rencontres, des congrès et d'autres activités à caractère collectif, pour assurer la plus grande sécurité à l'organisation. Nous sommes tous conscients que les rencontres entre les groupes ou seulement entre les partisans d'une cellule, sont enrichissantes pour cha-

cun de nous. Mais chacune de ces rencontres peut être une occasion pour les participants de se faire tous «pincer» en même temps. Et c'est pourquoi elles doivent être «réglées» selon les besoins à la fois des partisans *et* de l'organisation tout entière. C'est toujours de mauvais cœur que nous devons parfois supprimer ces rencontres ou en réduire le nombre, mais la victoire de la population québécoise sur les forces dominantes et oppressives est exigeante. La victoire n'en sera que plus rapide et foudroyante.

Rapports réciproques des partisans et de la population

Parce qu'ils sont les éléments les plus dynamiques de la société québécoise, les partisans du FLQ et l'ensemble des travailleurs urbains et ruraux ont des attitudes et des comportements spontanés qu'il leur faut approfondir pour mieux discerner l'orientation et les modes d'action politiques qui s'imposent. La perception de la réalité est très importante à ce stade-ci. C'est au contact de la population que nous découvrons d'abord les nécessités économiques et politiques d'une révolution, et son mode de réalisation, la lutte armée. C'est encore au contact intime des travailleurs que nous percevons avec évidence les possibilités d'une révolution nationale et populaire.

Des partisans conscients et lucides travaillant en étroite collaboration avec la population à notre libération commune, telle est la composition du FLQ. Nous appartenons plus que tout autre groupe politique aux classes populaires, c'est-à-dire que nous sommes exploités et en même temps animés d'un profond désir de justice et de liberté. Au contraire des théoriciens de salon, notre formation repose avant tout sur notre expérience de la vie et sur notre action politique qui est née d'une prise de conscience et d'une réflexion continue sur notre situation réelle de colonisés et d'exploités. Les nécessités de la révolution, nous les avons vécues et non apprises!

Notre première tâche est de donner une juste interprétation des désirs et des aspirations populaires. Ensuite, de fixer nos objectifs dans le domaine du possible et d'établir les étapes nécessaires au succès de notre action et à la victoire de

la population. C'est une condition *sine qua non* d'une révolution nationale et populaire.

Pour ce faire, chacun de nous doit arriver à s'identifier le plus parfaitement possible et d'une façon consciente aux aspirations du peuple québécois et à prendre appui sur le roc solide de ses motivations. Cette identification se fera à travers notre travail en tant que citoyens et en tant que révolutionnaires. On peut lors de son travail quotidien comprendre et saisir des aspects spécifiques de notre milieu qui hier nous échappaient, mais qui deviennent aujourd'hui clairs et compréhensibles. Mais c'est surtout à travers notre lutte révolutionnaire que nous découvrons les aspects ou les caractéristiques des forces dynamiques de la société québécoise, que la classe dirigeante nous cachait par toutes sortes de moyens: mauvaise éducation, mauvaise information, etc. La violence, par exemple, n'est pas née de quelques cerveaux dérangés, mais elle est l'arme naturelle du peuple.

Chacun de nous, selon son tempérament et sa psychologie propres, a des possibilités et des moyens particuliers pour se rapprocher toujours davantage de la population. Chacun peut donc connaître celle-ci plus profondément et partant travailler plus efficacement à sa libération. La politisation des masses se fait dans une large mesure à partir de leurs propres expériences et de leurs frustrations ressenties devant les échecs constants de tous les partis politiques qui prétendent les défendre. C'est donc par un effort incessant de réflexion sur ces expériences, qui sont les nôtres, que nous nous approcherons toujours plus prêts des masses et de leurs aspirations.

Il nous faut tous analyser ces expériences, en voir les causes, en distinguer l'orientation, en comprendre les effets, d'avance si possible. Par exemple, pourquoi Lesage et Lévesque ont-ils fait la campagne électorale de 1962 sur la nationalisation de l'électricité? Pourquoi le même Lévesque, considéré comme l'homme le plus progressiste du Parti libéral, fait-il en juin 1966 sa campagne sur la sécurité sociale, qu'il ignorait quelques mois plus tôt?

C'est par des questions semblables que nous arrivons à comprendre le caractère collectif de l'aliénation en société capitaliste. De la même façon, nous découvrons la politique bâtarde du Parti libéral et des autres partis, l'exploitation que

nous subissons tous par l'action de l'impérialisme des grandes puissances financières anglo-américaines.

C'est après l'approfondissement de cette interaction entre les masses et les partisans que nous verrons toujours davantage la voie à suivre; elle nous est indiquée par un ensemble d'enseignements et d'orientations puisés dans le comportement de la population. Celle-ci parce qu'elle est un tout organique et dynamique, c'est-à-dire qu'elle possède ses propres lois, a son propre mode de réflexion, agit d'une façon particulière, réagit d'une façon propre aux phénomènes sociaux; celle-ci donc est le moteur de la révolution. C'est la population qui fera la révolution; elle la réussira si des partisans bien formés travaillent avec elle.

La révolution est l'affaire de tous et c'est pour cela qu'il faut un centre de décisions qui coordonne les efforts de chacun en vue d'une victoire définitive sur les forces «exploiteuses» qui, elles, possèdent depuis longtemps une organisation policière et militaire totalement vendue à leurs intérêts. La centralisation des décisions finales n'est qu'en fonction d'une plus grande efficacité et ne contredit en rien les profondes aspirations démocratiques des membres du FLQ et de l'ensemble des forces vives de la population. C'est donc dans un effort collectif que notre victoire réside.

La démocratie dans le FLQ

C'est dans cet effort collectif, un effort de réflexion et de travail que nous apprenons la véritable démocratie, qui réside dans la possibilité pour tous, partisans et travailleurs, de participer aux décisions à un niveau ou à l'autre de l'organisation. C'est pour cette raison que chacune des décisions prises et exécutées par un groupe quelconque du FLQ est le reflet de la pensée de tous les partisans, et de leur désir de vaincre le colonialisme et l'impérialisme sous toutes leurs formes.

Une auto-critique constante est nécessaire au fonctionnement démocratique du FLQ. Nous l'obtenons par les rencontres régulières des responsables des cellules, des groupes d'action, de la propagande et des comités populaires. Ces responsables étant directement reliés aux autres partisans qui travaillent avec eux, la préparation des projets et l'auto-critique

du mouvement sont donc assumées par tous. Il existe des rapports constants entre la réflexion des partisans sur notre situation coloniale, leurs désirs de libération et les décisions prises, d'une part, et les gestes posés par chacun d'entre nous, d'autre part.

Mais la véritable démocratie doit reposer sur la conscience et la formation politiques ainsi que sur la lucidité en matière politique de tous les partisans. Tout ceci s'acquiert par l'approfondissement de notre situation coloniale, par l'étude des règles et du fonctionnement de la société capitaliste dans laquelle nous vivons. Cette formation politique nous permettra de découvrir les meilleurs moyens pour notre lutte révolutionnaire. C'est donc ici qu'interviennent l'importance et la nécessité de connaître la nature des liens qui nous unissent à la population et de savoir jusqu'à quel point nous répondons aux aspirations populaires.

Donc dans l'immédiat, la démocratie, pour nous du FLQ, repose sur trois préoccupations: le développement de la conscience et de la formation politiques de chacun de nous, un effort constant dans le sens d'une juste interprétation des aspirations populaires et enfin la meilleure connaissance possible des moyens à prendre pour répondre à ces aspirations. C'est dans la mesure où ces préoccupations seront satisfaites que nous mènerons vraiment la lutte du peuple.

ANDRÉ PIERRE
anonyme

Grève de la Faim
pour la reconnaissance
«du crime politique»
au Québec (Canada)
et du statut
de «prisonniers politiques»
pour tous les partisans du FLQ

À la suite de la défection de l'un d'eux, une douzaine de jeunes Québécois sont actuellement devant les tribunaux, accusés et présumés coupables de divers crimes, depuis la conspiration pour vol jusqu'au meurtre non qualifié. À aucun moment dans les journaux et vraisemblablement devant les tribunaux, il n'a été fait mention du but politique, évident pour n'importe quel observateur impartial, des actes dont ces personnes sont accusées. Bien au contraire, on s'efforce de les présenter de la façon la plus odieuse possible, dans le but de faire de leurs présumés auteurs des êtres détestables, que la société doit rejeter de son sein.

L'Ordre établi ne peut se maintenir qu'à ce prix, en rendant odieux et condamnable le comportement de ceux qui s'attaquent à lui. L'Ordre établi a une arme de plus et une

Lettre de Charles Gagnon et Pierre Vallière, rédigée à la suite de leur arrestation à New York, en septembre 1966.

D'abord publiée à New York, cette déclaration a été reproduite dans la revue *Parti Pris*, Vol. 4, n° 3, nov.-déc. 1966, p. 88.

arme de poids, car il a eu la «sagesse» (la sagesse de ses intérêts!) de ne pas reconnaître dans ses lois le délit ou crime politique, évitant ainsi d'être mis en cause dans des procès politiques et d'avoir à accorder le statut de prisonniers politiques à ceux qui n'ont pas craint de dénoncer ses injustices et de s'y attaquer. Telle est la situation qui prévaut actuellement au Canada et par conséquent au Québec: tout acte qui enfreint les lois fait automatiquement de ses auteurs des criminels de droit commun.

Quand les soldats américains s'entretuent au Viêt-nam — et à combien d'endroits ils se sont ainsi entretués! — on parle de mauvaise visibilité, de malentendu, d'erreurs. Quand les soldats américains font des centaines et des milliers de morts dans les rangs des partisans du Vietcong — et dans combien de groupes de partisans ils ont ainsi fait des victimes! — on parle de lutte contre le communisme, de croisade pour la liberté. Quand des millions de Noirs américains chôment et croupissent dans des ghettos infects, on parle de «Great Society» et de lutte contre la pauvreté.

Quant ici, au Québec, des milliers d'hommes chôment à l'année longue, quand des jeunes gens et des jeunes filles sans instruction «suent» à l'usine pour des salaires de famine, ruinent leur santé physique et morale, on parle d'inflation, de retards dus à Duplessis et d'autres «sornettes». Quand les corporations américaines, anglaises et canadiennes tirent du sol québécois et du travail des Québécois des milliards et des milliards de dollars de profits chaque année, on augmente les taxes des chômeurs et des petits salariés, et en même temps on parle de l'essor économique du Québec, on parle de «révolution tranquille».

Quand des partisans entreprennent la révolution — une révolution n'est jamais tranquille, parce que les exploiters n'abandonnent pas leurs privilèges pour des suppliques, ce à quoi les révolutionnaires ne peuvent rien — on s'efforce de faire d'eux des délinquants, des criminels repoussants; on oublie toute la violence voulue ou accidentelle qu'on trouve dans la société actuelle, la société de l'exploitation des faibles par les forts, pour ne considérer que des gestes isolés; on prive ces gestes de tout leur sens, on rend leurs présumés auteurs odieux aux yeux de la population.

Les signataires de cette déclaration sont des partisans du Front de libération du Québec. Comme tels, depuis leur arrivée au FLQ et aujourd'hui plus que jamais, ils sont convaincus de la nécessité d'une révolution globale au Québec et dans tous les pays victimes de l'impérialisme, pour qu'au Québec et partout dans le monde existent les conditions nécessaires à l'instauration d'une société juste, humaine et fraternelle. Ils sont convaincus que cette révolution comportera inévitablement des événements malheureux et regrettables, parce que la violence appelle la violence et que la société actuelle fait violence aux hommes.

Ils sont également convaincus que les actes des partisans de la révolution demeureront incompréhensibles pour bien des gens, seront dépourvus de leur portée authentiquement sociale et révolutionnaire tant et aussi longtemps que les autorités québécoises et canadiennes n'auront pas reconnu dans la Loi les délits ou «crimes politiques», tant et aussi longtemps qu'elles refuseront des «procès politiques» et conséquemment le statut de «prisonniers politiques» aux auteurs reconnus de ces délits ou crimes, comme cela se fait dans tous les pays civilisés, ce qui permet aux partisans de ces pays d'obtenir «l'asile politique» dans un autre pays.

C'est dans ce contexte bien précis — auquel il faut ajouter les «circonstances internationales», c'est-à-dire la «jeunesse» relative de la lutte révolutionnaire au Québec et le fait corrolaire qu'elle est mal ou pas connue à l'étranger — que les soussignés entreprennent une grève de la faim, la seule arme politique qui leur reste, arme par laquelle ils comptent faire progresser la Révolution québécoise à plus d'un plan.

Buts de notre grève de la faim

Cette grève de la faim a pour but:

1. De faire connaître au monde entier l'existence au Québec d'un mouvement populaire de libération qui lutte en collaboration tacite avec d'autres forces populaires pour l'émancipation totale des travailleurs québécois, qui sont victimes, comme bien d'autres travailleurs de par le monde, du colonialisme, de l'impérialisme, de l'exploitation, au nom du profit, de l'homme par l'homme;

2. de dénoncer la malhonnêteté du gouvernement québécois actuel — tout comme de celui qui l'a précédé — qui prétend être favorable à l'émancipation du peuple québécois, alors qu'il est une marionnette, un jouet entre les mains des puissances capitalistes locales et surtout étrangères, alors qu'il laisse «pourrir» dans ses prisons infectes les partisans de la libération véritable des travailleurs québécois, partisans que son appareil judiciaire, avec l'appui de celui d'Ottawa, a torturés et condamnés après des instructions sommaires;

3. de faire savoir à tous les partisans et à tous les travailleurs québécois où qu'ils soient et quoi qu'ils fassent que nous demeurons solidaires de leur lutte et que, pour nous, «la victoire ou la mort» est un slogan qui garde tout son sens;

4. de réclamer une enquête officielle de l'Organisation des Nations unies sur le comportement des policiers envers les détenus québécois, sur l'état des prisons en territoire québécois et sur les conditions qui y sont faites aux prisonniers et aux détenus, enfin sur la justice en général telle qu'elle se pratique en territoire québécois;

5. d'obtenir des autorités canadiennes et québécoises la reconnaissance légale du «délit ou crime politique», l'instauration de «procès politiques» pour les délits de cette nature, et le statut de «prisonniers politiques» et les conditions de détention qui s'ensuivent pour tous les partisans du FLQ déjà détenus ou prisonniers et pour tous ceux qui le seraient éventuellement — ce qui pourrait entraîner la tenue de nouveaux procès, politiques ceux-là, pour les partisans déjà condamnés depuis 1963;

6. de réclamer enfin l'asile politique de tout pays qui nous permettrait de continuer la lutte pour la libération des travailleurs du Québec, «les nègres blancs d'Amérique».

Conditions de la grève

Cette grève de la faim que nous avons commencée à New York, lundi, le 26 septembre 1966, et que nous rendons aujourd'hui publique après avoir tenté d'obtenir toute forme possible d'assistance politique et légale afin de lui assurer la plus grande portée, consistera à nous abstenir de tout autre

aliment que de l'eau, et cela où que nous soyons, et quelles que soient les conditions dans lesquelles nous nous trouvions.

Elle ne prendra fin qu'avec la reconnaissance légale par les autorités canadiennes (et québécoises, si cela est nécessaire en vertu de la Constitution canadienne actuelle) du crime politique, qu'avec l'obtention pour tous les partisans du FLQ présentement détenus ou prisonniers, du statut de prisonniers politiques, qu'avec l'obtention enfin pour nous-mêmes d'un procès politique; autrement elle ne prendrait fin qu'avec notre mort.

De plus, avant de mettre fin à notre grève, nous devons avoir eu la possibilité de nous rencontrer tous les deux, de nous entretenir du sujet sans pressions extérieures physiques ou morales et en présence de notre avocat; notre décision de mettre un terme à la grève devra être commune et prise dans la lucidité comme celle de l'entreprendre l'a été.

Pour une lutte collective

Il se peut que cette phase de notre lutte, toujours entière et sincère, pour la libération totale des travailleurs québécois, soit la dernière pour nous. Nous n'entendons pas la mener seuls pour autant. Au contraire, nous lançons un appel pressant à tous les travailleurs, ouvriers, cultivateurs, intellectuels, professeurs, artistes, cols blancs et étudiants, qui ont à cœur l'instauration d'une société nouvelle au Québec, de nous appuyer par tous les moyens opportuns.

Nous invitons plus particulièrement les syndiqués de la CSN, de la FTQ, de l'UCC et de l'UGEQ, les militants du MLP, du RIN, du PSQ, du PCQ, du MDN, de la Ligue socialiste ouvrière, de la Ligue des droits de l'homme, de la Voix des femmes, les intellectuels et les artistes des revues *Liberté 66*, *Socialisme '66*, *Parti Pris*, etc., nous invitons tous ces groupes à nous supporter entièrement afin que la lutte de libération du Québec puisse désormais se continuer dans des conditions telles que les partisans québécois ne soient plus traités comme des délinquants, des criminels purs et simples, qui useraient de la violence... pour la violence, alors qu'ailleurs ces hommes sont reconnus pour ce qu'ils sont, des révolutionnaires.

Enfin, nous remercions profondément tous ceux qui nous ont aidés, souvent sans nous connaître, sans que nous les connaissions, et tous ceux qui nous aideront encore dans la lutte pour la libération du Québec, pour l'instauration de la «société nouvelle» des «hommes nouveaux».

Vive la révolution des travailleurs du Québec!

Vive le Québec libéré!

Vive la révolution des travailleurs du monde entier!

LA VICTOIRE OU LA MORT

CHARLES GAGNON

PIERRE VALLIÈRES

LETTRE DE CHARLES GAGNON

L'acquisition du savoir: une action

La prison, entre autres, rend impatient; peut-être les vitamines américaines y sont-elles pour quelque chose. C'est cette impatience à vous faire part de certaines intuitions et de certaines hypothèses qui me pousse à vous écrire de nouveau.

Forcé d'être physiquement immobile ou presque, on dirait que les énergies du prisonnier se réfugient toutes dans son cerveau. Je n'ignore pas les dangers que ça comporte: j'en ai des manifestations tout autour de moi. Ce qui m'amène à croire avec plus de conviction que la prison est vraiment un lieu de réhabilitation! On dit dans certains milieux qu'il existe des sciences du comportement humain, individuel et collectif, des sciences qui permettent de connaître les conditions qui favorisent le plus l'épanouissement des hommes; il m'arrive ces temps-ci d'en douter!

Mais là n'est pas ce qui me préoccupe surtout aujourd'hui. En fait, je voudrais vous demander certaines choses, à vous et à tous les intellectuels lucides du Québec, à ceux en particulier qui jouissent du privilège pas illimité bien sûr, à l'Université de Montréal et dans les autres institutions du haut savoir québécois, de moyens de connaissances qui sont niés à la majorité des compatriotes, à la majorité des hommes...

Ce texte est tiré d'une lettre adressée au professeur Marcel Rioux en provenance des *Tombs*, la prison de New York, où un ancien étudiant, Charles Gagnon, avait tout le temps de réfléchir sur nos «hautes maisons de savoir». Cette lettre fut rédigée à l'automne 1966.

À l'université même, dans les sciences humaines en particulier, la diffusion de la connaissance prend des formes, qui plus j'y pense, sont tout à fait condamnables. Un des vices les plus criants, c'est la séparation croissante qu'on fait entre la méthode et le contenu des sciences: pensez au pullulement des «cours de méthodologie». Ainsi, on apprend à compléter des formulaires d'enquêtes sociologiques et on peut obtenir son doctorat «avec des affaires comme ça» en ignorant tout de la crise de la conscription, du fascisme de Duplessis, du caractère commercial et non agricole de la colonie Nouvelle-France, des intérêts réels qui suscitent les révolutions en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud, en ignorant tout de la puissance réelle de l'impérialisme américain et de son impact sur le développement du Québec, etc. Je trouve cela scandaleux!

Je ne sais pas si le Rapport Parent en parle. Je ne sais quoi dire moi-même en contre-partie. Mais je vais faire une hypothèse. Dans n'importe quelle faculté ou école, il s'agit de prendre possession du monde par la connaissance, c'est-à-dire de découvrir comment dominer la nature de mieux en mieux, gardant à l'esprit que chacun et tous font partie de cette nature, le travailleur manuel peut dire que la vie est absurde, comme les intellectuels. Cet *a priori* est lui-même discutable. On peut se faire dilettante, beatnik; on peut s'exercer à l'indifférence etc. Ces cas individuels ou de petits groupes ne changent rien au fait que dans l'histoire telle que nous la connaissons, avec les catégories que nous lui appliquons pour en rendre compte aux autres comme pour en prendre conscience nous-mêmes, dans l'histoire donc, on constate que les collectivités ont toujours cherché à se procurer le plus de jouissance matérielles, affectives, érotiques, artistiques et intellectuelles. C'est ce que j'appelle prendre possession du monde et c'est ainsi que je crois mon *a priori* fondé.

Or, les collèges et les universités aujourd'hui apparaissent bien plus comme des endroits où on va prendre possession d'un diplôme qui permettra au gradué de prendre possession de certains autres biens. Tout cela est assez cohérent, j'en suis bien conscient mais cela correspond à un ordre social que nous sommes d'accord pour condamner, un ordre social créateur d'individualisme, qui en même temps fait concevoir des thèses touchantes sur la grandeur du savoir.

Comme la grandeur réside parfois dans des choses bien mesquines!

Le savoir, au XX^e siècle et depuis quelques siècles, est devenu parcellaire comme toutes les marchandises d'ailleurs.

Si on veut en sortir — et quant je m'adresse à des intellectuels lucides, je considère m'adresser à des hommes qui veulent en sortir — je pense qu'il faut intégrer les différentes disciplines dans la totalité dont elles font partie, l'ensemble des connaissances actuelles sur l'univers. Bien plus, l'acquisition du savoir doit être présentée pour ce qu'elle est: une activité de l'homme dans le monde, *une action*.

Respecter la dynamique de la vie

Ainsi l'A.B.C. des études supérieures serait beaucoup de «lectures guidées» en histoire, en sciences pures et humaines; ce serait aussi beaucoup de réflexion sur le monde actuel à partir des données empiriques de la géographie, de la sociologie, de la physique, des mathématiques, etc.

Je pense même qu'on devrait laisser place à la spontanéité des étudiants. L'étudiant de sciences qui lit Rimbaud pendant un cours de statistiques n'est pas nécessairement un cancre. Et c'est peut-être le cours de statistiques qu'il faudrait supprimer et non la lecture de Rimbaud. «Le Bateau ivre» fait partie de la réalité, que ça plaise ou non aux professeurs de statistiques.

Mais, à bien y penser, pour vouloir condamner une «méthode», un type de programmes d'études, une tradition académique, je risque peut-être de tomber dans une autre méthode. Oui, sans doute, mais celle-ci me paraît respecter la dynamique de la vie, non les autres. Elle me semble plus propre à favoriser le développement de ces hommes d'avant-garde dont la révolution a besoin, hommes d'avant-garde en ce qu'ils ne sépareront pas arbitrairement la mathématique de la physique, l'histoire de la philosophie, l'étude de l'action, la connaissance de la nature elle-même; des hommes en voie de sortir de l'aliénation actuelle, des hommes plus lucides et plus responsables.

D'ailleurs, le savoir ne doit pas rester confiné à l'école ni au collège, ni à l'université. C'est là une autre division que

nous devons à l'ordre social actuel. Encore une fois, si nous sommes en lutte contre cet ordre, il faut que l'université soit, comme la poésie, «dans la rue».

Montréal, Québec, les villes et villages du Québec ont besoin de maisons de savoir populaires; populaires par le public: n'importe qui; populaires par l'objectif: rendre le savoir accessible à tous pour permettre que tous participent à la révolution; populaires par la méthode: des «classes» faites par l'ensemble de ceux qui y participent. Dans de telles écoles, les «étudiants» commenceraient par se demander qu'est-ce qu'ils ont dans le ventre ou dans le cœur, s'ils veulent faire quelque chose; qu'est-ce qu'ils ont dans la tête, s'ils veulent apprendre quelque chose aux autres.

Les moyens «techniques» ne manquent pas pour réaliser un tel projet: depuis la T.V. en circuit fermé jusqu'aux tracts polycopiés. Le besoin de connaître ne manque pas non plus, alors...

Tout cela, je pense, fait partie de la révolution québécoise. Tout cela est donc urgent, très urgent.

Tout cela exige des hommes. Il en faudra là, il en faudra ailleurs, il faudra beaucoup d'hommes pour que la révolution commence, ou mieux progresse. Les intellectuels, les universitaires ont certainement quelque chose à faire là-dedans, même si nous sommes toujours «condamnés» à la division du travail.

Je peux me tromper, mais je pense qu'il y a chez les intellectuels du Québec des hommes et des femmes qui ont des idées révolutionnaires, bien plus encore que celles qui précèdent, qui n'ont rien de bien neuf. Si ces hommes et ces femmes n'arrivent pas à faire accepter leur point de vue par le recteur, le supérieur ou le directeur ou encore par des «disciples» ou des collègues petits ou grands bourgeois, eh bien! qu'ils mettent leur savoir et leur idéal sur des tracts, qu'ils aillent dans les salles des syndicats ou au restaurant du coin. Le résultat sera peut-être, certainement, meilleur!

CHARLES GAGNON

Notre idéal

Notre idéal à nous, l'idéal du Front de libération du Québec, n'est fondé ni sur le pragmatisme opportuniste des partis capitalistes, ni sur l'obsession des «fatalités révolutionnaires» (*sic!*) des partis qui se sont donné le nom de «communistes».

Notre idéal se fonde uniquement sur l'humain, sur les hommes, sur leurs activités, sur leurs capacités de produire et de créer, de détruire et de re-crée, de transformer, de défaire et de refaire, etc.

[...]

Si aujourd'hui nous disons que la révolution «prolétarienne» est possible et que même elle est devenue nécessaire, c'est que nous croyons qu'il y a des limites à l'exploitation que les travailleurs supportent depuis des siècles, exploitation que leur font subir d'autres hommes organisés économiquement, politiquement et socialement pour profiter au maximum de la force de travail de la majorité des hommes.

Nous croyons que ces limites, (que cette oppression multi-forme, multiraciale et multinationale), demandent aujourd'hui à être dépassées, à être dynamitées d'autant plus violemment que le progrès scientifique et technique procure aux masses contemporaines, du moins *peut* procurer immédiatement aux masses les moyens de prendre conscience, par une expérience quotidienne d'exploitation, placée en face de (et en contradiction avec) la richesse du «monde libre» diffusée par les «mass media», les moyens, dis-je, de prendre conscience des multiples disparités et injustices du système actuel.

Ce texte est extrait du chapitre sixième de *Nègres blancs d'Amérique*, écrit par Pierre Vallières dans la prison *The Tombs* de New York à la fin de 1966.

Mais ce ne sont pas les mass media, ni les machines électroniques ni même le syndicalisme d'affaires qui vont se soulever à la place des exploités, qui même vont donner à ces exploités l'occasion, les moyens intellectuels, les finances et les armes nécessaires à la victoire d'un soulèvement populaire. Non. Ce sont des hommes qui vont accomplir ce travail... peu importe le niveau de développement de l'énergie nucléaire dans leur pays ou dans le monde!

La prise de conscience de l'injustice érigée en système appelle une action révolutionnaire, des changements radicaux dans les rapports de production et de propriété et dans les rapports sociaux, en général. Mais cette action ne peut surgir automatiquement de la seule conscience de l'injustice. Il faut qu'elle soit organisée — intellectuellement, moralement, politiquement et militairement — en une force réellement révolutionnaire, c'est-à-dire à la fois efficace militairement, désaliénante psychologiquement, intellectuellement et économiquement, démocratique et fondée, moralement, sur la solidarité, l'égalité, la justice et l'honnêteté.

Une telle révolution ne va pas sans guerre, sans violence. Car l'Ordre établi voudra jusqu'à la fin l'écraser dans le sang. Une telle révolution, donc, signifie l'organisation d'une guerre anti-capitaliste, anti-impérialiste et anti-colonialiste qui ne pourra se terminer qu'avec la victoire ou l'écrasement de la classe ouvrière. Or, si nous faisons la guerre, c'est pour la gagner, et non pour être martyrisés inutilement au nom de la Liberté. C'est pourquoi si toute révolution ne va pas sans guerre, toute guerre, qui se veut victorieuse, ne va pas sans technique*.

Toute technique de combat exige une discipline, c'est-à-dire un ensemble de moyens capables de donner à des unités ou à des collectivités combattantes le maximum d'efficacité. À l'âge de l'impérialisme, où nous nous trouvons (que cela

* Ce que j'entends ici par les mots «technique» et «discipline» dépasse de loin le sens qu'y donnent habituellement les militaires de profession. Ainsi, l'étude des sciences «pures» peut faire partie d'une technique révolutionnaire, au sens que je donne à ce terme, au même titre que l'étude du maniement des armes, de la stratégie purement militaire et des tactiques de la guerre de guérillas.

plaise ou non), il ne peut y avoir de transformation sociale sans révolution populaire ni de révolution populaire sans une technique et une discipline conçues pour le peuple, adaptées à ces moyens et à ces capacités...

Le peuple, laissé à la spontanéité de ses révoltes, toujours à recommencer, ne possède aucune force militaire, parce qu'il n'est pas lucide et que sa conscience de classe demeure à l'état d'instinct. C'est ce que les anarchistes (au cœur d'or) oublient toujours. La violence populaire ne conduit pas automatiquement au renversement de l'Ordre établi et peut même être un facteur supplémentaire d'aliénation politique; et cela, pour des générations d'individus. Ce renversement de l'Ordre établi, et la désaliénation collective de la classe ouvrière qui doit l'accompagner, est un problème d'organisation populaire, consciente et collective.

LETTRE DE CHARLES GAGNON À SON PÈRE

Père Jules...

Père Jules,

Après avoir lu la lettre de Georges, que j'ai reçue aujourd'hui, j'ai pensé à t'écrire parce qu'il m'écrivait que tu ne disais peut-être pas ce que tu pensais exactement de mon «affaire»... J'étais curieux de savoir; j'ai pensé te demander de m'écrire toi-même. Puis, je me suis dit: pourquoi pas moi? Je te dis tu comme ça pour la première fois; c'est peut-être la première fois que *je vais te parler vraiment*... On a bien du temps maintenant; un retraité et un prisonnier; il faut en profiter.

Je ne sais pas trop par où commencer. J'ai pas mal de choses à te dire et puis... Je ne veux pas que ce soit trop compliqué parce qu'à part quelques pages dans ton «livre de messe ou dans *Vers Demain*», je sais que tu n'as pas lu grand-chose. Tu m'as déjà raconté qu'à 13 ou 14 ans, tu faisais la «cookerie» dans les «chantiers» de ton père, de bien petits «chantiers», si je me rappelle bien.

Et pis, tu t'es marié, t'as acheté une terre à crédit, je me rappelle bien: tu l'as achetée en 1917, quand tu t'es marié, et quand tu l'as vendue en 1952, tu payais encore au Crédit agricole. Mais tu croyais encore que Duplessis était l'homme des «petits». Ça, je ne comprends pas ça du tout.

Pourtant tu savais que tu te faisais voler: tu «sacrais»,

Cette lettre, rédigée à New York en 1966 par Charles Gagnon et destinée à son père Jules, fut reproduite dans le premier numéro de *Jeune Québec*, vol. 1, n° 1, semaine du 17 au 23 janvier 1967.

oui tu «sacrais» en maudit! — contre les taxes, contre les «boss», contre le maire, contre le notaire, le dentiste, le gérant de la coopérative, pis des fois, mais je ne suis pas tout à fait sûr, contre le curé. Tu sentais que tout ce monde-là n'était pas vraiment avec toi. T'avais beau trimer sur la terre de mai à octobre, t'avais beau t'éreinter dans les «chantiers» de novembre à avril, t'arrivais jamais où t'aurais voulu arriver, parce que t'avais de l'ambition, de la fierté: de beaux chevaux, de beaux «attelages», un beau «quatre-roues», tu aimais être capable de «passer» parmi le monde: tu ne voulais pas avoir l'air d'un quêteux.

Si on ne s'est jamais parlé de ces choses-là avant, c'est bien parce que tu étais dans les «chantiers» l'hiver. Ça faisait une drôle de situation tu sais: j'avais un père la moitié de l'année. À l'année longue j'avais une mère, des frères, des sœurs. Et pis, peu à peu il est arrivé que c'était comme si t'étais pas tout à fait de la famille. On ne savait pas trop où te mettre ni où se mettre quand tu arrivais des «chantiers».

Et puis, il y avait les catalogues: Dupuis et surtout Eaton et Simpsons, qui étaient pleins de belles choses dont on rêvait et que tu ne pouvais pas nous acheter. Mais ce n'est pas ça surtout qui marchait pas: très jeune — mère le disait souvent et plus tard ce fut le curé, — j'avais accepté qu'il y ait des riches et pis des pas riches. Pis les richesses au Bic, il n'y en avait pas beaucoup... à part l'église, le presbytère (déjà moins riche mais grand, propre et bien chauffé) et deux ou trois maisons. Alors, des richesses de catalogues, ça s'oublie plus facilement.

C'est quand même étonnant, hein, que les hommes qui parlent, qui parlaient en tous cas, de pauvreté à accepter de bon cœur, aient habité, avec le notaire et le docteur, la plus belle maison du village. Pis à côté, la «plus grosse bâtisse» du village, avec chauffage central, qui restait vide les 4/5 du temps.

Je ne peux pas oublier l'hiver, quand après une nuit glaciale sur ma «paillasse» à grelotter, on partait pour la messe en «cariote», à 3 milles; on arrivait gelé, glacé: les pieds, le nez et les mains et partout. On entraît dans l'église; c'était pas chaud, mais déjà c'était mieux: on se demande pourquoi il y a des Québécois anti-cléricaux et qui ne croient plus en Dieu!

Il a de bien drôles d'amis, Dieu, en tout cas, de bien drôles d'amis. Tant qu'il y aura des taudis à Montréal, comme il y en a, tant qu'il y aura des «cabanes» en Gaspésie, dans Portneuf, au Lac-Saint-Jean, en Abitibi, comme il y en a et que je verrai des presbytères comme on en voit à Montréal, comme j'en ai vu l'été dernier à Sainte-Anne-des-Monts en Gaspésie, tant que ce sera les hommes qui vivent là-dedans qui parleront d'accepter la pauvreté et la richesse, moi je ne marcherai pas!

Pis ça, j'ai commencé à l'apprendre de toi, tu t'en rendais bien compte, toi, quand j'étais jeune, que c'était pas avec toi, mais avec le maire ou «le contracteur» du coin que le curé allait à la pêche ou se baigner, toi tu donnais ou tu faisais des petits. Quatorze que t'as fait comme ça. T'aurais dû lire ton bréviaire de temps en temps! (mais non, puisque je suis le 14^e...)

Tu vois, même dans notre petit village de rien, il y avait des gros, pas des gros gros, bien sûr, mais quand même, et des petits, comme toi. Pis c'est pareil! partout.

Je lisais dans un journal de New York l'autre jour, que dans des grandes compagnies américaines, les profits avaient augmenté de 18 ou 20 % pendant l'année. Pendant ce temps-là, les salaires avaient augmenté de 3 % à 15 % pis le coût de la vie de 10 à 12 %. C'est encore pire qu'au Bic, il y a plusieurs années; ça coûte de plus en plus cher pour vivre, les profits des compagnies représentent des milliards de piastres par année et augmentent en flèche, et les salaires s'élèvent presque pas.

Pendant ce temps là, les politiciens parlent de justice sociale! Ils peuvent bien parler, c'est à peu près tout ce qu'ils peuvent faire à part des lois pour faire plaisir aux «grosses» compagnies, tout en essayant de ne pas perdre les prochaines élections. Des fois ça marche, mais pas toujours.

Dimanche, le 13 novembre [1966]

J'ai changé d'appartement jeudi: je suis à «l'hôpital»; la nourriture est un peu meilleure, on a des pillules deux fois par jour, mais à part ça, c'est pareil! Comme là-bas, pis c'est

plus froid la nuit; j'ai le rhume depuis hier. Je devrais retourner là-bas demain ou dans quelques jours. Avec «eux» on ne sait jamais ce qui nous attend.

Samedi, le 19 novembre

Dis-moi, père Jules, depuis ma naissance, par exemple, y a-t-il quelque chose qui a vraiment changé au Québec? Il y a bien les autos; la TV qui est apparue, etc. Mais au fond, te sens-tu plus «important» dans la vie de la «place» où tu travailles, dans la vie de la municipalité, de la région, du pays? Ton niveau de vie a-t-il augmenté? Oui, un peu. En passant de la terre à la ville, tu as pu acheter un poêle électrique et un réfrigérateur; mais peut-être que tu manges moins bien qu'avant... Les politiciens disent que les allocations familiales sont plus élevées, les pensions de vieillesse aussi: c'est vite dit! Mais c'est les impôts qui ont d'abord monté, c'est le prix du steak, du «baloney», et des souliers qui a surtout monté. Qu'est-ce que tu gagnes au bout du compte? Rien, moins que rien. Même que tu perds: ton augmentation de salaire ou de pension de vieillesse est toujours moins grande que l'augmentation des impôts, du coût de la vie en général. C'est de même pour tous les «petits». Pendant ce temps-là, les «gros» caressent leurs millions et les politiciens lèchent les bottines des «gros» pour garder leur place le plus longtemps possible.

Un gars comme Jules Brillant, ça peut aller rencontrer le premier ministre comme ça veut. Et toi? Quand un gars comme Jules Brillant décide de vendre Québec-Téléphone, c'est pas Jean Lesage ni Daniel Johnson qui vont l'en empêcher. René Lévesque, qui avait beau faire des discours pour dénoncer la Compagnie Noranda Mines et son président, en même temps le gouvernement Lesage-Lévesque et du reste de la «gang» laissait Noranda Mines exploiter des mineurs un peu partout au Québec, laissait nos mines, nos mines du Québec, profiter d'abord aux «gros» de la Compagnie.

Pourquoi il n'y a pas d'industries dans le Bas-Saint-Laurent, tu penses? Parce que c'est loin de la Ville de Montréal, ça coûte plus cher de transport, etc.

Comme les compagnies veulent le plus grand profit, elles

ne vont pas là. Pendant ce temps-là, des millions et des millions, de l'argent de tes taxes, des miennes, des nôtres, à tous, les «petits», passent dans les études du BAEQ, des gros livres que personne ne lit. Si au moins les cultivateurs et les ouvriers de la région étaient montés à Québec avec leur fourche et marteau quand ils ont vu que le gouvernement riait d'eux avec sa «bande de savants» qui pensaient d'abord à leur doctorat, à leur diplôme et au «fun» de la vie à la campagne! Il me semble que moi, si j'avais été là le printemps dernier, j'aurais pas laissé passer l'occasion de montrer que les gars du Bas du Fleuve ont le cœur au ventre, qu'ils en ont assez des contes et des promesses d'élections.

Ça va venir, tu sais. Les travailleurs commencent à relever la tête. Des promesses, d'élection, ils commencent à savoir que ça mène nulle part. Le problème, c'est qu'il y en a toujours quelques-uns et parmi les plus influents, ceux qui ont le plus de gueule, pour dire que tel ou tel gouvernement est bon, etc., etc. Quand on gratte un peu, on se rend compte que le gars en question est graissé par le parti: il a ou attend un job, il a un parent dans la machine, etc. C'est des affaires comme ça qui font que les «petits» ne sont pas encore révoltés contre la «patente», tout le système: ils espèrent toujours que ça va changer, parce que le député et le curé le disent, parce que, il y a deux ans, un tel a eu un job et que cette année, ça va peut-être être leur tour. Les «petits» *espèrent* encore. Mais ils espèrent de moins en moins parce que leur espoir a toujours été trompé.

Toi-même, père Jules, tu t'es fait avoir. On t'a donné, sous Duplessis, ton héros politique, des petites jobs à la Voirie. Penses-y bien, maintenant. Tu as fait 100 \$ et 200 \$ et tu étais bien content: mais après? Après? Ça améliorerait la terre? Ça modernisait l'agriculture au Bic? Ça relevait le niveau de la vie? Non, ça t'éloignait de la terre et surtout ça t'achetait; c'était un et peut-être cinq, peut-être dix votes aux élections. C'est ça les «manigances» des politiciens.

Dans un pays organisé pour le bien des gens, on aurait d'abord pensé à améliorer les rendements des terres pour que les cultivateurs en vivent, on aurait pensé à améliorer les salaires en forêt et les conditions de vie pour que les bûcherons en vivent, etc. Mais ça, ça aurait dérangé les «gros»: les poli-

ticiens, il n'y a plus d'illusions possibles, ils ne dérangeront jamais les «gros» parce qu'ils dépendent des «gros», ils mangent dans leurs mains!

Tu vois, père Jules, il n'y a pas dix solutions, il n'y en a pas deux solutions. Il faut que les «petits» s'organisent ensemble pour régler leurs affaires ensemble. Il faut que les «petits» prennent le pouvoir, qu'ils se débarrassent de ceux qui les exploitent. Pis ça, tu le penses bien, ça ne se fera pas par des élections. Ça va prendre une révolution. Oui, une révolution. Révolution dans l'organisation économique et sociale: il s'agit que les travailleurs prennent leurs responsabilités, toutes leurs responsabilités. Il ne suffit pas de chialer, de sacrer, de faire des colères en paroles, *il faut agir*.

Ça va prendre un certain temps avant que les travailleurs s'organisent et travaillent ensemble. C'est dans la lutte que cela va venir, parce que dans la lutte, les «gros, les exploiters, les profiteurs vont être forcés de montrer leur vrai visage. Quand Daniel Johnson va à la Chambre de commerce parler du communisme et du socialisme, etc., et demander aux hommes d'affaires, aux «gros» de dénoncer les efforts du peuple pour se libérer, on sait de quel bois il se chauffe, on sait qu'il est avec les «gros», avec l'entreprise privée, mais pas avec nous, pas avec nous du tout! Pas plus que Lesage ou Caouette ou Grégoire!

C'est une chose qu'il faut bien comprendre, père Jules, les politiciens, ils sont pas avec nous, même s'ils font de beaux discours, même s'ils donnent des faveurs, des cadeaux pis des jobs, c'est pour avoir des votes, pour être élus. Une fois élus, c'est avec les présidents de compagnies, avec les «gros», qu'ils font des affaires: ils se fichent pas mal de «nous autres». Il y en a bien quelques-un qui *pensent* faire quelque chose pour nous, mais c'est pas eux qui tiennent les cordons de la bourse, c'est pas eux qui mènent la machine. La machine, c'est toujours la finance qui la mène. Pis la finance est contre les «petits».

Dimanche, le 20 novembre

C'est regrettable qu'on puisse pas se rencontrer pour parler longuement de toutes ces choses, du passé pis de l'avenir. Je ne veux pas te dire pourquoi, mais j'ai le sentiment qu'on se comprendrait très bien. En tout cas, tu peux toujours m'écrire ou demander à Georges de le faire pour toi, tu peux toujours parler de ces choses-là avec tes amis. C'est ensemble, tous les ouvriers, tous les cultivateurs, tous les employés de bureau, les gagne-petit, c'est tous ensemble qu'il faut s'organiser pour vaincre les «gros», pour mettre fin aux injustices, à l'exploitation de la majorité par une minorité.

Je te lirai avec plaisir, père Jules.

Salut, Charles

Lettre de prison de Pierre Vallières

Montréal, 29 avril 1968

Chers amis et camarades,

Sachez d'abord que je me porte à merveille et que ma condamnation à l'emprisonnement à perpétuité n'a nullement affecté ma détermination de me battre jusqu'au bout et partout, même en prison, pour la libération des *nègres blancs* du Québec.

Tout ce que je souhaite, en ce moment, c'est que mon procès et ma condamnation vous fassent prendre conscience encore davantage de l'arbitraire du maudit système qui nous opprime et vous raffermissent dans vos convictions et dans votre action.

Ce fut une victoire très importante pour le FLQ et pour la révolution québécoise que d'avoir acculé la Couronne et le tribunal à politiser eux-mêmes mon procès, au-delà de toute espérance. En m'imposant ce procès pour meurtre, l'Ordre établi s'est démasqué lui-même et a été forcé de révéler au peuple son vrai visage — celui de la dictature et de l'arbitraire.

Maintenant, il importe d'exploiter au maximum cet événement historique pour démontrer aux masses exploitées le caractère foncièrement arbitraire des lois bourgeoises que l'appareil judiciaire, avec la police et l'armée, a pour fonction

de faire servir à la défense, au maintien et à la promotion des seuls intérêts politiques et économiques, des seuls privilèges de la classe capitaliste, inféodée au colonialisme et à l'impérialisme anglo-américain.

Vous ne devez pas demeurer stupéfiés ou écrasés par la sentence très lourde que le juge Leduc a eu la bienveillance éminemment chrétienne et bourgeoise de m'accorder au terme de ce long procès politique. (L'ordre établi ne doit pas se sentir bien solide en 1968 pour traiter avec autant de sévérité et d'honneur ma minuscule personne!)

Vous ne devez pas non plus vous contenter de crier votre révolte, votre indignation ou votre nausée. Vous devez agir. Et agir vite.

Le temps des récriminations en famille autour d'une table chargée de bouteilles de bière est révolu. C'est dans la rue et dans l'action que les combats se perdent ou se gagnent. Et nous devons gagner! Il y va de notre liberté, de notre dignité, de notre existence même. Allons-nous, toute notre vie, nous résigner en pratique à l'esclavage (noir ou rose) et à l'humiliation, tout en gueulant, à temps perdu, notre opposition au système?

Pour nous libérer complètement de l'esclavage auquel le système actuel nous accule, nous devons d'abord cesser d'être les esclaves de nos peurs, de nos lâchetés, de nos hésitations et de nos petites habitudes de résignés ou d'engourdis. Il est temps de faire le saut et d'embarquer à fond dans la lutte.

Ça ne sert à rien de brailler sur le sort fait par les colonisateurs et les gardes-chiourmes locaux aux prisonniers politiques québécois, si l'on est pas prêt soi-même à se battre comme ils l'ont fait — et comme ils le feront à nouveau, une fois libérés des geôles de l'oppression et du mépris.

Vous me direz peut-être que j'exagère et que je plane dans l'absolu, sans tenir compte des réalités quotidiennes où chaque individu se trouve plus ou moins empêtré, nécessairement. En fait, je connais très bien tout cela... et le reste. Mais il faut tout de même faire face aux questions et aux réponses fondamentales, faire face également aux tâches que commandent ces questions et ces réponses, que vous connaissez aussi bien que moi.

Notre libération est un problème essentiellement prati-

que. Et c'est par la pratique, par l'action, qu'il sera résolu. Les théories et les discours ne valent que dans la mesure où ils éclairent et stimulent l'action. Dans l'action, sans la pratique, ils sonnent creux et ne produisent rien.

C'est à vous qu'il appartient de définir et de réaliser l'action qui, dans le milieu où vous travaillez, est la plus susceptible d'accélérer le processus de notre décolonisation et de notre émancipation en tant que peuple et que classe opprimée. Je compte sur vous, mes camarades en prison comptent sur vous, pour que cette action ne soit jamais échangée ou abandonnée au profit d'un quelconque confort d'emprunt, d'une promesse illusoire de victoire sans combat ou encore d'une non-violence inefficace et trop souvent complice de l'oppression et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Même si la violence est un phénomène détestable en soi, il n'en demeure pas moins vrai que, pour les exploités et les colonisés que nous sommes, la liberté se trouve au bout des fusils. La soi-disant «paix sociale» que la bourgeoisie veut nous imposer à coups de matraques est elle-même une violence permanente exercée contre notre liberté et notre droit de remettre en question l'ordre capitaliste et colonial, de le détruire et de le remplacer par un autre, plus conforme à nos aspirations, plus dignes de l'homme. Ceux qui se font les complices de cette fausse paix contribuent au maintien de la dictature, au renforcement des illusions «démocratiques», et retardent le développement d'une conscience de classe révolutionnaire chez les masses exploitées.

Nous ne pourrons réellement «bâtir la paix» que le jour où la violence révolutionnaire, armée et consciente, contrera celle que les capitalistes, colonialistes et impérialistes, que les exploités du peuple exercent quotidiennement contre les travailleurs, contre les étudiants, contre les jeunes, contre les intellectuels progressistes, contre 90 % de la population du Québec. Quand le système actuel sera détruit nous bâtirons ensemble la paix, en même temps que la fraternité et la justice. Mais pour atteindre cet objectif, nous devons d'abord bâtir un mouvement révolutionnaire et une armée du peuple. Nous devons d'abord organiser ensemble une violence, une force capable de nous libérer tous des multiples formes d'esclavage, de domination et d'aliénation qui nous asservissent collecti-

vement et individuellement depuis le berceau. Nous deviendrons libres dans la mesure où, ensemble, nous aurons le courage de nous donner les armes de notre libération et de nous battre pour vaincre. Nous pourrons bâtir la paix, l'égalité, la fraternité et la justice dans la mesure où, ensemble, nous saurons gagner la guerre que nous impose notre condition de nègres blancs. Il nous faut gagner la guerre, et non pas seulement une bataille par-ci par-là, tous les cinquante ans.

Nous ne sommes pas seuls à lutter pour conquérir notre liberté. Loin de là! Notre lutte est liée aux nombreuses guerres du peuple qui se développent aux quatre coins du monde contre l'ennemi commun: l'impérialisme américain. Notre combat à nous Québécois, à nous francophones d'Amérique, à nous nègres blancs, intéresse les autres peuples opprimés comme leurs combats à eux nous intéressent et nous concernent directement. Nous sommes tous solidaires et responsables les uns des autres. Aucun de nous, sans trahir ses frères, ne peut se dispenser des tâches qu'impose à l'échelle planétaire la construction d'un monde plus humain. Le désengagement est toujours une forme de collaboration avec l'ennemi. Le neutralisme n'existe nulle part.

Chers amis et camarades, ces paroles ne sont pas nouvelles et d'autres révolutionnaires, beaucoup plus qualifiés que moi, les ont criées un peu partout dans le monde. Certains, en fait les meilleurs d'entre nous, ont payé de leur vie la mise en pratique de ces vérités élémentaires.

Je tenais à vous saluer, aujourd'hui, en vous rappelant, une fois de plus, le sens profond de notre lutte et de nos sacrifices. Cela me paraît essentiel pour situer mon procès et son dénouement (provisoire) dans leur véritable perspective. Mon procès fut aussi le vôtre. Mon procès fut celui de la colère des exploités du Québec. Mon procès fut celui des travailleurs, des étudiants, des jeunes, des intellectuels révolutionnaires tout autant que celui du FLQ et de l'un de ses membres. Ma condamnation à l'emprisonnement à perpétuité est bel et bien la sentence que l'ordre établi pense avoir imposé à la révolution québécoise, coupable de vouloir le renversement du capitalisme et la destruction de l'impérialisme. Mais en condamnant un individu, un militant du FLQ, l'ordre établi n'a pas aboli la situation globale qui a engendré la nécessité

d'une révolution au Québec. Au contraire, l'ordre établi a même, par ce procès et cette condamnation, contribué à l'accélération du processus révolutionnaire.

Mes amis, mes camarades, mes frères, j'en ai la certitude,
NOUS VAINCRONS!

Ne regardons pas en arrière, mais fonçons en avant!

Vive le Québec libre!

Vive la révolution!

Vive le FLQ!

PIERRE VALLIÈRES

Lettre de Charles Gagnon

À tous mes camarades,

Mon procès doit enfin commencer d'ici quelques semaines, c'est du moins ce qu'on raconte au Palais de Justice. Et je veux vous demander à tous votre collaboration et votre appui pour en faire *un acte politique, un geste révolutionnaire*.

Comme le procès de Pierre a été une victoire, une grande victoire même, en ce que l'ordre établi a clairement dévoilé ses motifs politiques et sa crainte, sa peur des révolutionnaires, en ce que Pierre et les autres partisans du FLQ qui ont témoigné, ont expliqué le sens de la révolution québécoise, en ce que plusieurs Québécois ont pu découvrir l'hypocrisie de nos institutions bourgeoises.

Mon procès, quelle qu'en soit l'issue, sera aussi une victoire... ne serait-il que l'occasion de montrer notre solidarité révolutionnaire! Vous serez donc présents au cours de mon procès, et de toutes les façons imaginables par des tracts, des pancartes, des manifestations, dans la salle d'audience, devant le Palais de Justice, etc. Je vous le demande, non pas parce que c'est mon procès, mais surtout parce que c'est aussi le procès de l'action révolutionnaire passée et plus encore peut-être, future, au Québec. C'est votre procès, c'est notre procès.

Il arrive parfois qu'on néglige de poser un geste, d'entreprendre une action, parce qu'on croit qu'ils sont trop petits, trop peu importants pour être efficaces. On évitera de faire une manifestation, parce qu'il n'y aurait pas assez de monde;

Ce texte destiné au «Comité d'aide au groupe Vallières-Gagnon», fut écrit en prison par Charles Gagnon, en avril 1968.

on négligera de rédiger un communiqué, parce que les journaux ne le publieraient pas; etc. Sans compter que cette attitude peut souvent devenir une excuse à l'inaction, à la passivité, elle révèle une mauvaise orientation tactique certaine. Parce que c'est à la suite de nombreuses, de très nombreuses petites manifestations que nous pourrions en organiser des grandes; parce que c'est en envoyant des dizaines et des dizaines de communiqués que nous avons les plus grandes chances d'en voir quelques-uns publiés; etc.

Il y a des signes de plus en plus évidents qu'une forte proportion de la population québécoise aspire, confusément peut-être, à la révolution. Notre devoir de partisans de l'avant-garde est par conséquent très clair: transformer cette aspiration en réalité agissante, en donnant l'exemple du courage, de la ténacité, du dynamisme, de la persévérance, en toutes circonstances.

Soyons bien convaincus que nous ne serons libérés par personne d'autre que nous-mêmes. La révolution, c'est notre responsabilité à chacun, une responsabilité immédiate, une responsabilité exigeante.

La situation générale du Québec, tant au point de vue économique, qu'au point de vue social et politique, nous est favorable, et cela est chaque jour plus vrai. Cette situation où règnent la confusion idéologique et les contradictions sociales, il nous appartient de la clarifier par notre action, encore plus que par des discussions et des écrits.

Notre histoire en est une d'exploitation par l'étranger et, trop souvent hélas, de trahison par l'intérieur. Des trahisons se commettent tous les jours présentement sous nos yeux. Des trahisons encore plus grandes et autrement plus graves se préparent. Nous n'avons pas le droit d'en être les complices.

C'est avec raison que nous sommes fiers des Patriotes de 1837-1838. Ces hommes morts au combat, comme Chénier, ces hommes pendus ou expatriés pour avoir lutté pour la libération de leur peuple, de notre peuple, méritent toute notre admiration. Ils sont des modèles pour nous. Mais nous ne pouvons pas oublier que la rébellion n'a pas atteint son but, elle n'a pas été cette étape qu'elle aurait pu être dans la libération nationale du peuple québécois. La raison en est simple: les chefs de la rébellion n'ont pas eu la clairvoyance de pré-

parer adéquatement la lutte, ils n'ont pas eu le courage de la continuer après un premier échec. Une bataille perdue fut donc une guerre perdue!

Je dis qu'il se prépare de grandes trahisons actuellement au Québec quand je vois des leaders très populaires, momentanément en tout cas, se préparer des portes de sortie habiles, refuser habilement, sous le couvert des grands principes, d'assumer la lutte du peuple dans toutes ses composantes, dans tous ses aspects, quand je les vois lancer des ultimatums au nom de la pureté de leur conscience évoluée.

Toute lutte pour l'indépendance, qui se veut lutte véritable de libération, ne peut évidemment pas se faire par des hommes libres, désaliénés, épanouis... Cela va de soi. Nous voulons nous libérer parce que nous ne sommes pas libres! C'est dans la lutte et dans la lutte seulement que nous acquerrons une plus grande liberté, donc que nous pourrons sortir *progressivement* de notre aliénation. Ce n'est pas avant la lutte que nous ferons la conquête de notre liberté collective et de notre liberté individuelle (psychologique).

Il y a en ce moment au Québec, donc, des leaders populaires, qui comme leur ancêtre Papineau, ne se gênent pas pour susciter de grands espoirs, pour nourrir de grands rêves — auxquels nous adhérons volontiers — mais qui en même temps se préparent à «fuir». Fuir aux USA ou en France, fuir à Ottawa, fuir en soi-même dans le scepticisme ou le nihilisme, c'est toujours une fuite. La fuite n'est jamais un geste révolutionnaire.

L'indépendance dont nous rêvons, parce que notre rêve est ancien, ne peut être qu'une indépendance totale, une indépendance qui n'aura pas à quêter des «autorisations» à droite ou à gauche. Le peuple québécois a une meilleure colonne vertébrale que ces soi-disant chefs qui se cherchent des béquilles un peu partout, et précisément dans les milieux qui nous maintiennent depuis des siècles dans l'asservissement. Le seul appui que nous devons permettre à des chefs révolutionnaires de chercher, c'est l'appui du peuple québécois. Et la seule façon d'obtenir l'appui du peuple... non pas à la façon des bourgeois, petits ou grands.

Le peuple québécois est en colère. Son apparente indolence n'est que la colère rentrée. Il ne manque que l'étincelle

pour y mettre le feu. Et c'est précisément le rôle de l'avant-garde révolutionnaire, notre rôle, de faire éclater cette étincelle. Il nous faut mettre le feu partout au Québec. Il nous faut prononcer des paroles de feu, poser des gestes de feu; et les multiplier.

Lancer le peuple québécois dans l'action révolutionnaire, voilà bien notre rôle. C'est pour cela que nous devons transformer en geste politique, en geste révolutionnaire, tous les gestes que nous posons. C'est pour cela que je vous demande votre appui pour mon procès.

Nous ne serons pas dupes en 1968 et les années à venir de nos nouveaux Papineau. Nous nous serons organisés de telle sorte, nous nous serons aguerris à tel point que leur départ, que leur «fuite» ne pourra pas arrêter notre mouvement. Notre révolution saura se passer de nos éventuels Papineau, parce que notre révolution sera un mouvement populaire organisé, invincible du dedans comme du dehors.

Laissons discourir ceux qui n'ont d'énergie que pour prononcer de belles paroles. Nous prenons, pour notre part, les paroles de la révolution au sérieux et nous savons que certaines paroles ne portent qu'appuyées par les balles des fusils. Cela nous permet de savoir qui sont les révolutionnaires, ceux qui prendront le fusil pour défendre leur liberté, et qui sont les Papineau, ceux qui «fuient» après n'avoir lancé que la flamme de leur gosier.

C'est pourquoi aussi nous savons que

NOUS VAINCRONS!

Vive le Québec libre!

Vive la Révolution!

CHARLES GAGNON

Une Amérique à détruire, une Amérique à construire

N'oublions jamais cette proposition fondamentale: la révolution dans le monde équivaut aujourd'hui à la destruction de l'impérialisme. Tant que cette tâche n'aura pas été achevée, les progrès de la révolution ne seront pas définitivement assurés. Les difficultés que connaît Cuba à l'heure actuelle le montrent bien. Or, nous avons en Amérique du Nord d'excellentes raisons de nous attaquer au capitalisme impérialiste, comme nous l'avons vu précédemment, et nous pouvons lui porter de durs coups. Les Européens sont dans une situation à certains égards comparables à la nôtre et il faut souhaiter que le mouvement prenne chez eux aussi de l'ampleur. Depuis quelques mois, il faut dire que la jeunesse européenne donne beaucoup d'espoirs.

Notre tâche révolutionnaire première, nous les Mexicains, les Amérindiens, les Acadiens, les Noirs, les Porto-Ricains, les Métis, les Québécois et enfin les Canadiens et les Américains, c'est d'abord en Amérique du Nord que nous devons l'accomplir. Nous sommes dans le château fort des impérialistes; nous n'avons pas à aller ailleurs pour les combattre. Pour nous, l'Amérique du Nord est aussi la terre de notre exploitation, de notre aliénation. Il est temps d'agir.

Cette Amérique du Nord fasciste et décadente, fasciste parce que décadente, nous la détruirons. Nous mettrons à cette tâche toute notre énergie, tout notre courage et notre détermination; nous y emploierons la force et les armes. Nous

avons cet avantage énorme, incomparable, de vivre au cœur même de l'impérialisme. Nous savons que les forces de la répression ne peuvent nous attaquer qu'en attaquant ses derniers retranchements à lui. Forts du patriotisme le plus authentique, parce qu'il est axé sur le développement des collectivités et l'épanouissement des individus, sur l'autodétermination des groupes nationaux, nous n'aurons de cesse que l'Amérique ne soit devenue cet immense champ de bataille où l'impérialisme yankee rendra son dernier souffle.

Nous ne nourrissons pas les illusions des réformistes qui, tout en reconnaissant que l'impérialisme déploie un arsenal monstre de moyens militaires seulement pour réprimer le mouvement de libération vietnamien, croient néanmoins ou feignent de croire qu'il laissera les collectivités nationales nord-américaines, les peuples nord-américains, se rebeller contre lui, s'attaquer à sa puissance, entreprendre sa destruction, sans réagir de la façon la plus violente. La jeune histoire des mouvements de libération du continent est d'ailleurs là pour le prouver, à tel point que la violence des oppresseurs est chose quotidienne. Quand la légalité est aussi carrément au service de la répression, le peuple n'a qu'une voie: en faire fi.

Mais notre révolution n'est pas d'abord une entreprise de vengeance aveugle. Nous savons ce que nous voulons. Si nous détruisons, c'est pour construire. La société que nous construisons non seulement sera exempte des contradictions, des misères, de l'exploitation, des inégalités de la société actuelle, mais elle réalisera, grâce à notre participation constante et lucide à tous, toutes les aspirations nées d'une vie vécue sous la coupe des exploiters, victimes de forces aliénantes, souvent difficiles à identifier, mais d'autant plus contraignantes.

L'Amérique nouvelle ne sera pas impérialiste: elle n'exploitera plus les autres parties du monde, mais elle collaborera avec elles d'égal à égal. L'Amérique nouvelle ne sera pas capitaliste: elle ne sera plus économiquement organisée autour de la notion de profit, mieux: elle ne sera plus structurée en fonction de l'économie. L'Amérique nouvelle ne sera pas raciste: elle permettra à toutes les collectivités qui s'y trouvent de s'épanouir selon leurs aspirations propres. L'Amérique nou-

velle sera plus humaine: elle n'asservira plus des hommes à des tâches et à des objectifs étrangers à leurs préoccupations; elle valorisera la création et la spontanéité, elle deviendra le lieu de l'épanouissement.

Pour cela, de profondes transformations sociales et politiques seront nécessaires, comme la création de nouvelles entités politiques et l'établissement de rapports nouveaux entre ces entités nouvelles ou anciennes, comme l'organisation de la production et de la distribution des biens sur des bases complètement transformées. L'Amérique nouvelle mettra l'organisation politique au service des hommes en ramenant le «pouvoir» au niveau de groupes humains réduits, centres de travail et d'étude, lieu de résidence et de loisirs. Il faudra en finir avec la centralisation excessive de la bureaucratie anonyme. L'Amérique nouvelle misera sur la créativité des groupes et des individus, sur les particularismes culturels, ethniques et historiques. C'est la révolution et la révolution seule qui peut conduire l'Amérique du Nord jusque-là.

Le processus révolutionnaire est déjà engagé en Amérique du Nord. Depuis, en particulier, que les Noirs et les Québécois ont entrepris de lutter pour que leur qualité de collectivité singulière soit reconnue, nous pouvons dire qu'un mouvement historique est en marche, qui ne s'arrêtera qu'avec l'instauration d'un nouvel ordre social sur ce continent, un ordre plus conforme aux aspirations des masses nord-américaines, plus respectueux des caractères nationaux des divers groupes qui composent la population globale de l'Amérique du Nord.

L'histoire aura voulu que les Afro-Américains et les Québécois soient à l'avant-garde de la lutte anti-impérialiste sur ce continent dans la dernière moitié du XX^e siècle, sans qu'il faille pour autant oublier qu'ils peuvent puiser dans l'histoire des Mexicains, dans celle des Indiens, des Acadiens et des Métis d'Amérique, et aussi dans leur propre histoire, des exemples de patriotisme et de courage qui méritent aujourd'hui encore notre admiration à tous. Nous n'oublions pas que le «développement» de l'ouest américain et canadien s'est fait dans le sang des Amérindiens et des Métis; nous n'oublions pas que les nombreuses tentatives de libération du peuple mexicain ont toujours été écrasées par la force militaire

ou économique de puissances étrangères; nous n'oublions pas que le sud des USA est le sol où des milliers d'esclaves noirs sont morts pour enrichir une poignée d'exploiteurs; nous n'oublions pas que la Confédération canadienne s'est faite au mépris le plus complet des droits de la collectivité française d'Amérique à laquelle l'impérialisme et ses valets refusent encore le droit sacré à l'autodétermination.

La révolution en Amérique du Nord n'est autre que la lutte contre l'impérialisme et sa destruction par le moyen de la lutte de libération populaire. Le capitalisme a créé en Amérique le racisme blanc anglo-saxon; les peuples amérindien, mexicain, acadien, afro-américain et québécois sont les victimes de ce racisme et du capitalisme impérialiste sur lequel il s'appuie, en symbiose duquel il se développe. Pour ces peuples, s'attaquer au racisme, c'est aussi s'attaquer à l'impérialisme.

Les mouvements de libération amérindien, acadien, mexicain, noir et québécois ne sont donc pas des mouvements racistes et réactionnaires comme voudraient bien le faire croire les bourgeois. Bien au contraire, la révolution populaire ne peut pas être raciste. Elle doit s'employer à dénoncer le racisme, à le démasquer, à le combattre. L'anti-racisme en Amérique du Nord est une caractéristique nécessaire de l'anti-impérialisme. Malgré la forte tentation qu'éprouvent inévitablement les peuples attaqués dans leur culture ou dans leur race, dans leur langue ou dans la couleur de leur peau, de répondre au racisme par le racisme, les révolutionnaires noirs, québécois, porto-ricains, amérindiens, etc., comprennent qu'ils doivent unir leurs efforts dans la lutte, parce que c'est seulement par la défaite de l'impérialisme yankee que leur peuple respectif pourra parvenir à la liberté. Le racisme doit mourir: la chute de l'empire yankee lui portera un coup fatal sur ce continent et dans le monde.

Pour éviter tout racisme, d'une part, et assurer le respect des valeurs collectives particulières qui ont leurs sources dans l'histoire de chacune des collectivités nationales qui forment la population d'Amérique du Nord, la lutte révolutionnaire déjà entreprise chez les Mexicains, les Noirs et les Québécois en particulier, devra se continuer dans le respect absolu des volontés de chacun de ces peuples et de tous les autres. L'his-

toire et certains événements tout récents ont suffisamment prouvé que «la solidarité prolétarienne internationale» ne peut pas éliminer la conscience nationale. Ce qui se passe aujourd'hui au Québec et aux USA démontre, s'il le fallait encore, que la conscience nationale peut être un puissant facteur révolutionnaire.

Pour n'être pas théorique, le respect des particularités nationales devra se traduire par l'autonomie stratégique locale. Les conditions économiques, la composition des classes sociales, ne sont pas au Mexique ce qu'elles sont au Québec ou chez les Noirs américains. À certains points de vue, la situation des Noirs est beaucoup plus proche de celle des Amérindiens et des Porto-Ricains que de celle des Québécois et des Mexicains. D'autre part, la situation des francophones de Montréal est en plusieurs points comparable à celle des Noirs de New York ou de San Francisco, tout comme celle des Mexicains vivant dans le sud-ouest américain ne manque pas de ressemblances avec les Québécois de la Gaspésie ou à celle des métis du Manitoba. Cette diversité des conditions de vie de divers groupes nationaux exigera une grande souplesse dans l'établissement d'une stratégie.

L'anti-racisme et la souplesse en matières stratégiques devront s'accompagner d'une grande largeur de vue sur le plan idéologique. L'idéologie, on le sait, est étroitement liée à la situation politique, économique, sociale et à l'histoire de ceux chez qui elle se développe. Il n'appartient pas, et il n'appartiendra jamais à un Etat-major tout puissant de déterminer ce que doivent penser et faire les peuples nord-américains sur la voie de leur libération. La révolution est justement la lutte contre toutes les formes d'impérialisme. De ce point de vue, la seule «orthodoxie» qui intéresse les révolutionnaires nord-américains, c'est celle de la pratique révolutionnaire. Nous ne voulons pas d'une nouvelle Rome, ni d'un nouveau Moscou.

Une partie importante de l'idéal révolutionnaire consiste justement à détruire à l'échelle continentale les superstructures politiques aliénantes. Nous ferons en sorte que dans la lutte même, cet idéal soit le plus possible réalisé. Une tendance que la lutte révolutionnaire devrait accentuer est celle de ramener le «pouvoir» au niveau de l'unité de travail et de

l'unité de résidence. Les comités d'usines, les comités d'établissements de travail ou d'étude, les comités de quartiers seront les moteurs de la construction de la société nouvelle et, partant, ils doivent être ceux de la révolution, de la lutte anti-impérialiste.

C'est en luttant à New York, à Chicago, à San Francisco, etc., que les Noirs aideront le plus les peuples mexicains et québécois à se libérer; comme c'est en luttant à Québec, en Abitibi, à Montréal que les Québécois rendront le plus de services à tous les peuples opprimés d'Amérique et du monde. Le véritable internationalisme révolutionnaire réside d'abord là: dans la conscience que l'affaiblissement de l'impérialisme en un point du globe signifie son affaiblissement partout.

Ce qui signifie, pour prendre un cas particulier, que les Québécois n'ont pas à renoncer à l'un ou à l'autre de leurs objectifs particuliers pour faire de leur lutte de libération nationale une lutte anti-impérialiste solidaire de toutes les autres. Bien au contraire, ils doivent se rendre compte que leur liberté collective en terre d'Amérique et la reconstruction de leur société sont intimement liées à la libération des Noirs, des Mexicains, des Amérindiens et finalement des peuples canadien «anglais» et américain. Aussi longtemps que l'impérialisme yankee durera, la libération nationale d'aucun peuple ne sera possible sur ce continent.

Voilà bien pourquoi, d'un point de vue pratique, le combat des révolutionnaires noirs, québécois et mexicains ne peut être raciste. Éventuellement, et le plus tôt sera le mieux, ces peuples particulièrement exploités et colonisés du continent nord-américain, devront pouvoir compter sur l'ensemble de «la classe des pauvres» d'Amérique, sur les intellectuels progressistes, sur les étudiants, sur la jeunesse de tout le continent. Cela inclut les Canadiens et les Américains qui forment la majorité de la population. C'est ainsi que les luttes de libération nationale se transformeront en lutte de classes, en luttes anti-impérialistes à l'échelle du continent, sans pour autant renier aucun de leurs objectifs fondamentaux.

Lettre du Front de libération du Québec

Camarades,

Je me rends compte que mes démêlés avec la «justice», et plus particulièrement la forme qu'ils prennent, en inquiètent plusieurs pour ne pas dire qu'ils les agacent considérablement; la même chose vaut évidemment pour Pierre Vallières. J'ai déjà exprimé mon sentiment là-dessus, mais comme tout sera à recommencer en septembre, je crois qu'il faut y revenir, et tâcher d'être clair.

Il n'y a pas de justice au Palais de Justice. C'est de cela d'abord qu'il faut se convaincre... si les preuves manquent encore pour certains d'entre vous. La «justice» au Québec est une ignoble machine à faire des criminels, à enrichir quelques avocats et juges, et à détruire totalement le sens des valeurs — comme celle de justice — de ceux qui y ont affaire.

Dans le cas du FLQ, l'injustice de la machine est encore plus criante. Comment voulez-vous que nous fassions confiance, le moins, à une institution qui repose au départ sur le travail des détectives du Bureau des enquêtes criminelles, sur sa section anti-terroriste, quand nous savons que ces hommes sont des brutes, des sauvages, qui n'hésitent devant *aucun* moyen pour obtenir des déclarations et des dénonciations, des hypocrites qui se parjurent avec Lévesque en 1966; nous savons qui s'est parjuré au procès de Richard

Bouchoux, à l'enquête préliminaire de Serge Demers, au procès de Pierre Vallières. Nous le savons trop bien: ce sont toujours les deux mêmes hommes, sur qui le procureur de la Couronne s'appuie pour *faire* sa preuve.

Nous savons aussi fort bien comment travaillait le procureur de la Couronne qui s'occupait de nos causes à l'automne 66 jusqu'en août 67. Nous savons qui il a rencontré, quand et pourquoi, au cours des enquêtes préliminaires. Nous savons quelles instructions il a données aux gardiens qui «s'occupaient» des FLQ détenus au Palais de Justice. Nous savons bien également comment a travaillé l'actuel procureur en chef depuis qu'il a pris la relève; nous savons comment il nous a constamment bâillonnés en cour. Nous savons également que le procureur qui instruit pour la Couronne depuis quelques mois s'appuie sur des preuves qu'il *sait* fausses et mensongères. Nous savons combien partial a été le juge au procès de Vallières; nous savons que le juge a fait des affirmations tout à fait gratuites eu égard à la preuve, au cours de mon procès, et ce, devant les jurés.

Nous savons aussi enfin que cela, nous ne pouvons pas en faire la preuve irréfutable devant la Cour, parce que cette mafia se protège, elle est solidaire, la mafia des policiers, des détectives, des gardiens de prison, des procureurs et des juges. (Combien j'aimerais que vous publiiez le plus tôt possible le *Dossier FLQ*, en y ajoutant les derniers événements, afin que le plus grand nombre perde ses illusions sur la «justice»!)

Nous savons enfin que nous sommes en prison pour plusieurs mois encore, quelle que soit l'issue des prochains procès. Le procureur a porté 7 accusations contre nous, ne l'oublions pas. Or, après deux ans bientôt de détention, nous n'avons été jugés que sur une de ces accusations, chacun... À ce rythme-là, les choses peuvent traîner plusieurs mois, plusieurs années, n'en doutons pas!

La justice des tribunaux, nous n'y croyons pas, pas du tout. Et nous savons pourquoi nous n'y croyons pas. La loi elle-même n'est pas juste, c'est la loi d'une classe. Or, la loi n'est même pas respectée devant les tribunaux, particulièrement devant les tribunaux de première instance. Alors, fini les illusions, fini la naïveté: *la justice, nous ne l'obtiendrons pas*

devant les tribunaux, pas plus que le peuple québécois n'a obtenu la justice depuis qu'il existe, même si les tribunaux ont toujours existé. La révolution ne se fera pas devant les tribunaux, cela est certain.

Alors, nous défendre nous-mêmes représente un geste révolutionnaire, un acte de refus de l'ordre bourgeois, de l'ordre colonialiste. Nous refusons de jouer le jeu des institutions bourgeoises et nous comptons affirmer avec toujours plus de vigueur l'existence d'une volonté révolutionnaire au Québec. Cela ne peut être fait par des avocats soumis au Barreau. Robert Lemieux sait, et nous savons tous maintenant, qu'on ne prend pas impunément la défense des révolutionnaires. Notre révolution est trop jeune pour commencer à se complaire dans les compromis; elle ne devra jamais le faire, aujourd'hui moins que jamais.

À New York, en septembre 1966, nous affirmions publiquement et pour la première fois sous nos noms véritables: LA VICTOIRE OU LA MORT! Ces mots ont un sens. La victoire de notre idéal, nous en sommes sûrs. Et c'est cela qui compte d'abord. Pour le reste, rien n'est assuré. Les hasards de la lutte nous amènent parfois à mener des combats que nous n'aurions pas envisagés, pour lesquels nous ne sommes pas préparés. Il ne me semble pas qu'un révolutionnaire puisse se dérober en aucune circonstance, même si le «terrain de la lutte» ne lui est momentanément pas favorable.

Notre libération, la libération de tous les partisans du FLQ, je vous dirai que j'ai bien le sentiment que c'est vous qui l'obtiendrez... dans la rue. Nous sommes carrément engagés dans une lutte de force. Pour nous garder en prison, l'ordre bourgeois dispose de moyens fantastiques et il s'en sert, depuis ses polices, ses gardiens, jusqu'à ses procureurs et ses juges sans scrupules. Nous sommes gardés en prison par *les forces de l'ordre*. Je crois que seules les forces de la révolution pourront nous en sortir, à moins que nous ne décidions de poser les armes pour nous en tirer avec le moins de mal possible. Il faudrait alors arrêter de nous gargariser de slogans révolutionnaires, confesser que nos cris et nos gestes d'hier n'étaient que l'effet d'une mode à laquelle nous aurions cédé avec un peu trop d'enthousiasme.

Mais cela n'a aucun sens. Nous travaillons tous à la révo-

lution et nous voulons tous continuer de la faire. Nous en acceptons les désagréments, les contraintes, les revers. Nous en profitons alors pour nous aguerrir, pour tremper notre volonté de lutter et de vaincre.

L'année qui vient verra une radicalisation considérable de la volonté révolutionnaire au Québec. La situation économique et sociale se gâte à bien des points de vue. Les étudiants et les jeunes en général ont entrepris le procès de la société bourgeoise; on sait, par ce qui s'est passé en Europe, ce printemps, et en Amérique latine et même en Afrique, où cela peut conduire. Les pauvres se réveillent et s'organisent; on sait, par ce qui s'est passé aux USA et en Amérique latine, que même s'il se trouve toujours des lunatiques pour essayer de la désamorcer en se prostituant avec l'ordre établi comme le «citoyen Falardeau», que la colère populaire finit toujours par se manifester contre le système exploiteur, et souvent avec une soudaineté et une violence qui déroutent les analystes les plus perspicaces.

Je crois que nos procès, que nos luttes judiciaires trouveront à s'intégrer dans cette «escalade» révolutionnaire. C'est en l'attaquant sur plusieurs fronts que nous arriverons à découvrir avec plus de clarté toutes les facettes du régime d'oppression dans lequel nous vivons.

VIVE LE QUÉBEC LIBRE! VIVE LA RÉVOLUTION!
NOUS VAINCRONS!

CHARLES GAGNON
Front de libération du Québec

La maladie de la société

Camarades,

Le grand malade de l'heure, c'est l'ordre bourgeois, l'ordre capitaliste et impérialiste. Au Québec, la situation économique et le climat politique se détériorent rapidement. Même ses initiateurs doivent reconnaître que la «révolution tranquille» n'a été qu'un feu de paille, de la poudre aux yeux. Le Québec se dirige vers une crise économique sérieuse qui, jointe aux tensions politiques croissantes du régime fédéral «canadian» et à la poussée revendicatrice des collectivités opprimées de toute l'Amérique du Nord, va constituer le milieu idéal pour le développement du mouvement révolutionnaire québécois.

Deux événements encore récents illustrent bien comment la stagnation économique du Québec est en train de devenir une nette régression. L'échec prévu de la dernière conférence fiscale d'Ottawa et la hausse des taxes foncières à Montréal nous montrent dans quelle impasse le Québec actuel est engagé. Le gouvernement d'Ottawa, obéissant aux impératifs du néo-capitalisme, ne peut que devenir toujours plus centralisateur; la présence à sa tête d'un premier ministre qui s'est donné pour mission de mater le Québec accélère le mouvement, alors que le caractère conciliant de son prédécesseur avait pu le rendre moins apparent, plus subtil. Contre le dépouillement de l'État du Québec du peu de pouvoirs qui lui reste encore, on offre des districts et des fonctionnaires bilingues «from

coast to coast». Le but avoué de l'opération est de sauver l'unité «canadian» qu'on qualifie de nationale. Si le ministre Marchand a pu se croire très intelligent un jour en déclarant que les indépendantistes québécois ne pourraient pas faire pousser des «patates» en hiver, nous pouvons, avec la même élévation d'esprit, lui rétorquer que ce n'est pas un district bilingue à Saint-Boniface qui va donner du travail aux chômeurs de l'est de Montréal!

Un chômage accru est précisément l'un des principaux résultats qu'il faut escompter de la hausse de l'impôt foncier à Montréal à cause de ses effets sur l'industrie du bâtiment. Or, en même temps que le chômage augmente, le ministre des finances Dozois annonce qu'il devra faire des coupures importantes dans le budget. Quand on sait qu'un des postes importants du budget québécois qui engloutit le plus de crédits est justement l'assistance sociale, on peut facilement prévoir des difficultés, des tensions, des sources de révolte populaire nombreuses. Si le mouvement révolutionnaire québécois dans son ensemble veut bien se donner la peine d'informer abondamment les militants des Comités de citoyens des quartiers populaires, ces symptômes de la crise économique dans laquelle le Québec s'engage se transformeront en occasions de poser des gestes révolutionnaires et de radicaliser la lutte du peuple québécois pour sa libération.

Alors que certains prétendent que les Québécois ne sont pas prêts à entreprendre une action radicale suivie, que les travailleurs n'accepteraient pas la grève générale, que les manifestations de masse sont impossibles, il serait vraiment absurde que les militants de l'avant-garde ne mettent pas tout en œuvre pour tirer vraiment profit de situations aussi favorables que celles qui s'annoncent. Douter du peuple dans de telles circonstances, c'est bien plus douter de soi. Si les étudiants français et plus particulièrement ceux qu'on a appelés les «enragés», avaient fait un sondage pour savoir s'ils auraient l'appui des travailleurs avant d'occuper la Sorbonne, il n'y aurait pas eu «les événements de mai», que personne, même les plus savants marxistes, n'avait prévus.

Il est toujours facile de discuter indéfiniment de stratégie, de tactique, de l'opportunité de tel ou tel type d'action à tel ou tel moment, et on ne s'en prive généralement pas, pas assez

en tout cas. Car il est possible de trouver des failles, des inconvénients et des risques à tout projet d'action. Le péché capital des militants à l'heure actuelle, je dirais que c'est l'analyse *désordonnée* de leur action présente et future. On se tue à l'analyse et on ne fait que cela. On a beau jeu après de dire que le peuple n'est pas prêt!

On peut et on doit dire qu'à l'heure actuelle le mouvement révolutionnaire ne doit éliminer *aucun* type d'action, depuis le travail purement théorique jusqu'à l'action directe. Je crois savoir que le choix des moyens est une question qui préoccupe beaucoup les militants à l'heure actuelle et qui risque même de les diviser. Les plus modérés croient pouvoir fonder leur argumentation sur les deux points suivants: d'une part, le peuple n'est pas prêt à appuyer des mouvements d'action directe et, d'autre part, les forces policières disposent de moyens de répression trop puissants relativement au degré d'organisation actuel du mouvement révolutionnaire québécois.

Si les «événements de mai» à Paris prouvent quelque chose, c'est bien les erreurs monumentales qu'on peut faire quand il s'agit d'apprécier la qualité, le développement de l'esprit révolutionnaire d'un peuple. *L'action seule*, et l'action la plus audacieuse, permet à cet esprit, à cette conscience de classe de se manifester. Il ne fait pas de doute pour moi que les classes laborieuses québécoises sont beaucoup plus révolutionnaires qu'on ne le croit souvent chez les militants de la gauche. C'est par la multiplication des actions les plus diverses que le mouvement révolutionnaire québécois découvrira celles qui correspondent le mieux à la conscience populaire québécoise et non pas en se cantonnant dans des activités théoriques pures, qui ne permettent jamais de toute façon que d'apprécier *après coup* la portée révolutionnaire de tel événement ou de telle action. Faire la révolution ne peut évidemment pas se résumer à en faire l'histoire!

Il ne faudrait pas nous imaginer, par ailleurs, que le mouvement révolutionnaire disposera un jour de moyens, aux plans technique, militaire, des communications ou de l'organisation, supérieurs à ceux des forces de l'ordre et de la répression; cela ne nous arrivera pas! Mais justement une des «spécialités tactiques» les plus efficaces des révolutionnaires

consiste partout à détraquer les «gadgets» de l'ennemi ou à s'en servir à leur avantage. Avec un peu d'imagination, par exemple, on pourra trouver 10, 25 ou 100 façons d'empêcher toutes communications policières, à l'échelle d'une ville ou de tout le Québec. Et c'est encore dans l'action que l'imagination de ces moyens viendra le plus facilement.

Des formes d'action existent, nombreuses, qui peuvent paralyser totalement une société industrialisée comme le Québec et contre lesquelles les forces de la répression ne peuvent rien; c'est dans cette voie qu'il faut s'orienter. On voit mal, en effet, les policiers de la RCMP [GRC] prendre en charge l'enseignement dans les écoles secondaires ou les CÉGEPs; on voit mal les agents de la SQ se faire ouvriers métallurgistes ou du bâtiment, chauffeurs de taxi ou débardeurs! Les travailleurs dans leur ensemble seront toujours plus forts que toutes les forces policières et militaires qu'on pourrait lancer contre eux parce que leur travail justement est *essentiel* au fonctionnement de la société.

Cette force des travailleurs solidaires, il dépend, pour une bonne part, de l'action des révolutionnaires québécois pour qu'elle se manifeste toujours davantage. Nous avons des obligations envers le peuple québécois, et des obligations de la plus haute signification, qu'on pourrait résumer ainsi: transformer en un véritable mouvement révolutionnaire toutes ces manifestations de contestation et d'agitation sociale que nous connaissons depuis quelques années.

Cette responsabilité, à la fois énorme et enthousiasmante, nous ne sommes pas seuls à l'assumer. Déjà plusieurs groupes existent et de nouveau apparaîtront encore, qui la partageront avec nous. Les tâches nécessaires à la révolution sont diverses et il est, pour ainsi dire, normal que des organisations plus ou moins «spécialisées» se créent. Si toutes les organisations existantes veulent bien accepter cet état de fait, la division du mouvement révolutionnaire québécois demeurera toujours superficielle et sans effets négatifs importants. Et, le moment des affrontements définitifs venu, toutes ces organisations accepteront de collaborer au sein du véritable Front de libération nationale québécois. La révolution a suffisamment d'ennemis au Québec pour que nous évitions de fendre les cheveux en quatre pour lui en fabriquer de nouveaux.

VIVE LE QUÉBEC LIBRE!
VIVE LA RÉVOLUTION!
NOUS VAINCRONS!

CHARLES GAGNON
Front de libération du Québec

Stratégie révolutionnaire et rôle de l'avant-garde

Inévitablement les révolutionnaires du Québec en arriveront à se regrouper dans un seul mouvement, sans pour autant perdre leur personnalité propre. Qu'ils militent aujourd'hui au sein du FLP, du FLQ, des comités de citoyens, des syndicats, du MLT, du MIS, du comité Vallières-Gagnon, etc., ils participent tous d'une même stratégie. Stratégie, voilà lancé le grand mot à la fois prestigieux et magique!

Il n'y a pas cinquante stratégies. Il n'y en a que deux: la stratégie électoraliste et la stratégie révolutionnaire. Tous les mouvements mentionnés écartent au départ l'électoralisme. C'est donc dire qu'ils ont opté pour un renversement révolutionnaire de l'ordre établi. L'objectif stratégique est clair pour tous: c'est la destruction de la société capitaliste et la construction d'une société égalitaire, juste et libre, fondée sur la pratique collective de l'autogestion à tous les niveaux (économique, administratif, scolaire, culturel). Ici, au Québec, la lutte pour le renversement du capitalisme est inséparablement liée à la lutte pour l'indépendance nationale. L'une ne va d'ailleurs pas sans l'autre. Ni l'indépendance ni le socialisme ne peuvent se conquérir par la voie électorale. Bien sûr, il est entendu ici par indépendance autre chose qu'une souveraineté de papier comme celle que nous promet René Lévesque, appuyé en cela par la petite bourgeoisie parasitaire du Québec qui n'aspire qu'à gérer, à la place des Anglais, les intérêts de

l'impérialisme américain au Québec. L'indépendance véritable est inséparable de la révolution globale et sa conquête exigera toujours et partout une guerre à finir contre l'impérialisme, comme au Vietnam ou au Guatemala, tant que mondialement les peuples opprimés ne se seront pas ligüés pour vaincre une fois pour toutes l'impérialisme, ou plutôt les impérialismes, quelles que soient leurs couleurs et leurs idéologies. L'indépendance, pour nous, est inséparablement liée à la réalisation, par les masses, de l'autogestion. Il ne s'agit pas, en effet, de faire la révolution et l'indépendance pour mettre au pouvoir une caste de nouveaux messies que le peuple n'aurait qu'à suivre aveuglément, dans l'euphorie d'une victoire spectaculaire sur l'ancienne classe dirigeante. Il s'agit, à travers la lutte pour l'indépendance et la destruction du capitalisme, de fournir aux masses exploitées les moyens et l'occasion de gérer elles-mêmes leurs affaires et de se passer de tuteurs. L'autogestion des usines, des universités, des services publics, etc., beaucoup plus que le renversement de telle ou telle dictature gouvernementale, constitue le *fait révolutionnaire* fondamental en dehors duquel toute révolution n'est, en fin de compte, qu'une fumisterie, si l'on se place du point de vue des exploités et non pas de certains professionnels de la révolution par procuration. Ça ne vaut pas la peine de mobiliser les masses et de les armer, si c'est pour en fin de compte leur imposer notre dictature éclairée, improprement et odieusement qualifiée de «dictature du prolétariat». Sachons profiter des leçons de l'histoire, depuis la révolution russe de 1917, pour travailler à une authentique révolution en organisant *la base* pour qu'à travers l'action révolutionnaire elle-même, elle apprenne à ne compter que sur sa force, son génie et sa créativité.

L'objectif donc est de fournir aux masses les moyens (techniques et idéologiques) ainsi que l'occasion de leur propre libération. Cet objectif ne peut être atteint instantanément, et c'est dans une *guerre de longue durée* que nous sommes d'emblée engagés.

Cette guerre comporte trois grandes étapes stratégiques. La première étape est celle de la *radicalisation de l'agitation sociale spontanée*, sa politisation et son organisation, afin de hisser la violence créatrice des masses au niveau d'une cons-

science de classe lucide, organisée et efficace, et afin également que cette violence, qui est une réponse spontanée des exploités à la violence organisée et légalisée des exploiters, trouve une issue favorable aux intérêts économiques, sociaux et culturels de la majorité.. Depuis 1963, depuis l'explosion des premières bombes du FLQ, nous nous trouvons dans cette première étape de la lutte révolutionnaire qui se poursuivra jusqu'à ce que l'agitation se généralise et culmine dans une crise économique, politique et sociale générale. Nous approchons de cette crise à grands pas, surtout depuis les six derniers mois.

Cette première étape de la lutte est *essentiellement politique*. Et les attentats à la bombe qui la caractérisent, autant que les manifestations, les grèves et les occupations sporadiques, ne font pas partie d'une action militaire contre le système mais d'une action politique. La phase proprement militaire de la lutte viendra plus tard, lorsque les masses seront prêtes à se soulever. Bien entendu, la guérilla urbaine peut se développer dès cette première étape de la lutte, mais elle n'aura jamais l'ampleur d'une guerre du peuple tant que celui-ci ne descendra pas, armé, dans la rue. Or, pour en arriver là, il faut simultanément, *sur plusieurs fronts*, une foule de combats partiels qui peu à peu sensibilisent les masses à *l'ennemi commun* et lui fournissent les raisons et les moyens de se soulever en bloc contre le capitalisme, le colonialisme et l'impérialisme.

C'est ce genre de combat que livrent quotidiennement, et chacun selon ses moyens, le FLP, le MIS, le FLQ, etc. Cette action multiforme, qui poursuit partout les mêmes objectifs, est dominée par la propagande, l'agitation, la formation idéologique des militants et l'organisation progressive, à la base, de noyaux de citoyens, de comités syndicaux d'action politique, de comités de grève, de cellules FLQ clandestines et armées, etc.

Les progrès de la lutte et de la politisation des masses se mesurent au rythme de la multiplication des cellules *actives* à la base. Au début, ce rythme est extrêmement lent, mais il s'accélère à mesure que se radicalise le mécontentement des masses et que se multiplient les conflits sociaux provoqués par l'incapacité du système à résoudre les contradictions et les antagonismes qu'il engendre.

Arrive un moment où, la colère étant généralisée, l'organisation des exploités sur une vaste échelle devient possible et s'impose de fait. C'est alors qu'on aborde la *deuxième étape de la lutte*. Étape cruciale, car de la façon dont on organise le peuple dépendra l'issue de la révolution elle-même. Si nous voulons atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, nous devons organiser les masses en comités locaux ou «professionnels» de libération: comités de quartier, d'usine, d'école, etc., eux-mêmes divisés en cellules et regroupés sous forme de fédérations régionales ou de métiers. Dans les usines, les universités et les cégeps, cette organisation peut se faire à partir des syndicats, à condition que ceux-ci deviennent vraiment révolutionnaires. Dans les quartiers et les villes, les comités de citoyens peuvent servir de bases à la création de véritables comités populaires de libération, à condition eux aussi de devenir des organisations vraiment révolutionnaires et d'abandonner toute forme de corporatisme.

Le rôle des organisations politiques, comme le FLP et FLQ, n'est pas de se substituer aux syndicats et aux comités de citoyens mais de leur fournir les instruments politiques, idéologiques, dont ils ont besoin non seulement pour affronter l'ordre bourgeois mais avant tout pour le détruire. Il serait ridicule et dommageable d'alimenter une concurrence entre les mouvements politiques, les comités de citoyens et les syndicats, bien qu'il soit *absolument nécessaire* que des groupements comme le FLP et le FLQ fassent la critique du syndicalisme traditionnel et du corporatisme, afin d'amener les syndiqués et l'ensemble des citoyens à abandonner les luttes économiques partielles, toujours précaires, et toujours à recommencer, au profit de la lutte globale et révolutionnaire.

L'organisation des exploités doit s'effectuer, le moment venu, directement en vue d'une insurrection populaire, caractérisée par l'occupation *armée* des usines, des universités, des écoles, des services publics et du territoire national.

Quand l'autogestion armée sera amorcée, un long chemin aura été parcouru. Mais un chemin peut-être encore plus long restera à parcourir, car la bourgeoisie locale et l'impérialisme n'assisteront pas passivement à leur dépossession. Alors commencera la phase la plus dure de la lutte, celle de l'affrontement armé entre le peuple et ses ennemis, *troisième étape*

stratégique qui sera, cette fois, inséparablement politique et militaire, comme au Viêt-nam. Jusque-là, bien sûr, la violence n'aura pas manqué de part et d'autre, et il y aura eu bien des 24 juin. La répression se sera perfectionnée. Mais les forces révolutionnaires auront, à même la lutte quotidienne, fait leur apprentissage. Comme des poissons dans l'eau, elles auront réveillé, puis organisé, les exploités là où ils se trouvent, elles les auront armés techniquement et idéologiquement, elles leur auront indiqué le chemin à suivre pour secouer le joug définitivement, elles auront hissé leur violence spontanée au niveau d'une conscience de classe organisée.

On voit donc que pour franchir ces trois étapes — radicalisation de l'agitation sociale, organisation des masses, insurrection populaire doublée de l'occupation armée des moyens de production, des services publics et du territoire national —, *il faut une avant-garde*. La libération des masses ne peut se faire ni durer par la seule force de la spontanéité. On a vu, lors du mouvement révolutionnaire de mai et juin 1968, en France, que spontanément les masses revendiquent l'autogestion. Le même phénomène s'était manifesté en France en 1848 et 1871, en Russie en 1905 et 1917, en Italie en 1919, en Espagne en 1936. Car l'autogestion est l'aspiration naturelle de tout homme qui refuse d'être l'esclave d'un autre homme ou d'un ordinateur électronique. Mais si, d'un mouvement spontané, les masses peuvent, à la faveur d'une crise majeure, occuper les usines et les services publics, elles ne peuvent les défendre bien longtemps militairement ni même les administrer efficacement si leurs revendications viscérales et fondamentales ne sont pas hissées au niveau de la conscience et de l'organisation. Le rôle de l'avant-garde n'est pas de se substituer aux masses ou de leur imposer d'en haut une planification autoritaire, mais de les aider à se hisser au niveau de conscience de l'organisation qui leur permettra d'abord de résister aux assauts de la bourgeoisie mondiale et ensuite de vaincre définitivement cette bourgeoisie, militairement, économiquement et politiquement, pour enfin jeter les bases d'une société nouvelle, égalitaire et la plus humaine possible, en coopération avec les autres peuples libérés, puisqu'il est bien évident qu'aucune révolution isolée n'a de chances d'être victorieuse à long terme.

L'avant-garde révolutionnaire, si son objectif est réellement de travailler à ce que le peuple se libère par ses propres moyens et *à la base*, ne doit pas s'ériger en un Parti (avec un P majuscule) qui serait le détenteur exclusif de la Vérité et de la Science, l'arbitre privilégié entre le Bien et le Mal, à la fois tuteur et gendarme des «non-instruits». L'avant-garde ne doit pas être monolithique ni dogmatique. Plus consciente (au départ, du moins) que la majorité aliénée, fourbue, écœurée..., elle devrait normalement, pour être conséquente avec elle-même, être humble et ouverte. Car être conscients réellement de ce que nous sommes n'implique-t-il pas la certitude qu'il n'y a pas de Vérité intangible mais seulement des vérités relatives dans un monde imparfait et précaire?

Nous ne sommes ni les juges ni les guides de nos frères, mais des serviteurs de la révolution que seul le peuple — et non pas nous — peut accomplir. Certes, nous pouvons faire une révolution par procuration en qualifiant de révolution prolétarienne un coup d'État. Mais alors nous mentons effrontément à nos frères, quand nous disons ne travailler qu'à la libération *totale* des hommes. L'engagement révolutionnaire n'a rien à voir avec la soif du pouvoir ou une quelconque vocation au «gouvernement».

Le hasard ou l'histoire a fait que nous sommes devenus des révolutionnaires, après avoir été des révoltés et des écœurés, comme la plupart des habitants de la planète. Quand nous sommes devenus des révolutionnaires, nous avons fait un choix: celui de *libérer l'homme* et de *changer la vie*. Si quelqu'un a fait un autre choix que celui-là, s'il a choisi par exemple de se servir de la révolution pour se hisser au pouvoir et imposer ses lumières (ou ses phobies) à des masses qu'il souhaite mystifiées et dociles, ce n'est pas un révolutionnaire mais un imposteur.

Ceci dit, quelles devraient être les tâches principales d'un mouvement révolutionnaire? Nous pouvons en dénombrer trois primordiales:

1. D'abord et principalement *l'organisation d'un authentique pouvoir populaire* (ouvrier, étudiant, rural) à la base, par la création de cellules conscientes et agissantes. Ces cellules doivent être groupées dans le cadre d'un quartier ou d'une ville, d'une paroisse ou d'un village, ou encore par secteurs à l'in-

térieur d'un syndicat. La coordination des activités de ces cellules doit s'effectuer au *niveau régional* et national, en prenant bien soin de développer au maximum le *pouvoir régional*, tout en évitant les rivalités inter-régionales et les tentatives d'isolement. Il est très important que les révolutionnaires de chaque région s'autodéterminent le plus possible et constituent une avant-garde militante dont l'action colle étroitement aux problèmes des citoyens. Pour que l'avant-garde soit comme un poisson dans l'eau, il faut qu'elle agisse dans une étroite complicité avec le milieu naturel qui est celui de la région. Elle doit de plus, s'insérer dans la vie de chaque quartier, ville, village ou paroisse afin d'agir sur les camarades là où ils sont, travaillent, s'amuse, étudient, bâtissent leur existence.

Bien entendu, l'action au plan régional n'annule aucunement l'action au plan national, pas plus que l'action au plan du quartier n'annule celui au plan de la ville ou de la région. L'important est d'organiser le pouvoir populaire et l'action révolutionnaire de bas en haut de manière non autoritaire, il faut qu'elle émane d'initiatives conscientes de la base, coordonnées certes au sommet mais non pas imposées du sommet sans discussion.

Il n'est pas facile de concilier efficacité et autogestion dans la pratique révolutionnaire, mais il est illusoire de penser que nous pourrions construire collectivement une démocratie directe et populaire, *après* le renversement de la bourgeoisie, si pendant la lutte nous ne sommes pas capables d'inventer des formes d'organisation qui contiennent déjà, bien qu'imparfaitement, les formes futures d'organisation de la société libre et égalitaire que nous souhaitons.

Pour arriver à cela nous devons nous débarrasser de la mauvaise habitude qui consiste à vouloir puiser à tout prix chez Marx, chez Lénine, chez Mao Tsé-Toung, ou chez Castro, des modèles tout cuits d'organisations révolutionnaires. Nous devons comprendre que les grands théoriciens révolutionnaires n'ont développé des projets concrets que pour leurs propres troupes, avec lesquelles ils sont allés au combat, sur un terrain qui était le leur. À nous, ces théoriciens de la révolution offrent moins des modèles que des *méthodes*, pour en

développer de nouveaux, adaptés à notre réalité nationale. Nous sommes acculés à créer.

2. *La formation idéologique*, morale et technique des militants est aussi une tâche fondamentale. Car un pouvoir populaire ne peut devenir une réalité vivante et créatrice que s'il est fondé sur une conscience claire des intérêts de la majorité. Aujourd'hui, une conscience claire de ces intérêts exige plus que de l'intuition et de la générosité. Il faut acquérir une foule de connaissances et assimiler une foule de techniques, car pour se libérer de l'esclavage il faut se libérer de l'ignorance. À quoi servirait-il d'occuper les usines et les universités, si nous ne savons trop quoi en faire, comment les transformer et dans quel but?

Il faut donc que les militants se mettent à l'étude et fassent de cette étude un élément essentiel de leur combat.

Il est extrêmement regrettable qu'actuellement aucune revue n'existe pour fournir aux militants les instruments intellectuels dont ils ont absolument besoin pour analyser la réalité dans laquelle ils vivent et qu'ils veulent transformer radicalement. Présentement, les militants québécois sont sous-alimentés au plan de l'esprit et il est urgent de combler cette lacune. Pourquoi le FLP, le MIS, le MLT, le FLQ, le comité Vallières-Gagnon, etc., ne s'uniraient-ils pas pour publier des cahiers communs (polycopiés)? De tels cahiers pourraient servir d'outils de formation et de discussion aux militants à qui, de plus, ils rappelleraient périodiquement les objectifs fondamentaux du combat qu'ils livrent quotidiennement à l'usine, à l'école, dans les quartiers, un peu partout... Nous ne devons pas compter sur les petits bourgeois progressistes pour pondre une revue révolutionnaire. Nous devons assumer cette tâche-là nous-mêmes.

3. Au plan de l'action: dans l'immédiat, il faut *poursuivre et amplifier l'agitation, la propagande, la contestation permanente*, à tous les niveaux de la vie sociale, pour à la fois dévoiler, démasquer, démystifier et affaiblir toujours davantage les rouages du système qui emprisonne les travailleurs et les étudiants dans un esclavage étouffant. Un excellent travail a déjà été fait dans ce domaine, il s'agit de le continuer.

Cette action doit s'exercer à la fois contre le capitalisme, le colonialisme *canadian* et l'impérialisme américain. La lutte

contre le colonialisme d'Ottawa n'a pas encore été aussi vigoureuse qu'elle devrait l'être. Il faudrait maintenant attaquer les institutions fédérales avec au moins autant de force que Murray Hill et Lord.

Inévitablement, cette action débouche sur la violence et l'illégalité. Il est absolument normal que des révolutionnaires se retrouvent dans l'illégalité, puisque la légalité n'est que la justification juridique, imposée par la force, du «droit» des exploiters de dominer et d'exploiter 90 % de leurs semblables.

Il ne faut pas avoir peur de l'illégalité et profiter au maximum des contradictions de la démocratie bourgeoise qui *accorde* le droit de manifester tout en refusant celui de contester véritablement les structures en place. Le jour approche où l'*establishment* interdira toute manifestation. Et c'est absolument normal que cela arrive. Ce qui ne serait pas normal, ce serait que les organismes para-révolutionnaires ne se préparent pas en conséquence et ne prévoient pas tout de suite les mécanismes du passage inéluctable à la clandestinité et à des formes de lutte encore plus radicales...

L'attitude qu'il faut rejeter est celle qui consisterait à trembler et à plier devant la répression qui ne peut qu'augmenter dans la mesure où notre action menace concrètement les intérêts, les privilèges et la sécurité de ceux qui nous exploitent et qui s'engraissent de notre labeur quotidien. À l'escalade de la répression, nous ne devons pas opposer le silence ou l'amertume mais l'escalade de la violence révolutionnaire. D'autre part, si parfois certains replis stratégiques sont nécessaires pour éviter une défaite certaine dans un combat inégal, il faut toujours se rappeler que pour vaincre il faut prendre l'offensive et choisir *nous-mêmes* le terrain de la lutte pour l'imposer à nos adversaires. C'est pourquoi, s'il est important, voir essentiel, d'épuiser les formes de lutte qu'autorise la légalité (manifestations pacifiques, propagande, etc.), il est encore plus important et plus essentiel d'inventer de nouvelles formes de lutte qui nous donnent l'avantage de la surprise et nous permettent de déterminer nous-mêmes le terrain et le cadre de la lutte. Il importe que les révolutionnaires québécois se sachent engagés dans une lutte sans merci et qu'ils ne s'imaginent pas que l'ordre établi pourra les laisser tranquil-

lement travailler à la révolution, même s'ils ne posent pas de bombes.

Comme les partisans du Black Panther, ceux de tous les groupements dont nous avons parlé, doivent se préparer à la lutte armée, à la guérilla urbaine. Il ne faut pas se contenter d'en parler, il faut s'y préparer. Ce qui exige nécessairement que des règles de sécurité très strictes soient appliquées partout dans le mouvement. Par exemple, ne conserver aucune liste de membres au secrétariat; éviter les discussions au téléphone; décentraliser le mouvement de façon à disperser les centres de décision à travers le Québec et à ne pas risquer une décapitation mortelle en cas de coup dur, etc., etc. Mais il ne faut jamais perdre de vue que *décentralisation et coordination vont de pair*. Il ne s'agit pas de décentraliser pour décentraliser!

Mais alors, finirons-nous tous par nous intégrer au FLQ, sous la poussée des forces répressives? Il est difficile de prévoir qui s'intégrera à quoi et si nous nous fondrons tous, le temps venu en une espèce de FNL québécois. Chose certaine, nous ne pourrons encore longtemps nous battre en plein jour contre le capitalisme et l'impérialisme.

Pour l'ordre établi — et cela s'exprime dans la déclaration des gardes-chiourmes et dans les éditoriaux de la fouine à Renaude [Lapointe] — il n'y a pas de différence essentielle entre l'action du FLP, par exemple, et celle du FLQ. Pour les classes dirigeantes, l'une et l'autre constituent une même menace. Sauf qu'au départ il est plus difficile de dénoncer les actions légales ou para-légales d'un FLP que celles, carrément hors-la-loi, d'un FLQ. Mais à long terme le résultat est le même pour la bourgeoisie.

Il ne faut jamais cesser d'avoir cela présent à l'esprit. On ne peut être révolutionnaire et jouir en même temps de la sécurité que l'ordre établi n'accorde qu'aux partis politiques, aux syndicats et aux associations qui respectent intégralement les règles du jeu dictées par l'illusoire démocratie. Nous devons donc nous organiser en conséquence; notre développement et notre survie en dépendent.

Il est également très important que tous les groupements progressistes poursuivent le travail d'unification par la base qui s'effectue de plus en plus sur le terrain de l'action directe.

Mais cette unification ne permettra aux révolutionnaires québécois de franchir de nouvelles étapes et de progresser vers la victoire que si elle s'opère dans un esprit d'ouverture et de coopération, au profit d'aucune chapelle, fût-elle pure, immaculée et marxiste-léniniste!

Il faut enfin répondre ici à certaines critiques soulevées par l'action du FLQ, par les bombes. On a dit que les bombes ne répondaient à aucune nécessité stratégique et que, de plus, elles attireraient la répression et ne portaient aucun coup dur à l'économie.

Les bombes du FLQ répondent à la même étape stratégique que les manifestations du MLP et du FLP. Elles ont pour but de radicaliser l'agitation sociale et de favoriser le développement d'une conscience de classe agissante chez les exploités. Leur contenu (pour le moment) est *politique* bien plus qu'*explosif*. Elles ne tendent pas à ébranler directement les bases économiques du système, mais à radicaliser les conflits engendrés par les contradictions du système lui-même. Et cela jusqu'au point de non-retour, jusqu'au point de rupture, jusqu'à l'affrontement décisif. Les assauts déterminants contre les bases économiques du régime viendront à une étape ultérieure de la lutte.

Les bombes n'attirent pas plus la répression que les manifestations *dures* que nous connaissons depuis quelque temps (enfin!). La veille du 24 juin, aucune bombe n'a sauté, et la répression n'a pas manqué. Les bombes ne seraient-elles pas, au contraire, la seule riposte adéquate à la répression dont sont quotidiennement victimes les travailleurs, les étudiants et les indépendantistes?

Ce ne sont pas les bombes qui créent la répression mais la répression qui rend les bombes — prélude à la guérilla urbaine et à la lutte armée — nécessaires. Et la répression, ce n'est pas seulement la matraque ou la prison. C'est depuis des siècles que durent l'exploitation du travail humain, la dictature politique et économique de la bourgeoisie, l'aliénation culturelle, etc.

Ceux qui dénoncent les «terroristes» font le jeu de la répression.

Il y a tant à dénoncer dans le système, tant à contester, tant à *détruire*, sans gaspiller ses énergies à faire du FLQ un

bouc émissaire commode pour tout le monde. On ne doit pas oublier que ce sont *tous* les révolutionnaires québécois qui, par leur action et leur détermination, ont suscité le FLQ. Et celui-ci durera tant qu'il y aura au Québec des révolutionnaires décidés à vaincre.

NOUS VAINCRONS!

FLQ

Pour un front commun multinational de libération

Les luttes de libération dans le monde sont inséparables les unes des autres. Il ne suffit pas de promouvoir dans son propre pays la révolution, il faut soutenir cette *même* révolution partout où elle se développe, et la susciter partout où elle n'existe encore qu'à l'état de possibilité objective. Car le front de la lutte révolutionnaire ne se limite pas aux frontières géographiques de chaque «patrie», mais s'étend au monde entier dominé par le super-impérialisme américain *conjointement* avec les impérialismes moins puissants qui lui sont économiquement, militairement et politiquement intégrés (Europe dite de l'Ouest, Japon, Israël, Canada anglais) et *conjointement aussi*, du moins en ce qui concerne la répression des mouvements révolutionnaires, avec le néo-impérialisme soviétique, qui, non content de s'être annexé militairement, politiquement et économiquement l'Europe dite de l'Est, vise à remplacer les anciens impérialismes qui pillèrent pendant des siècles l'Asie, l'Afrique, le Proche et le Moyen-Orient, et ose même concurrencer l'impérialisme américain en Amérique latine sans chercher pour autant à renverser les structures capitalistes et colonialistes édifiées dans ces pays par les Américains (à la suite des Espagnols, des Portugais, des Britanniques, des Français, des Allemands et des Hollandais), mais en recherchant seulement l'intégration de ces territoires à son propre empire.

Dans certains pays, la concurrence impérialiste URSS-USA se situe apparemment au seul plan économique... et

social. Mais, rapidement les armes suivent les crédits et les échanges de diplomates, et les «Grands» ne cessent un peu partout dans le monde de s'affronter militairement par peuples-prolétaires interposés, lesquels, dans ce déferlement infernal de matériel militaire, de bombes et d'argent, cherchent *la libération pour eux-mêmes* et non la victoire d'un impérialisme sur un autre.

Aujourd'hui, plus encore peut-être que le Viêt-nam, la Palestine se trouve au cœur de la concurrence inter-impérialiste des pays qui se sont enrichis à même le pillage et l'esclavage forcés des pays dits du «tiers monde», cet immense bidonville multinational qui couvre les trois quarts de la planète et dont fait partie aussi le Québec. Les grandes victimes du «conflit du Moyen-Orient», né du pétrole, ce ne sont pas les oligarchies qui imposent leur dictature sur «la nation arabe» mais les peuples que ces oligarchies oppriment tout en les entraînant dans une illusoire «guerre sainte» contre Israël. Parmi ces peuples, le plus menacé *à la fois* par l'impérialisme des Américains, des Russes, des Britanniques et des Français; par le sionisme israélien téléguidé de et armé par Washington; par les oligarchies arabes de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, de la Jordanie, etc; le plus menacé des peuples arabes et aussi le plus résolument combatif, est le peuple de Palestine, qui n'est gouverné par aucune oligarchie ni aucun messie du genre Nasser; qui a été dépossédé complètement de sa patrie par le sionisme (avec l'appui concerté, au début, des États-Unis, de l'URSS, de la France et de la Grande-Bretagne, et avec la bénédiction toute «morale» de l'ONU); qui a été, par la suite, dispersé dans des camps infects au sein des «pays frères» avoisinants; qui est vite devenu, avec la complicité même de ceux qui aujourd'hui prétendent vouloir le libérer, un peuple de parias que l'on croyait destiné à la disparition par assimilation ou inanition; qui, alors qu'on le croyait définitivement voué à mourir par une autre de ces curieuses fatalités de l'histoire, s'est soudainement ressaisi pour mettre sur pied le plus formidable mouvement de résistance qui existe au Moyen-Orient et engager contre l'impérialisme (sous toutes ses formes) et son allié, le sionisme, la première guerre de libération nationale (au sens maoïste du terme) à se développer dans la «famille arabe».

Le but de la résistance palestinienne n'est pas, en effet, de jeter Israël à la mer ou de vendre le pétrole aux Russes plutôt qu'aux Américains, mais de créer en Palestine une société égalitaire et non-discriminatoire, une société véritablement humaine. L'idéal de l'OLP n'est pas une indépendance formelle pour la Palestine occupée, mais une révolution globale qui ferait de la Palestine une société sans classes, sans exploiters ni exploités — une société d'hommes libres, fiers, égaux... et sans oligarchie. Pas une petite Égypte, soumise à une minorité de profiteurs, mais une vraie terre de liberté pour *tous* les Palestiniens, quels qu'ils soient. Voilà pourquoi entre autres, Américains et Russes s'entendent pour voir là l'«influence chinoise» comme au Viêt-nam, comme en Corée du Nord, comme au Congo-Brazzaville, comme au sein des guérillas latino-américaines, comme au sein, enfin, du Front de libération du Québec.

L'idéal de la résistance palestinienne est identique à celui de la résistance québécoise, surgit elle aussi au cœur d'un peuple que l'histoire avait semblé vouer à la mort lente, à la suite de la conquête anglaise de 1760. Mais notre révolution est loin d'avoir atteint l'état d'organisation qui est présentement celui de la révolution de Palestine. Nous sommes handicapés par la jeunesse de notre mouvement de résistance et par les illusions électoralistes qu'entretient le Parti québécois au sein de larges secteurs de la population québécoise. Malgré cela, la radicalisation des conflits sociaux et le développement de la conscience de classe de plus en plus agissante qui en est résultée, offre aux Québécois pour la première fois de leur histoire l'occasion de s'organiser collectivement pour une guerre de libération populaire.

L'agitation sociale actuelle doit déboucher sur l'organisation d'un vaste mouvement révolutionnaire (dont le FLQ n'est que l'embryon) sous peine de servir les intérêts de la nouvelle bourgeoisie québécoise, inféodée elle aussi, tout comme l'*establishment* anglo-saxon qu'elle donne l'illusion de combattre, aux intérêts économiques, politiques, militaires et culturels des milliardaires, des militaires et des technocrates américains.

Nous devons nous solidariser avec la résistance palestinienne, non pour nous donner bonne conscience, mais pour

suivre son exemple et ainsi ouvrir un nouveau front, un nouveau «Viêt-nam», contre les ennemis communs de tous les peuples dominés du globe: l'impérialisme, le colonialisme et le capitalisme, inséparables l'un de l'autre.

L'heure est d'ailleurs venue pour les révolutionnaires de tous les pays colonisés, y compris le Québec, de substituer le plus rapidement possible aux fronts communs bilatéraux (Québec — Palestine, Québec — Viêt-nam, etc.) un *authentique front commun multinational de libération*. Pour nous, Québécois, cela implique d'abord que nous fassions la preuve, aux yeux du monde, comme le peuple palestinien a réussi à le faire, que notre anti-impérialisme est autre chose que de la théorie, que notre détermination est assez grande et lucide pour créer ici, à partir de nos conditions de vie à nous et des rapports sociaux qui caractérisent notre collectivité nationale, un autre Viêt-nam, une autre Palestine. Il nous faut empêcher par tous les moyens que ne se développe au Québec le mythe d'une indépendance nationale «tranquille», sans révolution. Car seule une révolution totale nous donnera l'indépendance, comme elle la donnera aux Palestiniens et aux Viêt-namiens.

L'indépendance pour le peuple, et non pour la bourgeoisie, se trouve au bout de la lutte armée, d'une guerre longue, sans pitié, pénible: comme en Palestine, au Viêt-nam, en Guinée «portugaise»... De plus, aucune révolution isolée ne peut survivre dans un monde dominé, comme maintenant, par les impérialismes américain et soviétique. Seule une révolution à l'échelle mondiale pourra garantir la survie et le progrès des révolutions nationales. Mais il est aussi vrai d'affirmer que cette révolution mondiale surgira des multiples révolutions nationales qui un peu partout se développent dans le monde. C'est pourquoi notre terrain de lutte est d'abord «la révolution québécoise», mais en même temps nous devons affirmer, *par des gestes concrets*, notre solidarité avec tous les peuples opprimés qui ont pris les armes pour se libérer, dont la Palestine et le Viêt-nam, à l'avant-garde de la lutte anti-impérialiste. Car nos victoires, comme nos revers, sont déterminés en partie par ceux des autres peuples en lutte, tout comme la réussite ou l'échec de la révolution que nous avons le devoir de *faire* au Québec conditionnera, pour le meilleur ou pour le pire, la lutte de libération de nos frères de Palestine, du Viêt-nam, de

Guinée dite «portugaise», du Guatemala, des ghettos noirs des USA, d'Acadie, etc. Nous sommes d'emblée «embarqués» dans une guerre aux dimensions planétaires.

Créer des fronts Québec — Palestine, Québec — Viêt-nam, etc., *au plan de l'action* — et non à celui, inefficace, des bonnes intentions —, ce serait faire l'apprentissage au plan pratique de la SOLIDARITÉ RÉVOLUTIONNAIRE. Cela constituerait un grand pas dans la bonne voie. Mais il faudrait aller beaucoup plus loin, au Québec et dans le reste du «tiers monde».

Les révolutionnaires du «tiers monde», de toutes façons, attendent de nous, qui nous disons leurs frères, que par notre propre lutte nous attaquions et détruisions les fantoches «canadian» et québécois qui se font chaque jour les complices de l'impérialisme et du sionisme pour écraser dans le sang leur droit à la liberté et à l'existence en tant que nation. C'est en somme en réalisant dans les faits notre propre libération collective que nous apporterons un appui à la cause des peuples opprimés et c'est en élevant notre lutte au même niveau que la leur que nous pourrions vraiment nous montrer solidaires, au sens fort du mot, de nos frères de Palestine, du Viêt-nam, du Cambodge, du Laos, de Thaïlande, des Philippines, d'Indonésie et de l'Inde; de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée; du Tchad et des Canaries; de nos frères noirs d'Afrique du Sud, de Rhodésie et des USA; de nos frères d'Uruguay, du Brésil, du Guatemala, de Bolivie et de Colombie; du pays basque et de l'Irlande; etc.

NOUS VAINCRONS

FLQ

Deuxième manifeste du FLQ (juin 1970)

I. Objectifs

1. Nous voulons répondre à la provocation que constitue l'ordre établi. Nous voulons répondre au chantage des hommes d'affaires qui croient pouvoir maintenir ce système politique et économique actuel en semant la peur du changement chez la population. Aux bombes du genre Royal Trust nous en opposons de véritables. Nous ne faisons que répondre à leur violence par une contre-violence. Nous nous défendons contre les attaques permanentes des forces anti-ouvrières et anti-québécoises que sont les syndicats financiers, les grandes compagnies, les chambres de commerce, et autres qui sont tous soutenus par le parti libéral de Trudeau-Bourassa.

2. Nous attaquons les organismes économiques qui utilisent des politiciens fantoches parlant français (style Trudeau-Bourassa-Drapeau) pour protéger leurs intérêts et avec lesquels le peuple croit périodiquement dialoguer dans une simili-démocratie électorale.

3. Nous combattons cette clique d'exploiteurs que constitue la grande bourgeoisie capitaliste dominée par des finan-

Le texte suivant est le deuxième de trois manifestes diffusés par le FLQ. Écrit quelques mois avant octobre 1970, il exposa les objectifs et quelques moyens d'actions, tout en lançant un appel à l'unité des forces progressistes du Québec. Il fut publié dans *Québec-Press*, le 23 juin 1970.

ciers anglo-américains et à laquelle collaborent quelques parvenus francophones.

4. Nous combattons toutes les formes d'exploitation dont la plus manifeste est la ségrégation linguistique: la nécessité de parler deux langues parce qu'on est québécois. Le patronat colonialiste en est le premier responsable.

5. Nous combattons toutes les formes de racisme, de discrimination ou de ségrégation. Nous sommes solidaires de toutes les luttes menées par les peuples victimes de l'impérialisme américain. Nous appuyons la lutte menée par les premiers exploités du continent: les Amérindiens.

Nous sommes solidaires des Noirs américains et des Portoricains qui combattent le capitalisme yankee.

6. Nous sommes avec tous les travailleurs immigrés au Québec et c'est avec eux que nous voulons combattre notre ennemi commun: le capitalisme anglo-américain. C'est avec tous les travailleurs que nous voulons mener à bien la lutte de libération nationale.

7. Solidaire des luttes syndicales, le FLQ souhaite que les travailleurs syndiqués se lancent plus vigoureusement dans le deuxième front. Il faut qu'au plus tôt les représentants des travailleurs remplacent les faux représentants du peuple au parlement. Lorsque le parti des travailleurs sera créé, le Front de libération québécois n'aura plus sa raison d'exister.

8. Le FLQ combat les grandes sociétés propriétaires des moyens d'information qui tentent de faire croire que le gouvernement actuel est au service de toute la société. Le gouvernement actuel ne peut être au service que de ceux qui l'ont financé. Nous combattons ces capitalistes qui monopolisent tous les grands moyens d'information du peuple québécois. C'est aux intellectuels libres de dénoncer ce monopole de l'information.

9. Le FLQ est solidaire de tous les mouvements québécois qui militent pour une véritable libération économique des

travailleurs québécois et travaillent à l'émancipation politique du Québec. Ce sera l'indépendance ou la destruction.

II. Moyens d'action

1. Pour combattre efficacement les forces réactionnaires qui travaillent contre le peuple québécois, il est urgent que nous formions un FRONT COMMUN de toutes les forces progressistes du Québec. Il faut mettre fin à notre isolement qui fait le jeu de *l'establishment*. C'est ensemble que nous devons continuer le combat: les ennemis de nos ennemis sont nos amis.

2. Ce FRONT COMMUN réunira les nombreux mouvements, comités, associations populaires qui militent actuellement en faveur d'une véritable démocratie, d'une véritable libération économique, d'une révolution culturelle ou ouvertement pour un Québec indépendant et socialiste.

3. Les leaders de tous ces mouvements, en coordination avec les comités politiques des syndicats, doivent se rencontrer pour établir ensemble un consensus de base, participer à la rédaction d'un Manifeste et élaborer une stratégie globale qui respectera le caractère particulier de chacun des mouvements.

4. Ce COMITÉ du Front commun qui réunira des délégués des différents mouvements, associations ou «groupuscules» devra ORIENTER l'action, la COORDONNER et MOBILISER; il pourra:

- Travailler à la diffusion de la documentation; fournir des analyses et de la propagande.
- Organiser des manifestations pacifiques dans le but de «politiser» le plus grand nombre.
- Se rapprocher des militants syndicaux et se mettre résolument au service des luttes ouvrières.
- Expliquer l'action politique du FLQ (ex: par des tracts, pétitions, formation d'un comité politique pour la défense des

prisonniers politiques, communiqués dans les journaux, exiger des journaux la lecture des communiqués du service-information du FLQ actuellement boycottés, dénoncer le monopole de l'information par des occupations et autres moyens; manifestations culturelles du genre «guérilla théâtre»; formation de militants, etc.).

Je suis né au Bic...

La cellule mesure bien 7 pieds par 5. C'est pour deux personnes, depuis qu'on a découvert qu'en superposant un deuxième grabat au premier on doublerait la capacité de l'établissement. On l'a fait. C'est petit un espace de 7 pieds par 5 pour deux personnes, s'il y a deux grabats, une toilette, et deux planches de 1 pied carré au mur, l'une servant de table, l'autre de chaise. New York, les *Tombs* (Manhattan House of Detention for Men), septembre 1966. Le FLQ vient de «mourir» une quatrième fois!

Une grande pièce à l'étage. Deux lits qui remplissent presque la chambre. Quatre frères qui dorment sur deux paillasses. On change la paille au moins une fois par année, l'hiver après le battage du grain. C'est bon dormir sur une paille propre et remplie de nouvelle paille. Ce soir-là on compare les mérites respectifs du matelas. (Il y en a deux dans la maison, dans la chambre de mes parents et dans celle des visiteurs, où personne ne couche!) Ça pique parce que la paille est encore raide, mais on fait vite son nid et ça sent plus frais.

L'enfance, pour un adulte, c'est un ensemble de souvenirs... qu'on choisit comme ça sans savoir les raisons, de telle façon que ceux qu'on choisit sont les seuls qui existent au moment où on les choisit. L'adolescence, pour un adulte, c'est aussi un ensemble de souvenirs, mais surtout peut-être une suite d'états d'esprit. De la joie, bien sûr, de la langueur, de l'espoir, de la solitude, de la révolte.

Une partie de ce texte, écrit par Charles Gagnon, a été publiée dans le magazine *Maclean*, en juillet 1970. L'autre partie a été refusée par l'éditeur.

Dans une cellule de 7 pieds par 5, où il y a deux lits, une toilette et deux planches au mur, et même quand vous avez un compagnon de cellule qui vous pile littéralement sur les pieds, parce que ni lui ni vous n'avez envie de rester couchés, il est encore possible de repasser vos souvenirs, de retourner dans le passé. Plus la cellule est petite, plus cela d'ailleurs devient important. Vivre autre chose que les murs, que la toilette, que les planches, que les grabats. Pouvoir «faire de la cellule», comme on dit à la prison de Bordeaux, c'est pouvoir en sortir par le souvenir ou par le rêve.

Je suis né au 3^e rang du Bic, Sainte-Cécile du Bic, en 1939. Hitler n'en a pas tenu compte dans l'élaboration de sa stratégie de la conquête de l'Europe. Mon père ne tint pas davantage compte de Hitler quand il fit son quatorzième enfant. Cela n'empêcha pas l'Armée canadienne de réquisitionner un de mes frères aînés pour faire la guerre à Hitler. Churchill venait d'entrer dans l'histoire, la Grande-Bretagne voulait demeurer grande.

Mon père était cultivateur et bûcheron. Ma mère était ménagère et cultivateur. *On n'était pas riches*; c'est comme ça qu'on dit les choses dans mon «pays». Mon «pays», c'est le Bic; le Bic, c'est à 180 milles au nord-est de Québec, sur la rive sud du Saint-Laurent, qui à cet endroit s'appelle la mer.

Je suis né à un mille et demie de la mer. La mer, c'est l'espace qui fait rêver, qui permet des rêves illimités. Du haut des collines du 3^e rang du Bic, on voyait le mer, l'infini au-delà des *terres de roches* et des bâtiments délabrés qu'on avait sous les yeux quotidiennement.

On n'était pas riches. Même si on avait de quoi manger tous les jours, les produits de la ferme. Même si on avait une place où coucher. On avait le sentiment d'être chez nous et qu'on pourrait y rester aussi longtemps qu'il faudrait. C'est-à-dire jusqu'au jour où on irait vivre ailleurs.

La tradition était bien établie dans ma famille qu'à dix-sept, dix-huit ou vingt et un ans au plus tard on quittait la maison familiale pour aller travailler, pour aller *gagner sa vie*, c'est-à-dire vendre sa force de travail en forêt comme bûcheron ou à la ville comme journalier. Je pense bien que mon

père n'était pas satisfait de la vie qu'il menait au Bic, de la vie qu'il était obligé de mener parce que sa «terre» était hypothéquée et qu'il avait fait beaucoup d'enfants. Mes frères non plus n'aimaient pas la terre. Ou plutôt, ils l'auraient aimée, mais elle ne faisait pas vivre son homme. Si mon père était bûcheron l'hiver, c'était peut-être un peu pour s'évader d'un univers étouffant, mais c'était aussi et surtout parce qu'il avait besoin d'argent.

Sortir de la merde, c'est le rêve de tout enfant pauvre. On en rêvait bien sûr au Bic dans les années 40 et 50. On était convaincu, on savait qu'on ne le ferait pas en restant au Bic: on partirait. À Montréal sans doute. Parce que les gens qui venaient de Montréal avaient une auto qui avait l'air de leur appartenir. Ils avaient aussi de l'argent pour acheter de la bière et ils portaient des vêtements «qui venaient du magasin» — c'était bien plus beau que nos bas tricotés à la main, que nos «culottes d'étoffe» faites à la maison, et tout le reste. Ils *devaient* être riches!

D'ailleurs, les catalogues des grands magasins, qui nous arrivaient aussi de Montréal, étaient remplis de belles choses. Des jouets magnifiques, des vêtements en tissus fins, des couleurs crues. C'était un émerveillement. Ces objets existaient quelque part, il se trouvait des gens qui en avaient. Les posséder, en posséder au moins quelques-uns, ce désir devenait parfois une obsession. J'entreprenais alors de convaincre ma mère que la prochaine «paye de beurrerie» rapporterait assez pour m'acheter un coupe-vent, un petit camion ou un bâton de hockey. J'avais rarement raison...

Quand je suis arrivé à Montréal en 1960, les gens de la ville avaient toujours l'air riche. J'habitais rue Decelles, près de l'Université. Dans Côte-des-Neiges, les gens ont l'air riche, en tout cas à l'aise, pour un paysan comme moi qui arrive tout droit de la campagne. Le jour où j'abandonnerai la littérature, le jour où je connaîtrai mieux comment me déplacer en autobus dans la grande ville, je sortirai de Côte-des-Neiges...

Quand je suis arrivé à Montréal en septembre 1960, c'était après avoir passé 8 ans au Séminaire de Rimouski. J'avais fait mon «cours classique», la voie royale des fils de pauvres qui veulent sortir de la dèche. Fils de cultivateur qui

avait des dettes à l'Office du Crédit agricole — une «patente à Duplessis», je pense bien — je côtoyais des fils d'avocats et de médecins. Comme eux, j'étais, puisqu'on me le disait, de l'élite de la jeunesse canadienne-française.

Au Séminaire, je ne connus plus les performances que j'avais accomplies à l'école N° 7 du 3^e rang du Bic, toute petite école où nous ne fûmes jamais plus de 18 ou 20 élèves, où sept hivers d'affilée j'ai gelé «comme une crotte» et où pendant sept ans, chaque mois, je fus premier de ma classe. En première année, on était trois, en 2^e on était 2... Mon père n'en était pas moins fier de moi et rien ne m'embarrassait plus que de le voir entreprendre d'éblouir les voisins, ses amis ou les «passants» avec mes succès scolaires. Comme tous les pères frustrés dans leur aspiration de réussite, de succès, il comptait sur ses fils et peut-être plus encore sur moi, le cadet, pour lui donner des motifs de fierté.

Car, je suis né dans une famille fière, une famille qui n'accepte pas les humiliations ni la défaite. Mon père aimait les beaux chevaux et il conservait leurs harnais toujours en bon état; il chaulait les bâtiments de la ferme régulièrement; il tenait à ce que rien ne traîne dans la cour ni dans les champs. Il n'avait que mépris pour le désordre et le laisser-aller de certains cultivateurs des environs. À 80 ans bientôt, il est toujours le même.

On peut donc être pauvre et être fier. Cela oblige à cacher des choses. S'il faut rapiécer un pantalon usé, la pièce devra être exactement du même tissu, de la même teinte et bien cousue. En général, mes «culottes d'étoffe» étaient bien rapiécées. Je cachais mes plaies et mes blessures. Puisqu'il y a des riches, aucune gloire à être pauvre!

Les pauvres qui sont aussi fiers sont sans doute les plus lents à connaître la révolte. Ils ne cultivent pas leur différence, ils la camouflent. Pour ne pas en souffrir trop, ils tâchent de la cacher aux autres et à eux-mêmes aussi, car la souffrance vient aussi d'en-dedans. C'est ainsi qu'on apprend à vivre ailleurs, à rêver. Bien sûr, les beaux vêtements, les belles autos, bien sûr, tout cela est beau, mais... Mais il y a autre chose. Les valeurs spirituelles, par exemple.

Quand j'eus 12 ans, mes parents, ma mère en tête, songèrent que je pourrais devenir prêtre. Moi, je voulais étudier;

la «terre de roches» de mon père, ça ne me disait rien. J'étais le 14^e enfant de mes parents, mon cousin venait d'être ordonné prêtre, mon frère plus âgé de 4 ans venait de quitter le Séminaire pour aller à l'École de Commerce, mon père qui avait perdu tout espoir d'avoir un fils qui prendrait la relève, devait vendre sa terre, il s'installerait à Rimouski, petite ville à 10 milles plus à l'est sur la rive du Saint-Laurent... Bref, j'irais au Séminaire. En septembre 1952, je m'inscrivais au Séminaire de Rimouski comme externe. Mon père avait vendu sa «terre»; il était devenu journalier à temps plein; il avait acheté une maison à Nazareth, paroisse ouvrière à l'entrée ouest de Rimouski, qui est née autour du moulin de la Compagnie Price Brothers, maintenant fermé par suite du développement économique récent de la région du Bas-Saint-Laurent!

À Nazareth, j'étais un «colon» qui arrive à la ville. Un «colon» à Rimouski, c'est un gars qui arrive des rangs, «en arrière», c'est-à-dire loin de la mer et surtout loin de la ville. J'étais un «colon» qui pendant 4 ans s'est promené en autobus de la maison au Séminaire habillé en bouffon (pour l'époque!), c'est-à-dire en redingote bleu marine et ceinturon vert; la casquette n'était plus obligatoire! Un «colon» habitant un quartier ouvrier et qui fréquentait des fils de médecins, d'avocats et de notaires. Un «colon» subitement introduit au sein de l'élite de la jeunesse canadienne-française, section du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie!

Comme certains de mes confrères, je devins membre de l'ACJC (Association catholique de la jeunesse canadienne-française), comme un tout petit nombre d'entre eux, je fus invité à faire partie de la «patente» (OJC, Ordre de Jacques-Cartier) et initié. Je sortais de la merde! Je devais être un jeune homme prometteur car, même si on me redoutait un peu, on me faisait assez confiance pour m'introduire au milieu de la «maffia nationaliste». On me redoutait, je crois, parce qu'on ne savait guère ce que je pensais, parce que je n'étais pas un «séminariste» tout à fait comme les autres. À partir de ma troisième année au Séminaire, je devins ce qu'on appelait alors «universitaire», c'est-à-dire que j'allais seulement aux cours,

je n'avais pas à rester au collège durant les heures d'études. Je n'étais pas un élève intégré au milieu étudiant, j'étais assez marginal.

L'ACJC et l'OJC me fournirent l'occasion de mes premiers contacts avec la pensée nationaliste. Mais pour moi, dès ce moment-là, le nationalisme représentait quelque chose d'incomplet. Je ne trouvais pas véritablement ce que je cherchais à militer dans ces mouvements. À la fin de ma première année de philosophie, j'avais pratiquement abandonné tout militantisme. J'assistai à deux réunions de la «patente»: on y parlait des minorités françaises hors du Québec et de l'élection de Jean Drapeau à la mairie de Montréal!

C'est sans aucun enthousiasme que je terminai mes études classiques en juin 1960, baccalauréat en poche et décidé à m'inscrire à la Faculté des Lettres l'année suivante. Un ami d'alors, que j'avais connu à l'ACJC, m'avait convaincu de faire mon journal, histoire de me retrouver, de sortir de ma «crise métaphysique». Je revois certaines pages où je m'interrogeais sur le sens de la vie, sur l'existence de la pauvreté dans le monde, sur les «petits Chinois» que j'avais «vendus» à l'école primaire pour, m'avait-on dit, leur payer le baptême. Je me demande parfois si je n'aurais pas payé le baptême d'un Garde Rouge!

La «grande noirceur», je l'ai vécue intérieurement. Au moment de la vivre, je ne l'ai pas vraiment identifiée comme contrainte extérieure. La conscience de la contrainte, de l'étouffement, de l'écrasement, ne peut venir que de la connaissance de formes d'existence plus libres, plus dégagées, plus épanouissantes. Dans mon «pays», nous ne connaissions pas d'autres formes de vie que la nôtre, sauf nos rêves. Les courants de pensée qui touchaient Montréal, venant de Paris ou de New York, et qui faisaient croire aux Montréalais qu'il se passait quelque chose partout excepté à Montréal, n'atteignaient pas Rimouski. Dans les années 50 en tout cas, Rimouski n'avait aucune vie intellectuelle, aucune activité politique, à tel point que personne ne semblait conscient que ça pouvait exister. J'ai vécu mon adolescence dans un grand vide, que j'ai dû peupler moi-même, seul ou à peu près; je n'eus qu'un

professeur pour me faire connaître deux auteurs à la mode à l'époque, Sartre et Camus. Je «venais de loin» quand j'arrivai à Montréal en septembre 1960!

C'est ma famille qui m'a le plus marqué. C'est par mes frères aînés qui travaillaient à l'extérieur une partie de l'année, que j'ai connu des idées, des attitudes, des comportements qui tranchaient assez avec les normes de mon milieu d'enfance. Autre biais par lequel je pouvais introduire l'imaginaire dans ma vie. Je rêvais moi aussi d'aller au loin, changer d'air, connaître le monde; je rêvais de vivre. Mon père devint très tôt pour moi la personnification de l'étroitesse d'esprit, de la réaction, de la mesquinerie. Même si confusément je l'ai toujours senti attiré par tout ce qui était nouveau, sensible lui aussi à ce qui se passait ailleurs, même s'il était plus critique que ma mère à l'endroit des institutions politiques et religieuses, il représentait pour moi ce qui peut se concevoir de plus réactionnaire. Il était de l'Union nationale, comme la plupart des Gagnon du Bic; il se laissa gagner à quelques reprises par des créditistes, mais jamais d'une façon durable. En période électorale, il lui arrivait d'obtenir un emploi de contremaître à la voirie pendant quatre ou cinq semaines. L'Union nationale était le parti des «petits» et des ruraux. C'est du gouvernement du Duplessis qu'il avait obtenu son prêt agricole. Il acceptait mal tout ce qui venait de la ville.

J'ai grandi à l'époque où le Québec devenait un pays industrialisé, à l'époque où la majorité des Québécois devenaient des ouvriers, des salariés. Il était inévitable que les ruraux se rebiffent: la ville offrait des produits de consommation nombreux, tentants, enviables, mais *inaccessibles*. Les ruraux étaient en majorité des fermiers installés dans un mode de vie absolument contraire à celui de la ville; ils consommaient ce qu'ils produisaient, le reste demeurant hors de leur portée. En fait, mon père souffrait de ne pouvoir s'offrir et offrir à sa famille ces biens qui devenaient courants à la ville et dont les journaux, la radio et les visiteurs de Montréal parlaient comme de choses normales, souhaitables. Il ne pouvait que se réfugier dans le refus... pour éviter d'avoir à constater quotidiennement sa pauvreté, son dénuement, son incapacité à suivre le rythme.

Mon père avait, je crois, la réputation d'être «critiqueux»,

«bougonneux». Il était avant tout très critique des institutions sociales et politiques. Il savait identifier très clairement les causes immédiates de sa situation. Il savait que les partis politiques étaient composés au sommet d'une bande de voleurs et de profiteurs; il savait que la plupart du temps l'Église avait partie liée avec les profiteurs. Il savait très bien qu'il était un «petit» exploité par les «gros». Les hommes fiers ont la révolte difficile; pour eux, la révolte a le caractère d'un aveu, un aveu de dépendance, d'impuissance. Mon père était un homme fier; il l'est demeuré. Et il garde le silence sur bien des choses. La marmite bout... sous le couvercle.

Ma révolte prit la forme du silence, que les autres assimilent souvent à de l'indifférence. Torturé moralement, incapable de faire le lien entre toutes les préoccupations qui m'assaillaient, depuis les problèmes de ma famille jusqu'à mes propres angoisses sur les sens de la vie et de la mort, en passant par les minorités françaises de l'Ouest canadien (je ne connaissais pas l'Ouest de Montréal) et les petits Chinois qui mouraient de faim, je cherchai refuge dans la littérature et la musique. Je me construisis mon monde, la lecture et le rêve, la musique et le rêve. J'allais me perdre dans l'imaginaire, en tentant de construire une barrière entre moi et le réel. Je répétais bêtement, stupidement, l'expérience de milliers de Québécois des générations antérieures.

Ma famille me sentait confusément en route vers quelque chose qui lui était étranger. Pour mon père en particulier, je faisais de plus en plus partie du groupe des «gens instruits» qu'il détestait, parce qu'il connaissait très bien leur tendance à profiter des «non-instruits». Ceux qui l'avaient le plus durement trompé, ceux qui avaient le plus vachement brisé ses espoirs et attaqué sa dignité d'homme n'étaient-ils pas des «gens instruits»? Les «gens instruits» n'avaient-ils pas un revenu bien supérieur au sien avec moins de travail, moins de sueur? Les «gens instruits», c'était des «gros»; lui, il était un «petit»...

Mes attitudes de jeune étudiant émancipé, mes comportements nouveaux, mon goût pour la lecture, mon costume toujours propre, tout me faisait ranger dans la catégorie des «gens instruits», des «gros». Je trahissais mon milieu. Mon père se réjouissait de mes succès scolaires, mais en même

temps il savait que mes succès scolaires m'éloignaient de lui. (Il faut savoir qu'aller au Séminaire en 1950, c'était vraiment exceptionnel pour un fils de cultivateur du Bas-Saint-Laurent.) Je devenais un étranger dans ma famille, un véritable étranger, celui dont on ne connaît ni les pensées ni les rêves. J'ai souffert de cette situation; j'étais partagé entre le monde de mon enfance, mon milieu d'origine, et l'illusion qu'on faisait briller à mes yeux de faire partie de «l'élite de la nation». C'est l'élite qui allait perdre un joueur!

Ennemi des demi-mesures, je devais vivre intensément dans les livres et la musique une fois que j'en eus découvert l'existence. À 16 ans, j'étais un adolescent très solitaire qui lisait des livres «pas de son âge» et écoutait de la grande musique. Ma mère protégeait ma solitude. J'étais le 14^e de ses enfants, le 10^e de ses fils, j'allais au Séminaire, je ferais sans doute un prêtre: ça valait bien quelques contrariétés...

Mais je ne communiquais pas plus avec ma mère qu'avec mon père. Mes frères et sœurs, surtout les plus jeunes, devinrent très tôt mes véritables amis, ceux à qui je confiais mes secrets... si cela devait arriver, et de plus en plus ceux dont j'écoutais les secrets. J'étais celui qui a la patience d'écouter, dont on n'attend rien d'autre en fait qu'une oreille attentive... On s'aimait bien. On avait parfois le sentiment de conspirer à l'insu de parents vieux jeu, qui ne comprenaient rien à nos problèmes.

Je n'eus guère d'amis véritables au Séminaire; tout au plus des copains, à quelques exceptions près. Je vivais trop loin du groupe, de ma classe pour en faire vraiment partie. J'allais au collège par devoir, beaucoup plus que par goût ou par intérêt. Non pas que je ne m'intéressais pas à l'étude, mais j'aimais étudier à ma façon. Je faisais ce qu'il fallait pour passer les examens; le reste du temps, je lisais des livres qui me plaisaient. Ce furent d'abord des biographies, puis l'histoire, qui m'occupèrent davantage. Vint ensuite la littérature et un peu de philosophie. Un cheminement très conditionné par le programme, mais que j'assumais, en ce sens que je ne me laissais pas imposer de lectures par les professeurs ni par le programme.

Le collège m'éloignait de mon milieu, de ma famille. Il m'empêchait d'être sur un pied d'égalité avec les fils d'ouvriers de mon âge. J'étais un étudiant, une «ménette». Je vivais dans les livres, je ne connaissais rien à la vie. Effectivement, j'ai cédé pour un temps à la tentation de l'élitisme; sans le savoir, progressivement je prenais conscience de «ma différence» et je ne lui voyais que des côtés positifs. L'aventure fut de courte durée. Par l'ACJC, par exemple, je fus ramené aux préoccupations sociales de la paroisse ouvrière où je vivais et du fait que j'appartenais à une section paroissiale et non à celle du Séminaire, je me trouvais parfois en opposition avec les idées et les projets mis de l'avant par les sections étudiantes.

Au cours de mes deux dernières années d'études à Rimouski, j'entrai dans une véritable période de mutation. J'étais littéralement écœuré du Séminaire, de ses cours, de ses curés et même parfois de ses étudiants. Je participai de plus en plus aux «parties» organisés par des jeunes de mon quartier; je me mis à «sortir». J'étais divisé. Je mettrai assez longtemps à refaire mon unité... Mais déjà j'avais décidé que je ne serais pas un «nouveau riche», un «parvenu», un petit-bourgeois qui n'a que mépris pour ce qu'il a déjà été et qui ne trouve rien de mieux que projeter son mépris de lui-même sur les autres. Je ne sortirais pas de la merde seul. J'en sortirais avec les autres ou bien j'y resterais.

En juin 1960, je m'embarquai sur le brise-glace *N.B. McLean*, un vieux bateau du gouvernement d'Ottawa qui passe l'été dans la Baie d'Hudson et se rend jusqu'à Resolute Bay, une base de l'Aviation canadienne, au nord-ouest de la Terre de Baffin. Ces trois mois en mer furent une expérience extraordinaire, à tel point qu'en septembre je ne voulais qu'une chose: trouver un emploi sur un pétrolier. J'échouai une semaine plus tard à la Faculté des Lettres de l'Université de Montréal... Je me demande parfois aujourd'hui comment j'ai pu passer trois ans dans ce milieu suprêmement artificiel, superficiel, ce milieu de «littéraires» déracinés. En 1960, la Faculté des Lettres de l'Université de Montréal, c'était déprimant!

Ce départ de Rimouski pour Montréal, qui revêtait tous les aspects du grand départ, de la coupure définitive, fut un

nouveau déchirement. Même si J'essayais de me convaincre que je quittais une petite ville de province, une petite ville extrêmement arriérée, bigote et sans avenir, mon cœur avait là des attaches que j'identifie mieux aujourd'hui. J'étais un paysan qui s'ignore en route vers l'illusion de la ville où tout est facile. Je répéterai la même expérience deux ans plus tard, en quittant, avec l'espoir que ce soit définitif, le Québec pour l'Europe. Il ne me fallut que 4 mois pour constater que même en Europe, je demeurais Québécois. Il m'aura fallu plus de temps, vivant à Côte-des-Neiges et Outremont, pour découvrir que j'avais conservé un cœur «d'habitant» (paysan) mal dégrossi.

Je quittais Rimouski tout nu. Mon baccalauréat me donnait la nausée. Dégoûté de Rimouski, du Séminaire et de ses prétentions, ne sachant plus trop qui j'étais ni ce que je voulais. Dégoûté de la vie, bref, je partais à l'Université parce que c'est «normal» d'aller à l'Université quand on a son BA, parce que j'en avais vraiment le goût. N'avais-je pas l'année précédente découvert des auteurs modernes, comme Camus et Sartre, qui semblaient regarder le monde à ma façon? J'en découvrirais d'autres sans doute... Et puis on verrait bien. On peut faire tellement de choses à la ville, y compris passer tout à fait inaperçu et se suicider... Ce geste définitif me tenta sur la voie de Rimouski à Québec. Valait mieux attendre.

L'adolescence, pour un adulte, c'est une suite de souvenirs, c'est un mélange d'états d'esprit. Parce que j'ai eu 16 ans en 1955, parce que mon père était cultivateur et bûcheron, parce que j'ai fait mon cours classique, parce que j'ai eu treize frères et sœurs tous plus âgés que moi, parce que je suis né au Bic non loin de la mer... j'ai le souvenir de la peur du lendemain, de la révolte contre la pauvreté, du mépris pour moi-même et pour les miens, de l'angoisse devant la vie, de l'espoir d'un monde meilleur, du désir de plus de justice, de l'incompréhension devant le monde et la vie, du découragement devant la vie et de l'envie de faire la vie, de la transformer, de la modeler.

À 20 ans, je ne savais pas encore ce que je ferais, ni même

si je ferais quelque chose. Aujourd'hui, je sais que la vie est là, qu'il nous appartient de la faire pire ou meilleure*.

Parler dans mon «pays», et encore plus encore peut-être dans ma famille, est un acte, un geste utile. La parole est réservée à des échanges, à des communications nécessaires. Chez les étudiants de l'université de Montréal en 1960, la parole était sa propre fin: un jeu.

Les ruraux peuvent être poètes, mais ils le sont le plus souvent en silence. La poésie à la campagne est tout autant dans les choses que dans les hommes. Elle y est avec tant d'assurance et de permanence qu'on songe rarement à essayer de la transcrire, de la traduire en mots.

À la Faculté des Lettres, où je m'inscrivis en septembre 1960, après un été dont je garde un merveilleux souvenir, passé sur le brise-glace canadien *N.B. McLean* dans les mers du Nord, vertes d'espace et de profondeur, il fallait chercher la poésie en dehors de soi et en dehors des choses, c'est-à-dire dans les livres.

Je ne suis pas un littéraire. Je veux dire que je ne jouis pas de la littérature. Je cherche à comprendre. Comprendre l'œuvre que je lis? Oui, bien sûr; mais comprendre d'abord le monde, les hommes, les choses et moi-même à l'aide du livre. Lire sur commande, des trucs moches très souvent, et remettre des travaux à date fixe, ça ne colle pas tellement avec moi. Comme au collège, je ferai ce qu'il faut pour passer, d'une part; et je ferai ce que j'aime d'autre part, la plus importante.

À l'Université, on lisait et on parlait. Deux activités qui pour la grande majorité des étudiants, étaient aussi importantes et aussi négligeables l'une que l'autre. Des activités tournées sur elles-mêmes, sans débouchés sur la réalité, sur la situation même des étudiants, encore bien moins sur la situation des Québécois dans leur ensemble. La littérature et la politique étaient des activités du même niveau, de la même valeur et je suis aujourd'hui tenté de dire qu'elles avaient le même caractère d'inutilité.

Justement, l'utilité n'est pas toujours un critère d'appréciation. Et le groupe d'étudiants que je fréquentai au cours de

* Ici se termine la partie publiée dans le magazine *Maclean*.

mes deux premières années à la Faculté ne se signalaient surtout pas par l'utilité de ce qu'ils faisaient: ils étaient blasés, comme je l'étais moi-même. Si l'utilité de quelque chose les préoccupait parfois, c'était rien moins que celle de leur propre existence ou de la vie en général.

J'ai quand même fait la Licence en Lettres. C'est-à-dire que j'ai passé trois ans à l'Université de Montréal, avec une coupure d'un an dans l'enseignement à la suite d'un voyage en Europe. Au printemps de 1962 en effet, après deux ans d'études à la Faculté, je fus gagné par ce sentiment commun à de nombreux Québécois d'alors que le Québec était un pays où on étouffait, un pays où la liberté n'existait pas, un pays où l'oppression avait un visage d'abord culturel mais bien davantage psychologique: les individus québécois se sentaient mal dans leur peau.

Comme plusieurs j'ai alors imaginé que l'Europe était une terre de liberté, de liberté morale, de liberté démocratique, de liberté intellectuelle. Au printemps de 1962, avec un groupe d'étudiants, je pris l'avion pour l'Europe via Amsterdam, avec l'intention plus ou moins arrêtée de m'y installer, de préférence à Paris. Ce ne fut pas possible, mais ce voyage de 4 mois en Europe fut pour moi l'occasion de découvrir que j'étais québécois, c'est-à-dire très attaché à mon pays, le Québec, très attaché à mes compatriotes, et que l'aliénation qui était mienne et qui prenait figure d'un sentiment d'oppression intérieure ne se réglerait pas par un voyage ou un séjour à l'étranger. C'est au Québec et avec les Québécois que je sortirais de l'aliénation, de l'oppression, de l'écrasement que je ressentais ou bien je n'en sortirais pas sauf, si je me résignais comme tant d'autres Québécois l'avaient fait antérieurement à me construire une espèce de tour d'ivoire ou de château intérieur, et à vivre dans la littérature et le rêve en abandonnant toute velléité de prise concrète et immédiate sur la réalité et sur la société dans laquelle je vivais, et au sein de laquelle seulement je pourrais devenir un homme.

Cette découverte cependant ne se fit pas spontanément, brusquement, dans l'espace d'une nuit comme dans les biographies de mon adolescence. En débarquant à Dorval au début de septembre 1962, j'avais à faire face à un problème urgent qui me força à accepter un poste d'enseignant: j'avais

10 cents en poche et quelques milliers de dollars de dettes. Je devins professeur de français au Séminaire de Valleyfield jusqu'en juin 63. J'ai le sentiment aujourd'hui d'avoir été un professeur consciencieux qui aimait son métier. Au point où pendant l'année que j'ai passée à Valleyfield j'eus à peine le temps de m'intéresser à autre chose qu'à l'enseignement. Un enseignement rationnel du français constituera d'ailleurs un élément de la révolution québécoise dans les années à venir. Cette expérience devait être temporaire, je le savais au départ, et en juin 63 je revins à Montréal pour poursuivre mes études. Je commençai peu après à enseigner à l'Extension de l'enseignement pour passer l'année suivante au Département de linguistique de l'Université de Montréal.

En septembre 1963, je suis donc de retour à la Faculté des Lettres comme étudiant tout en étant chargé de cours. Mais je ne suis plus l'étudiant que j'étais en 1960. Je connais le milieu étudiant. C'est-à-dire que je peux m'y déplacer facilement. Je connais un peu mieux la ville. Je ne suis plus le novice, l'ignorant que j'étais en 1960. Je ne suis plus ce que j'étais en 1960, d'abord à cause de mon voyage en Europe, à cause ensuite de mon année dans l'enseignement. Deux expériences qui m'ont permis de découvrir un certain nombre de choses et qui m'ont redonné le goût de l'action. Je dis redonner parce qu'au collège, à partir de la versification jusqu'à la philosophie, j'ai milité dans quelques organisations et fait un peu de journalisme étudiant.

De retour à Montréal, je me retrouve avec ce même goût de participer à la vie de la collectivité et d'agir sur elle qui m'animait durant mon adolescence. C'est au cours de l'année 1963 que j'entrepris pour ainsi dire une série de sondages auprès des différents mouvements qu'on rencontrait parmi les étudiants de l'Université, l'AGEUM, le *Quartier Latin*, les Chantiers de Saint-Henri, et diverses cellules plus ou moins formelles d'étudiants qui militaient soit dans des mouvements sociaux soit dans des mouvements politiques. Ces sondages furent en fait une prise de contact auprès des étudiants. Mon but: comprendre les motivations de ces étudiants, les objectifs de leur action et leurs chances de succès, compte tenu de la

compréhension que j'ai à cette époque des réalités sociales et politiques du Québec. Je ne m'inscris officiellement dans aucun mouvement. Je ne cherche pas non plus à obtenir aucun poste, mais je suis présent à plusieurs endroits essayant de comprendre et en même temps de faire comprendre mon point de vue. C'est ainsi que je participerai à deux congrès de l'AGEUM, à la fondation de l'UGEQ et, de façon encore plus active, à la création de l'Action Sociale Étudiante.

L'année 63-64, c'est également ma première année de lectures politiques et économiques. C'est-à-dire la première fois que je fais des lectures de ce genre avec des préoccupations politiques. Je suis loin aujourd'hui d'être convaincu que ces lectures m'aient profondément marqué, si ce n'est qu'elles m'ont permis de faire le point sur des expériences antérieures, sur des sentiments et des intuitions et de leur donner ce caractère de rationalité qui rend l'action politique possible, à tout le moins plus efficace.

Montréal 1960, 61, 62, 63, c'est la «révolution tranquille». Il y a des gens pour dire qu'on peut changer des choses, qu'on a une littérature, qu'on a une identité nationale, qu'on a des droits constitutionnels. Il y a des gens qui admirent Ben Bella et les Algériens, Castro et les Cubains, qui récitent la liste des anciennes colonies d'Afrique devenues «indépendantes», du moins c'est ce qu'on prétend. Toute cette parlotte m'agace un peu, beaucoup même. Je n'ai pas l'habitude.

Je n'aime pas la littérature pour elle-même ni la parole gratuite. Il y a trop de choses importantes qui me préoccupent. Surtout que je suis descendu de la montagne, Côte-des-Neiges et Outremont, et que j'ai vu des gens qui me ressemblaient beaucoup plus que ceux de la montagne, ceux qui au fond jouent un certain rôle, le rôle de ceux qui en sont sortis, du moins qui arrivent à se donner l'impression qu'ils ne sont plus des petits Canadiens français minables, eux qui croient savoir s'exprimer, donc maîtriser mieux leur existence, parce qu'ils savent exprimer du mépris pour ce qu'ils furent et ce que sont demeurés la majorité des Canadiens français.

C'est quand même vers ceux qui parlaient le plus que je me dirigeai d'abord, les étudiants de l'AGEUM (Association

générale des étudiants de l'Université de Montréal) et du *Quartier Latin*, croyant que pendant qu'ils parleraient, il serait toujours possible de faire quelque chose. Militer à l'AGEUM n'était pas pour moi une affaire estudiantine. Je me croyais homme comme tous les autres et je m'intéressais à tous les problèmes qui venaient à ma connaissance. «Citoyen à part entière», qu'on disait alors. Et c'est à faire accepter ce slogan que je me consacrai à l'AGEUM et plus tard à l'UGEQ (Union générale des étudiants du Québec).

On peut discuter longuement de principes. Ça ne m'intéressait pas. J'avais tiré de l'Université et du milieu étudiant tout ce que j'en pouvais tirer: un certain vocabulaire, qui aide sans doute à comprendre, un certain goût pour la recherche, une certaine discipline et le souci du travail bien fait. J'avais par ailleurs appris que la grande majorité de ceux qui étaient partis de la campagne et étaient venus à Montréal pour s'en sortir, n'avaient pas réussi. Ils étaient chômeurs, manœuvres, ou autre chose, mais en tout cas pas plus riches ni plus heureux.

On n'a vraiment pas le temps de parler indéfiniment.

La «révolution tranquille», c'est aussi la naissance de l'Alliance laurentienne, du RIN. Ils ont bien raison de gueuler pour du français, pour l'autonomie, car à Montréal en particulier, le français, on le parle assez drôlement, on ne peut pas le parler partout et il y en a qui chôment parce qu'ils ne savent que le français. La «révolution tranquille», c'est aussi les premières bombes du FLQ (Front de libération du Québec), ma rencontre avec l'équipe des jeunes venus de *Cité libre* dont Pierre Vallières, ma rencontre aussi avec des militants des «Chantiers de Saint-Henri», sorte de Société Saint-Vincent-de-Paul sécularisée.

L'année 1964 sera cruciale dans ma vie. Une année d'activité fébrile. C'est la fondation de l'UGEQ, de l'Action Sociale Étudiante — je participe au deux —, c'est *Cité libre*, des rencontres avec l'équipe de *Parti Pris*. Je ne veux aller ni au RIN ni à *Parti Pris*; c'est trop uniquement centré sur le politique et le culturel. J'en ai marre du politique et du culturel. Je viens d'un milieu où le culturel et le politique, on est convaincu que c'est pour les autres, les «péteux» et les «voleurs bien habillés». *Cité libre*, c'est plus social, mais il faut prendre la

porte, on y étouffe. La «révolution tranquille» a déjà ses réactionnaires qui se préparent à aller à Ottawa défendre Washington, les *Marines* et le capitalisme anglo-saxon. L'AGEUM, l'UGEQ, c'est encore des tonnes de mots pour une once d'action. Les «Chantiers de Saint-Henri»? On n'allait pas changer le monde en distribuant des paniers de Noël!

Avec le groupe de ceux qui avaient démissionné de *Cité libre* à l'hiver 64, ce fut au printemps les premiers pas vers la fondation de *Révolution québécoise*, revue politique qui parut à partir de septembre 64. Nous savions assez bien où nous voulions aller, mais nous ne voulions pas y aller seuls. La revue serait le noyau d'où naîtrait un mouvement politique révolutionnaire québécois. Il devint vite évident qu'il ne serait pas possible pour notre petite équipe de faire vivre une revue, de développer un mouvement d'agitation politique, dont un premier essai fut le «Comité des chômeurs», et de continuer à militer dans d'autres groupes susceptibles de se radicaliser. *Révolution québécoise* disparue, soit en juin 65, une partie de l'équipe se joignit à des militants de *Parti Pris* pour fonder le MLP (Mouvement de libération populaire) qui, pour avoir eu une brève existence, n'en mit pas moins pour la première fois en pratique les théories que certains ressassaient depuis déjà des mois sans jamais les appliquer.

C'est en 1964 que j'ai opté pour la révolution au Québec. C'est en 1964 que j'ai réalisé que les problèmes des Québécois qui jusqu'alors m'étaient apparus isolément, comme des problèmes d'insertion individuelle dans la société, comme des problèmes sociaux de chômage, de bas salaires, comme des problèmes politiques de relations avec le Canada anglais, comme des problèmes culturels de langue, d'identité collective, c'est en 1964 que, pour ainsi dire, j'ai compris que tous les problèmes des Québécois — y compris les miens — ne trouveraient leur solutions que dans une transformation complète de la société québécoise, dans la libération collective du peuple tout entier, unique chemin pour parvenir à la libération individuelle de l'ensemble des Québécois.

C'était un long chemin que j'avais fait, depuis les paillasses de mon enfance en passant par les «petits Chinois» qu'on nous faisait vendre à la petite école du troisième rang du Bic pour leur payer le baptême, nous disait-on. Un long

chemin si l'on veut, mais très court aussi puisqu'il m'avait ramené à mon point de départ, c'est-à-dire au Québec des petites gens, au Québec des pauvres, au Québec de ceux qui sont condamnés à ne pas pouvoir s'en sortir seuls, au Québec des hommes à la colère rentrée qui n'attend qu'une étincelle pour se manifester.

J'ai un peu lu au cours des années 63 à 66: des auteurs marxistes, sur les révolutions algérienne, cubaine et chinoise, sur les «indépendances» des colonies d'Afrique. Mais tout compte fait, cela fut de peu de poids dans mon engagement dans la lutte pour la libération du peuple québécois. Ce n'est pas dans les livres ni dans les discussions de tavernes que j'ai appris à aimer les miens, les gens de mon pays, mes compatriotes. Reste que certaines lectures, et d'abord Marx, m'ont permis de développer une méthode, d'établir des cadres. J'ai la conviction que c'est en grande partie là que j'ai appris à faire un travail intellectuel avec une certaine intelligence.

C'est aussi dans des lectures, y compris l'histoire de mon pays, que j'ai pu commencer à me poser des questions sur la stratégie révolutionnaire et à entrevoir des solutions applicables au Québec. Le milieu québécois lui-même m'avait appris ce que je voulais et sur le plan collectif et sur le plan individuel. La lecture, la réflexion et les échanges me révélaient peu à peu le «comment s'y prendre» pour y parvenir.

Pendant ce temps le Québec changeait, parce que l'Amérique du Nord, parce que le monde changeaient. La «révolution tranquille» fut le nom qu'on donna à ces changements et dont un parti politique, le Parti libéral et son chef Jean Lesage, voulut qualifier son passage au pouvoir. Il y a des hommes pour ainsi prendre pour les causes des changements sociaux ou historiques. Ils ont besoin d'illusions, autrement ils ne pourraient plus vivre. Le Québec changeait, non pas à cause d'un homme ni d'une poignée d'hommes, mais parce que le Québec, collectivité nationale particulière, réagissait à sa façon aux transformations, aux tensions, aux contradictions que l'évolution du système économique nord-américain entraînait. Et, partant, aux problèmes, à la crise de civilisation que ce phénomène sinon provoquait, du moins accentuait fortement.

Il devint intéressant de vivre au Québec dans les années 60. Tout semblait possible et beaucoup de choses l'étaient

effectivement. Je serais de la partie. Je serais de ceux qui optèrent pour la transformation du Québec et plus encore de ceux qui considéraient que la révolution passerait au Québec par l'indépendance. À la différence de bien des Québécois, dont plusieurs camarades de 1965, je ne suis pas venu à la révolution en passant par l'indépendance, mais je fus plutôt d'abord réformiste pour ensuite devenir révolutionnaire, en assumant dès le départ que l'indépendance du Québec était une composante de la révolution. Je profitai, pour ainsi dire, des longs débats qu'avait déjà entretenus la gauche québécoise sur ces questions, débats au cours desquels bien des militants se sont perdus, qui se cherchent encore aujourd'hui.

Ce ne sont pas des débats idéologiques qui manquaient d'ailleurs dans les années 64 et 65 chez les militants québécois. Faire le compte de ceux avec qui j'abordai ces questions et donc à qui mon orientation définitive doit quelque chose, serait une tâche énorme, impossible même. L'équipe de *Révolution québécoise*, des membres du MLP et quelques individus isolés furent mes meilleurs interlocuteurs, ceux avec qui les discussions conservèrent toujours un caractère positif, même en cas de désaccord marqué.

Je garde aujourd'hui un excellent souvenir de ces années fiévreuses. Chargé de cours à l'Université de Montréal, au Département de linguistique, auprès d'étudiants de la Faculté des Sciences sociales, j'avais un emploi qui me prenait toutes mes journées, un emploi au surplus que j'aimais profondément. Mes soirées, et mes nuits très souvent, étaient consacrées à l'action politique, que j'aimais tout autant. Pour la première fois de ma vie sans doute, j'avais le sentiment d'être un homme, de me servir de mes ressources, de mes capacités; j'avais l'occasion d'user de jugement, de finesse, de rigueur, de certaines connaissances, pour des fins qui avaient de l'importance à mes yeux, qui avaient un sens dans la vie de la collectivité. J'étais loin des «angoisses métaphysiques» de mes années de philosophie à Rimouski et de mes deux premières années de lettres à Montréal. J'étais entré dans le circuit de la vie active.

Mais il ne suffit pas d'être actif, d'agir ou de s'agiter. Vint le jour où je dus choisir entre une multitude d'activités. Si effectivement la révolution se prépare et s'accomplit au

moyen de centaines de tâches diverses, il faut néanmoins que toutes s'intègrent à une stratégie précise, qu'elles constituent des mises en application de tactiques cohérentes, il faut encore — pourquoi essayer de se le cacher? — que l'individu révolutionnaire trouve son épanouissement dans les activités qui seront les siennes souvent des années durant.

Le moment de ce choix vint pour moi en 1965, il y a déjà 5 ans maintenant. Et je choisis le FLQ.

On n'est jamais seul lorsqu'il s'agit de choisir la forme que prendra son engagement politique, pas plus qu'on ne l'est même quand il ne s'agit que de son mode de vie personnel. Le milieu est là, le passé individuel et collectif. Les hommes vivent dans l'histoire, peu importe la conscience qu'ils en ont ou n'en ont pas. Si, depuis bientôt dix ans, des centaines de Québécois, des jeunes en grande majorité, mais pas exclusivement, ont ainsi choisi le FLQ, c'est qu'il y a des raisons. J'avais moi-même des raisons. Les 41 mois que je devais par la suite passer en prison m'ont d'ailleurs donné l'occasion d'y revenir à maintes reprises. On ne passe pas trois ans et demie derrière les barreaux sans se demander pourquoi...

Les trois dernières années et demie de ma vie, je les ai passées dans une cage de béton et d'acier quand je n'étais pas devant les cours de justice — c'est ainsi qu'elles s'appellent. Ce qu'ont alors raconté sur mon compte les journalistes à sensation, les explications sur mon «cas» d'un certain psychologue à la manqué ne me satisfont pas. Il ne faudrait pas confondre les tomates et les concombres: le FLQ n'est pas un phénomène individuel, mais une entreprise collective, une option politique. Je pense bien qu'il faudra y revenir un jour...

CHARLES GAGNON

Manifeste d'octobre 70

Le Front de libération du Québec n'est pas le messie, ni un Robin des temps modernes. C'est un regroupement de travailleurs québécois qui sont décidés à tout mettre en œuvre pour que le peuple du Québec prenne définitivement en main son destin.

Le Front de libération du Québec veut l'indépendance totale des Québécois, réunis dans une société libre et purgée à jamais de sa clique de requins voraces, les «big-boss» patronneux et leurs valets qui ont fait du Québec leur chasse-gardée du cheap labor et le l'exploitation sans scrupules.

Le Front de libération du Québec n'est pas un mouvement d'agression, mais la réponse à une agression, celle organisée par la haute finance par l'entremise des marionnettes des gouvernements fédéral et provincial (le show de la Brinks, le bill 63, la carte électorale, la taxe dite de «progrès social», Power Corporation, l'assurance-médecins, les gars de La-palme...).

Le Front de libération du Québec s'auto-finance d'impôts volontaires prélevés à même les entreprises d'exploitation des ouvriers (banques, compagnies de finance, etc.)

«Les puissances d'argent du statu quo, la plupart des tuteurs traditionnels de notre peuple, ont obtenu la réaction

Ce texte, le troisième des manifestes du FLQ, dont la diffusion sur les ondes de Radio-Canada était l'une des exigences posées par le FLQ dans le cours de ces négociations avec le gouvernement du Québec, lors des événements d'octobre 70, utilise un langage populaire et imagé pour inciter les travailleurs québécois à l'action révolutionnaire

qu'ils espéraient, le recul plutôt qu'un changement pour lequel nous avons travaillé comme jamais; pour lequel on va continuer à travailler».

RENÉ LÉVESQUE

29 avril 1970

La «democracy» des riches

Nous avons cru un moment qu'il valait la peine de canaliser nos énergies, nos impatiences comme le dit si bien René Lévesque, dans le Parti québécois, mais la victoire libérale montre bien que ce qu'on appelle démocratie au Québec n'est en fait et depuis toujours que la «democracy» des riches. La victoire du Parti libéral en ce sens n'est en fait que la victoire des faiseurs d'élections Simard-Cotroni. En conséquence, le parlementarisme britannique, c'est bien fini et le Front de libération du Québec ne se laissera jamais distraire par les miettes électorales que les capitalistes anglo-saxons lancent dans la basse-cour québécoise à tous les quatre ans. Nombre de Québécois ont compris et ils vont agir. Bourassa dans l'année qui vient va prendre de la maturité: 100 000 travailleurs révolutionnaires organisés et armés!

Oui, il y en a des raisons à la victoire libérale. Oui, il y en a des raisons à la pauvreté, au chômage, aux taudis, au fait que vous M. Bergeron de la rue Visitation et aussi vous M. Legendre de Ville de Laval qui gagnez 10 000 dollars par année, vous ne vous sentiez pas libres en notre pays le Québec.

Oui, il y en a des raisons, et les gars de la Lord les connaissent, les pêcheurs de la Gaspésie, les travailleurs de la Côte-Nord, les mineurs de la Iron Ore, de Québec Cartier Mining, de la Noranda les connaissent eux aussi ces raisons. Et les braves travailleurs de Cabano que l'on a tenté de fourrer une fois de plus en savent des tas de raisons.

Les «vaisseaux» d'or

Oui, il y en a des raisons pour que vous, M. Tremblay de la rue Panet et vous, M. Cloutier qui travaillez dans la

construction à Saint-Jérôme, vous ne puissiez vous payer des «vaisseaux d'or» avec de la belle zizique et le fling flang comme l'a fait Drapeau l'aristocrate, celui qui se préoccupe tellement des taudis qu'il a fait placer des panneaux de couleurs devant ceux-ci pour que les riches touristes ne voient pas notre misère.

Oui, il y en a des raisons pour que vous Madame Lemay de Saint-Hyacinthe, vous ne puissiez vous payer des petits voyages en Floride comme le font avec notre argent tous les sales juges et députés.

Les braves travailleurs de la Vickers et ceux de la Davie Ship les savent ces raisons, eux à qui l'on n'a donné aucune raison pour les crisser à la porte. Et les gars de Murdochville que l'on a écrasés pour la seule et unique raison qu'ils voulaient se syndiquer et à qui les sales juges ont fait payer plus de deux millions de dollars parce qu'ils avaient voulu exercer ce droit élémentaire. Les gars de Murdochville la connaissent la justice et ils en connaissent des tas de raisons.

Oui, il y en a des raisons pour que vous, M. Lachance de la rue Sainte-Marguerite, vous alliez noyer votre désespoir, votre rancœur et votre rage dans la bière du chien à Molson. Et toi, Lachance fils, avec tes cigarettes de mari...

Des tas de raisons

Oui, il y en a des raisons pour que vous, les assistés sociaux, on vous tienne de génération en génération sur le bien-être social. Il y en a des tas de raisons, les travailleurs de la Domtar à Windsor et à East Angus les savent. Et les travailleurs de la Squibb et de la Ayers et les gars de la Régie des Alcools et ceux de la Seven Up et de Victoria Precision et les cols bleus de Laval et de Montréal et les gars de Lapalme en savent des tas de raisons.

Les travailleurs du Dupont of Canada en savent eux aussi, même si bientôt ils ne pourront que les donner en anglais (ainsi assimilés, ils iront grossir le nombre des immigrants, Néo-Québécois, enfants chéris du bill 63).

Et les policiers de Montréal auraient dû les comprendre ces raisons, eux qui sont les bras du système; ils auraient dû s'apercevoir que nous vivons dans une société terrorisée parce

que sans leur force, sans leur violence, plus rien ne fonctionnait le 7 octobre.

Le fédéralisme «canadien»

Nous en avons soupé du fédéralisme canadien qui pénalise les producteurs laitiers du Québec pour satisfaire aux besoins anglo-saxons du Commonwealth; qui maintient les braves chauffeurs de taxi de Montréal dans un état de demi-esclaves en protégeant honteusement le monopole exclusif à l'écœurant Murray Hill et de son propriétaire-assassin Charles Hershorn et de son fils Paul qui à maintes reprises, le soir du 7 octobre, arracha des mains de ses employés le fusil de calibre .12 pour tirer sur les chauffeurs et blesser ainsi mortellement le caporal Dumas, tué en tant que manifestant; qui pratique une politique insensée des importations en jetant un à un dans la rue des petits salariés des Textiles et de la Chaussure, les plus bafoués au Québec, aux profits d'une poignée de maudits «money-makers» roulant Cadillac; qui classe la nation québécoise au rang des minorités ethniques du Canada.

Nous en avons soupé, et de plus en plus de Québécois également, d'un gouvernement de mitaines qui fait mille et une acrobaties pour charmer les millionnaires américains en les suppliant de venir investir au Québec, la Belle Province où des milliers de milles carrés de forêts remplies de gibier et de lacs poissonneux sont la propriété exclusive de ces mêmes Seigneurs tout-puissants du XX^e siècle,

Les blindés de la Brinks

D'un hypocrite à la Bourassa qui s'appuie sur les blindés de la Brinks, véritable symbole de l'occupation étrangère au Québec, pour tenir les pauvres «natives» québécois dans la peur de la misère et du chômage auxquels nous sommes tant habitués;

de nos impôts que l'envoyé d'Ottawa au Québec veut donner aux boss anglophones pour les «inciter», ma chère, à parler français, à négocier en français: *repeat after me*: «*cheap labor means main-d'œuvre à bon marché*»;

des promesses de travail et de prospérité, alors que nous serons toujours les serviteurs assidus et les lèche-bottes des big-shot, tant qu'il y aura des Westmount, des Town of Mount-Royal, des Hampstead, des Outremont, tous ces véritables châteaux-forts de la haute finance de la rue Saint-Jacques et de la Wall Street, tant que nous tous, Québécois, n'aurons pas chassé par tous les moyens, y compris la dynamite et les armes, ces big-boss de l'économie et de la politique, prêts à toutes les bassesses pour mieux nous fourrer.

Nous vivons dans une société d'esclaves terrorisés, terrorisés par les grands patrons, Steinberg, Clark, Bronfman, Smith, Neopole, Timmins, Geoffrion, J.L. Lévesque, Hershorn, Thompson, Nesbitt, Desmarais, Kierans (à côté de ça, Rémi Popol la garcette, Drapeau le dog, Bourassa le serin des Simard, Trudeau la tapette, c'est des peanuts!).

Les grands maîtres de la consommation

Terrorisés par l'Église capitaliste romaine, même si ça paraît de moins en moins (à qui appartient la Place de la Bourse?), par les paiements à rembourser à la Household Finance, par la publicité des grands maîtres de la consommation, Eaton, Simpson, Morgan, Steinberg, General Motors...; terrorisés par les lieux fermés de la science et de la culture que sont les universités et par leurs singes-directeurs Gaudry et Dorais et par le sous-singe Robert Shaw.

Nous sommes de plus en plus nombreux à connaître et à subir cette société terroriste et le jour s'en vient où tous les Westmount du Québec disparaîtront de la carte.

Travailleurs de la production, des mines et des forêts; travailleurs des services, enseignants et étudiants, chômeurs, prenez ce qui vous appartient, votre liberté. Et vous, les travailleurs de la General Electric, c'est vous qui faites fonctionner vos usines; vous seuls êtes capables de produire; sans vous, General Electric n'est rien!

Travailleurs du Québec, commencez dès aujourd'hui à reprendre ce qui vous appartient; prenez vous-même, ce qui est à vous. Vous seuls connaissez vos usines, vos machines, vos hôtels, vos universités, vos syndicats; n'attendez pas d'organisation miracle.

Faites votre révolution

Faites vous-mêmes votre révolution dans vos quartiers, dans vos milieux de travail. Et si vous ne la faites pas vous-mêmes, d'autres usurpateurs technocrates ou autres remplaceront la poignée de fumeurs de cigares que nous connaissons maintenant et tout sera à refaire. Vous seuls êtes capables de bâtir une société libre.

Il nous faut lutter, non plus un à un, mais en s'unissant, jusqu'à la victoire, avec tous les moyens que l'on possède comme l'ont fait les Patriotes de 1837-1838 (ceux que Notre sainte mère l'Église s'est empressée d'excommunier pour mieux se vendre aux intérêts britanniques).

Qu'aux quatre coins du Québec, ceux qu'on a osé traiter avec dédain de *lousy French* et d'alcooliques entreprennent vigoureusement le combat contre les matraqueurs de la liberté et de la justice et mettent hors d'état de nuire tous ces professionnels du hold-up et de l'escroquerie: banquiers, businessmen, juges et politicailleurs vendus...

Nous sommes des travailleurs québécois et nous irons jusqu'au bout. Nous voulons remplacer avec toute la population cette société d'esclaves par une société libre, fonctionnant d'elle-même et pour elle-même, une société ouverte sur le monde.

Notre lutte ne peut être que victorieuse. On ne tient pas longtemps dans la misère et le mépris un peuple en réveil.

Vive le Québec libre!

Vive les camarades prisonniers politiques!

Vive la révolution québécoise!

Vive le Front de libération du Québec!

Créer dix, vingt, trente Cabano

Puisque le 16 octobre, le gouvernement colonialiste d'Ottawa a déclaré ouvertement la guerre au peuple québécois, il faut nous organiser pour faire la guerre et remporter la victoire. Pour vaincre, il nous faut prendre l'initiative et choisir le terrain et les armes qui peuvent mettre l'ennemi en déroute. Il ne fait aucun doute que la minorité au pouvoir possède une supériorité écrasante sur le plan militaire, policier, et sur celui de la propagande de masse. Quel serait donc le terrain de lutte et les armes favorables aux forces révolutionnaires?

L'arme absolue contre une minorité qui ne se maintient en place que par la peur, le chantage et notre soumission, c'est *la solidarité des masses*. À chaque fois que les masses se sont unies et sont restées solidaires jusqu'au bout de l'action entreprise, les exploiters ont dû reculer. Exemple: Cabano. «L'éducation populaire» ne se fera pas en dehors de l'action mais dans l'action même, en tentant de voir de plus en plus clairement les causes et les buts de la lutte révolutionnaire, en cherchant des moyens d'action qui, pas à pas, feront reculer *l'establishment* jusqu'à l'affrontement final où les travailleurs se seront organisés en une force capable de renverser le système et de défendre le pouvoir populaire. Du même coup, les travailleurs se libéreront du syndicalisme d'affaires qui se contente de mendier des augmentations de salaires alors que c'est tout le système d'exploitation qu'il faut remettre en question. Les patrons auront toujours le dernier mot tant que la société sera une société de patrons. Nous devons cesser de nous attaquer aux effets (chômage, répression, etc.) pour nous

attaquer à *la cause: le système capitaliste*. Nos moyens: créer 10, 20, 30 Cabano! Saisir toutes les occasions de faire perdre la face au régime, le faire reculer, pas à pas, et en même temps consolider nos positions qui sont la base du pouvoir populaire.

Dire que les révolutionnaires veulent tout détruire sans jamais rien construire, c'est refuser de voir qu'en faisant sauter les ponts de la D'Auteuil Lumber et en empêchant le bois de sortir, en menaçant même de mettre le feu à la forêt, les travailleurs *unis* remplaçaient sur-le-champ la concurrence par la solidarité, proposaient leurs propres solutions aux problèmes du chômage et de la misère à Cabano en réclamant la création d'une usine de transformation et que les profits tirés de la forêt soient réinvestis à Cabano pour le mieux-être de la population tout entière, «l'argent gagné ici doit rester ici». Ainsi se réalise l'unité dialectique destruction-construction. Détruire ce qui freine le progrès, construire à partir de toutes les possibilités humaines et matérielles pour le bien-être de tous. L'exemple de Cabano montre ce qui pourrait arriver à l'échelle du Québec si tous les travailleurs s'unissaient pour développer au maximum toutes nos immenses ressources naturelles, en réinvestissant tout le surplus au Québec, plutôt que de le laisser s'envoler vers les banques américaines.

Quand des travailleurs s'unissent et se tiennent debout ou quand des patriotes sont jugés pour avoir dit tout haut ce que nous pensons tous, personne ne doit rester indifférent. Quand Trudeau envoie les gars de Lapalme «manger de la marde», c'est à nous tous, Québécois, qu'il s'adresse comme nous l'ont suffisamment démontré les événements d'octobre. Nous ne devons rien laisser passer. Aux provocations des patrons et du gouvernement-patron, nous devons répondre par *l'occupation des lieux*, ces lieux dont nous sommes dépossédés au profit d'une minorité qui prend toutes les décisions, qui congédie, déclasse, condamne avec le mépris le plus total pour les intérêts élémentaires des travailleurs et du peuple québécois tout entier. C'est ainsi que nous prendrons le pouvoir, en prenant possession des lieux, de territoire, en prenant nous-mêmes les décisions qui nous concernent tous et déterminent notre existence. Nous devons lutter sur notre propre terrain, celui que nous connaissons le mieux, celui de notre travail

que seraient bien incapables de faire seuls ceux qui n'ont qu'à donner des ordres et à empocher les profits. Sans nous, sans notre travail qui leur assure les revenus avec lesquels ils nous exploitent, les patrons et le gouvernement-patron ne seraient rien. C'est cette conscience de notre force et de notre solidarité qu'ils veulent nous empêcher de prendre et qui deviendra pour tous de plus en plus claire à mesure que progressera la lutte pour un *Québec libre de toute exploitation, dirigé par les travailleurs* et non par une autre minorité, qui prendra les décisions à notre place.

Croire que le Québec deviendra libre et indépendant avec la bénédiction des exploiters, prêcher pour la libération du peuple québécois sans l'organiser pour lutter victorieusement contre tous ses ennemis, c'est tout au plus se proposer comme opposition officielle sans remettre en question les causes véritables de notre exploitation, c'est déjà préparer des négociations en coulisses avec Ottawa et les USA. La lutte de libération nationale exige que chaque Québécois prenne ses responsabilités. Les exploiters ne partiront pas d'eux-mêmes, n'abandonneront pas leurs profits scandaleux sans résister par tous les moyens (répression, chantage, élections truquées) à la volonté de libération du peuple québécois. Il faudra les chasser des postes et territoires qu'ils occupent à nos dépens. Faire enfin confiance à nos propres forces et ressources. La victoire est à ce prix.

NON À L'EXPLOITATION ET À LA DOMINATION
ÉTRANGÈRE!

Des otages de chair et de sang

Ils ont tout essayé pour vous briser
pour que l'espoir coule ailleurs qu'en vos yeux supérieurs
qu'en vos veines ouvertes

je tourne en rond dans vos cours froides
et tout autour il y a des ombres, des hommes en armes

Saint-Vincent-de-Paul, Archambault, Cowansville
je rêve d'être noir et d'avoir une histoire

dans un an peut-être deux ou trois on vous verra
quelques instants
dans nos rues d'est prendre le pouls de la liberté

dis Paul quand viendras-tu en Gaspésie
voir nos soleils se coucher sur Percé et les pêcheurs appâter
leurs filets?

il y a des hommes en armes, des uniformes noirs partout
et vos chairs sans défense ne sont plus qu'hémorragie lente

les justiciers médiocres ont allongé vos nuits
raccourci vos jours
et l'ombre des quartiers à sécurité maximum ressemble
à un grand échafaud

me voici dans vos salles d'attente et j'ai froid à l'ombre
des tourelles
dis Francis raconte-moi l'histoire d'Alexis-le-trotteur et
de nos coureurs des bois

la rage bat sous ma peau, je vomis à chaque pas
des uniformes noirs
par la fenêtre grillagée je vois monter les fumées
des campagnes
des gardes bien tondus le ventre plein de bière
se grattent le cul en riant de quelque obscénité

dis Pierre-Paul reviendra-t-il le temps où tu rêvais autrement
qu'en uniforme
à nos insolites forêts, au nord déridant, aux chaumières
fumantes?

des bruits s'abattent sur moi partout des portes mécaniques
me traquent
et mes yeux butent à chaque barreau fédéral à chaque guérite
érectile

ma bouche est sèche et je veux chanter c'est dans le mois
de mai que les filles sont belles

mais j'entends tout autour les uniformes hurler avec les loups
j'habite un cimetière d'espoirs mort-nés et tourmentés
dis Robert te souviens-tu des filles et des gars et des odeurs
de bière coin Cartier et Ontario

Oh racontez-moi haut et fort vos luttes vos humiliations
vos jouirs empêchés
n'attendons pas les libérations posthumes
ni la vingt-cinquième heure

je suis seul j'ai des yeux d'anarchie des mains d'idéaliste
et mon corps ne connaît pas le fling flang des vies de château

pourvu que tout cela soit détruit un jour
et que dans nos blessures puisse s'épanouir la foule ivre

pétroleuses et pétroleurs que rien ne vous émeuve
je pense à Louise Michel et au boulevard de la Commune

je pense à vos corps ligotés en ces prisons-charniers
des ombres funèbres vont et viennent à chaque tournant

mais je suis nombreux à penser amnistie et le temps
des otages
tire à sa fin
mais qui vous laisse mourir en rond et scier vos chairs?

dis Paul et toi Pierre-Paul et toi Francis et toi Robert
et tous les autres
quand verra-t-on ces murailles de Chine s'écrouler?
elle va venir la ville humaine jusqu'à vous
et les campagnes et les villages de pêcheurs vont faire la fête
et le pays aura un nom.

JACQUES LANCTÔT
Poème d'un exilé

Plaidoirie de Paul Rose

Il y a un vieux pêcheur de la Gaspésie qui nous disait: en pleine tempête, je mets le cap sur Percé. Je fais tout pour arriver sur Percé mais si j'arrive à Barachois — c'est un petit village à une quinzaine de milles, une vingtaine de milles de Percé —, si j'arrive sur Barachois, c'est encore là une victoire parce que la prochaine fois que je serai en mer, mais là!... Je sais où j'ai fait mon erreur, je sais où j'ai bifurqué, cette fois, j'arriverai sur Percé. Il disait ça; il a fait plusieurs erreurs, il en fait de moins en moins, ce vieux pêcheur. Et aujourd'hui, s'il en fait encore, des erreurs, c'est que sa vue baisse, mais ce vieux pêcheur, de par la vie qu'il menait, avait réalisé qu'un obstacle, ça se surmonte en l'affrontant et que même si on risque un échec... même si on risque de ne pas le surmonter la première fois, bien la deuxième fois, ça va être encore mieux, pour mieux préparer la troisième fois, la quatrième fois — à un moment donné, il n'y aura plus d'obstacle!...

La *violence*, c'est un résultat; ce n'est pas qu'un moyen en soi. C'est deux forces qui s'affrontent, qui résultent en une *violence*. Le 24 juin (1968), quand Pierre Elliott Trudeau est venu ici à Montréal, avant son élection, il y a eu la *violence*; mais c'est un affrontement de forces, à ce moment-là: (d'un côté) vous aviez les fiers-à-bras de la police de Montréal; vous aviez aussi les gens du peuple qui étaient de l'autre côté... Et là, je ne veux pas viser d'une façon générale tous les policiers parce que je crois sincèrement qu'un policier qui entre dans la fonction... c'est parce qu'il a une certaine ouverture sociale,

il a un certain désir d'aider ses semblables. Mais je dis qu'actuellement, l'organisation de la police, c'est une organisation qui brime les gens du peuple; c'est une organisation qui est là pour protéger les gens-qui-exploitent le peuple, mais cela ne met pas en cause le simple policier... — je le dis bien sincèrement: il y a des policiers qui sont encore plus prisonniers que les prisonniers dont ils ont la garde!

Alors je vous dis ces choses pour essayer de vous expliquer le climat dans lequel nous étions, climat où nous avons pris nos responsabilités et climat où nous continuons à prendre nos responsabilités...

On a un devoir envers ces gens qu'on place ici, sur ce territoire, et envers ces gens qui parlent français pour faire en sorte que l'individu, quelle que soit la région du Québec où il puisse naître, ait l'égalité de chances, puisse participer au pouvoir politique, puisse participer au pouvoir économique, puisse participer à ce que tous les autres pouvoirs lui soient accessibles... Y faut reprendre ce qui nous appartient ou ce qui ne nous a déjà appartenu... Nous devons reprendre ces choses; ces choses sont bien claires et précises: ce sont des richesses naturelles, ce sont des individus qui sont là, condamnés à rien faire, ce sont des individus qui chôment — Pensez-vous qu'ils le veulent? Pensez-vous qu'un chômeur est intéressé à l'assurance-chômage? Un moment donné, il peut devenir accroché à l'assurance-chômage, mais il n'y est pas intéressé, ce qu'il veut, c'est travailler, et selon ce qu'il est, selon son identité à lui; pas travailler pour imiter un autre. Travailler en tant que Québécois et travailler sur un territoire sien — et nous en avons les possibilités! Il y en a qui disent que nous sommes un peuple qui a de la prospérité et tout ça ici! Alors je dis sincèrement: regardez ce que c'est que cette *prospérité*: c'est une prospérité d'expropriation! On est en train de vider, ici au Québec, toutes les richesses nationales qu'on a et dans vingt ans, ici, quand tout sera vidé, il n'y aura plus personne que des touristes!!...

Il faut reprendre, ici, tout ce qui nous appartient pour, non pas seulement avoir le *nom*, mais avoir la force, avoir la vitalité, avoir les énergies et avoir les résultats aussi, comme peuple.

Les gens du Front de libération du Québec, c'est nous

tous. C'est vous, c'est moi, c'est tous les gens qui ont un peu de tripes, qui veulent en finir avec cet esclavage, ce mépris qui est bien subtil mais qui est encore plus efficace — parce qu'il est *sub-til*!

Nous étions comme membres du Front de libération du Québec, en face d'un paquet ou d'un tas de (*pointant le tribunal*), de (*pointant les enquêteurs*), de (*pointant les procureurs de la Couronne*)... d'action terroristes en soi! et ces actions, ce sont des déprédations, ce sont des frustrations, c'est d'enlever aux gens une possibilité de s'exprimer et ce, malgré qu'on met en doute cette possibilité de s'exprimer. Parce que je dis — et je l'ai vérifié au cours de ce procès! — que *votre démocratie* (*pointant le tribunal*), que cette *démocratie* (*pointant les procureurs*), c'est une *démocratie de papier*, c'est une démocratie qui n'est qu'écrite, qui ne nous donne des choix que sur papier, — mais dans la réalité, quand ça vient le temps d'avoir ces droits, il y a toujours un autre *principe* qui empêche [de les] avoir...

Je pense qu'il serait peut-être mieux... d'écrire un peu moins et de s'arranger pour que ce soit un peu plus appliqué!

Or, ce n'est pas l'exemple en cette Cour! Nous avons vu que si, au niveau du contenant, tout-est-juridique, tout-est-justice-même, au niveau du contenu, ce n'est plus la même chose! On peut nous sortir un règlement du Code qui annule un autre règlement — et on se promène d'un règlement à l'autre! Or, ces règlements ont-ils été faits pour annuler d'autres règlements? Ils n'ont peut-être pas été faits pour annuler d'autres règlements mais on (*pointant les procureurs*) s'en sert dans ces Cours-ci du Québec — malgré toute la contestation que je fais de ces Cours —, à l'intérieur de ces Cours, je vous le dis, on (*pointant le tribunal*) s'en sert de façon à assurer d'avance... la ligne qu'on (*pointant les procureurs et le tribunal*) s'est donnée...

Alors ne vous surprenez pas si...

Parce que vous savez très bien: ces jeunes que nous sommes, ces jeunes, il y en a beaucoup dehors encore. Ces jeunes, ce sont eux qui vont faire la société et cette *so-ci-é-té*, ils ne veulent pas l'avoir telle que vous (*pointant les procureurs et le tribunal*) la leur avez donnée et cette *so-ci-é-té*, nous la voulons de PAR-TI-CI-PA-TION! Nous ne voulons plus avoir de société où, à tous les quatre ans, on vienne et on dise:

«Décide!» — et pendant quatre ans, on n'a plus rien à faire! — On veut *par-ti-ci-per*, nous allons dans des écoles, nous apprenons, nous prenons certaines attitudes, alors nous voulons... NOUS PENSONS QUE NOUS AVONS LE DROIT D'ÊTRE À NOTRE PLACE ET DE PRENDRE CE QUI NOUS APPARTIENT.

Ce n'est pas une *mini-minorité* de la population, c'est pas ce qu'on appelle même pas *population* j'veus dis qui...! — ces gens-là qu'on appelle l'*establishment*, ces gens-là qui contrôlent tout en arrière et qui, à l'avant, donnent l'*image d'une démocratie*, donnent l'*image de hauts principes de justice*, donnent l'image alors que tout n'est qu'*i-ma-ge*!

Regardez! Regardez tous ces *principes*! Regardez le droit de grève! Vous l'avez, le droit de grève... tant que vous n'êtes pas en grève! C'est un principe encore!!! Il y a toujours une injonction qui sort à un moment donné et puis, on vous enlève le droit de grève!, sur un principe d'*ordre public*??? Or, si un ordre public, est pas capable d'assurer des droits, alors, c'est pas un ordre public; c'est un *désordre public*. Parce qu'un ordre public doit prévoir non seulement des droits mais doit prévoir la façon (une façon!) que ces droits soient respectés, doit prévoir des situations multiples où ces droits doivent être respectés. Et actuellement, on émet des beaux principes telle que la *Déclaration canadienne des Droits*, mais on ne l'applique pas et quand ça vient le temps de l'appliquer, on l'applique de façon très partielle et encore si-ça-nuit-pas-aux-gens-qui-sont-en-place!

Alors, il y a un très Grand Pouvoir des gens-qui-sont-là (*establishment*) à travers les règlements, à travers les lois, à travers la *Déclaration canadienne des Droits*, à travers tous les principes qui sont émis, — un très Grand Pouvoir pour... pouvoir manipuler sous une façade de démocratie.

Je vous dis que dans ces événements d'octobre je prends toute ma part de responsabilité, comme membre du Front de libération du Québec, quelles que soient les actions qui aient été faites. Je les prends — j'en prends la responsabilité. Et je vous dis tout de suite que votre verdict, en un sens, n'a pratiquement pas d'importance parce que que vous disiez *acquitté* ou *coupable*, je serai trouvé coupable d'une manière ou d'une autre, cela, c'est rien qu'une étape dans les longues procé-

dures..., l'establishment m'a trouvé coupable, me trouve coupable, coupable d'être Québécois — et je vous le dis, *je suis coupable d'être Québécois...* et cette responsabilité, je l'assumerai jusqu'au bout, sans limite parce que je sais qu'ici, avec les énergies, avec les gens que nous avons, nous pouvons bâtir une société prospère...

(*Interrompu par le juge: «Ce n'est pas dans la preuve. Revenez-en aux témoignages et à la preuve...»*)

... En preuve, de toute façon, vous avez entre autres situations des situations de terrorisme à Montréal, *ville française! deuxième ville française du monde!* (*interrompu par le juge*), il y a deux universités françaises! deux universités anglaises! (*interrompu par le juge*); il y a deux postes de télévision français! et il y a deux postes de télévision anglais! (*interrompu par le juge*); il y a six postes de radio français! il y a six postes de radio anglais!! (*interrompu par le juge*) et au Québec, il y a trois universités anglaises! (*interrompu par le juge*) et quatre universités françaises!

(*Interrompu par le juge: «C'est la fin de votre plaidoirie!»*)

Alors, je vous dis, qu'ici l'establishment me trouve coupable, votre verdict n'a aucune importance; je le dis, l'establishment me trouve coupable d'être Québécois,

JE SUIS COUPABLE D'ÊTRE QUÉBÉCOIS ET J'EN SUIS FIER!

Risquer sa vie pour la gagner

Comment tout ça a commencé? Pourquoi Octobre, la mort de Pierre Laporte? Par quel cheminement en sommes-nous arrivés là? C'est toujours les mêmes questions qu'on pose. Je crois qu'elles sont importantes. On me les a souvent posées. Je me les suis posées à moi aussi. C'est difficile de faire autrement lorsque tu as vécu la mort d'un être humain. Quand tu te retrouves tout seul entre les quatre murs d'une cellule, tu te demandes toujours pourquoi? comment?

J'ai beau avoir les questions, je n'ai pas de réponse toute faite, bien précise. Peut-être que je n'ai jamais bien cherché à y répondre au fond. Tu as besoin de certitudes pour passer au travers de la prison. Tu en as encore plus besoin pour porter la mort de quelqu'un. Avant les questions, faut survivre. Il faut être capable encore de se regarder. Peut-être aussi que ça ne vaut pas la peine de chercher une réponse. Le quotidien, la réalité vécue tous les jours autour de moi, à portée de mes yeux, constituent la réponse, la seule vraie, la seule valable. Pourquoi Octobre? Pourquoi la nécessité de l'indépendance? Pourquoi la prison? Parce que la vie qu'on nous fait vivre est ainsi faite que nous devons nous battre, réagir tout le temps si nous voulons lui rendre la seule qualité qu'elle devrait posséder: de la vie, maudit!

Parfois, je ne comprends pas bien ceux qui ne comprennent pas, ne voient pas. Je ne sais pas où ils peuvent trouver le loisir d'avoir du temps à perdre pour se questionner à chaque geste qu'ils posent, à chaque pas qu'ils font. Toujours

pourquoi? comment? Comme si on pouvait voir la vie en spectateur, en consommateur, passivement, comme un téléroman arrangé par les autres. Si on ne se sent pas constamment responsable pas seulement de sa vie mais aussi de celle des autres, on passe à côté des réponses. Y en a jamais dans son nombril. La réponse, elle était dans la cellule à côté de la mienne quand, à cinq heures du matin, le gars qui y était enfermé s'est mis à crier comme un fou... parce qu'il était devenu fou. La réponse, c'est les hommes que j'ai vus souffrir, mourir en prison. La réponse, c'est notre quotidien *cheap* façonné par la publicité mensongère, le crédit, la consommation de cochonneries. La réponse, elle est dans nos vies de locataires, dans nos rues, dans nos usines sans fenêtres, dans le métro triste où personne ne se parle. Elle est dans la société politique que nous subissons, que nous endurons crise après crise, sur le chômage, sur le bien-être, au salaire minimum, toujours au profit de quelques-uns...

Dans la mesure où je m'en souviens, c'est dans les années 64-65 que j'ai entendu parler pour la première fois de l'indépendance du Québec. J'avais dix-sept ou dix-huit ans. J'avais lu un journal qui s'appelait *Québec libre*. Dire comment il m'était tombé dans les mains, ça je ne m'en souviens pas. Je me rappelle que je l'avais lu en entier, de la première à la dernière ligne. Je ne sais pas pourquoi. Probablement d'abord par curiosité. Ensuite il y a eu sûrement autre chose. Ce dont je me souviens, c'est que le projet, l'idée de l'indépendance m'avait emballé comme une chose nécessaire à réaliser, importante à vivre.

À cette époque j'allais à l'Institut de technologie de Montréal. J'étudiais pour être électricien. En 65, je pense, il y a eu à l'école une grève qui a duré assez longtemps. Je n'étais ni impliqué ni intéressé par cette grève. Je suis allé frapper à la porte du RIN (Rassemblement pour l'indépendance nationale). Ils avaient leur permanence sur la rue Sainte-Catherine, juste à côté de la boîte à chanson Le Patriote. J'y ai travaillé tous les jours pendant toute la durée de la grève.

J'étais un gars timide. Je ne sais pas comment j'ai pu faire pour aller là, encore moins pour demander à la personne qui

m'avait répondu si je pouvais travailler avec eux. J'étais jeune. J'aurais pu profiter de ces journées de congé forcé pour m'amuser, sortir, prendre du bon temps. L'idée de faire autre chose ne m'était pas venue. C'est comme si la sensation d'être impliqué, embarqué dans le projet de faire, de bâtir un pays qui serait le Québec en travaillant au RIN m'apportait quelque chose de prenant qu'aucune autre activité à ma portée ne pouvait me donner. C'était comme nécessaire.

[...]

Je suis devenu membre du RIN. Comme je demeurais à Ville Jacques-Cartier (aujourd'hui Longueuil), on m'a demandé de travailler là, dans le comté de Taillon. Nous n'étions pas nombreux sur la Rive Sud. La majorité d'entre nous ne connaissait pas grand-chose à la politique. Dans Taillon, nous étions quatre ou cinq, pas plus. L'organisateur ou le moteur de la région était Michel Viger. L'idée, la volonté de l'indépendance c'était lui. Il s'occupait de tout. Le RIN avait décidé de se présenter à l'élection de 1966. Il a fallu, avec presque rien, monter toute une organisation. Tu es jeune, tu n'as pas une grande expérience de la vie, encore moins de la politique, C'est vraiment un monde que tu ne connais absolument pas. Là, tu arrives au RIN et, dans la mesure où tu veux travailler, donner de ton temps, on te fait confiance. Tu as tout de suite presque une... importance. C'est prenant. Tu te sens un peu dépassé face à ce que tu pensais être en mesure de faire. C'est exigeant. Tu as la sensation, l'impression de charrier l'indépendance sur ton dos... C'était pas simplement parce qu'il y avait peu de gens d'impliqués. Le RIN, c'était un parti, le seul que j'ai connu, de gens ordinaires, comme toi, qui ne militaient pas pour faire carrière mais parce qu'ils croyaient, qu'ils voulaient l'indépendance du Québec. C'était un parti de militants, pas de techniciens de la politique. On se sentait tous entre amis, gens du même monde.

La région du Richelieu, dans les structures du RIN, était formée d'une douzaine de comtés. Je suis devenu secrétaire de la région. J'étais membre de l'exécutif régional. Faut pas exagérer le titre et ses responsabilités. Je ne faisais que m'occuper du courrier, des procès verbaux, des réunions, pas plus. C'était quand même une excellente école pour apprendre, connaître.

À travers le RIN, c'était le choix de la politique, de l'engagement. Ça impliquait une certaine pensée, une certaine idée de la vie, de ce qu'elle était et, surtout, de ce qu'elle devrait être.

Il me semble que la motivation la plus importante n'est pas venue d'un conflit, d'un problème personnel que j'aurais voulu régler, ou d'un supposé besoin de révolte. Ça revient souvent dans les critiques, les tentatives d'explication de la crise d'Octobre. On nous psychanalyse: «Ils ont voulu tuer le père», «ils ont cherché un exutoire à leur frustration». Maudit que ces tatas-là parlent bien! On cherche la bibite qui aurait tout fait déclencher. Je ne veux pas dire que je n'ai pas de bibites, je pense le contraire et j'en suis content. Ça prouve que je suis vivant et comme tout le monde. Mais ce genre d'explications me fait rire. Ça ne m'embarque pas du tout, et pas parce que c'est moi qui suis visé. On ne réduit pas un individu uniquement à ça, en passant à côté, ou en faisant complètement abstraction du monde qu'il y a autour de lui et dont il est issu.

Les choix se font toujours dans un certain contexte, à partir d'une situation politique et sociale bien précise. Mon père travaillait «au bord de l'eau», dans le port de Montréal. Nous restions à Ville Jacques-Cartier. Indépendamment de ton âge, tu as conscience d'appartenir au monde ouvrier. Tu n'as qu'à ouvrir les yeux, tu n'as qu'à sentir. Mon père a travaillé dur toute sa vie sans jamais penser à lui. Nous n'étions pas pauvres. Nous n'étions pas riches. Je me rappelle, pendant les trois années où j'ai été à l'école technique, je n'avais que trois dollars par semaine pour mes dépenses. On ne pouvait pas me donner plus. J'avais conscience, d'une certaine façon, que c'était beaucoup. Cet argent, il l'avait gagné en travaillant...

Tu ne peux peut-être pas traduire ça exactement en détail. Tu ne peux pas dire pourquoi, comment. Tu as seulement conscience d'une différence. Tu sens dans ton quotidien, ton vécu, que la société, le beau monde, les belles affaires que tu regardes à la télévision ce n'est pas pour toi. Ça ne t'appartient pas. Le monde qui est le tien fait vivre tout ça au lieu d'en profiter. Tu as la sensation de subir tout ça au lieu de le vivre. Tu dis pas ça... tu le sens.

Tu sens qu'il y a quelque chose d'injuste mais on te dit que tout ça c'est beau, c'est normal. La vie est ainsi faite: certains travaillent, d'autres profitent. Certains ont tout, alors que d'autres n'ont rien. À chacun selon son mérite. Pour te faire accepter tout ça, ce monde qu'on appelle la démocratie, on te dit que toi tu peux réussir si tu travailles, si tu études, si tu acceptes les règles du jeu. Si tu veux tu es libre, tu n'as qu'à dire oui, c'est juste. C'est le même slogan que pour la loto «un jour ce sera ton tour...» si tu achètes des billets!

Il me semble que ça a été facile de choisir. Ça n'a pas été dramatique. Je repense à tout ça et je ne pense pas me tromper en disant ça. Y a pas non plus un moment précis, y a pas d'événement particulier qui aurait tout déclenché. Je ne vois rien. C'était simplement dans mon vécu au jour le jour. Il me semble que ça a toujours été ça. Ça ne doit pas être vrai, mais c'est l'impression que j'ai.

La définition que la société nous donne de la vie, d'une être humain, je me faisais l'idée que ça consistait à être passif. Vivre c'était accepter. Réussir, ça voulait dire seulement penser à toi. Tu es le bon prolétaire, le bon ouvrier qui va travailler tous les matins. Tu obéis aux lois même si, pour toi, ces lois, qui te forcent à accepter qu'il y ait des Ville Jacques-Cartier à côté des Town of Mount Royal, te semblent injustes. Pendant que toi tu vas travailler, d'autres vont décider, administrer, planifier la vie que tu vas pouvoir mener. Puis, si toi tu peux réussir si tu veux, pour l'ensemble du monde d'où tu viens, c'est impossible: «Il y a toujours eu des pauvres et il y en aura tout le temps.» «S'il en est ainsi, c'est parce qu'ils l'ont voulu.» «Y en a qui aiment ça la misère.»

Je le répète, tout ça c'est plus ou moins conscient, bien articulé, mais tu le sens. Je ne suis pas un intellectuel. Je vivais ça avant de le penser. C'était dans mon ventre avant d'être dans ma tête. J'aimais le monde qui était le mien. J'y étais à l'aise. Je n'ai jamais senti le besoin d'en sortir. Ce monde-là il est vivant. Il est bon. Il a de la senteur. Ce monde-là je l'aime. Peut-être que je n'ai pas le choix. Inconsciemment, c'est ma façon à moi de m'aimer. C'est uniquement là que je peux me reconnaître. Je ne sais pas. Faut dire que je n'ai jamais aimé le monde de l'autre bord. Je n'ai jamais rêvé d'en faire partie. Ça pue trop le parfum. Tu t'identifies, tu découvres

aussi que tu n'es pas tout seul. Y en a d'autres qui réagissent comme toi, qui trouvent que c'est injuste, qui refusent. Tu ne peux faire autrement qu'essayer, que vouloir agir pour modifier tout ça. Dès l'instant où tu te décides à agir, ça égale politique, tu n'as pas le choix. C'est la seule façon d'agir.

Mais qu'est-ce qu'on t'offre comme politique? Le monde politique c'est qui? Le Parti libéral? Ce sont eux qui dirigent, administrent et planifient cette division du monde qui te semble injuste. Ce sont eux qui en profitent. L'Union nationale? C'est la même maudite affaire, la même gang. Les drapeaux sont peut-être de couleur différente, mais ils flottent toujours dans le même sens. Là, il se présente quelque chose, un parti, le RIN qui, lui, propose justement ça, un changement. Dans la mesure où ça commençait, où tu étais plus ou moins connaissant de la politique, tu te dis que tu vas pouvoir agir là-dedans. Tu embarques. Effectivement, tu agis, tu apprends. L'idée de l'indépendance faisait son chemin depuis le début des années 60. Dans ma tête, l'indépendance c'était aussi la condition, le vécu des gens, la question nationale comme ils disent, c'était aussi la question sociale. Ça allait ensemble, je ne pouvais pas séparer ça. Donc, c'était un projet qui était en marche. Moi j'ai embarqué comme beaucoup d'autres.

Nous nous sommes tous rencontrés à travers ça. Nous venons de la même expérience. Y a bien des façons d'apprendre, même en politique. Tu peux apprendre ça dans les livres, devenir diplômé, mais ça donne quoi au monde que tu sois capable de l'analyser si tu ne fais rien? C'est une chose de connaître, d'apprendre à travers une expérience vécue. C'en est une autre d'apprendre dans les livres. Je me suis trompé souvent, mais je voulais comprendre. Je voulais agir. Je voulais vivre.

[...]

Une société ce n'est jamais le produit d'une ou de quelques personnes, même si on nous présente souvent l'histoire comme ça. C'est l'ensemble des gens, du monde qui la font. Qu'ils en aient conscience ou pas, qu'ils occupent un poste bien en vue ou un petit emploi ordinaire, qu'il soit premier ministre ou robineux sur la «main», c'est pareil. Puis ce que

les gens font, ils peuvent aussi le défaire, le modifier, le changer. C'est ce que je crois.

Tu peux refuser, mais si tu crois le monde immuable, inchangeable... «ça toujours été de même et ça va toujours être de même». Faut pas voir uniquement soi, sa petite personne avec ses graves petits problèmes. Sans ça, les choix ne sont guère nombreux. Tu peux chialer un peu puis t'écraser en te disant, pour te donner bonne conscience, que c'était une crise d'adolescence. Tu peux jouer au hippie (je ne sais pas comment on les appelle aujourd'hui), au marginal, en dehors du système, tout en faisant ton marché chez Steinberg. Tu peux te trouver un guide spirituel, un gourou, un maître rien qu'à toi qui va tout te régler en échange de tout ton argent. Tu peux aussi, si tu restes dans l'est, te trouver un revolver, un gun, puis t'essayer à réussir en dévalisant la première banque que tu vois...

Je ne crois pas aux choses immuables. Je ne crois pas que la vie ce soit un acte solitaire qu'on devrait assumer tout seul. J'ai comme l'impression de n'avoir jamais cru que j'étais né dans un monde où tout était décidé, que rien ne pouvait changer, qu'il fallait donc l'accepter en cherchant tout seul à s'en sortir.

Il me semble que c'est comme la vie. On vient au monde, on grandit, on vieillit, on meurt. On change tout le temps. Si c'est vrai pour une vie humaine, ça doit être vrai pour une société. Toutes les sociétés. Une société c'est de la vie. C'est vivant, donc ça change, ça se change. On peut la changer pour soi, dans son intérêt.

Si demain je pouvais vivre dans le monde idéal dont je rêve, je crois que, pour mes enfants, ce monde-là ne serait pas parfait. Il ne pourra pas être parfait. Ils voudront autre chose. Ils sentiront le besoin d'autre chose. Ils devront trouver autre chose par eux-mêmes, pour eux-mêmes. Pourquoi? Parce que c'est la vie. Parce que c'est normal. Une société c'est ça. Il n'y a pas d'absolu.

L'engagement politique, ça a été ma façon d'exprimer un refus, une volonté de changement. Ce choix était peut-être dans l'époque. La fin des années 60, ça a été une période d'effervescence au niveau politique. C'était une époque de contestation, de remise en question, d'engagement. Le Québec

venait à peine de sortir du duplessisme et achevait aussi de «sortir» de la courte période qui l'a suivi et qu'on a appelée la Révolution tranquille. Mais si, en haut, on ne pensait rien qu'à «sortir», l'ensemble du monde, en bas, lui, commençait à ressentir le besoin de «rentre». Les gens s'organisaient. Des groupes se formaient: comités de citoyens, mouvements de pression, de contestation... On éditait des journaux, des revues. L'ensemble de la société était remis en question, critiqué. Des projets politiques s'amorçaient autour de l'idée de l'indépendance du Québec, d'une société où le moteur de l'économie ne serait pas le profit mais la satisfaction des besoins de l'ensemble des gens.

[...]

J'ai fait Octobre parce que j'ai cru à ça. J'ai passé à travers onze ans de prison parce que je crois à ça. Pour moi, Octobre c'était vivre. C'était tenter de prendre ma vie. Se donner les moyens de prendre toutes nos vies. C'était mettre un pied devant l'autre. Faire un pas dans le sens du changement. On peut critiquer, on peut être contre, on ne peut pas m'enlever que j'ai essayé, maudit! Ce n'était peut-être pas le bon pas à faire. Nous l'avons fait peut-être trop vite, trop grand. Je n'avais pas d'autres moyens de comprendre. Si tu veux connaître le terrain qu'il y a en face de toi, il faut que tu y touches. Il faut que tu mettes le pied dessus.

Il y a du refus dans Octobre. Catégorique, sans compromis. Il n'y a pas seulement ça. Ça n'a jamais été de détruire. Ce n'était pas un geste de désespoir. S'il n'y avait eu que ça, nous n'aurions rien fait. Nous n'aurions pas pu faire ça. Nous l'avons fait parce qu'il y avait de l'espoir. Et l'espoir se bâtit dans la mesure où tu agis, où tu cherches à avoir prise sur ton vécu avec les autres.

Il y avait de l'espoir, beaucoup. Il y avait aussi de la passion, beaucoup. Nous croyions passionnément à ce que nous faisions. Nous l'avons fait avec passion. Je dis ça et je me sens comme gêné. Tu n'as presque plus le droit d'être passionné: c'est négatif, c'est presque fou. «Il ne faut pas être

passionné, ça empêche d'être objectif.» Faudrait être neutre. Même pour ce qui touche sa vie. Il faudrait ne jamais se fâcher, ne jamais prendre position. On n'a pas le droit de voir uniquement blanc ou noir. Il faut nuancer. «Il y a du bon partout. Il faut regarder des deux côtés.» Je comprends ceux qui nous rentrent ça dans la tête, autrement il faudrait constamment choisir. Il faudrait agir. On n'aurait pas le choix.

Ce n'est pas triste la passion. Ce n'est pas tragique. Les yeux ne te sortent pas de la tête. Ça ne fait pas péter les veines du cou. Je n'ai jamais été du genre crispé, les yeux tout rouges. Je n'étais pas pogné par la cause. J'avais la passion de ma vie, de la vie, c'est tout. Ce que je voulais, ce que j'exigeais, je n'avais pas à le théoriser, je le sentais, je le vivais.

J'aimais rire, j'aimais chanter. Avec Paul, Jacques, les autres, lorsque nous entreprenions un long voyage en auto, plutôt que de mettre la radio souvent nous chantions, l'un après l'autre, tous ensemble. J'ai des dizaines de souvenirs comme ça dans ma tête. Nous passions de Félix Leclerc à Brassens, de Jean Ferrat à Raymond Lévesque. Ça pouvait durer des heures. Nous ne nous tannions pas. En duo avec Paul Rose, ça servait pour ceux qui nous écoutaient à s'endurcir contre la torture. Nous riions. Je savais des dizaines de chansons par cœur. Lorsque je suis sorti de prison, j'ai réalisé que je ne me rappelais d'aucune. J'avais tout oublié; les mots, les airs. Ça m'a fait drôle de prendre conscience que je n'avais pas chanté depuis onze ans. Ça m'a fait mal. C'était comme si on m'avait enlevé quelque chose d'important, de précieux. Il faut que je réapprenne à chanter. Il faut que je réapprenne à rire. Tu es si peu habitué qu'au début, si tu ris trop longtemps ou trop fort, ça te fait mal aux joues. C'est écœurant la première fois que tu t'aperçois de ça. Tu mesures tout ce que tu viens de vivre. Il n'y a rien de passionnant en prison. C'est voulu. L'homme qui doit en sortir ne doit plus être passionné. Il doit être brisé. C'est la définition qu'on a d'un homme, d'un «honnête citoyen».

Je réapprends tout, mais je ne ris pas comme avant. J'ai comme l'impression d'entendre un rire différent. Je ris beaucoup moins souvent qu'avant. Je me trouve trop sérieux. Ça m'écœure.

On nous a enlevé le besoin d'être passionné, donc exigeant de sa vie. On dirait qu'il n'y a plus de passion pour la vie. La vie, la mort, c'est seulement des images à la télévision. Quand on est tanné, on n'a qu'à la fermer.

On se passionne pour le Canadien ou les Nordiques l'hiver, les Expos et le Manic l'été. On fait du sport en buvant de la bière au stade ou bien «effoiré» dans un fauteuil devant sa télévision. Pendant ce temps-là, ailleurs, pas bien loin, au Salvador par exemple, des êtres humains identiques à nous, habitant la même terre que la nôtre, luttent pour vivre, pour survivre, pour ne pas être réduits à l'esclavage par les mêmes gens qui nous bourrent de sport. Pendant ce temps-là, chez le voisin par exemple, on se demande comment on va s'en sortir parce qu'il y a la crise. Parce que le loyer augmente toujours, parce qu'on vient d'être «slaqué», parce que le salaire minimum ne couvre pas le minimum.

Mais être passionné pour les sports-vedettes c'est «normal». C'est sain, Ça prouve qu'on est «équilibré», capable de se détendre: «Détendez-vous, voyons, amusez-vous.» De la mardo! Je pense que les salaires écœurants qu'on donne à ces «grandes vedettes» mesurent bien la gravité, l'importance de ce qu'on veut nous cacher: la mutilation, la disparition, la mort de millions de personnes, leur assassinat, leur exploitation, NOTRE RESPONSABILITÉ.

La vie devrait être passionnante pour elle-même, en elle-même, sans gadget. Je me dis que tout le monde a ce besoin-là, ce rêve-là. Il me semble que c'est ça être humain. On devrait être capable de commencer chaque journée avec la passion de la vivre autant pour soi que pour les autres. Il ne faut pas vouloir moins. Nous n'avons pas voulu moins. La passion c'est simplement l'engagement, la volonté d'assumer ses responsabilités sociales. C'est le goût de ne jamais se décourager. C'est, chaque jour, vouloir réaliser de quoi. Pas de grosses affaires. La vie, vivre, c'est presque jamais ça. Réaliser des petites choses qu'on pourrait appeler son quotidien, qu'on pourrait appeler la vie. C'est important de vivre ça, la vie. Il ne faut pas se la faire voler. Il ne faut pas passer à côté.

Comme on dit, l'histoire nous prend là où on vient au

monde. Il ne s'agit pas seulement d'un lieu géographique mais aussi d'une place au sein de la société. «Quand on est né pour un petit pain...» (Ce qui est injuste, ce n'est pas le «hasard» qui nous fait naître en haut ou en bas, fils de riche ou fils de chômeur, mais l'existence d'une société divisée en classes, l'existence de structures, d'institutions permettant en permanence la reproduction de cette division.) Ton monde c'est aussi une manière de comprendre, une façon de voir les autres, de saisir la vie.

On nous présente la société québécoise, la société nord-américaine comme celle de la liberté, de la démocratie. Chez nous, liberté ça voulait dire (et ça veut encore dire) subir, devoir accepter, se faire imposer, obéir, se limiter. Y en a qui vont me trouver excessif. Y en a qui ont peur des mots. Chez nous, la crise économique, nous n'en profitons pas, nous la subissons. La hausse des loyers, du prix de l'alimentation, de ce qui est essentiel pour vivre, nous n'avons pas voulu ça. On nous l'impose, on veut nous le faire accepter. On nous congédie, on nous envoie sur le chômage, sur le bien-être. Tu n'as guère le choix, tu dois obéir. Tu te regroupes. Tu te bats pour exiger des conditions de vie décentes. On te dit de te limiter, de te restreindre because la crise... «chacun doit fournir un effort...»

[...]

Le RIN, le FLQ, la lutte pour l'indépendance du Québec, au fond ça a été le refus d'accepter ça. Nous, nous n'avons pas voulu être polis ni obéir. Nous avons voulu choisir et décider de notre liberté. Octobre ça a été notre volonté de nous mêler de nos affaires, de prendre en charge nous-mêmes, pour nous-mêmes, toute la réalité économique et politique...

Nous vivons dans une société de classes. Un petit groupe possède tout l'argent, les usines, les matières premières, les moyens de transport. L'autre groupe, formé par la majorité du monde, n'a que la force de ses bras, ses connaissances qu'il doit vendre sur le marché du travail. Le prolétariat, la bourgeoisie, ça existe. Ce ne sont pas seulement des abstractions, des concepts pour Ti-clin en science politique. Il ne faut pas avoir peur de ça. C'est une réalité qui est la nôtre. Mais, d'après moi, ce n'est pas toute la réalité. J'aime autant manier ça avec prudence. Je ne me sens pas calé pour définir ça. J'ai

peur des classements mécaniques qui te font presque au départ, bon ou mauvais. Je ne crois pas à la prédestination. Je suis contre cette façon d'enlever, du fait de ton «appartenance de classe», pratiquement toute responsabilité individuelle.

Tu peux travailler dans une usine qui fait des bombes, des armes qui vont servir à tuer des hommes, des femmes, des enfants, quelque part dans le monde, sans te poser aucune question. Tu es un ouvrier. Tu n'as pas de questions à te poser. Tu n'es pas responsable. Le prolétariat ne peut pas être responsable. Toi, tu n'es qu'un pauvre ouvrier qui doit bien vivre et bien faire vivre sa famille. Continue à faire des bombes, des armes. Si jamais on décide de fermer l'usine, on va se battre pour qu'elle continue de produire. Un prolétaire, ça doit travailler. Un prolétaire, ça existe uniquement quand ça travaille. Je crois à la classe ouvrière. Je crois aussi que nous avons tous des responsabilités. L'appartenance à une classe sociale ça ne dispense pas d'en avoir.

Je ne crois pas aux démarches individuelles. Je ne crois pas non plus aux démarches où l'individu n'existe plus. Je ne crois pas qu'on va régler quoi que ce soit en faisant de la méditation transcendante tout seul dans une chambre. De toute façon, chez nous, on travaille, on n'a pas le temps de faire des niaiseries. Je ne crois pas non plus au «parti de classe» où tu n'existes plus, tu ne comptes plus face à «ta» classe sociale. De toute façon, c'est toujours des menteries, parce que tu dois faire, tu dois penser ce que, supposément, «ta» classe doit faire ou penser, et ce n'est jamais toi qui définis ça. C'est toujours d'autres qui décident. Je ne crois pas à l'harmonie entre ceux qui possèdent, la bourgeoisie, et ceux qui n'ont rien, nous autres. Je crois à ceux qui cherchent à avoir prise sur leur vie en solidarité avec les autres. Je crois à ceux qui agissent pour construire un monde plus égalitaire. Je crois à ceux qui pensent que la vie devrait être encore exaltante et qui agissent, se battent pour qu'elle le redevienne. Je crois en ceux qui cherchent à avoir prise sur ce qu'ils font.

Je sais que pour certaines personnes c'est facile d'agir, d'avoir prise sur leur vécu. Quand tu possèdes le monde, tes moyens d'action sont grands. Tu ne te poses pas les mêmes questions. Tu n'as pas les mêmes définitions. Paul Desmarais, président de Power Corporation, agit parce qu'il possède. Il

ne se demande pas quelle prise il a sur le monde, il l'a. Ce gars-là ne peut se poser les mêmes questions que nous. Il ne se demande pas s'il réalise quelque chose. Il réalise tous les jours. Il a prise sur sa vie, sur la vie de milliers de personnes. C'est son quotidien d'avoir prise. Ce n'est pas tout le monde qui possède ça, une minorité seulement. Nous, nous n'avons pas prise sur nos vies. Nous devons subir beaucoup plus que nous pouvons agir. Nos contraintes sont grandes. Notre dépendance pesante. Il faut vivre, et c'est difficile de vivre aujourd'hui, ici quand tu n'as rien.

Mais le monde, la société dans laquelle nous vivons, où nous essayons de vivre, c'est aussi nous autres. La richesse, le pouvoir d'un Desmarais, c'est uniquement nous autres, notre travail, notre volonté de travailler. Le monde tel qu'il est, c'est nous qui le faisons quotidiennement, jour après jour. Si nous le faisons, nous pouvons le défaire, nous pouvons le changer et le changer pour nous. Notre force, c'est que nous ne sommes pas seuls. Notre vie, nos contraintes, c'est la vie de la majorité du monde, de l'ensemble des gens. On se croit tout seul, ce n'est jamais vrai. On nous dit que tout seul on peut s'en sortir, ce n'est jamais vrai non plus. Ensemble on peut. Ce n'est pas facile, il n'y a rien de facile. Ça vaut la peine. Ce sont nos vies que nous avons à gagner.

FRANCIS SIMARD

Le combat révolutionnaire n'est jamais terminé

Je me revois au pénitencier Archambault, étendu sur le lit, les bras sous l'oreiller, la tête tournée vers la veilleuse de sécurité qui, rivée dans un coin du plafond, braquait sur moi sa lumière bleue tandis que le garde, effectuant sa ronde dans la rangée 2H, me gratifiait à travers le judas vitré d'un méchant regard.

Je me revois au bloc cellulaire E, qui me rappelait la Crise d'octobre, la grève des prisonniers, les émeutes, les évasions, le claquement des balles, les détenus morts; je me revois dans la cellule vide où j'avais passé la plupart de mes cinq mille et quelques nuits d'emprisonnement et que ne décoraient plus les photos de femmes nues.

Ah, tant que je vivrai, je me souviendrai de cette nuit. Oui, tant que je vivrai, je m'en souviendrai, car cette nuit-là, c'était la dernière, la dernière de ma vie d'esclave, de ma vie de prisonnier politique québécois derrière les barbelés à Sainte-Anne-des-Plaines, Québec.

Je venais de vider la place de mes effets personnels et j'étais prêt à partir. J'avais remis mes uniformes de bagnard marqués du matricule 4247 aux geôliers de l'État fédéral, ne gardant qu'un pantalon et une chemise que j'échangerais le lendemain matin contre des vêtements civils. Mon transistor, je l'avais donné à Pierrot, ma machine à écrire à Thomas, et mes livres aux gars de la rangée. Je ne voulais absolument

rien emporter du pénitencier. Quatorze ans de bagne dans ma mémoire, c'était déjà suffisamment lourd à traîner.

Oui, depuis quatorze ans, j'attendais qu'elle arrive, la Liberté, je l'attendais comme les juifs le Messie, et maintenant qu'elle était là, près de moi, j'étais incapable de me réjouir. Pourtant, dans toutes les sales prisons et infectes geôles où je pourrissais depuis la fusillade de la rue de Bleury, le 29 août 1964, partout elle avait hanté mes rêves, mon cœur, mon esprit.

Soit dans les cellules du sous-sol du quartier général de la Sûreté du Québec, rue McGill, ou dans celles de la forteresse de la rue Parthenais; soit à la Police de Montréal, rue Bonsecours, ou dans les cellules du nouveau Palais de Justice, rue Notre-Dame; ou encore à la prison de Bordeaux, dans le trou et dans la cellule des condamnés à mort; puis au vieux pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul ou à l'Unité spéciale de détention, à la prison de Cowansville et au pénitencier à sécurité maximum Archambault — dans tous les bagnes, prisons, cachots, fourgons cellulaires, autopatrouilles, partout où j'ai traîné mes chaînes, partout et à tous les instants, j'avais rêvé d'elle.

La Liberté, depuis quatorze neiges, quatorze printemps, quatorze soleils, quatorze octobre, je l'attendais. Et maintenant qu'elle était à portée de main, réelle, palpable, fringante dans toute sa volupté, elle me faisait terriblement peur! Aussi incroyable que cela puisse paraître, j'étais devenu une sorte de voyageur du cosmos qui revient à la terre et j'éprouvais une frousse immense en pensant à la «rentrée dans l'atmosphère» qui m'attendait à ma sortie, le 24 juillet 1978... le lendemain matin!

Ce n'était pas ainsi que j'avais imaginé ma libération, tabarnack, non! Que voulez-vous, le Front de libération du Québec ne pouvait pas à lui seul réussir à faire l'Indépendance, non il ne pouvait pas, car deux cents ans de colonialisme dans la vie d'un peuple laissent sans doute autant de traces que vingt ans de pénitencier dans l'existence d'un homme — et ça ne s'efface pas du jour au lendemain.

Mais, il y a dix ans encore, il m'était même inconcevable d'imaginer que je retournerais un jour, comme un chien battu, vivre dans un système social que j'avais juré de jeter à terre.

Ce retour me paraissait d'autant plus pénible qu'il s'agissait d'un net recul sur le plan idéologique comparativement à ce que nous incarnions autrefois: les forces vives d'une nation naissante. Selon mes convictions de militant du FLQ à l'époque, la République du Québec de l'an 2000 ne pouvait se construire que sur les ruines fumantes du Canada français colonisé, et mon retour à la liberté me semblait impossible autrement que dans le crépitement des mitrailleuses lourdes, une AK-47 automatique dans les mains. Le soir de la Révolution.

Ah! mes amis, la révolution, je l'ai plutôt vécue au pénitencier de Sainte-Anne-des-Plaines. Pour le militant du FLQ que j'étais, la prison représentait encore le combat et, à Archambault, j'ai connu le combat révolutionnaire jusqu'aux derniers instants de mes quatorze ans d'incarcération. Les geôliers d'Ottawa ne nous faisaient surtout pas de cadeaux. Il fallait se battre vingt-quatre heures sur vingt-quatre. D'abord pour sa propre survie comme être humain, ensuite comme felquistes contre le système, puis en tant que détenu. Il fallait livrer une lutte féroce de chaque instant pour obtenir une nourriture plus saine ou une demi-heure de marche supplémentaire, pour avoir des soins médicaux adéquats, pour pouvoir prendre une douche, écrire une lettre, recevoir un livre, bénéficier d'une visite, communiquer avec son avocat, changer d'emploi ou de cellule, apprendre un métier, poursuivre ses études.

Il fallait se battre contre les gardes pour qu'ils arrêtent de nous écœurer. Il fallait se battre contre les préposés au classement de nos dossiers. Il fallait se battre contre les fonctionnaires du Bureau régional des services des pénitenciers pour qu'ils ne nous transfèrent pas à tout bout de champ dans des supermaximums. Il fallait se battre contre la toute-puissante Commission des libérations conditionnelles pour qu'elle ne nous fasse pas attendre éternellement ses décisions arbitraires. Il fallait constamment revendiquer, crier, cogner, menacer, briser, incendier, faire du sabotage, faire la grève. Il fallait se battre pour et contre tout. Et surtout contre soi-même.

À force de combattre pour ma survie, je suis devenu, au fil des années, un bagnard endurci capable de supporter n'im-

porte quoi. Ça ne me dérangeait plus de me taper six mois sec, enfermé dans une cellule, isolé, et de bouffer durant cent jours des sandwiches au baloney congelé. Je savais comment prendre mon trou, avaler ma pilule, faire mon temps comme un homme. J'apprenais à souffrir en silence en présentant un sourire de défi aux geôliers, conformément à l'image de «terroriste dangereux» inscrite à mon dossier.

Au fur et à mesure que mon incarcération se prolongeait, je me construisais une véritable carapace. Pour accroître mon endurance physique, je me jetai bientôt sur la piste de course de la prison tel un animal traqué, tournant autour de la grande cour extérieure en longeant les clôtures hérissées de barbelés, toujours soucieux de ne pas traverser la zone tampon afin que les gardes, dans les miradors avec leurs FN automatiques, ne me tirent pas dessus.

En hiver, à quarante sous zéro, je courais dans la neige. En été, à quatre-vingts degrés à l'ombre, je continuais de courir; aussi au printemps, dans la neige fondante et, à l'automne, malgré la pluie. De trois milles, je montai à cinq et, passé le cap de dix milles, je me mis à parcourir de longues distances. Avec mes cent quatre-vingts livres et mes six pieds et deux, je me suis ainsi forgé un corps d'athlète que j'exhibais fièrement devant les geôliers pour leur montrer comment je supportais ça, une condamnation à perpétuité. J'étais un vrai dur. Je savais endurer les frustrations, subir les privations, accepter les pires défis, même affronter la mort. Je savais tout faire, tout... sauf vivre.

La guerre des nerfs est aussi épuisante que la guerre tout court, et chaque homme a ses limites. Par contre, mes quatorze années de bagne n'avaient pas atteint mon point de rupture, celui qui sépare irrémédiablement l'homme en tant qu'être humain de l'homme à l'état végétatif. Oh! non, j'étais bon pour courir encore une couple d'années, bien qu'au plus profond de moi-même je commençais à ressentir une certaine fatigue. Seul mon orgueil m'empêchait d'avouer que j'avais mangé une méchante claque.

Malgré la résistance farouche que j'avais opposée à l'effet destructeur des longues années de prison qui usent l'homme comme les vagues de la mer travaillent les rochers, je n'ignorais pas que mon système nerveux était sérieusement endom-

magé et qu'il me faudrait beaucoup de temps pour me rétablir. «La Commission des libération conditionnelles ne gagnerait rien à vouloir détruire votre personnalité», me confiait le psychiatre qui m'examinait pour le compte de ladite Commission, cette dernière exigeant une évaluation psychiatrique avant de me libérer. Et le psychologue était encore plus catégorique: «Normalement, tu aurais dû craquer. C'est grâce à ta forte personnalité que tu as survécu.»

En vérité, j'ai survécu parce qu'on ne m'a pas laissé le choix; je n'avais pas d'autre issue de secours que de me tenir debout. Je savais fort bien à quoi la Commission des libérations conditionnelles voulait en venir en remettant ma libération de deux ans en deux ans: me briser par l'attente. J'ai survécu parce que je me suis toujours considéré comme un militant du FLQ et non comme un détenu qui payait une dette à la société. J'ai survécu parce que j'étais pleinement d'accord avec moi-même idéologiquement, toutes erreurs de parcours comprises. J'ai survécu par fidélité envers ma patrie d'adoption. J'ai survécu parce que c'était tout simplement mon devoir d'homme de le faire.

Dernier du groupe à être relâché, j'ai terminé ma «carrière» de militant du FLQ à l'occasion d'un congé de trois jours qui m'était accordé dans le cadre d'une libération progressive. La Commission craignait de me relâcher d'un seul coup et avait décidé de me libérer, pour ainsi dire, en pièces détachées. Je choisis alors la fête nationale des Québécois pour donner à ma sortie toute la signification politique qu'elle méritait.

[...]

La révolution viendra comme
l'amour nous est venu
un certain 24 juin...

HUBERT AQUIN

Je suis le prisonnier politique québécois qui a passé le plus de temps en prison. Au moment d'écrire ces lignes, je n'ai plus à m'inquiéter que quelqu'un d'autre arrive et vole mes «médailles», mes «titres honorifiques», bref, qu'il brise

mon record, car celui qui m'a talonné le plus près, le gros Paul [Rose], est en voie de libération.

Oui, mais quel record? Ce n'est pas le nombre d'années de prison qui compte. L'histoire juge la valeur d'un révolutionnaire à ses réalisations. Je dis révolutionnaire, parce que révolutionnaire est l'idée de l'Indépendance du Québec, laquelle engendrera à longue échéance des changements socio-économiques majeurs en débouchant sur la libération des énergies créatrices que le Québec possède potentiellement mais qui sont étouffées, niées ou gaspillées sous le carcan de l'État fédéral. En ce sens, c'est vrai, rien n'est encore définitivement gagné, ni perdu non plus. Le bilan des vingt dernières années de combat se révèle encourageant, tout compte fait. Les Anglais avec leurs Trudeau, Lalonde, Chrétien perdent leur temps à vouloir nous faire disparaître. Le Québec a vu le jour comme entité nationale distincte; il a survécu et il est là pour rester.

Le problème n'est pas résolu pour autant. Au fond, rien ne sera réglé tant que la question nationale restera en suspens, tant que les Québécois ne se décideront pas une fois pour toutes à prendre leur destin collectif en main. Ceux-ci ne pourront pas remettre éternellement la décision aux générations montantes, ni attendre que les autres le fassent à leur place. C'est aux Québécois de ma génération qu'incombe la tâche de terminer ce qu'ils ont commencé à construire il y a vingt ans. Et sans courir le risque que cela occasionne des problèmes économiques majeurs, des déchirures ou des drames humains. Comparativement aux autres peuples damnés de la terre qui ont dû se saigner à blanc dans des guerres patriotiques pour arracher leur autonomie, les Québécois font figure de privilégiés. L'autodétermination se résume aujourd'hui à une simple formalité. Il suffit de vouloir.

Si je regarde en arrière, je constate avec le recul du temps et l'expérience révolutionnaire vécue sur le terrain que nos chances à nous, à l'époque, de faire l'Indépendance du Québec les armes à la main étaient très minces, voire inexistantes. Même en réussissant l'attaque contre l'armurerie, je sais aujourd'hui que ça n'aurait pas marché très longtemps. La police n'y était pour rien, contrairement à ce que certains prétendent. Nos pertes en hommes se révélèrent négligeables comparées

à celles d'autres mouvements de libération. Justement, en traçant le parallèle avec les quelque centaines de mouvements révolutionnaires à travers le monde qui, mieux équipés politiquement, financièrement, militairement que ne le fut le nôtre, ont quand même disparu sans laisser de traces, les jeunes militants du Front de libération du Québec s'en étaient tirés avec tous les honneurs en réussissant à accomplir leur mission historique. Malgré les lourdes sentences et des conditions barbares de détention, pas un des prisonniers politiques québécois n'a craqué, pas un! Ils sont tous sortis la tête haute des bagnes de l'État fédéral.

Je le répète, le FLQ ne pouvait pas réussir seul pour la simple raison que deux cents ans de colonialisme dans la vie d'un peuple ne s'effacent pas du jour au lendemain. Et pourtant, nous avons quand même brandi l'étendard de la révolte sur les barricades du ghetto pour secouer le joug de l'État fédéral; nous avons refusé de le subir passivement contrairement à la majorité silencieuse. Nous étions pleinement justifiés de prendre les armes: nous avons agi en pleine connaissance de cause, et de plus en état de légitime défense. Par nos actions et nos années de prison, nous avons contribué à la réalisation du Québec des temps modernes, nous avons réussi à lui donner la vie. S'il a fallu jeter le vieux Canada français dans les poubelles de l'histoire, ça n'aura pas été une grosse perte. De toute façon, il fallait passer par là.

Le Québec contemporain prend ses racines dans la Révolution tranquille des années soixante. En sortant du pénitencier, ce fut une surprise pour moi de voir et de constater que les jeunes, surtout les moins de vingt ans, semblaient complètement ignorer les événements qui, désormais, font partie de l'histoire de leur pays. Bien sûr, il serait injuste de leur en vouloir, d'autant plus que ce n'est pas le gouvernement de René Lévesque qui va le leur enseigner dans les écoles car, sur cet aspect de la lutte pour l'indépendance nationale, il a toujours affiché le mutisme le plus embarrassé, ou s'est livré à une distorsion des faits en réduisant la portée historique du FLQ aux gestes et aux noms de quelques individus. Quant aux autres, à savoir les Trudeau, les forces policières, les magistrats, eux, il y avait longtemps déjà qu'ils avaient fait valoir leur point de vue: il suffisait de nous expédier à la

potence ou encore de nous casser les reins avec des sentences insensées dans les bagnes de l'État fédéral. Maintenant, c'est à nous, militants du FLQ, de montrer l'autre côté de la médaille, de présenter notre version des faits.

[...]

J'ai des idées politiques bien arrêtées en ce qui a trait au «contenu» de la République du Québec de l'an 2000 que je vois comme une puissance mondiale de troisième ou quatrième rang dans l'échelle économique, mais incontestablement première comme réussite sociale et humaine. J'ai des idées très précises au sujet d'un projet de société que je ne peux pas concevoir autrement que dans une ligne de pensée socialiste — mais, attention! il s'agit d'un socialisme authentiquement québécois, qui vienne d'ici, qui corresponde parfaitement à la particularité nationale. Les voies de l'avenir du Québec se trouvent là, à mon humble avis.

FRANÇOIS SCHIRM

Bibliographie

A. Documents du FLQ et du mouvement révolutionnaire québécois

- La Cognée*, organe du FLQ octobre 1963-avril 1967 (66 numéros).
- L'Avant-garde*, organe interne du FLQ (Groupe Vallières-Gagnon), 1966 (5 numéros).
- La Victoire*, organe officiel du FLQ, nov. 1967-été 1968.
- Mobilisation*, organe du FLP «Stratégie révolutionnaire et rôle de l'avant-garde», texte de Pierre Vallières, février 1969.
- Charles Gagnon et Pierre Vallières, «Grève de la faim pour la reconnaissance 'du crime politique' au Québec et du statut de 'prisonniers politiques' pour les partisans du FLQ» dans *Parti Pris*, vol. 4, n° 3 (nov.-déc. 1966), p. 88-92.
- Charles Gagnon et Pierre Vallières. «*Pour un front commun multinational de libération*», février 1970.
- Charles Gagnon, *Feu sur l'Amérique*, manuscrit inédit, 1968.
- La claque*, Montréal, septembre 1970, vol. 1, n° 1 (1 numéro).
- Partisans du Québec libre*, bulletin d'information, Mouvement de libération des travailleurs du Québec (Charles Gagnon), octobre 1970 (1 numéro).
- En collaboration, *Le procès des Cinq*, Éditions Libération, Montréal, 1971.
- Délégation extérieure du FLQ (Alger). *Bulletin d'information*, automne 1970-automne 1971 (6 numéros).
- Vaincre*, bulletin clandestin, février 1971-décembre 1971 (6 numéros).
- Qu'est-ce que le FLQ?* Manuscrit inédit de Pierre Vallières, 100

pages, 1966 (Service des archives de l'UQAM, Fonds Charles Gagnon).

La stratégie de la lutte armée, texte clandestin de Pierre Vallières, septembre 1971.

Organisons-nous, journal interne du FLQ octobre 1971.

Organisons-nous, journal interne du FLQ (nouvelle édition) sept. 1972 (1 numéro).

B. Ouvrages d'ex-militants du FLQ

François Mario Bachand, *Trois textes*, 1971, sans mention d'éditeur, recueil publié par les amis de Bachand avec l'aide des éditions québécoises.

Pierre Charette et Alain Allard, *De Cuba, le FLQ parle*. Propos recueillis par Michèle Tremblay, Éditions Intel, 1975.

Pierre-Paul Geoffroy, *Dossier* publié par le Comité pour la libération de Pierre-Paul Geoffroy, 1979.

Gabriel Hudon, *Ce n'était qu'un début* ou *La petite histoire des premiers pas du FLQ*. Éditions Parti Pris, 1977. Préface de Pierre Bourgault.

Jacques Lanctôt, *La seule voie de la révolution au Québec*, manuscrit inédit, 1975.

Jacques Lanctôt, *Rupture de banc. Paroles d'exil et d'amour*, VLB Éditeur, 1979.

Louise Lanctôt, *Une sorcière comme les autres*, Éditions Québec/Amérique.

Paul Rose, *Dossier* publié par la Comité d'information sur les prisonniers politiques, Éditions du CIPP, 1981.

François Schirm, *Personne ne voudra savoir ton nom*, Éditions Quinze, 1982.

Pierre Vallières, *Nègres blancs d'Amérique*, Éditions Parti Pris, 1968.

Pierre Vallières, *Indépendance et Révolution*, manuscrit inédit, 1968-1969.

Pierre Vallières, *L'urgence de choisir*, Éditions Parti pris, 1972.

Pierre Vallières, *Les Héritiers de Papineau*, Éditions Québec/Amérique, 1986.

Francis Simard, *Pour en finir avec Octobre*, Éditions Stanké, 1982.

C. Autres ouvrages

Bernard Dagenais, *La crise d'octobre 1970 et les médias*, VLB Éditeur, 1990.

Jean-François Duchaine, *Rapport sur les événements d'octobre 1970*, gouvernement du Québec, ministère de la Justice, 1981.

André D'Allemagne, *Le RIN et les débuts du mouvement indépendantiste québécois*, Éditions L'Étincelle, 1974.

Louis Fournier, *FLQ. Histoire d'un mouvement clandestin*, Éditions Québec/Amérique, 1982.

Louis Fournier (en collaboration), *La police secrète au Québec*, Éditions Québec/Amérique, 1978.

Ron Haggart et Aubrey Golden, *Rumours of War*, (version française: «Octobre 1970 un an après») aux Éditions Hurtubise-HMH, 1971.

Jacques Lacoursière, *Alarme Citoyens!*, Éditions La Presse, 1972.

Marc Laurendeau, *Les Québécois violents*, Éditions Boréal Express, 1974.

Jean-Marc Piotte (sous la direction de), *Québec occupé*, Parti Pris, 1971.

Dr. Serge Mongeau, *Kidnappé par la police*, Éditions du Jour, 1970.

Claude Savoie, *La véritable histoire du FLQ*, Éditions du Jour, 1963.

Jean-Claude Trait, *Offensive d'automne*, Éditions de l'Homme, 1970.

Claude Ryan, *Le Devoir et la crise d'octobre 70*, Leméac, 1971.

Table

<i>Préface</i>	9
Message du FLQ à la nation	13
Déclaration de principes	18
La lutte pour la libération nationale est commencée . . .	20
Renforçons l'unité de la lutte de libération nationale . .	22
Pourquoi un parti révolutionnaire clandestin?	25
Message d'Alger	29
Lettre de Saint-Vincent-de-Paul	31
Le Parti communiste canadien et l'indépendance du Québec	35
Pour une action révolutionnaire chez les étudiants . . .	37
Le FLQ existe-t-il?	40
Une lutte que nous n'avons pas choisie	44
Pour la gratuité scolaire	47
Deuxième anniversaire	48
Le MLP et la lutte de libération nationale	49
L'Avant-garde	53
Le partisan québécois	55
Le combat du FLQ, son but, ses moyens	64
Exposé sur les structures du mouvement	81
De l'organisation minoritaire et clandestine aux comités populaires de libération	89
La révolution, c'est une entreprise de construction . . .	98
Violence, clandestinité et révolution	101

Gagner l'appui des masses	121
Il faut nous identifier aux masses populaires	143
Grève de la Faim pour la reconnaissance «du crime politique» au Québec (Canada) et du statut de «prisonniers politiques» pour tous les partisans du FLQ	149
Notre idéal	159
Lettre de prison de Pierre Vallières	169
Lettre de Charles Gagnon	174
Une Amérique à détruire, une Amérique à construire	178
Lettre du Front de libération du Québec	184
La maladie de la société	188
Stratégie révolutionnaire et rôle de l'avant-garde	193
Pour un front commun multinational de libération	205
Deuxième manifeste du FLQ (juin 1970)	210
Je suis né au Bic...	214
Manifeste d'octobre 70	234
Créer dix, vingt, trente Cabano	240
Des otages de chair et de sang	243
Plaidoirie de Paul Rose	246
Risquer sa vie pour la gagner	251
Le combat révolutionnaire n'est jamais terminé	264
Bibliographie	273

CET OUVRAGE
COMPOSÉ EN PALATINO 11 POINTS SUR 13
A ÉTÉ ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE DEUX NOVEMBRE
MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX
PAR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES
DES PRESSES DE L'IMPRIMERIE MARQUIS
À MONTMAGNY
POUR LE COMPTE DE
VLB ÉDITEUR.

F
5477
F57F55
1990
C.1
ROBA

Ce livre, qui n'est d'aucune manière un ouvrage à sensation, a le mérite de souligner que le FLQ n'était pas qu'un mouvement de résistance armée, né de la colère spontanée de jeunes gens indignés par l'exploitation et la soumission des leurs. C'était aussi et d'abord un projet de société, alternatif et de gauche. Un projet révolutionnaire articulé et cohérent.

L'ouvrage *FLQ: un projet révolutionnaire* regroupe une quarantaine de textes — manifestes, analyses, lettres, récits autobiographiques — rassemblés par Robert Comeau, Daniel Cooper et Pierre Vallières. La plupart inconnus du grand public, ils ont été écrits et diffusés par des militants du FLQ depuis 1963, date du premier manifeste felquist. Le recueil se termine avec le témoignage du prisonnier politique qui a passé le plus de temps en prison — 14 ans —, François Schirm.

Instructifs et révélateurs, même à vingt ans de distance, les écrits du FLQ, outre leur intérêt historique indéniable, peuvent encore alimenter les débats nécessaires et urgents quant au projet de société qui préoccupe les Québécois: la souveraineté collective et populaire.

